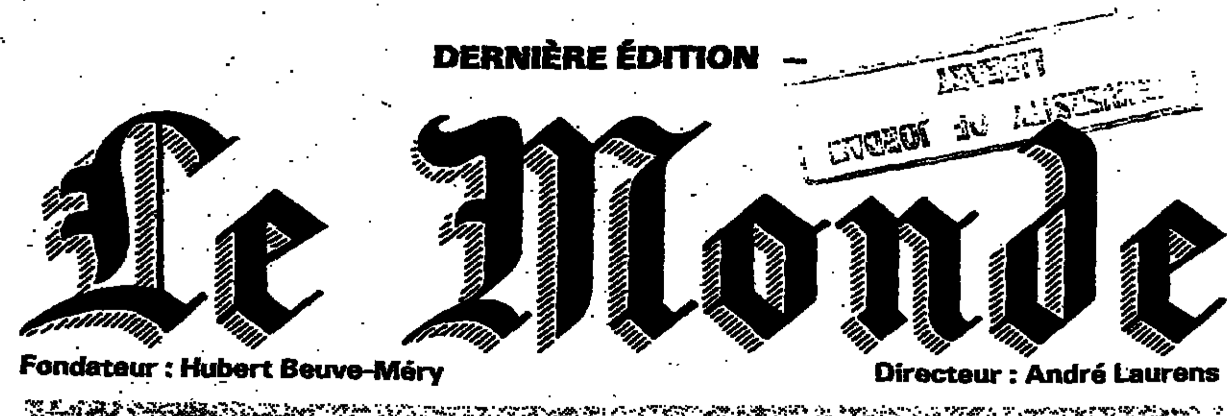
DERNIÈRE ÉDITION



Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12181 - 6 F — DIMANCHE 25-LUNDI 26 MARS 1984

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 — Tél. : 246-72-23

Avec ce numéro

LE MONDE AUJOURD'HUI

Quel avenir pour les chirurgiens ?
Une BD inédite de Syssoïev

Le contingent français quittera Beyrouth avant le 31 mars

Avant le samedi 31 mars, les mille deux cent cinquante marsouins de la 9e division d'infanterie de marine et gendarmes auxiliaires qui constituaient le dernier carré de la force multinationale de sécurité à Beyrouth auront tous quitté la capitale libanaise et regagné la France.

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, l'a annoncé samedi 24 mars à Paris, après les déclarations du président de la République française, vendredi, à Washington, selon lesquelles *« les troupes françaises quitteront le Liban, car leur mission est remplie »*. Ces forces *« ne peuvent pas être des éléments intervenant dans ce qui est une guerre civile »*, a précisé le chef de l'Etat, qui a ajouté : *« Je crois que si les Français restaient plus longtemps, cela conviendrait bien à ceux qui recherchent le nouvel équilibre un peu plus tard. »*

Selon le ministre français de la défense, *« la relève du contingent français à Beyrouth par des éléments désignés par les autorités libanaises s'achèvera le 31 mars »*. L'ordre de commencer les opérations de rembarquement a été donné samedi 24 mars. M. Hernu estime que *« la mission a été remplie dans l'honneur »* et que le contingent français *« est fort de l'estime du peuple libanais, dans toutes ses composantes »*.

Sur place, à Beyrouth, des discussions sur la destination de chacun des postes occupés par les Français ont eu lieu entre, d'une part, l'ambassadeur de France, M. Fernand Wibaux, et le général Michel Datin, et, d'autre part, les représentants des différentes factions présentes à la conférence, dite de la réconciliation libanaise, à Lausanne. C'est pourquoi le communiqué du ministère français de la défense évoque *« les éléments désignés par les autorités libanaises »* et non pas, comme on aurait pu l'imaginer, par le seul gouvernement.

A Washington, précisément, M. Mitterrand avait parlé de ces discussions avec les différentes forces libanaises, en indiquant que *« les dernières démarches qui se sont produites entre les différentes factions se sont déroulées souvent dans les cantonnements français ou sous la protection de l'armée française »*. A Paris, de son côté, M. Hernu a estimé que le contingent français prendrait son temps d'ici au 31 mars.

« Nous avons pu servir à régler un certain nombre de problèmes, surtout de situations humaines, » a indiqué le chef de l'État. *Nous avons, à Tripoli, assuré le départ de quatre mille Palestiniens de M. Arafat, les Grecs assurant le transport et les Français la sécurité de ce transport. Nous avons organisé l'échange des prisonniers, entre des milliers de Palestiniens et un certain nombre d'Israéliens. Nous avons assuré la protection de quartiers où nous nous trouvions, à Beyrouth, et la population nous en est restée très reconnaissante. »*

« Nous continuons de dire, a ajouté M. Mitterrand, *que l'essentiel, en tout cas pour nous, c'est de pouvoir perpétuer notre présence, sous sa forme normale, c'est-à-dire sous la forme normale dans l'action politique, diplomatique, culturelle, économique, l'aspect militaire étant, par nature, transitoire. Mais l'aspect militaire n'est pas indifférent à cet objectif parce que, quand le Liban est en péril, si le plus proche de ses amis ne bouge pas, comment voulez-vous que cette amitié se nourrisse de confiance. Nous avons préservé cela. »*

En principe, les mille deux cent cinquante hommes du contingent français, y compris les gendarmes auxiliaires, seront rapatriés en France et aucun d'entre eux n'est prévu pour renforcer le corps de « casques bleus » dans le sud du pays. L'armée française devra également rapatrier ses stocks d'armements, de munitions et de carburant entreposés à Beyrouth.

Il semble cependant que les autorités libanaises souhaitent une augmentation de la force des Nations unies.

Dans cette éventualité, il est aujourd'hui question de la réunion, le 16 avril prochain à New-York, du conseil de sécurité de l'ONU pour examiner la question du renforcement des « casques bleus » dans le sud du Liban. Déjà, il y a plus d'un mois, la France a remis à la disposition de l'ONU environ quatre cent quatre-vingts hommes qui appartenaient à la FINUL avant de venir à Beyrouth. Dans les milieux militaires français, on laisse entendre que la France ne s'opposerait pas à participer à ce renforcement si les autorités libanaises et le Conseil de sécurité le voulaient.

AU JOUR LE JOUR

Dissuasion

Un conseiller général des Deux-Sèvres vient d'écrire au préfet de sa région pour s'inquiéter de la présence de trop nombreux gendarmes sur les autoroutes. Il estime qu'« une telle dissuasion entrave le bon fonctionnement des autoroutes » et décourage la clientèle.

C'est vrai : ces policiers partout, dans nos rues, qui nous dissuadent de passer au rouge, ces gendarmes sur les routes qui entravent nos élans, cette insécurité permanente dont sont victimes les militants du kilomètre et les défenseurs de la moyenne, tout cela est intolérable. Liberté pour les chauffards !

BRUNO FRAPPAT.

M. Mitterrand veut aller à Moscou

Le président de la République a montré à Washington que la France ne voulait pas être la dernière à œuvrer pour la détente Est-Ouest

De nos envoyés spéciaux

Washington. — M. Mitterrand a confirmé vendredi 23 mars, au cours d'une conférence de presse, qu'il souhaite se rendre en Union soviétique pour favoriser une reprise du dialogue Est-Ouest, sans donner aucune précision sur son projet. La date demeure incertaine. La forme que prendrait sa démarche l'est également. Dès lors, la question se pose de savoir si le président de la République entend rester volontairement vague par souci d'efficacité ou s'il n'en est encore qu'au stade de l'affirmation d'une volonté politique.

Le moment est venu d'agir, estime-t-il, pour trois raisons. Maintenant qu'a été démontrée, dans l'affaire des euromissiles, la solidité de l'alliance atlantique, il ne faudrait pas laisser s'éterniser c'actuelle situation de blocage. Il faudrait ensuite répondre aux signes d'un désir de dialogue émis, selon M. Mitterrand, par Moscou, et enfin, manifester clairement les volontés française et occidentale de négocier.

Dans ses grandes lignes, cette analyse est partagée par M. Reagan, qui appelle depuis deux mois Moscou à améliorer ses relations avec les Etats-Unis, et qui a répété jeudi, au premier jour de la visite de M. Mitterrand, que son pays est décidé à *« travailler à l'instauration de relations plus stables avec l'URSS »*. Malgré cet accord de principe entre les deux présidents, on ne voit pourtant pas ce que M. Mitterrand pourrait, en l'état actuel des choses, aller dire aux dirigeants soviétiques. Il pourrait, certes, se rendre à Moscou en ambassadeur de paix, mais on imagine mal que les relations franco-soviétiques, qui n'ont donné lieu à aucune rencontre entre les chefs d'Etat depuis quatre ans, soient renouées à ce niveau sans que le président français puisse au moins espérer déboucher sur un résultat concret.

BERNAD GUETTA et JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 3.)

Elections étroitement surveillées au Salvador

LIRE PAGE 8 L'ARTICLE DE MARCEL NIEDERGANG

L'escalade du « contre-terrorisme » au Pays basque

Le GAL (Groupe antiterroriste de libération) a revendiqué, vendredi 23 mars, l'assassinat, quelques heures plus tôt à Biarritz, d'un Basque espagnol, installé dans les Pyrénées-Atlantiques. En Pays basque espagnol (voir page 8), un calme précaire semble régner.

Le GAL (Goupe anti terroriste de libération) ne connaît plus de répit. Les assassinats commis par ses membres, le opérations montées par ses commandos au Pays basque français se multiplient ces dernières semaines, au point de paraître désormais plus nombreuses que les actions des séparatistes de l'ETA auxquelles ce groupe anti terroriste s'était donné pour mission de répliquer.

Malgré quelques déboires, des erreurs de cible, et la mort, le 19 mars, de l'un de ses tueurs dans l'explosion d'une voiture piégée, dans le centre de Biarritz, le GAL fait, un peu plus chaque semaine, la preuve de son efficacité dans l'élimination des Basques espagnols installés dans les Pyrénées-Atlantiques et de sa capacité à jeter le trouble dans ce que nombre d'Espagnols, à commencer par le gouvernement de Madrid, affirment être le « sanctuaire », au-delà des Pyrénées, de l'ETA militaire. Pour un groupe dont on ne sait toujours rien, sinon qu'il applique à la lettre les méthodes expéditives des « escadrons de la mort » d'Amérique du Sud, il démontre une rare force d'exécution et une très bonne connaissance des milieux basques espagnols de Bayonne ou d'Hendaye.

Ainsi, peu de gens savaient, au Pays basque, que Xabier Perez Arenaza, installé à Biarritz depuis dix-huit mois, était le beau-frère — et non le frère comme nous l'avions annoncé dans nos dernières éditions — de Domingo Iturbe Abasolo, dit « Txomin », l'un des chefs présumés de l'ETA, que le gouvernement français avait assigné à résidence à Tours, mais qui, en s'enfuyant, a rejoint la clandestinité. Faute d'avoir le chef, on a visé un proche : Xabier Perez Arenaza a été tué, vendredi vers 13 heures, alors qu'il s'apprêtait à quitter une station-service de Biarritz où il venait de faire le plein d'essence de sa voiture. Un homme casqué, circulant à cyclomoteur, s'est approché de lui et a vidé, à très courte distance, un chargeur de pistolet de calibre 9 mm dans sa direction. Atteint de plusieurs balles à la tête et au cœur, Xavier Perez Arenaza est mort sur le coup alors que son meurtrier s'éloignait sans précipitation.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 8.)

La Lorraine le dos au mur

Les ouvriers de la sidérurgie ne comprennent pas que le gouvernement ait reporté sa décision sur les restructurations industrielles

De notre envoyé spécial

Metz. — *« Pas eux ! pas eux ! »*, s'exclame avec colère M. Denis Bonvalot, vingt ans de syndicalisme, secrétaire régional de la CGT lorraine. *« Nous n'avons pas de leçons à recevoir de ces gens de Bruxelles qui prétendent nous imposer des quotas en matière de production d'acier, qui se complaisent dans une politique de récession, au nom du profit, et qui vont d'échec en échec. Quel spectacle ! Des hommes d'État prêts à en venir aux mains pour quelques porcs ou quelques litres de lait. Et l'autre qui réclame son chèque électoral en milliards de francs. Des responsables, au plus haut niveau, prêts à brader la sidérurgie contre l'agriculture ou vice versa. Non, pas eux ! C'est terminé, on n'y croit plus. »*

Les nerfs sont à vif, de Longwy à Rombas, en passant par tous ces bastions sidérurgiques déterminés à ne plus avoir d' « ange » que la terminaison de leurs noms, Florange, Hayange, Gandrange, Hagondange...

Assez joué, rien ne va plus : les Lorrains n'ont pas du tout l'intention de se laisser sacrifier à une quelconque partie de roulette russe économique, et leurs réactions à l'annonce du report lors du conseil des ministres du 21 mars des décisions gouvernementales relatives aux restructurations et mutations industrielles, ces réactions sont à la mesure de leur immense déception.

« Tout le monde, dans les vallées de la Fensch et de l'Orne, affirme un syndicalisme, *avait l'oreille collée au transistor ou regardait les journaux télévisés de 13 heures. » « On nous dit,* poursuit M. Curin, président du Syndicat professionnel des ingénieurs et cadres de la sidérurgie (SPICS), *que le dossier sidérurgique n'a pu être examiné « faute de temps », alors qu'il a été à l'étude pendant plusieurs années, qu'il a fait l'objet d'une masse de rapports et qu'il est aujourd'hui techniquement ficelé avec toutes les contributions possibles. C'est tout simplement prendre les gens pour des imbéciles. »*

« Gens calmes, les Lorrains, assure M. Gérard Schmidt, *secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie de Metz, n'ont pas l'habitude de descendre dans la rue. Quand ils le font, c'est pour un motif grave, et alors ils n'en sont que plus résolus. Poussés à bout, ils sont capables de violence. »*

MICHEL CASTAING.

(Lire la suite page 16.)

La mort de l'architecte Jean Prouvé

Le grand inspirateur

Jean Prouvé, ingénieur, pionnier de l'architecture métallique, est mort le 23 mars à Nancy à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

De sa voie douce et voilée, Jean Prouvé nous disait il y a quelques semaines combien il était séduit par la proposition de I.M. Pei pour le musée du Louvre, retrouvant dans la guerre qui est faite au projet les réflexes académistes dont il avait lui-même souffeut. Il venait d'apporter la lumière de son expérience à l'un des jeunes lauréats du Concours de mobilier de bureau, en compagnie de Charlotte Perriand, présidente du jury, qui comme lui nourrit la jeunesse de ses idées au contact constant de la création.

Une voix douce, une mise discrète, la fermeté de ma pensée, la sûreté du dessin, l'intelligence des formes : Jean Prouvé, ingénieur, constructeur, artisan complet de l'architecture, aura été pendant soixante ans, avant d'être couvert tardivement des lauriers officiels, une figure unique en France d'inventeur de façon de construire. Bon pasteur de plusieurs générations d'architectes (qui lui ont longtemps dénié ce titre), il a dispensé avec passion un enseignement spontané, au fil de conseils quotidiens et pendant les treize années de son cours (1957-1970) au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), cours non écrit reconstitué récemment par des notes d'anciens élèves.

Audace constructive et pureté formelle. Tous les édifices auxquels Jean Prouvé a apporté son concours — simples avis ou collaboration pleine et entière — se distinguent par le refus du décorum et l'économie du geste.

Né à Paris le 8 avril 1901, le fils de Victor Prouvé et filleul du verrier Emile Gallé est élevé dans l'atmosphère intensément créatrice de l'Ecole de Nancy. Ferronnier d'art, il ouvre en 1923 un atelier dans la capitale lorraine.

MICHELLE CHAMPENOIS.

(Lire la suite page 13.)

M. ALAIN JUPPÉ

invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Alain Juppé, deuxième adjoint au maire de Paris, chargé des affaires budgétaires et financières, membre du comité central du RPR, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Grand Jury RTL-*le Monde* », dimanche 25 mars, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Juppé, qui est aussi secrétaire général du Club 89 et conseiller de M. Chirac pour les questions économiques, répondra aux questions d'André Passeron et Marc Ambroise-Rendu, du *Monde*, et de Gilles Leclerc et Jean-Yves Hollinger, de RTL, le débat étant dirigé par Elie Vannier.

RENDEZ-VOUS

Jusqu'au 28 mars. – *Etats-Unis* : poursuite du voyage de François Mitterrand.

Dimanche 25 mars. – *Paris* : Valéry Giscard d'Estaing au *« Club de la presse »* d'Europe 1.
San-Salvador : élections présidentielles.
Turquie : élections municipales.
Bade-Wurtemberg : élections régionales.

Lundi 26 mars. – *Bruxelles* : conseil agricole de la CEE.
Chili : grève des camionneurs.

Mardi 27 mars. – *Bruxelles* : réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE.

Mercredi 28 mars. – *Lisbonne* : visite officielle de M. Helmut Kohl.

Jeudi 29 mars. – *Paris* : réception de M. Senghor sous la coupole.

Vendredi 30 mars. – *Paris* : manifestation des métallurgistes européens.

Samedi 31 mars. – *Liège* : premier congrès des Verts européens.

SPORTS

Dimanche 25 mars. – Cross-country : championnat du monde à New-York.
Rugby : France-Galles juniors à Rodez.

Mercredi 28 mars. – Football : France-Autriche à Bordeaux.

Jeudi 29 mars. – Boxe : championnat de France des poids moyens à Paris.
Basket-ball : finale de la Coupe d'Europe des champions à Genève.

Vendredi 30 mars. – Boxe : championnat d'Europe des poids lourds à Limoges; championnat du monde des moyens à Las Vegas.

Samedi 31 mars. – Football : 33e journée du championnat de France de 1re division.

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 550 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 35 fr. ; Canada, 7,50 $; Côte-d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 Kr. ; Espagne, 150 pes. ; E.-U., 110 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 75 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 800 l. ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 35 f. ; Norvège, 10,00 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 9,00 kr. ; Suisse, 1,70 f. ; Yougoslavie, 162 nd.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	665 F	859 F	1 080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

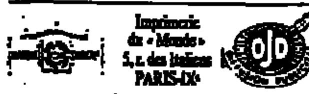
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

IL Y A TRENTE ANS, LA CRIMÉE DEVENAIT « UKRAINIENNE »

L'empire des bénévoles

L'automne dernier, l'URSS célébrait le bicentenaire du « rattachement volontaire » de la Géorgie à l'empire russe (1). L'année précédente, elle avait fêté une demi-douzaine d'adhésions spontanées remontant à Ivan le Terrible, au premier Romanov ou à la régente Anna : celles de la Yakoutie, de la Bachkirie, de la Circassie, de la Kabardie, du Kazakhstan (qui n'existe que depuis 1925). En 1964, l'ordre de Lénine avait été décerné à l'Azerbaïdjan pour le cent-cinquantenaire de son incorporation bénévole. La Kirghizie avait reçu la même décoration en 1963 pour le centenaire d'un identique don de soi.

La plus haute récompense échut toutefois à l'Ukraine : il y a trente ans, en l'honneur de ses trois siècles d'union libre avec la Russie, Khrouchtchev lui avait fait don de la feue république des Tatars de Crimée, devenue département russe depuis qu'en 1944 Staline en avait déporté les Tatars.

A en juger par ces festivités, l'empire colonial des tsars se serait donc constitué de façon unique dans l'histoire : à la prière des indigènes. On admet pourtant des exceptions : la grouillante bataille peinte par Sourikov en 1895 s'appelle toujours *la Conquête de la Sibérie*. Mais ce sont exceptions qui confirment une règle universelle : l'annexion à la Sainte Russie a toujours *« joué un rôle progressiste »*.

L'ancien régime ne se savait ni si attirant ni si bénéfique. Pour le bon vieux *Dictionnaire encyclopédique* de Brockhaus et Ephron, le roi de Géorgie *« fit allégeance »*, de même que les Bachkirs, impressionnés par la puissance russe, *« payèrent tribut »*, que *« l'Etat moscovite s'élargit par l'acquisition de l'Ukraine »* ou que le Caucase fut *« soumis »*. Les auteurs parlent d'*« occupation »*, d'*« expédition militaire »*, de *« russification »*, de *« colonisation »*. Ils se réjouissent de constater que, pendant les années 90 du siècle dernier, *« l'expansion des territoires russes atteignit enfin* (sic) *l'Afghanistan »*. Le colonisé volontaire leur paraît inconnu.

L'annexion sur demande

L'historiographie soviétique se trouvant contrainte d'infliger des entorses à l'histoire pour la ramener à l'alignement, on serait d'abord tenté de voir dans ce mythe l'aveu d'une gêne : celle d'une révolution qui, ayant hérité du tsarisme un empire colonial, se sent obligée d'idéaliser le défunt. Mais la révolution bolchevique n'a pas hérité. Les rattachés s'étaient tous détachés, et elle a dû les reconquérir.

Elle l'a fait sans s'embarrasser du droit dit bourgeois : la république social-démocrate de Géorgie *a été liquidée* moins d'un an après la reconnaissance par Moscou de son indépendance. Des combats farouches ont marqué les reconquêtes : l'interminable guérilla contre les maquisards basmatchs du Turkestan préfigure ce qui se passe actuellement en Afghanistan. *Les fortunes ont été diverses* : échecs en Finlande, dans les trois pays baltes et en Pologne ; succès en Ukraine, au Caucase, en Asie centrale. Mais, qu'il y ait eu victoire ou défaite, la collaboration des minorités, communistes autochtones noie les opérations militaires dans l'océan purificateur de la guerre révolutionnaire contre les Blancs soutenus par l'étranger. Le volontariat du rattachement va donc de soi. Quand, en décembre 1922, est fondée l'Union des républiques socialistes soviétiques, *c'est à l'inverse le droit de détachement* qui leur est reconnu.

Les quinze années qui suivent la mort de Lénine marquent une pause. Moscou entretient de bonnes relations avec les pays qui ont échappé à l'annexion. Leur indépendance semble à jamais assurée. Au vrai, Staline a d'autres soucis. Mais il saute sur l'occasion que le pacte germano-soviétique lui offre. Hitler lui ayant laissé les mains libres de la Laponie aux bouches du Danube, ils vont tous deux se partager la Pologne envahie. La Roumanie doit céder la Bessarabie avec la Bucovine. Les Etats baltes, après traités d'assistance mutuelle leur garantissant l'indépendance, sont avalés sans coup férir (2). La Finlande ne sera qu'amputée : elle avait osé se battre.

C'est alors que le « rattachement volontaire » prend forme légale, mais pour habiller le présent. Les pays baltes ont en effet servi à expérimenter l'annexion sur demande. L'Armée rouge ayant franchi les frontières, des manifestants solidement encadrés exigent un gouvernement de front populaire. Celui-ci fait procéder à des élections démocratiques, arrangées de façon qu'il en sorte une assemblée sur mesure. Pendant la campagne électorale, de nouvelles manifestations réclament *« le retour dans le giron soviétique »*. Dès sa première séance, l'assemblée le sollicite de Moscou. Et Moscou s'incline devant une aussi manifeste volonté du peuple.

La guerre interrompt la reconquête. Pour galvaniser le moral de la nation qui fournit le gros des effectifs et le plus gros effort, Staline réhabilite la vieille Russie : il a dans son bureau le portrait de Souvorov ; les grades et insignes de grade de l'armée tsariste sont rétablis ; l'Église orthodoxe retrouve un droit réel à l'existence et même celui d'avoir un patriarche, dignité abolie sous Pierre-le-Grand. Le pas est franchi au lendemain de la victoire sur l'Allemagne : dans le fameux toast du 24 mai 1945, Staline décerne au peuple russe le titre de *« force dirigeante de l'Union soviétique »*.

Un peuple pareil ne peut évidemment pas avoir commis le péché de colonialisme. Le rattachement volontaire va désormais servir à absoudre le passé impérial. Mais pas seulement le passé. Dès 1943, l'hymne remplaçant une *Internationale* envoyée au placard avait proclamé :

« La grande Russie a pour jamais soudé
» L'indissoluble union des libres républiques. »

Autrement dit : ce qui est acquis est inaliénable. Le rattachement volontaire permet aussi d'absoudre l'avenir.

Or, après la récupération sur le Japon, en septembre 1945, des terres perdues sous Nicolas II, *Staline a remis l'URSS à peu près* partout où fut l'empire russe. Mais à la reconquête a déjà succédé la conquête. La première s'est faite sur le dos d'un allié : depuis le début de la guerre, Moscou n'avait cessé de proclamer l'intangibilité des frontières tchécoslovaques d'avant Munich ; en juin 1945, Benes a dû « restituer » la Subcarpathie ; quelque mille ans auparavant, ce territoire avait, paraît-il, appartenu aux princes de Kiev. En juillet, à la conférence de Potsdam, l'Union soviétique est devenue propriétaire de la région de Koenigsberg ; la population prussienne déplacée et toutes les localités rebaptisées, Kant a désormais vécu à Kaliningrad, et le traité de Tilsitt fut signé à Sovietsk. Ce ne sont toutefois que broutilles.

Le tournage au ralenti

A ce moment, en effet, l'Armée rouge occupe l'Europe jusqu'à l'Elbe. Non, comme l'assure une légende qui donne bonne conscience aux Français, parce que les Alliés se seraient partagé notre continent à Yalta, mais parce que cette armée est arrivée là en combattant. L'assimilation des Etats où elle cantonne devient l'objectif numéro un pour la politique étrangère de Moscou. L'opération se déroulera selon le scénario de rattachement volontaire mis au point lors de l'annexion des pays baltes : par passage progressif de gouvernements du type « front populaire » à des régimes calqués sur celui de l'URSS. Mais le tournage se fera au ralenti. L'Estonie, la Lettonie, la Lituanie s'étaient retrouvées soviétiques en un mois. Les Etats d'Europe centrale et orientale auront droit à une beaucoup plus longue période larvaire : la Bulgarie conservera son tsar jusqu'en 1946, et la Roumanie son roi jusqu'à la fin de 1947 ; Benes restera président de la République tchécoslovaque jusqu'en juin 1948 ; la RDA ne verra le jour qu'en 1949 ; il y aura même un peu partout des élections qualifiées de libres (3). De surcroît, la métamorphose achevée, les pays devenus « frères » ne seront pas incorporés : ils entretiendront avec l'URSS *« de nouveaux rapports internationaux »*. Ils auront en somme statut de protectorat. Comme la plupart étaient de civilisation plus avancée, un Conseil d'entraide économique (« d'aide à la Russie », disent les plaisantins), que nous appelons en français *Comecon*, sera chargé en 1949 de veiller à *« la division du travail »* avec la métropole. Et le pacte de Varsovie consacrera en 1955 la subordination militaire des protégés.

L'ensemble ainsi constitué a la structure des empires. Le mot, toutefois, sonne mal quand on n'a cessé de dénoncer le colonialisme d'autrui. Pour distinguer ce qui est « nôtre » de ce qui est « autre », on dira donc : *« le camp socialiste »*. Puis, « camp » pouvant prêter à confusion avec « bagne », l'appellation *« communauté »* sera préférée : le respect du volontariat ne doit pas être mis en doute.

C'est en se réglant sur ce principe que les successeurs de Staline, tout en dénonçant – de moins en moins – ses crimes, ont fait fructifier son héritage. Grâce à eux, l'aire géographique d'une « communauté » jusque-là continentale s'est étendue au-delà des mers. En 1945, Molotov avait fait sourire la Conférence des ministres des affaires étrangères en demandant droit de tutelle sur la Tripolitaine. Aujourd'hui, un pointillé de « présences » soviétiques se déploie de la péninsule indochinoise à l'Amérique centrale. L'empire est devenu planétaire. L'URSS reste la seule puissance coloniale dans un monde décolonisé.

Du bon usage de la « langue de bois »

Selon certains commentateurs occidentaux, ce paradoxe s'expliquerait par une de ces fuites en avant que provoque la timidité. Pour d'autres, ce serait l'effet d'une sorte de claustrophobie : les dirigeants soviétiques ne se sentiraient pas en sécurité entre la mer du Japon et les portes de la Baltique. Peut-être serait-il plus simple de constater que l'impérialisme est le propre des empires.

A Moscou, en tout cas, jamais le rattachement volontaire n'a été à ce point honoré. Sous Khrouchtchev, puis sous Brejnev et Andropov, les anniversaires se sont multipliés. A force de rabâchage, la formule aurait même pu lasser. Mais la langue de bois n'est jamais à court dès qu'il devient nécessaire de renouveler la lettre en respectant l'esprit. Qu'il s'agisse d'écraser la révolution hongroise, d'expédier des fusées à Cuba, de normaliser la Tchécoslovaquie, de prendre pied au Moyen-Orient ou sur la mer Rouge, d'intervenir en Angola ou d'envahir l'Afghanistan, les dirigeants soviétiques, à ce qu'ils assurent, n'ont fait à chaque fois que répondre à des *« appels »* : soit de gouvernements (dont certains issus d'opportuns coups d'Etat), soit de mouvements de libération nationale (aux chefs assez souvent formés à Moscou), soit de voix non identifiées (par exemple dans le communiqué annonçant l'invasion de la Tchécoslovaquie). Et la réponse a toujours été dictée par le plus sacré des préceptes léninistes : *« l'internationalisme prolétarien »*. Il est même arrivé qu'on puisse se dispenser d'appel comme de réponse : en Pologne, c'est un général polonais judicieusement choisi qui s'emploie à mater son peuple. Volontairement, bien entendu.

A mesure, en somme, que la superpuissance russe se consolide et s'étend sur le globe, le mythe de la dépendance bénévole s'enrichit et s'affirme. A peine peut-on concevoir qu'un jour il cesse d'être un mythe. *« Plutôt rouges que morts ! »* ferait un excellent mot d'ordre pour un rattachement enfin volontaire.

JEAN CATHALA.

(1) Voir *le Monde* du 23-24 octobre 1983.

(2) En septembre 1983, lors d'un congrès européen à Wiesbaden, un délégué de l'émigration estonienne s'est étonné que le gouvernement de Bonn n'ait pas dénoncé le pacte germano-soviétique.

(3) Elles ne réussiront pas toujours. En Hongrie, la coalition socialo-communiste ne réunit que 17 % des suffrages en novembre 1945. Un nouveau scrutin suivra en 1947. Le PC y obtint 22 % des voix. *« Il devint ainsi la force dirigeante du pays »*, constate la *Grande Encyclopédie soviétique*.

Le droit du souverain

On sait que les pays non russes de l'Union soviétique sont classés selon une stricte hiérarchie : au sommet, les républiques fédérées (Ukraine, *Biélorussie, Arménie, etc.*) ; à l'étage au-dessous, les républiques autonomes incorporées à une république fédérée (par exemple, l'Abkhazie à la Géorgie) ; au rez-de-chaussée, les régions autonomes, départements à statut spécial. A quoi il convient d'ajouter les districts nationaux, pour les petites enclaves allogènes.

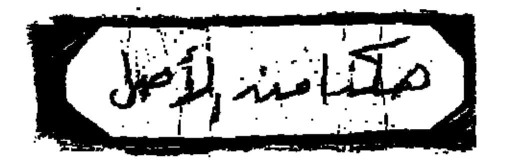
Mais le droit à l'avancement reste ouvert. En 1961, la *région* autonome de Touva, limitrophe de la Mongolie, a été promue *République* autonome. L'oukase du Soviet suprême en date du 10 octobre de la même année précise que ce fut *« en réponse aux vœux des travailleurs touviens, conformément au principe de libre autodétermination des nationalités, et dans le but d'assurer les conditions d'un nouveau progrès étatique ainsi que national »*.

La mutilation volontaire est également de droit. En 1963, le Kazakhstan a *« décidé »* d'abandonner à l'Ouzbékistan quatre millions d'hectares situés à sa frontière sud, *« à fin d'utilisation plus rationnelle et de mise en valeur plus rapide »*, formule courageusement autocritique. L'Ouzbékistan a accepté ce don *« fraternel »*. Le Soviet suprême a entériné.

Il existe aussi un droit de sacrifice. La Carélie-Finlande en a fourni un exemple émouvant. République autonome – et seulement de Carélie – depuis 1923, elle avait été promue république fédérée de Carélie-Finlande en 1940, trois semaines après la paix avec l'autre Finlande. Le 16 juillet 1955, elle demanda au Soviet suprême de redevenir Carélie tout court, et d'être rétrogradée au rang de république autonome incorporée à la Russie, renonçant ainsi au droit de sécession, réservé (quoique jamais exercé) aux seules républiques fédérées.

Quant aux Tatars de Crimée, les avatars de leur patrie, successivement tatare, puis russe et enfin ukrainienne, leur ont été épargnés. Vingt-trois ans après leur déportation, le décret de bannissement sera abrogé pour *« accusations infondées »*, et promesse d'*« aide et assistance »* faite aux quelque 300 000 survivants, promesse applicable sur leurs lieux de relégation, en Asie, sans autorisation de rentrer au pays. Le décret de bannissement est abrogé, mais le bannissement demeure et malheur à qui s'insurge contre ce paradoxe. La sixième condamnation de Tatar Mustapha Djemilev en est une nouvelle preuve (*le Monde* du 17 mars). Le droit qui a joué là est le fondement de tous les autres : ce droit du souverain, qui cimente les empires.

J.C.



Étranger

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AUX ETATS-UNIS

M. Mitterrand veut aller à Moscou

(Suite de la première page.)

Or, pour l'instant, si des « signes » existent, tels que les prochains voyages à Moscou des ministres des affaires étrangères portugais, allemand, britannique et italien, les positions soviétiques n'ont pas évolué et un certain pessimisme semble, à cet égard, dominer de nouveau, à Washington du moins. M. Eagleburger, l'ancien numéro trois du département d'Etat, vient ainsi de déclarer que les périodes de succession en URSS avaient entraîné une *« paralysie »* entravant toute initiative d'accord. Plus préoccupant, plusieurs personnalités américaines, récemment rentrées de Moscou où elles s'étaient entretenues avec un groupe de responsables soviétiques, ont déclaré, vendredi au *Washington Post*, avoir été surprises de l'extrême *« rigidité »* des points de vues qui leur ont été exposés.

Deuxième difficulté : le cadre le plus probable de reprise éventuelle des pourparlers sur la réduction des armements serait, comme M. Mitterrand l'avait dit jeudi à M. Reagan, une fusion des deux négociations de Genève — sur les euro-missiles et les armements stratégiques — unilatéralement rompues par les Soviétiques. De cette nouvelle négociation, la France ne serait, en tout état de cause, pas partie prenante, car elle n'entend pas que sa force de frappe soit prise en compte dans la définition de l'équilibre global Est-Ouest. M. Mitterrand n'a donc apparemment pas de proposition spécifiquement française à avancer, bien qu'il n'ait aucune objection à l'idée d'une fusion. Le président français ayant également indiqué, vendredi devant les journalistes, qu'il ne souhaitait pas faire le voyage de Moscou comme simple *« intermédiaire »* entre les deux Grands, le rôle qu'il pourrait jouer est difficile à appréhender.

Il est toutefois clair que la France ne saurait être la dernière à œuvrer à une détente entre l'Est et l'Ouest, alors même qu'une rencontre au sommet soviéto-américaine n'est pas considérée comme totalement inimaginable à Washington, que l'Allemagne ne désire qu'améliorer au plus vite ses relations avec l'Union soviétique et que Mme Thatcher, enfin, est très loin d'être hostile à des conversations de haut niveau entre Londres et Moscou.

« Il faut comprendre l'URSS »

En attendant, M. Mitterrand a expliqué pendant sa conférence de presse que son voyage à Moscou est *« probable »*, en ajoutant : *« Attendez, et moi avec vous, qu'il soit décidé pour aller plus loin dans vos commentaires »*. L'Union soviétique est en droit d'attendre de la France qu'elle soit *« loyale et désireuse de créer un climat utile à la paix »*, a remarqué le président de la République en expliquant qu' *« il faut comprendre »* l'URSS.

« Elle s'est engagée, a-t-il dit, *dans une grande partie diplomatique et a vu que les plans de l'OTAN (...) avaient été poursuivis jusqu'à leur terme. Il lui est vraiment difficile, dans les mois qui suivent, de faire comme si rien ne s'était passé. Il faut que du temps se passe. L'essentiel est de ne pas gâcher ce temps, de ne pas créer de nouvelles causes de discorde ou de conflit (...) Quelques signes, en dépit de la froideur qui dure, montrent que nul n'a voulu aller vers l'irréparable. C'est dans une phase ultérieure, pas très lointaine, pas immédiate, que pourra vraiment commencer le dialogue (...) Les dispositions d'esprit (...) nous laissent espérer qu'* (il) *sera repris. Cela est un pronostic*, a conclu M. Mitterrand, *ce n'est pas une information. »*

La Grande-Bretagne amie et alliée

Au passage, il avait répété qu'il *« déplore »* et *« condamne »* l'invasion de l'Afghanistan et l'écrasement des libertés syndicales en Pologne, en disant, toutefois, qu'il n'avait *« jamais fait »* du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan un préalable à un voyage à Moscou.

Le petit déjeuner de travail qu'avaient eu auparavant les présidents Reagan et Mitterrand a principalement porté sur la crise européenne et la situation de l'économie française. Président en titre de la Communauté, arrivant de Bruxelles, M. Mitterrand a fait valoir que *« l'arbre ne devait pas cacher la forêt »*. Les partenaires de la CEE, a-t-il souligné, sont parvenus à résoudre de très nombreuses difficultés, et le blocage sur la contribution britannique ne doit pas laisser penser que *« l'histoire de l'Europe s'est arrêtée à Bruxelles »*. La France entend donc persévérer, en bannissant toute *« agressivité »* à l'égard de la Grande-Bretagne, que M. Mitterrand considère, a-t-il dit à M. Reagan, comme une *« amie »* et une *« alliée »*.

Lorsque les discussions en sont venues aux griefs de protectionnisme, que s'adressent mutuellement Américains et Européens, M. Mitterrand a suggéré que la Communauté européenne et les Etats-Unis chargent une commission d'experts d'examiner dans le détail la validité des plaintes des uns et des autres. Le président de la République ne disposant pas de mandat communautaire en la matière, aucune décision n'a été prise, mais l'idée, estime-t-on du côté français, pourrait rapidement faire son chemin.

Comme il l'avait fait la veille devant le Congrès, M. Mitterrand a enfin expliqué à M. Reagan, qui l'interrogeait à ce sujet, que l'économie française est en voie de redressement et que les mouvements sociaux ont beaucoup moins d'ampleur depuis son élection qu'auparavant.

Samedi matin, M. Mitterrand devait quitter la capitale fédérale pour Atlanta, ville symbole de la nouvelle expansion du Sud, où il devait être reçu par le maire, M. Andrew Young, ancien ambassadeur de M. Carter à l'ONU, et déposer un gerbe sur la tombe du pasteur Martin Luther King. Dimanche et lundi, il sera en Californie, avant de visiter, mardi, dans l'Illinois, la ferme du ministre américain de l'agriculture, M. Block, et d'achever, mercredi, à New-York, ce voyage officiel.

Vendredi, M. Mitterrand avait encore eu à Washington un déjeuner avec le vice-président américain, M. Bush, reçu successivement MM. de Larosière et Lesher, respectivement directeur du Fonds monétaire international et président de la Chambre de commerce américaine, et offert, enfin, un dîner à la résidence française en l'honneur du vice-président. M. Mitterrand a longuement répondu aux questions de M. Lesher et des industriels qui l'accompagnaient sur la justification des nationalisations et les possibilités d'investissements étrangers en France.

BERNARD GUETTA
et JEAN-YVES LHOMEAU.

« Je modère ma propre nature »

De notre correspondant

Washington. — Pour la dernière question de sa conférence de presse, M. Mitterrand avait donné la parole, vendredi 23 mars, à une journaliste américaine d'âge plus que respectable, et vêtue de « panthère » de la pointe des mules au sommet du chapeau. *« Quel est votre secret pour rester en bonne santé, heureux et beau ? »*, demande Mme Gertrud Engel, du magazine *Let's Live ! (Vivons !)*.

M. Reagan aurait immédiatement détaillé le nombre de pompes et d'abdominaux auxquels il s'adonne chaque matin. M. Mitterrand, lui, ne dévoile que son esprit : *« Je suis très raisonnable »*, dit-il, le regard posé sur son interlocutrice. *« Je veille à modérer ma propre nature et c'est un bon conseil que j'adresse à tous. »* (Eclats de rire des journalistes français.) *« Quant aux opinions esthétiques de Madame* — M. Mitterrand se fait très *« French »*, — *j'avoue que cela m'est plus agréable que ce soit une dame qui me le dise, parce que j'ai toujours l'espoir qu'elle n'est pas la seule à le penser. »*

Eclats de rire des journalistes américains qui goûtent ce dernier trait. Il y en avait eu d'autres. Le président a-t-il été *« irrité »* par la soudaineté de l'annonce du retrait américain du Liban ? Réponse : *« Je n'ai rien dit là-dessus... Je n'ai pas dit ce que je pensais, donc vous ne pouvez pas en faire état. »*

Est-il venu se reposer aux Etats-Unis de la fatigue provoquée par les difficultés françaises ? *« La France n'est pas si troublée que ça (...). Il y a beaucoup moins de grèves que dans les périodes précédentes,* (mais moi) *je suis obligé de mettre trois points sur un « i » quand les autres n'étaient obligés que d'en mettre un demi. C'est du travail ! »*, lance le président, qui précise : *« De toute façon, je me permets de vous informer que je vais y revenir, en France. »*

B. G.

Un astronaute français à bord de la navette spatiale américaine

Un astronaute français participera à un prochain vol de la navette spatiale américaine. La proposition en a été faite, vendredi 23 mars, par le président Reagan à M. Mitterrand, qui a donné un accord de principe. L'astronaute n'a pas encore été officiellement désigné, mais il s'agira sans nul doute de Patrick Baudry, qui s'entraîna avec Jean-Loup Chrétien à la Cité des étoiles de Moscou et fut la doublure pour le vol spatial franco-soviétique de juin-juillet 1982. Les rôles devraient être cette fois-ci échangés, Patrick Baudry allant dans l'espace et Jean-Loup Chrétien l'assistant depuis le sol.

Qu'un Français soit invité à participer à un vol américain était depuis longtemps en projet et avait fait l'objet de discussions entre le Centre national d'études spatiales (CNES) et la NASA. Côté français, on estimait utile de prolonger l'expérience acquise lors du vol franco-soviétique, soit par une deuxième mission avec les mêmes partenaires, soit lors d'un vol franco-américain. Aux Etats-Unis, on était particulièrement intéressé par l'échographe, un appareil inventé par des chercheurs français qui permet d'étudier le comportement du muscle cardiaque lors d'un séjour en apesanteur. Des exemplaires de cet appareil seront fournis par la France et utilisés lors du vol de l'astronaute français, qui devrait être en grande partie consacré aux études de biologie spatiale, mais comportera aussi des expériences relevant d'autres disciplines comme l'astronomie ou la géophysique.

Pas plus que le nom de l'astronaute, n'est précisée la date du vol. L'entraînement peut être réduit à quelques mois, mais il faut aussi définir précisément le programme expérimental et construire les appareillages correspondant, ce qui peut être plus long. Actuellement, un astronaute étranger a volé à bord de la navette spatiale, l'Allemand Ulf Merbold, en décembre dernier. Deux autres astronautes européens, le Suisse Claude Nicollier et le Néerlandais Wubbo Ockels, sont sélectionnés pour des vols spatiaux respectivement en juin 1985 et septembre 1985.

Au pays de la science et du soleil

C'est un voyage au pays de la *science et du soleil que fait* M. François Mitterrand, les 25 et 26 mars, à l'occasion de son passage en Californie. C'est là, en effet, que se sont concentrées une grande partie des recherches américaines sur les énergies de *remplacement. Le climat particu*lièrement ensoleillé dont bénéficie la région n'est pas étranger à cet engouement pour les énergies douces qui a conduit quelques industriels — et non des moindres — à s'engager dans cette voie. *Quelques réalisations*, comme les centaines d'éoliennes installées en Californie — leur puissance totale atteint aujourd'hui quatre-vingt-cinq mégawatts, — *témoignent* de leur activité.

Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'une visite au village solaire de Davis (*le Monde* daté 13-14 novembre 1983) ait été prévue, le 25 mars, pour le président de la République. *Si les habitants de* cette cité, baptisée « Village Homes », ont contribué pour une partie d'entre eux à faire de ce lieu *« la capitale mondiale de l'énergie solaire »,* force est de constater que l'expérience menée près de Davis constitue aussi une réflexion intéressante sur la manière de maîtriser le développement d'une ville. C'est du moins ce qu'a tenté de faire, au début des années 70, l'architecte Mike Corbett, promoteur du village.

*La Californie est aussi, en ma*tière scientifique et technique, une des régions où naissent les innovations les plus spectaculaires du monde. Dans cet Etat, où la science et la technologie ont longtemps été favorisées par *la politique des élus locaux, s'est* épanoui un extraordinaire potentiel de recherche, bénéficiant de moyens matériels et humains importants et capable de s'adapter *rapidement* à toute demande nouvelle.

Universités publiques et privées parmi les plus prestigieuses comme Berkeley et Stanford, *centres de recherche comme* le California Institute of Technology *ou le Salk Institute, sociétés de* toute nature, centres de recherche industrielle comme ceux d'IBM, de Rank Xerox ou de la firme Hewlett-Packard dont les *fondateurs sont d'anciens élèves* de Stanford, prospèrent dans cette région où l'informatique, l'électronique, les énergies de remplacement, les activités aérospatiales et maintenant les biotechnologies, avec Cetus, Genentech *ou Hybritech, sont au* centre des préoccupations communes des chercheurs et des industriels.

Même si la Nouvelle-*Angleterre et la région des* Grands Lacs peuvent, comme la Californie, se prévaloir d'un tissu universitaire et industriel de premier plan, ces deux pôles n'ont pas, vus d'Europe, l'aura de la Californie ou tout au moins celle *que lui donnent l'université* de Berkeley, celle de Stanford et la fameuse Silicon Valley, que le président de la République visitera au cours de son voyage *dans l'ouest des* Etats-Unis.

Le 26 mars au matin, M. Mit*terrand se rendra à l'université* de Berkeley. Celle-ci est l'un des neuf campus composant l'université de Californie, qui compte près de cent quarante mille étudiants *et dispose* d'un budget de quelque 5 milliards de dollars. *Bien que publique, l'université de* Berkeley est payante ; elle est considérée comme l'une des premières universités des Etats-Unis (avec Stanford et Princeton) pour *la qualité de son enseignement* et le niveau de ses publications dans les domaines les plus variés.

Le 26 mars dans l'après-midi, *le président Mitterrand sera reçu* à l'université privée de Stanford connue pour la qualité de ses recherches et de son enseignement dans les domaines de la chimie, *de la physique, des sciences de* la vie, mais aussi de l'économie et du droit. Cette université, qui a toujours entretenu des liens étroits avec l'industrie et notam*ment avec les firmes de la* Silicon Valley, participe toujours activement au développement de l'électronique et de l'informatique, comme en témoigne la mise *en place prochaine du Centre* pour les systèmes intégrés. Né d'une coopération tripartite entre l'université, l'industrie et le gouvernement fédéral, ce centre sera *à la fois orienté* vers la formation des étudiants, qui pourront acquérir une compétence globale dans des domaines jusqu'alors dispersés — matériaux, circuits *intégrés et informatique* — et vers la recherche pour dégager et développer de nouvelles méthodes de conception et de fabrication de systèmes intégrés. *Cette recherche devrait s'élargir* aux matériaux semi-conducteurs afin d'en améliorer les propriétés.

Le 26 mars, en fin d'après-midi, le président de la Républi*que achèvera sa journée en s'en*tretenant avec les dirigeants des sociétés de la fameuse Silicon Valley, cette bande étroite de terrain qui s'étend sur une tren*taine de kilomètres le long* de la baie de San-Francisco et qui doit son nom au fait que les firmes qui y sont installées travaillent pour la plupart d'entre elles sur *les composants électroniques*, dont le silicium (silicon en anglais), est un constituant essentiel. Mais, si la Silicon Valley est le berceau de grandes sociétés d'informatique et d'électronique comme Hewlett-Packard, Apple, Fairchild, *Intel et bien d'autres* — la moitié des composants électroniques produits aux Etats-Unis sont fabriqués dans cette région — elle est en train de devenir aussi celui des biotechnologies, et certains experts n'excluent pas que ce secteur d'activité rattrape dans les années 90 les points forts de la recherche ap*pliquée californienne que sont* l'électronique prise au sens le plus large et les énergies de remplacement. A quand, dans ce cas, la naissance d'une « Biotechnology Valley » à l'image de celle qui a fait la renommée d'une partie de la Californie ?

J.-F. AUGEREAU.

A travers le monde

Haute-Volta

● DES ENSEIGNANTS GRÉVISTES LIMOGÉS. — Les autorités ont renvoyé les enseignants du primaire et du secondaire qui ont observé, mercredi et jeudi, une grève de 48 heures à l'appel du Syndicat des enseignants africains. Dans un communiqué, le gouvernement a estimé que cette grève était partie intégrante d'un complot contre la révolution. Ce mouvement de grève, le premier du genre depuis la prise du pouvoir par le capitaine Sankara, le 4 août 1983, avait été décidé pour protester contre l'arrestation, il y a deux semaines, de trois responsables du syndicat, accusés de complot contre la sécurité de l'Etat, en liaison avec des anciens dirigeants en exil. — *(Reuter.)*

Paraguay

● LIBÉRATION DU DIRECTEUR DU QUOTIDIEN « ABC COLOR ». — Le directeur du quotidien *ABC Color*, M. Aldo Zucolillo, arrêté le 16 mars, a été remis en liberté vendredi 23 mars sur ordre du gouvernement paraguayen. Il avait été maintenu au secret dans les locaux de la police d'Asuncion pour avoir refusé de communiquer une interview, publiée par *ABC Color*, du président du Mouvement populaire Colorado (MOPOCO, opposition), M. Miguel Angel Gonzalez Casabianca. *ABC Color*, accusé d'avoir *« encouragé les mouvements subversifs »*, a vu sa parution suspendue jeudi sur ordre du gouvernement pour une durée illimitée. — *(AFP.)*

Sénégal

● LIBÉRATIONS. — Quarante-six des deux cent soixante-cinq personnes arrêtées à la suite de la manifestation indépendantiste du 18 décembre dernier, en Casamance (sud du Sénégal), ont été mises en liberté provisoire par le juge d'instruction de la Cour de sûreté de l'Etat. Cette manifestation — une marche d'un millier de personnes sur Ziguinchor, la capitale régionale — avait fait, selon un bilan officiel, vingt-cinq morts, dont six policiers et gendarmes. Selon le quotidien *le Soleil*, d'autres inculpés pourraient également bénéficier prochainement de la liberté provisoire. Actuellement, sept femmes et deux cent douze hommes restent sous mandat de dépôt. — *(AFP.)*

URSS

● Mme OLGA MEDVEKOVA CONDAMNÉE AVEC SURSIS. — La pacifiste dissidente Mme Olga Medvekova, trente-cinq ans, accusée par les autorités d'*« avoir battu et insulté en public »* un milicien, a été condamnée vendredi 23 mars à Moscou à une peine de deux ans et demi de prison avec sursis, a annoncé l'agence Tass. Dans une lettre ouverte au secrétaire général du PC, M. Tchernenko, six membres du Groupe pour l'instauration de la confiance entre l'URSS et les Etats-Unis avaient lancé un appel en faveur de Mme Medvekova, mère d'un enfant en bas âge et qui en attend un deuxième. — *(AFP.)*

M. JOBERT : l'illusion flatteuse de jouer les intermédiaires

Dans le dernier numéro de *Témoignage chrétien* (daté du 26 mars), M. Michel Jobert s'interroge sur la *« signification »* du voyage de M. Mitterrand aux États-Unis. *« Plutôt que de céder à une impression de malaise ou d'inutilité, il est préférable d'imaginer, hors de la version officielle, que le président en exercice de la Communauté européenne va à Washington expliquer aux Américains que l'Europe n'est pas cette non-personne qu'ils sont accoutumés de traiter par-dessus la jambe »*, écrit notamment l'ancien ministre des affaires étrangères. Il ajoute : *« Il serait quand même judicieux que François Mitterrand utilise un voyage si peu nécessaire pour faire ressortir aux Américains qu'il n'y a guère de contentieux spécifique franco-américain mais que toutes les difficultés sont européo-américaines : le protectionnisme américain qui ne perd aucune occasion de se renforcer, le travail de sape mené contre l'agriculture européenne, les embargos industriels, la gestion monétaire des crédits et des changes, sont de grands sujets de « malentendus transatlantiques », comme dirait Kissinger. Et disons surtout que l'Europe — « non-personne — non-voyante » — soupçonne à peine qu'elle ne sera plus défendue, en tout cas, par les États-Unis. (...) Il pourrait aussi*, poursuit M. Jobert, *exposer au président Reagan les conséquences que l'Europe et ses divers pays seront forcés de tirer de la stratégie américaine. Rassembler ce qui peut exister de résolution européenne en économie, en industrie, en monnaie, en armes et en faire la démonstration même malaisée au président américain justifierait le déplacement. Ce souci éviterait peut-être à François Mitterrand de persister dans l'illusion — flatteuse pour lui — que la France peut jouer les intermédiaires entre l'URSS et les États-Unis. Comme si les deux géants avaient besoin d'intermédiaires pour communiquer même quand ils ne se parlent pas ! »*

UN AMÉRICANOLOGUE SOVIÉTIQUE A PARIS

La croisade anti-Reagan de M. Arbatov

C'est sans doute par une simple coïncidence que M. Arbatov, directeur de l'institut des Etats-Unis et du Canada de l'académie des sciences soviétiques, membre du comité central du PC soviétique et, dit-on, conseiller écouté du Kremlin sur les relations soviéto-américaines, *se trouve en France à l'invitation de* M. Cheysson au moment où M. Mitterrand et son ministre des relations extérieures célèbrent à Washington l'amitié franco-américaine. Mais le contraste est saisissant. Car M. Arbatov, lui, ne cache pas au cours de ses rencontres à Paris tout le mal qu'il pense de ses « clients », c'est-à-dire de l'équipe actuellement au pouvoir à la Maison Blanche.

Parlant mercredi 21 mars au cours d'un débat public à l'IFRI, M. Arbatov a annoncé d'entrée de jeu qu'il n'avait *« rien de bon »* à dire sur M. Reagan et son gouvernement, qui ont plongé les relations avec Moscou dans *« le pire état »* possible et mènent contre l'URSS, parallèlement à la course à la supériorité militaire, une vétitable guerre économique et psychologique. Une équipe qui au demeurant n'a obtenu aucun succès, sinon la *« victoire à la Pyrrhus »* qu'a été l'installation des euromissiles et *« la légendaire expédition de la Grenade »*.

Une équipe enfin avec laquelle on ne peut faire rien de bon dans l'avenir prévisible. Sans doute M. Arbatov se refuse-t-il à tout pronostic à propos des élections américaines. (*« Si l'on m'a gardé à ce poste pendant seize ans et demi, c'est justement parce que je n'en ai jamais fait »*, dit-il.) Sans doute encore n'exclut-il pas une amélioration des relations soviéto-américaines même avec l'équipe actuelle, puisqu'un *« retour à la raison devra se produire tôt ou tard »*. Mais il n'y croit pas. D'ailleurs, *« il ne suffira pas de sourire »* pour restaurer la confiance, et les *« quelques phrases bienveillantes »* prononcées plus récemment par M. Reagan ne feront pas oublier ce qu'il a dit sur *« l'empire du mal »*. On attend donc *« des actes »*.

Rien de nouveau n'est à attendre en particulier pour la reprise des conversations nucléaires interrompues l'an dernier. M. Arbatov ne montre aucun enthousiasme à l'idée d'une fusion des pourparlers FNI (sur les euromissiles) et START (sur les engins intercontinentaux) car *« ce n'est pas une réponse »* aux problèmes de l'heure. Il continue, bien entendu, de justifier le SS-20, qu'il présente comme un simple renouvellement des engins *« moralement et physiquement morts »* qu'étaient les SS-4 et SS-5 d'autrefois, nullement comme l'adaptation de l'arsenal soviétique à un autre type de guerre : *« Je ne connais pas de missions assignées aux SS-20 qui n'aient été déjà remplies par les SS-4 et les SS-5 »*, note-t-il à ce sujet.

Une passe d'arme due à une question sur les droits de l'homme ne trouble pas l'orateur. *« Les droits de l'homme*, dit-il, *c'est comme la maternité : tout le monde est pour. »* Mais le premier d'entre eux, c'est le *« droit à l'existence »*, un droit précisément menacé par la politique militariste des Etats-Unis.

Aussi bien le message que M. Arbatov veut laisser aux Français comme aux autres Européens est en quelque sorte un appel à la mobilisation des pays tiers, qui *« ne doivent pas assister en spectateur à ce qui se passe à Washington »*. Nul doute que M. Mitterrand en tirera profit au cours de son voyage.

M. T.

Chine

La visite à Pékin de M. Nakasone

Sceller une amitié pour le siècle à venir

De notre correspondant

Pékin. – Dix-neuf coups de canon pour sceller une amitié destinée à s'inscrire jusque dans le vingt et unième siècle. M. Nakasone a été, vendredi 23 mars, le premier chef de gouvernement étranger à bénéficier du nouveau protocole chinois pour l'accueil des hôtes de marque. Un honneur dûment calculé, auquel le premier ministre japonais n'a pas été insensible.

Tout est fait, du côté chinois, pour donner à cette rencontre le plus grand éclat. Il s'y ajoute cette note de familiarité qui est le propre des relations entre amis proches.

M. Nakasone, accompagné de sa femme, de son fils aîné et de sa belle-fille, devait être reçu à déjeuner, ce samedi, dans le cadre intime de la famille de M. Hu Yaobang, le secrétaire général du PCC, un événement jamais vu ici.

Vendredi, MM. Nakasone et Zhao Ziyang *ont annoncé la création* du Comité pour l'amitié sino-japonaise au vingt et unième siècle. L'idée d'un tel organisme avait été lancée lors de la visite de M. Hu à Tokyo, en novembre dernier. Son rôle sera d'étudier les moyens d'étendre, dans une perspective à long terme, les relations amicales et de bon voisinage entre les deux pays sur les plans politique, économique, culturel, scientifique et technique.

Cette décision traduit la volonté des deux gouvernements de créer les conditions les plus favorables au maintien et au renforcement d'un espace de stabilité dans cette partie de l'Asie. *« Il n'existe entre les deux pays ni contradiction ni confrontation »*, a déclaré M. Nakasone. M. Zhao a répondu en affirmant que *« la suspicion avait été considérablement réduite »*.

Il n'est pas sûr, toutefois, que les arrière-pensées soient les mêmes de part et d'autre. Pour le Japon, il est important d'ancrer durablement la Chine dans le camp occidental face au daner militaire soviétique, dont M. Shintaro Abe, le ministre nippon des affaires étrangères, s'est plu à souligner qu'il ne cessait de s'accroître. La conception stratégique de Pékin – où l'on met en valeur la *« communauté de civilisation »* entre les deux grands voisins asiatiques – pourrait être différente. L'idée n'est-elle pas tentante, pour la Chine, de réduire l'influence des deux super-puissances dans la région en créant un pôle d'attraction autonome autour d'un axe Pékin-Tokyo ?

De façon significative, M. Zhao a dit à son interlocuteur que la Chine comprenait les craintes du Japon face à l'installation des SS-20 en Extrême-Orient (actuellement au nombre de cent trente-cinq). La Chine considère, elle aussi, que *« la menace qui pèse sur sa sécurité vient de l'Union soviétique »*. Mais –, et la nuance a son importance – son inquiétude vient plus largement du renforcement du potentiel militaire des deux super-puissances en Asie, et spécialement de leur armement nucléaire.

Dans un tel contexte, le premier ministre chinois a donné quitus à *M. Nakasone pour sa politique de* défense. *« Nous avons*, a-t-il dit, *une parfaite connaissance de cette politique. Le gouvernement chinois ne pense pas qu'elle soit de nature militariste. »*

Une nouvelle aide économique

Il existe, sans nul doute, une complémentarité entre les politiques de Pékin et de Tokyo, qui se manifeste surtout dans les domaines commercial et économique. La décision du gouvernement japonais, présentée par M. Nakasone, d'octroyer à la Chine un nouveau prêt gouvernemental à faible taux d'intérêt pour une durée de sept ans pèsera lourd dans le programme de modernisation de ce pays. D'un montant de 470 milliards de yens (environ 2 milliards de dollars), il sera utilisé pour la réalisation de sept grands projets dans les secteurs ferroviaire, portuaire et hydroélectrique.

M. Zhao, faisant valoir la volonté de son gouvernement de créer dans un certain nombre de villes côtières, en particulier dans le port de Dalian, en Mandchourie, des conditions similaires à celles régnant actuellement dans les « zones économiques spéciales », a invité les industriels japonais à montrer un peu plus de hardiesse dans la création de sociétés *mixtes*.

Dans le domaine international, le principal sujet abordé a été celui de la Corée. La convergence de vues entre les deux pays est claire sur *l'objectif, chacun souhaitant* une diminution de la tension et le maintien de la stabilité dans la péninsule.

Dernière innovation de cette visite, décidément pas comme les autres : *pour la première fois*, un diplomate chinois a informé les journalistes sur la teneur des entretiens. Sur certains points, ce compte rendu, qui a duré plus d'une heure, *était plus détaillé que* celui fait, un peu plus tard, par le porte-parole japonais. Stupéfiant !

MANUEL LUCBERT.

CHRÉTIENS

Une Eglise chinoise dans l'Eglise universelle

Jean-Paul II a manifesté récemment l'intérêt particulier qu'il porte aux chrétiens de Chine et son désir de favoriser un dialogue avec Pékin. Comme en témoignent les points de vue recueillis par nos correspondants à Rome et dans la capitale chinoise, ce dialogue continue cependant de se heurter à de sérieux obstacles. Un religieux qui a longuement séjourné en République populaire a bien voulu nous livrer ses réflexions sur les problèmes que pose l'existence de la religion catholique en Chine.

« Les deux points de vue exprimés ci-contre, de Pékin d'une part, de Rome d'autre part, vous paraissent-ils refléter complètement la réalité des Eglises chrétiennes en Chine et les problèmes qu'elles rencontrent ?

– La plupart des aspects de cette réalité sont effectivement évoqués, qu'il s'agisse de la persistance d'une communauté chrétienne en Chine ou des problèmes posés aux catholiques par la question des relations avec Rome. La juxtaposition des points de vue ne suffit pas toutefois pour se faire entièrement idée de la complexité des situations à l'intérieur des communautés chrétiennes.

– *Vous parlez du lien avec Rome. Cela signifie que des problèmes spécifiques se posent pour les catholiques, différents de ceux qu'affrontent les protestants ?*

– Certainement, car ces derniers ne se réclament pas d'une autorité extérieure à la Chine. Il reste que d'autres difficultés se présentent pour les protestants car, regroupés au sein d'une seule et même dénomination, ils ne peuvent se réclamer spécifiquement de telle ou telle Eglise réformée – baptiste, presbytérienne, anglicane, luthérienne ou autre, ce qui conduit certains d'entre eux à ignorer l'Eglise protestante officielle pour pratiquer « en privé » selon leur tradition propre.

– *Parmi les Eglises chrétiennes, c'est toutefois pour les catholiques que se posent aujourd'hui les questions les plus difficiles ?*

– Oui, car l'Eglise catholique de Chine est aujourd'hui divisée.

» Il y a d'une part ce que l'on appelle communément « l'Eglise patriotique », ce qui n'est pas un terme tout à fait juste. Il existe en effet une Association patriotique catholique chinoise, organisation civile, autorisée par la Constitution qui prévoit dans son article 36 le principe de la liberté religieuse. C'est sous l'égide de cette association « nationale » que vit la seule Eglise catholique autorisée dont les évêques sont élus – par les membres de l'Association – et consacrés depuis 1958 sans accord du Saint-Siège. Cette Eglise estime elle-même ses effectifs à trois millions, soit à peu près le nombre des catholiques chinois en 1949. Elle compte une soixantaine d'évêques et est autorisée à célébrer dans un peu plus de deux cents lieux de culte à travers la Chine.

» Mais la communauté des catholiques chinois comporte également une face cachée, celle de l'Eglise du silence, qui n'a jamais accepté l'autorité de l'Association patriotique officielle et continue au contraire à se rattacher expressément à celle du pape. Impossible d'évaluer son importance en nombre de fidèles, mais des incidents et des témoignages répétés confirment que cette Eglise est toujours vivante.

» Entre ces deux groupes, l'antagonisme peut être virulent. Le cas de Shanghai, que je prends comme exemple, est révélateur. Douze églises fonctionnent officiellement dans cette agglomération de plus de dix millions d'habitants, et la plupart se remplissent, parfois grâce à des services de cars organisés, à l'occasion des grandes fêtes religieuses. Un séminaire s'est en outre ouvert en 1982. Cette communauté catholique « autorisée » est dirigée par un évêque, Mgr Zhang Jiashu, qui est à ce poste depuis 1960.

Or cet évêque a été nommé à la suite de l'arrestation en 1955 et de la condamnation quelques années plus tard du titulaire de l'évêché de Shanghai, Mgr Gong Pinmei, qui est toujours en prison aujourd'hui. Toute une partie des catholiques de Shanghai n'ont pas accepté ce remplacement et se situent par conséquent en dehors de l'Eglise autorisée. Attitude d'autant plus compréhensible que les traditions du catholicisme remontent à plusieurs siècles à Shanghai. Mais elle a conduit nombre de religieux et de laïcs, en raison de leur position jugée *« réfractaire »*, à subir de longues années de détention.

Quelques-uns d'entre eux, qui avaient bénéficié de mesures de clémence en 1979, étaient retournés dans leurs familles et y avaient repris des activités religieuses – qui impliquaient une reprise de contact, plus ou moins discrète, avec Rome ou avec des représentants étrangers de leur ordre. C'est ce qui n'a été toléré ni par les autorités ni par l'Association patriotique catholique locale. Presque tous sont aujourd'hui de nouveau en prison. Plusieurs d'entre eux ont été condamnés une nouvelle fois à de lourdes peines (1).

Prières pour le pape

» Cela, c'est le pire. La situation peut être tout à fait différente dans d'autres régions, et singulièrement dans des villages de campagne autrefois majoritairement catholiques et qui le sont restés. Là vivent des communautés dont c'est à peine si l'on peut dire qu'elles se rattachent à l'Eglise catholique officielle mais qui jouissent d'une assez large liberté de foi. Il n'est pas exceptionnel, dans de telles conditions, qu'en célébrant la messe un prêtre invite sa communauté à prier avec lui pour le pape... Les autorités, qui peuvent difficilement l'ignorer, s'abstiennent d'intervenir, du moins tant que des faits ou des incidents plus visibles ne les y contraignent pas.

» Dans ces milieux ruraux, la frontière est donc assez floue entre l'Eglise du silence et l'Eglise *« autorisée »*. Elle n'est pas toujours très nette non plus à l'intérieur de cette dernière, même en milieu citadin, si l'on songe à ce qui se passe dans la conscience de prêtres et de fidèles qui se retrouvent sur les lieux de culte.

» C'est ce qui m'amène à dire que l'antagonisme dont nous parlons est moins dû à la masse des fidèles qu'à l'attitude d'un noyau restreint de dirigeants de l'Association patriotique catholique, dont plusieurs évêques, qui se sont jusqu'à présent caractérisés par des positions intransigeantes.

– *Jusqu'à quel point le problème des relations avec Rome est-il central ? Son aspect diplomatique est-il important ? Qu'est-ce qui est fondamentalement en cause ?*

– Il est certain que la question des relations entre les catholiques chinois et le pape ne peut être évacuée ni artificiellement contournée.

» Le problème diplomatique n'est pas, à mes yeux, essentiel, ne serait-ce que parce que le Saint-Siège ne se caractérise pas comme une puissance temporelle. Pour le gouvernement chinois, l'existence de relations diplomatiques entre le Vatican et Taiwan est, certes, un obstacle à une « normalisation ». Il n'est pas cependant insurmontable, comme le montre l'expérience d'autres Etats qui ont normalisé ces dernières années leurs relations avec la République populaire.

» Ce qui est en cause, c'est, au sens littéral, la catholicité de l'Eglise chinoise, c'est-à-dire son lien à l'universel. En pratique, la question est de savoir si la communauté catholique chinoise peut se contenter d'entretenir des rapports d'« amitié » avec des Eglises étrangères ou si, comme l'implique sa nature, elle fait partie intégrante de l'Eglise universelle – dont le pape garantit l'unité.

Une religion importée

– *Comment cette notion de lien avec l'Eglise universelle est-elle perçue en Chine ?*

– Elle est certainement comprise et vécue par une grande partie des catholiques chinois. Elle était sans doute essentielle à l'idée d'une *« communion avec le pape »* – dont le contenu restait à déterminer – qui a été évoquée, il y a quelques années, lors de conversations entre des responsables chinois et des religieux étrangers. Mais ce n'est pas en ce sens que vont les dernières déclarations de Pékin, qui toutes, face aux invitations au dialogue émanant de Jean-Paul II, mettent fermement l'accent sur l'indispensable autonomie et l'indépendance de l'Eglise de Chine.

– *Il y a là un problème spécifique à la Chine. Après tout, d'autres pays communistes acceptent – tant bien que mal, certes, mais avec une certaine constance – que leurs Eglises catholiques nationales reconnaissent l'autorité spirituelle du Saint-Siège et par conséquent leur appartenance à l'Eglise universelle. Comment expliquez-vous l'intransigeance de Pékin ?*

– Cette intransigeance a d'abord des raisons historiques, dont certaines sont bien connues. On a souvent rappelé que, pour les Chinois, le développement relatif du christianisme en Chine est imbriqué dans l'héritage de l'époque coloniale. En bref, en ce qui concerne les temps contemporains dont chacun garde la mémoire, l'arrivée des missionnaires est généralement associée à celle des canonnières.

» Mais il y a plus. D'origine colonialiste ou non, le christianisme est en Chine une religion importée (plus, sans doute, que le bouddhisme ou l'islam, qui sont venu par osmose de pays voisins d'Asie). Pour un peuple qui, en dépit des transformations politiques et sociologiques, a conservé la conception d'un monde dont la Chine serait le centre, il y a quelque chose de contradictoire dans l'idée d'une religion qui serait à la fois venue de l'extérieur et universelle. La religion catholique est, pour le Chinois, une religion étrangère dont la prétention à l'universalité reste considérée comme un risque pour l'autonomie d'un pays qui se nomme « pays du milieu ».

– *A fortiori, sans doute, lorsque cette religion étrangère apparaît comme rebelle à toute sinisation ?*

– Ce n'est pas tout à fait exact. Il est vrai que le mode sur lequel vit actuellement l'Eglise catholique en Chine est marqué par des rites purement occidentaux et même d'un style antérieur à Vatican II. Aux origines, toutefois, des expériences comme celles de Matteo Ricci et des jésuites qui l'ont suivi ont tendu à intégrer à l'expression de la foi les grandes traditions culturelles chinoises.

» Ça n'a pas très bien tourné à l'époque. Mais on peut se demander si Jean-Paul II n'a pas *en tête* la leçon de cette expérience lorsqu'il invite les catholiques de Taiwan (2) et de la diaspora chinoise à jouer le rôle d'une *« Eglise intermédiaire »* vis-à-vis de leurs compatriotes du continent. Ne leur appartiendrait-il pas d'élaborer – y compris dans la nature des liens juridiques avec le pape – la formule d'un catholicisme « à la chinoise » et en même temps à vocation universelle, qui ne saurait être suspect de soumission à une *« domination étrangère »* tout en étant uni à l'Eglise de Rome ?

– *Un tel catholicisme est-il concevable ?*

– Je le pense, mais il se heurte à deux obstacles : d'abord, dans la mentalité chinoise, il existe une tradition religieuse qui passe beaucoup plus par une forme de « religion diffuse » sans rapports contraignants à une église hiérarchisée que par celle d'une « religion instituée » dont l'Eglise catholique donne le modèle. D'autre part, la tradition confucéenne ne reconnaît pas de distinction entre autorité religieuse et autorité politique. Et la manière actuelle de gouverner en Chine reste dans cette dernière ligne.

» Du côté de l'Eglise catholique, la revendication d'une autonomie absolue ne peut être reçue telle quelle. Cependant, le mouvement des esprits qui a suivi le Concile rend parfaitement envisageable l'étude de relations d'un type nouveau entre Rome et une Eglise chinoise qui ne serait pas latine.

Instance critique

– *N'y a-t-il pas, cependant, risque latent de conflit entre une morale chrétienne et la manière dont l'autorité politique s'exerce en Chine populaire ?*

– Le christianisme ne peut se réduire à une morale. Celle-ci est induite par la foi. Mais il est inévitable que la foi soit amenée à jouer vis-à-vis de l'autorité politique le rôle d'une instance critique. On le voit tous les jours en Amérique latine et dans d'autres pays du monde, et le contexte chinois ne saurait faire exception. Dans les meilleurs des cas, c'est-à-dire pas seulement lorsqu'il s'agit de dénoncer répression policière ou oppression sociale, le croyant ne peut considérer toute entreprise de révolution, de réforme, comme une fin en soi et la rapporte nécessairement à la recherche d'un règne de justice et de liberté pour toute l'humanité.

» Cette attitude n'empêche naturellement pas le chrétien d'être un « patriote » et de participer activement à tout projet qui, pour une part du chemin au moins, lui semble aller dans le sens d'une meilleure justice et d'une libération. Quelques chrétiens chinois, de différentes générations, en ont offert et en offrent l'exemple.

» Il demeure que l'exercice de cet esprit critique et les réserves qu'il peut entraîner sont difficilement acceptables pour un régime marxiste, à tout le moins areligieux sinon antireligieux, qui ne peut y voir qu'une menace permanente de contestation. C'est peut-être fondamentalement – au-delà des appareils, ceux des Etats, des associations et des Eglises – ce qui est en jeu. »

Propos recueillis par ALAIN JACOB.

(1) *Le Monde* du 14 avril 1983.

(2) *Le Monde* du 9 mars 1984.

EN CHINE

PÉKIN : déraciner l'influence étrangère

De notre correspondant

Pékin. — Durement frappée dans les premières années du régime, la communauté catholique chinoise, forte en 1949 d'environ trois millions de fidèles, a survécu aux nombreuses vicissitudes — campagnes politiques récurrentes, arrestations, rupture avec le Vatican en 1958, révolution culturelle — qui, depuis plus de trois décennies, ont jalonné sa vie et l'histoire du pays. Elle connaît même depuis quelques années un regain d'activité, qui, pour être limité, n'en est pas moins tangible. Il suffit d'aller dans une église aux heures de messe, le dimanche matin, pour s'en rendre compte.

L'un des signes de ce timide renouveau a été la consécration, en décembre 1979, à la tête du diocèse de Pékin, d'un nouvel évêque, Mgr Fu Tieshan, le premier depuis 1964. Agé, selon l'état civil, de cinquante-deux ans, Mgr Fu en paraît facilement dix de moins. Taille moyenne, visage plein, poignée de main chaleureuse : il se dégage de sa personne une impression de simplicité et de franche robustesse.

Evêque non reconnu par Rome, Mgr Fu Tieshan se considère-t-il malgré tout comme un évêque comme les autres ? La réponse est prudente, car Mgr Fu possède à merveille l'art de l'esquive. *« Je suis un pasteur »*, dit-il. Ses ouailles ? Ce sont pour la ville de Pékin et ses faubourgs ruraux (neuf millions d'habitants) environ trente mille fidèles, soit cinq à six fois plus qu'il n'en déclarait il y a quatre ans. Chiffre infime, mais supérieur, cependant, de plus de moitié à celui de 1949. La tendance, du reste, est à la hausse pour les baptêmes (300 en 1982 contre une centaine en 1980). Les plus jeunes baptisés ont quinze ans, les plus âgés, un peu plus de vingt ans.

L'an dernier, comme en 1981, une centaine de mariages religieux ont été célébrés.

« A l'échelle du monde les catholiques chinois représentent un tout petit troupeau de Jésus-Christ », dit Mgr Fu. Dans l'ensemble de la Chine, le nombre total de catholiques serait, comme à la Libération, de trois millions. C'est un chiffre admis, mais invérifiable.

L'enseignement religieux se fait généralement dans la famille. Mgr Fu met cette pratique au compte de *« la tradition »*. Il arrive cependant que les prêtres — ils sont au nombre de quatorze à l'église de Nantang, où réside l'évêque — s'entretiennent avec certains fidèles après la messe où que des jeunes passent au presbytère à la sortie de leur travail. Le diocèse possède, en outre, depuis deux ans, son séminaire propre, installé dans la banlieue. Il compte dix élèves, dont six ont déjà reçu la tonsure.

Catholiques et citoyens

Mgr Fu admet que les conversions sont assez rares, bien qu'il en existe. Mais, au fait, pourquoi se convertir ? Que signifie, aujourd'hui, dans un pays comme la Chine, le fait d'être chrétien ? *«La première interrogation d'un catholique,* répond Mgr Fu, *est de se demander pourquoi les hommes vivent sur cette terre. Il s'agit ensuite d'honorer le Seigneur et d'agir pour le salut de son âme.»* Bien sûr, ajoute-t-il après un silence, *«les catholiques chinois sont aussi des citoyens»*.

Sans s'attarder plus sur l'aspect pastoral de sa mission, Mgr Fu se lance alors dans une longue explication historique sur l'évolution de l'Eglise catholique chinoise depuis un siècle : *«Avant la Libération, l'Eglise chinoise était européanisée. Il en découlait que beaucoup de catholiques éprouvaient de l'amour pour des pays étrangers et non pour leur propre pays. Aujourd'hui, les catholiques chinois sont rassemblés dans une association patriotique, dont le but, outre sa mission religieuse, est d'unir tous les fidèles et leurs prêtres, afin qu'ils participent à l'édification du pays. Elle a aussi pour rôle de déraciner l'influence étrangère sur le plan politique.»*

Mais pourquoi, au risque de souligner le caractère politique de cette organisation, avoir expressément qualifié cette Eglise de *«patriotique»*. Mgr Fu nous reprend. Il ne s'agit pas d'une *«Eglise»* mais d'une *«association»*. Il tient beaucoup, apparemment, à cette précision. Il la soulignera à trois reprises au cours de l'entretien. *«Je sais,* dit-il, *que certaines gens, à l'étranger, déforment notre image et font comme si notre association n'était pas catholique. Mais il se trouve, voyez-vous, que notre communauté est, en même temps, catholique et patriotique. Comme l'Eglise de France, en somme ! Elle aussi a le sens du patriotisme, les Français sont des patriotes, c'est bien connu.»* Mgr Fu part d'un grand éclat de rire. La pointe, visiblement, l'amuse.



Prêtres chinois.

L'évêque de Pékin a étudié son histoire de France. Tout en se donnant l'air de ne pas y toucher, il y puise des exemples à l'appui de son argumentation. Les rapports entre l'Eglise et l'Etat ? *«Il y a bien eu un cardinal français ministre des affaires étrangères, n'est-ce pas ?»* Les relations difficiles avec le Vatican ? *«Rappelez-vous les démêlés entre Philippe le Bel et le pape Boniface VIII.»* Revenant au présent, il ajoute : *«De toute façon, ce n'est pas nous qui portons la responsabilité de la rupture avec Rome. Mais, dans l'histoire, il y a parfois des injustices.»*

«Activités secrètes»

A quelles conditions un dialogue avec Rome pourrait-il se renouer ? Les relations qu'entretient le Vatican avec Taiwan sont-elles le seul obstacle ? Le visage de Mgr Fu se ferme imperceptiblement : *«Taiwan, certes, est un problème. Mais il y en a d'autres. Par exemple, la curie romaine a exprimé le souhait d'établir des relations avec l'Eglise chinoise. Cela, c'est son attitude publique. Mais, par derrière, elle mène des activités secrètes, qui visent à s'ingérer dans les affaires chinoises. Elle incite certains prêtres à avoir des agissements qui sapent le système socialiste. »*

Selon l'évêque de Pékin, les quatre jésuites de Shanghai, arrêtés en 1981 et condamnés, au début de cette année, à de lourdes peines de prison, avaient commis de telles infractions à la loi. Ne pense-t-il pas, cependant, que les sanctions qui leur ont été infligées (jusqu'à quinze ans de prison) sont particulièrement lourdes, compte tenu du grand âge de ces hommes — ils ont entre soixante-quatre et quatre-vingt-un ans — et du fait qu'ils avaient déjà subi précédemment plus de vingt ans de détention ? La charité chrétienne ne commande-t-elle pas d'éprouver pour ces malheureux de la compassion ? *«Certes,* répond Mgr Fu, *nous ne souhaitons pas que se produisent des situations de ce genre. Nous prions le Seigneur pour qu'il bénisse ces prêtres et les aide à se repentir le plus tôt possible.»*

Mgr Fu associe *«bien sûr»* à ses prières Mgr Kong Pinmei, l'ancien évêque de Shanghai, emprisonné depuis 1955. Mgr Kong est aujourd'hui âgé de plus de quatre-vingts ans.

Existe-t-il une église *«souterraine»*, fidèle à Rome ? Non, estime Mgr Fu, *« cela ne correspond pas à la réalité. Certains étrangers veulent en organiser une, mais leurs complots ne réussiront pas»*. Religion occidentale, le catholicisme peut-il être considéré comme une *«pollution de l'esprit»* ? Non plus, pense notre interlocuteur, car *«la liberté de croyance est inscrite dans la Constitution »*.

Coupés de Rome, les catholiques chinois se sentent-ils isolés du monde ? Pas vraiment. Les Chinois d'outre-mer, de confession catholique, viennent nombreux en visite. Ils représentent un canal d'informations précieux. Mgr Fu ne connaît pas encore la prise de position des évêques français sur la dissuasion nucléaire. Il a, en revanche, *«entendu parler»* de celle de l'épiscopat américain. Pour sa part, il estime que *«la principale menace qui règne sur le monde, c'est l'hégémonisme de l'Union soviétique et des Etats-Unis»*.

Personnellement, l'évêque de Pékin est *«contre la dissuasion nucléaire»*. D'ailleurs, ajoute-t-il dans un raccourci un peu rapide, la Chine a déclaré qu'elle n'utiliserait pas l'arme nucléaire en premier. *«Le mieux serait qu'on ne produise pas ce genre d'armements et qu'on détruise ceux qui existent.»* Mais le risque d'une conflagration nucléaire généralisée, manifestement, lui paraît ne pas devoir être exagéré. L'idée, évoquée devant lui, le fait même sourire, comme s'il s'agissait d'un «truc» de propagande qui a beaucoup servi.

Décidément, qu'il s'agisse de l'avenir de sa communauté ou de celui de l'humanité, Mgr Fu Tieshan est d'un solide optimisme.

MANUEL LUCBERT.

ROME : négocier tout ce qui est négociable

De notre correspondant

Cité du Vatican. — La question de la normalisation des relations entre l'Église et la Chine est *« extrêmement délicate »*, dit-on au Saint-Siège, et il n'y a pas en la matière *« une position officielle »*. Tout se joue dans les nuances et l'on s'efforce de laisser les portes ouvertes. *« Nous sommes prêts à négocier tout ce qui est négociable,* affirment nos interlocuteurs. *Mais jusqu'à présent nos appels sont restés sans réponse. »* Il semble en fait que se joue entre le Vatican et la Chine une partie dans laquelle la proverbiale « patience infinie » de cette dernière la dispute a celle « éternelle » de l'Église.

Il est certain que, avec le pontificat de Jean-Paul II, le Vatican a accordé une importance accrue à la question du catholicisme en Chine, caractérisée par l'existence, depuis vingt-cinq ans, d'une « église patriotique », coupée de l'autorité de Rome. Jean-Paul II, en raison de son origine polonaise, est particulièrement sensible à la question de la foi opprimée par un régime politique et aux efforts de celui-ci pour détacher une communauté chrétienne de Rome *« en lui faisant croire qu'elle pourra continuer à pratiquer sa foi en toute indépendance »* : une question que le pape a d'ailleurs encore récemment évoquée en ces termes lors de la cérémonie pour la béatification des martyrs d'Angers, le 19 février.

C'est donc tout naturellement que l'attention de Jean-Paul II s'est tournée vers la Chine et qu'il a cherché à instaurer un dialogue avec Pékin. Il le fit à neuf reprises. Notamment, en février 1981, dans son allocution devant la communauté chinoise de Manille, puis lors de la commémoration du quatrième centenaire de la mission de Matteo Ricci en Chine. Il le fit encore dans une *Lettre aux évêques du monde* afin de les inviter à prier pour la Chine, à l'occasion du Nouvel An lunaire de 1982. Cette lettre fut suivie, le 21 mars de la même année, par une messe extraordinaire célébrée à Saint-Pierre pour les catholiques de Chine. L'année dernière, le 17 mai, le pape évoqua à nouveau la Chine dans son homélie pour la béatification de deux missionnaires salésiens martyrisés dans les années 30.

A cette occasion, Jean-Paul II souligna notamment la convergence entre les valeurs les plus hautes de la culture chinoise et de la spiritualité en Chine et celles de l'Évangile. Il exprima également alors *« l'espoir d'un progrès dans l'élaboration de structures de dialogue, destinées à favoriser cette exigence d'harmonisation, au sein du peuple chrétien de la Chine, entre la dimension du devoir social et de la conscience nationale et celui de la communion avec l'Eglise universelle »*. La question de l'unité de l'Eglise, et du lien entre toute communauté catholique et le Saint-Siège, est en fait le problème majeur à résoudre pour que puisse se réaliser une normalisation des relations entre le Vatican et la Chine.

Pratique religieuse...

Une première question est assurément celle de la pratique religieuse en Chine. Mais le Vatican semble estimer que ce problème est en voie de règlement. Depuis la relative libéralisation qui s'est manifestée à la suite de la mort de Mao, les autorités chinoises ne contestent plus l'existence de convictions religieuses et surtout n'y voient plus formellement un élément de contradiction avec l'édification du socialisme.

L'article 36 de la Constitution de 1982 reconnaît d'ailleurs explicitement la liberté religieuse. On souligne par ailleurs, de source chinoise à Rome, que depuis la fin des années 70 de nombreuses églises ont été rouvertes et qu'un millier de centres de prière existent dans les campagnes. Tandis que l'« Eglise patriotique » est surtout active dans les villes, un « culte dans les familles » se développe d'autre part, que les autorités aussi bien que les catholiques évitent de nommer « clandestin », mais qui échappe au contrôle de l'Association catholique patriotique chinoise à qui est confiée la gestion de l'Eglise. *« Il n'y a pas de répression proprement dite »*, souligne l'un de nos interlocuteurs. D'ailleurs, dans sa lettre aux évêques du monde, le pape avait affirmé, après avoir comparé les souffrances endurées par les catholiques chinois à celles des *« chrétiens des premiers siècles »*, que *« les exigences de liberté ont trouvé une meilleure compréhension »*.

Il reste que certains prêtres et évêques sont toujours poursuivis et même arrêtés : ce fut le cas par exemple de deux jésuites condamnés en mars 1983 à de lourdes peines de prison, et plus récemment de Mgr Joseph Fan Xueyan, évêque de Paoting, condamné à dix ans de prison ainsi que son vicaire général, Mgr Huo Pin Chang. Dans tous ces cas, les accusations retenues sont d'avoir entretenu des relations avec le Saint-Siège et, pour les deux derniers, d'avoir consacré secrètement des évêques.

Ce problème est certes épineux : depuis vingt-cinq ans, les nominations des évêques se font théoriquement en Chine par « élection » et, dans les années 50, le Saint-Siège refusait de reconnaître la validité de ces désignations épiscopales. Il y aurait eu ainsi plus de soixante évêques élus en Chine depuis 1958. Aujourd'hui, le Vatican ne se prononce plus aussi nettement. On dit simplement, officieusement, que ces élections sont certes « illégitimes » puisqu'elles n'ont pas été faites par le pape mais qu'elles ne sont pas pour autant « invalidées » car le charisme des personnes concernées n'est pas mis en doute. Il n'en existe pas moins des difficultés, car certains parmi ces « élus » de l'Association patriotique sont des personnes mariées. On peut penser cependant que sur ce point pourraient se dessiner des solutions de compromis, comme d'ailleurs il en existe avec d'autres pays à régime socialiste.

...et autorité du pape

Une seconde question est celle, d'ordre diplomatique, des liens avec Taiwan. C'est sans doute la moins difficile à résoudre. Au demeurant, le Saint-Siège a déjà consenti certains gestes : alors que Taiwan entretient toujours à Rome un ambassadeur plénipotentiaire, le Saint-Siège n'a plus à Taipeh qu'un chargé d'affaires (le nonce étant « absent » depuis plusieurs années). Sur cette question, il serait par conséquent aisé de trouver un compromis, comme ce fut le cas pour le Japon et les Etats-Unis, lorsque ces pays établirent des relations diplomatiques avec Pékin, tout en maintenant des représentations à Taiwan. Jean-Paul II a d'autre part affirmé, lors du congrès tenu à Rome sur Matteo Ricci (octobre 1982), que la Chine était *« une grande réalité unitaire »* : une manière de répondre aux accusations de Pékin d'être favorable à la thèse des deux Chines.

Le troisième problème que pose la normalisation des relations entre la Chine et le Vatican, le plus difficile à régler, est l'exigence de Pékin que soit reconnue par Rome l'indépendance de l'Eglise chinoise. La Constitution stipule à la fin de l'article reconnaissant la liberté religieuse : *« Aucune activité religieuse ne peut être dominée par un Etat étranger. »* Des visites amicales de groupes étrangers sont autorisées, mais on ne permet pas, par exemple, aux missionnaires de prêcher en Chine, et il est recommandé d'*« éviter toute infiltration culturelle »* — si bien d'ailleurs que les réformes liturgiques de Vatican II sont restées lettre morte en Chine, où l'on dit toujours la messe en latin. Ce refus des autorités chinoises de distinguer entre le pape, représentant d'une puissance spirituelle, et le pape, monarque pontifical, paralyse pour l'instant le dialogue entre le Saint-Siège et Pékin.

En octobre 1983, les autorités chinoises ont une nouvelle fois lancé un avertissement enjoignant de ne pas considérer le pape comme un objet de foi et de ne pas se soumettre à son autorité, ce qui *« serait contraire a la dignité d'un Etat indépendant »*. Pour sa part, Jean-Paul II avait clairement énoncé la position du Saint-Siège dans sa *Lettre aux évêques du monde* : *« Le lien avec le Saint-Siège et avec son ministre apostolique,* avait-il écrit, *est une condition indispensable pour participer à l'union avec la grande famille catholique. »*

PHILIPPE PONS.

Étranger

BADE-WURTEMBERG

Le triomphe de la « bonne Allemagne »

Les électeurs du Bade-Wurtemberg votent le 25 mars pour élire leur Parlement régional. Pas de surprise à attendre : représentants des vertus traditionnelles, les chrétiens-démocrates continueront à gouverner. Mais, comme beaucoup de ses collègues, le ministre-président, M. Lothar Späth, trouve les frontières de son Land trop étroites pour son talent.

De notre envoyée spéciale

Stuttgart. – *« S'il fallait trouver un successeur au chancelier Kohl, incontestablement ce serait Lothar Späth. »* De succession à Bonn il n'est évidemment pas question, mais qu'à cela ne tienne : en cette veille d'élections régionales dans le Bade-Wurtemberg, les partisans de la tête de liste de la CDU ne peuvent garder pour eux cette remarque hors de propos. M. Lothar Späth est, en effet, l'une des étoiles montantes de la majorité ; il est, avec M. Ernst Albrecht, le nordique, l'un des « barons » parfois indisciplinés de la CDU, et, avec M. Stoltenberg, le ministre des finances, l'un des hommes les plus populaires dans les sondages.

Le succès appelle le succès, et l'issue du scrutin dans ce Land, qui, avec ses 9 millions d'habitants, est le troisième en importance de la République fédérale, ne faisait de doute pour personne : la CDU, qui détient la majorité absolue depuis 1972, devait la conserver et M. Lothar Späth rester à la tête du gouvernement régional à Stuttgart. Il suffit pour s'en convaincre de voir la tranquille assurance avec laquelle, depuis plusieurs semaines, il s'adresse à ses électeurs, part au petit matin saluer les ouvriers à l'entrée d'une usine de Stuttgart ou de Mannheim, puis parcourt les collines du pays souabe, encore enneigées par un hiver tardif, de village en village, tendant la main aux enfants qui se pressent, aux jeunes femmes en costume traditionnel coiffées de dentelles noires, remerciant les fanfares et délivrant inlassablement son message d'optimisme aux petits patrons, aux paysans et aux notables rassemblés pour l'entendre dans la salle des sports de la municipalité.

M. Späth part gagnant, et *il en vient presque à regretter l'absence d'un adversaire à sa mesure* pour mettre un peu de piquant dans cette campagne, le temps par exemple où un Erhard Eppler menait le SPD à la bataille. Au moins ce combat sans péril a-t-il pour mérite de révéler l'état du pays réel, dans une Allemagne qu'on a voulu voir ces dernières années en proie à une grave crise d'identité. On est, dans ce Land du Bade-Wurtemberg, au cœur de la « bonne Allemagne », à la fois conservatrice et entreprenante, celle qui laisse aux autres le débat politique et s'attache au concret, celle surtout qui réussit.

Il faut faire un effort d'imagination pour se souvenir qu'il y a quelques mois encore près de deux cent mille personnes, se donnant la main entre Stuttgart et Ulm, formaient la plus grande chaîne humaine jamais vue, pour protester contre l'installation des Pershing de l'OTAN. Des problèmes de défense et de sécurité, il n'est dans les discours de M. Späth – ni d'ailleurs dans ceux de ses adversaires, Verts compris – à peu près pas question.

A peine le ministre-président évoque-t-il davantage la bataille des trente-cinq heures, sinon comme incidente dans un discours qui inlassablement se réfère aux vertus du travail et à son juste prix. Il faut faire un effort d'imagination encore plus grand pour se souvenir que Tübingen, la cité du Neckar à laquelle sont associés les noms de Hegel, Schelling, Hölderlin, fut aussi un foyer du gauchisme étudiant il y a quelques années, ou bien que c'est à Stuttgart – dans la ville de Schiller – que se noua, en 1977, le drame qui allait secouer la République fédérale tout entière : l'assassinat de *Hanns-Martin Schleyer* et ce qui le suivit à la prison de Stammheim.

Les sciences du bavardage

La « bonne Allemagne » a triomphé des débats trop idéologiques et de leurs perversions ; elle a triomphé, pourrait-on dire, de la politique et des querelles d'intellectuels. Dans ce Land qui, avec Tübingen, Heidelberg, Fribourg, est celui de la plus prestigieuse tradition universitaire et reste celui de la plus forte concentration d'établissements d'enseignement supérieur, M. Späth se taille un franc succès lorsqu'il raille la tendance des jeunes gens d'aujourd'hui à vouloir tous s'inscrire à l'Université, de préférence *« là où c'est le plus facile,* dit-il, *c'est-à-dire en sciences du bavardage ».*

La « bonne Allemagne » a triomphé de toutes les contestations, sauf une : celle qui allait droit au cœur des habitants de *cette région à la fois industrieuse* et bucolique et qui faisait vibrer leur sentiment d'appartenance au terroir, à savoir la contestation écologiste. La mort de la forêt, la pollution des eaux, sont ici des sujets graves et non des fantaisies à laisser en pâture à quelques députés verts. Elles constituent, pour tous les partis, l'un des thèmes dominants de cette campagne électorale, et M. Lothar Späth peut légitimement se vanter – même si les Verts n'y sont pas pour rien – de diriger le Land où le plus grand effort a été fait ces dernières années en matière de protection de l'environnement.

Mais le terrain de prédilection de M. Späth, celui qui lui garantit le succès, c'est l'économie et la nécessaire évolution de ses structures. Le dynamisme, l'ardeur au travail, des habitants du Bade-Wurtemberg et leur sens proverbial de l'économie ont fait de cette région naturellement peu privilégiée (des ressources agricoles modestes, pas de matières premières) la région d'Allemagne la plus stable économiquement : c'est le Land où la densité artisanale est la plus forte et le degré d'*industrialisation le plus élevé.*

Cette industrie, très diversifiée, reposant essentiellement sur des petites et moyennes entreprises, quelques secteurs comme le textile mis à part, a très bien su résister à la conjoncture internationale. Au lieu de la laisser dormir sur des lauriers que la crise – ici comme ailleurs – risquait à la longue de faner, M. Späth s'est lancé dans une politique très active de modernisation qui est son principal cheval de bataille : encouragement à la recherche, organisation des transferts de technologie, soutien aux exportations, développement des techniques de pointe et de l'informatique, tel est l'essentiel du message que le ministre-président vient délivrer jusque dans les villages les plus reculés et qui le fait passer pour le meilleur garant de l'avenir de la région. *« Mieux vaut des ingénieurs à plein temps que des professeurs au chômage partiel »,* dit-il pour justifier une politique de l'enseignement tout entière orientée vers cette mutation économique.

Quatre dialectes

Le succès parle pour lui : le Bade-Wurtemberg est la région d'Allemagne où le taux de chômage est le plus faible (un peu plus de 6 %), celle où le revenu moyen par habitant est le plus élevé. Cette région – où l'épargne est vertu et vice l'endettement – est aussi celle dont les finances sont les plus saines, une de celles qui ont le mieux réussi à développer leurs exportations tous azimuts.

La partie, dans ces conditions, est facile pour M. Lothar Späth qui, à défaut d'adversaire local de son calibre, a choisi de s'en prendre à celui qu'il appelle ironiquement *« le comte »,* c'est-à-dire au ministre de l'économie, M. Lambsdorff. *« Il est suffisamment occupé avec ses grandes industries, son acier et ses chantiers navals pour nous laisser mener nos affaires chez nous comme nous l'entendons »,* dit-il ; et il ne manque pas l'occasion de se démarquer de *« ceux de Bonn »,* qui subventionnent des industries qui périclitent *« alors que nous préférons, nous, investir dans les secteurs d'avenir ».*

Ce genre de déclaration fait mouche à tous les coups. En premier lieu parce qu'elle flatte le particularisme régional, qui n'est pas ici une donnée négligeable. Le fait que le SPD ait cru bon de publier sa plate-forme électorale en quatre dialectes (palatin, souabe, alémanique, franconien) en témoigne également.

Ces attaques contre M. Lambsdorff *ont aussi pour fonction de* signifier à qui ne l'aurait pas encore compris que le pouvoir selon M. Späth n'est pas chose qui se partage. A quoi bon les coalitions ? Elles ne sont cause que de conflits et de déperdition d'énergie. La CDU n'a-t-elle pas fait la preuve qu'elle pouvait gérer seule et bien les affaires de ce Land ? Les libéraux n'ont-ils pas fait la preuve, en treize ans de coalition avec les sociaux-démocrates à Bonn, qu'ils pouvaient faire des erreurs ? Enfin les pointes lancées contre *« ceux de Bonn »* ont pour fonction de montrer que M. Späth, pour entretenir de bons rapports avec le chancelier Kohl, n'en conserve pas moins son quant à soi et n'est pas un inconditionnel du gouvernement fédéral, qu'il s'agisse des subventions aux secteurs industriels déficitaires, de la fiscalité (qu'il souhaiterait alléger) ou des allocations familiales (qu'il souhaiterait augmenter).

Tout cela rappelle irrésistiblement la Bavière et *« le comte »* ne s'y est pas trompé, qui raillait il y a quelques semaines les prétentions de M. Lothar Späth à jouer les Franz Josef Strauss. Le slogan de la CDU dit d'ailleurs simplement : *« Nous, en Bade-Wurtemberg »,* aussi laconiquement que la CSU disait aux dernières élections régionales bavaroises : *« Nous, en Bavière ».* Ce *« nous »,* à Stuttgart comme à Munich, est tout un programme.



M. Lothar Späth au Carnaval de Freiburg.

S'il est une région où l'« Etat-CDU » est une réalité, c'est bien celle-là, et la résignation des autres partis en témoigne : les libéraux sont empêtrés dans cette situation de partenaire indésirable ; le SPD, tellement sûr de l'échec, présente comme tête de liste une personnalité peu connue et n'a même pas cru nécessaire d'envoyer l'un de ses ténors pour la soutenir pendant la campagne électorale. Les Verts se maintiennent autour de 6 % dans les sondages, grâce aux villes universitaires et à la sensibilité régionale aux thèmes écologiques et auraient pu sans doute faire là un de leurs meilleurs scores si leurs querelles internes ne s'étaient pas étalées dans le Bade-Wurtemberg de façon encore plus ostentatoire qu'à Bonn. Au point que les six députés élus en 1980 au Parlement régional, en butte à la vindicte d'une base « fondamentaliste », épuisés et désabusés, ont décidé de ne pas se représenter.

Le terrain est donc des plus propices pour M. Späth, et le triomphe dans un tel Land vaut bien sans doute en influence un ministère à Bonn. C'est pourquoi le ministre-président n'a ni l'arrogance ni l'impatience de son voisin bavarois. Il n'a pas non plus le même âge et peut se permettre d'attendre. Dans l'euphorie d'une campagne électorale triomphante, ce sont ses partisans qui confient les ambitions qu'ils nourrissent pour lui : la chancellerie dans huit ans, tout simplement.

CLAIRE TRÉAN.

ITALIE

L'industrie au secours du patrimoine

Les grands mécènes ont disparu. L'Etat est défaillant, les collectivités locales au bord de la ruine. L'industrie prend le relais pour défendre le patrimoine culturel. L'art au service de la pub ?

De notre correspondant

Rome. – Témoignages de l'une des phases les plus importantes de l'histoire artistique de la Renaissance, les fresques de Masolino, du jeune Masaccio et de Filippo Lippi ornent la chapelle Brancagci de l'église des Carmes à Florence. Elles sont en cours de restauration : l'opération, d'un coût de 1 milliard de lires (5 millions de francs), a été financée par Olivetti.

La commune de Venise, pour sa part, vient de recevoir un financement d'un montant de 1 milliard de lires pour un programme d'un an – qui a commencé avec le carnaval – de manifestations culturelles (spectacles, concerts, expositions). Le mécène est l'Alivar (un groupe de sociétés de productions alimentaires à participation d'Etat). Aux Etats-Unis, l'éditeur Franco-Maria Ricci vient récemment de lancer sa luxueuse revue d'art, grâce au financement d'entreprises du groupe Montedison.

Ce sont quelques exemples récents du nouveau mécénat industriel en train de naître en Italie. Suivant l'exemple des Américains et des Japonais, les dirigeants des grands groupes industriels et financiers italiens découvrent dans l'« investissement culturel » un moyen nouveau, et efficace, de promotion. En 1983, les firmes italiennes ont financé des opérations culturelles pour un montant de 500 milliards de lires, représentant une augmentation de 25 % par rapport aux sommes dépensées l'année précédente.

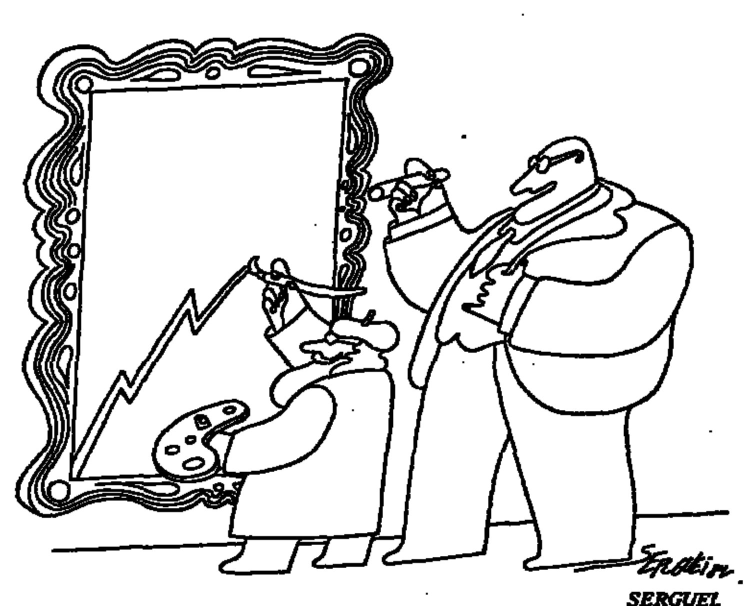
Le problème du mécénat aujourd'hui a été récemment abordé au cours d'une « table ronde » organisée à Rome par M. Giuseppe Tamburano, responsable de l'action culturelle du Parti socialiste, à laquelle participaient plusieurs personnalités, dont le ministre des Finances, M. Visentini, le président d'Alitalia, M. Nordio, et le président de la Banque nationale du travail, M. Nesi. Selon M. Tamburano, *« la culture dans la société post-industrielle est devenue un bien, source à la fois de jouissance spirituelle et de valeur marchande ».* Or l'énorme patrimoine artistique italien est aujourd'hui en péril en raison de l'absence de moyens suffisants pour en assurer la protection et la conservation de manière satisfaisante : l'Etat consacre 0,21 % de ses dépenses budgétaires au maintien du patrimoine culturel alors que l'on estime qu'il serait nécessaire de multiplier par dix le montant des interventions en ce domaine.

Une certaine amertume

Le nouveau mécénat industriel peut contribuer à combler le vide laissé par les pouvoirs publics. Il est appelé à se développer pour plusieurs raisons. D'abord parce que, comme l'a souligné M. Visentini, la législation encourage désormais, dans une certaine mesure, grâce à des dispositions adoptées en 1982, de telles initiatives. *« La législation italienne est parmi les plus généreuses en matière d'exemptions fiscales pour les biens culturels, les œuvres d'art et les contributions que peuvent faire des personnes physiques ou morales en faveur d'institutions publiques ou privées »,* a affirmé le ministre. Ensuite parce que les milieux d'affaires se sont aperçus que ces opérations sont plus rentables en terme de publicité que celles, traditionnelles en Italie, de financement d'équipes sportives. Alitalia, par exemple, qui, jusqu'à une époque récente, avait surtout centré son action promotionnelle sur ce dernier domaine, répartit désormais d'une manière égale ses interventions entre le sport et les activités culturelles.

Enfin, dernière raison au développement du mécénat industriel : la richesse du patrimoine artistique italien. Les occasions d'initiative ne manquent pas. Elles ne sont pas toujours saisies. En fait, c'est avec une certaine amertume que les Italiens ont ressenti le recours du Vatican à une télévision japonaise (Nippon Television) pour financer les travaux de restauration de la Chapelle Sixtine (coût 5 milliards). Les Japonais se sont assuré en échange l'exclusivité des images du travail de restauration pour le monde entier. Aucune télévision privée ou publique italienne n'a paru intéressée par cette opération. Aux occasions manquées, s'ajoutent les situations paradoxales tenant à une législation qui, malgré les aspects positifs soulignés par le ministre des Finance, n'en apparaît pas moins souvent encore peu adaptée aux réalités contemporaines, les insuffisances de l'action de l'État se doublant de la pesanteur de la bureaucratie.

Ainsi tel collectionneur italien qui possédait en Suisse un ensemble de toiles contemporaines de grande valeur a-t-il été dissuadé de les importer en Italie en raison des taxes (de 18 % à 20 %) qu'il aurait dû payer, l'opération étant considérée comme une importation d'œuvre d'art. Il a donc préféré vendre sa collection au musée de Los Angeles. De même, un Américain vivant à Florence a-t-il dû faire don de sa demeure à une université des États-Unis parce qu'il n'avait pas réussi à trouver une institution acceptant d'en assumer les charges. De tels cas sont légion. Le plus extravagant est sans doute celui de la collection laissée par Peggy Guggenheim à la municipalité de Venise et qui est destinée, en fait, à retourner aux Etats-Unis. Elle ne doit de rester pour l'instant à Venise qu'à l'aide des banques italiennes d'Amérique qui ont créé un consortium de soutien pour la restauration de la Ca' Venier dei Leoni, obtenant en échange de la Fondation Guggenheim qu'elle laisse les œuvres d'art en dépôt dans la cité des Doges. Mais la municipalité ne peut assumer les charges de leur entretien.



SERGUEI.

Chiffres en main

La situation devrait progressivement s'améliorer grâce au mécénat industriel. Il y a en ce domaine une véritable effervescence. Les initiatives, parfois quelque peu inattendues, se multiplient dans les domaines les plus divers. Comme l'a souligné au cours de la « table ronde » M. Nordio, président d'Alitalia, sa compagnie a par exemple mis au service de la restauration de la fameuse statue équestre de Marc Aurèle (du Capitole à Rome) ses instruments de haute technologie en matière aéronautique afin de pratiquer une « endoscopie » de l'œuvre permettant de localiser les érosions métalliques imperceptibles à l'œil nu. Les appareils utilisés sont ceux qui servent couramment à déceler les fissures et les anomalies des structures des avions.

Alitalia a une longue expérience d'intervention dans le domaine culturel. En 1960, déjà, elle réalisait des expositions en plein ciel des plus grands peintres italiens. Depuis, elle a patronné de nombreuses manifestations (*« La Florence des Médicis dans l'Europe du XVI[e] siècle »,* « L'Année Léonard », à Milan, « Le Génie de Venise », à Londres cette année). Il y aussi le patronage de Martini et Rossi en matière de concert et d'art vocal. Il y a deux ans, c'est le groupe Buitoni qui apportait son soutien à une saison de la Scala. L'année dernière, IBM Italie patronnait son orchestre philharmonique, Muratti finance des concerts, Olivetti, avant la chapelle Brancacci, avait permis la restauration des fameux chevaux de Saint-Marc, Fiat finance des expositions (celle de Dubuffet ou de Calder) à Turin et a surtout en train un grand projet de réaménagement *du Lingoto,* son *ancienne fabrique,* qui est un monument de l'architecture des années 30... La liste des interventions est longue.

Désormais, les banques – comme l'une des plus importantes d'entre elles, la Banco Nazionale del Lavoro s'intéressent à des opérations de mécénat. Non seulement en finançant des catalogues d'expositions ou des livres d'art, jusqu'à présent une de leurs grandes activités de promotion, mais aussi en lançant des opérations culturelles : ainsi, pour l'ouverture de son siège à Milan, la Banco Toscana a fait restaurer une salle de la galerie Brera. Il y a enfin l'action des fondations privées comme celle de l'une des plus prestigieuses : la Fondation Cini, créée en 1953 par M. Vittorio Cini. Organisme entièrement privé, elle s'est donné comme objet la conservation du complexe monumental de l'île San Giorgio Maggiore à Venise. Gérée avec une grande rigueur, la Fondation Cini est le lieu d'initiatives culturelles multiples.

Au pays des Médicis, et face aux carences de l'État, ce sont les entreprises qui, sous des formes diverses, cherchent donc aujourd'hui à incorporer le partimoine culturel et artistique à leur champ d'action. Pas plus que les mécènes de la Renaissance, pour qui l'art avait une fonction politique précise (celle de rehausser le prestige s'attachant à leur nom) et devait être un symbole de pouvoir, les sponsors modernes ne sont désintéressés. Ils ont simplement compris, chiffres en main, que la culture peut être un « support », comme disent les spécialistes de publicité, à des opérations promotionnelles. Que le véhicule du message devienne intellectuellement moins débilitant ne peut que réjouir.

PHILIPPE PONS.

ISRAEL

Un mannequin contre les zélotes

La « guerre du Sabbat » aura-t-elle lieu ? Si oui, elle risque fort d'éclater dans une petite ville de douze mille habitants proche de Tel-Aviv, à laquelle ses fondateurs, des pionniers du « Yichouv » — le foyer juif de Palestine, — avaient pourtant donné un nom prometteur : Petah-Tikva (la Porte de l'espoir).

De notre correspondant

Jérusalem. — Comme souvent en Israël, cette histoire commence avec la Bible. A l'exemple de Dieu qui créa Ciel et Terre en six jours et se reposa le septième, les juifs pratiquants s'abstiennent, du vendredi soir au samedi soir, de tout travail. Ils se sanctifient par la prière et l'étude de l'Ecriture. Le repos sabbatique est une loi d'airain transmise d'âge en âge.

Mode de vie autant que religion, le judaïsme déteint sur l'existence collective de tout un peuple. Rien d'étonnant alors si la grande querelle entre laïcs et religieux « accompagne » depuis trente-six ans l'histoire d'Israël. Soucieux de rallier à sa cause les courants orthodoxes hostiles à l'*« hérésie sioniste »*, David Ben Gourion, archétype du politicien laïc, promit, dès juin 1947, au rabbinat que le futur Etat juif adopterait entre autres la pause du Sabbat. Il ne pouvait faire moins, en l'espèce, que le mandataire britannique.

Ce *modus vivendi* joliment justifié au nom de l'*« hypocrisie constructive »* fut, pendant près de trente ans, la pierre de touche de chaque alliance gouvernementale entre les travaillistes et le Parti national religieux. Au fil des ans, on protégea au mieux ce *statu quo*. La trêve sabbatique n'est pourtant pas uniforme.

Si Jérusalem la Sainte se fige — côté juif — dans un orgueilleux silence, nombre de restaurants, cinémas, cafés et autres lieux de loisirs font recette à Tel-Aviv la frondeuse. Sacrilège aux yeux du rabbinat, ce dévergondage laïc — fût-il l'exception — contredit l'idée reçue selon laquelle les milieux orthodoxes, représentés au gouvernement par l'Agoudat Israël, n'ont cessé d'obtenir raison depuis l'arrivée du Likoud au pouvoir, en 1977.

A Haïfa, ville mixte, juive et arabe, les autobus circulent le samedi. Les prohibitions sabbatiques y frôlent parfois le burlesque. Ainsi peut-on aller au théâtre mais pas au cinéma. Les musées municipaux sont ouverts et gratuits ce jour-là... faute de caissiers. Seuls les visiteurs du jardin zoologique acquittent un droit d'entrée car l'établissement appartient à une compagnie privée. Au centre de conférences Rothschild, dépourvu le samedi de sonorisation — en raison de l'interdit frappant l'usage de l'électricité, — les orateurs ont bien du mal à se faire entendre. L'auditoire s'est plaint à la municipalité. En vain, car le *statu quo* est tabou. Pas question d'y toucher.

Une loi quatre fois millénaire

D'où la valeur exemplaire de l'épreuve de force en cours à Petah-Tikva. Rompant avec le passé, le conseil municipal, à majorité travailliste, décida en effet au début février, sans avoir reçu le feu vert du ministre de l'intérieur, d'autoriser l'ouverture des lieux de distraction le vendredi soir. Premier commerçant à s'engouffrer dans la brèche, le patron d'un cinéma de 1 200 places offrit John Travolta aux oublieux du Sabbat.

L'affaire a vite pris une dimension nationale. Les autorités religieuses, qui en font grand cas, accusent le maire de Petah-Tikva d'avoir *« désacralisé le Sabbat »*. Que vaut, ajoute-elles, un vulgaire arrêté municipal face à la loi du Tout-Puissant quatre fois millénaire ? Pour que celle-ci triomphe, les hommes de Dieu ont commencé à mobiliser leurs troupes.

L'autre soir, plusieurs centaines de fidèles portant calotte et caftan noirs dansèrent une joyeuse sarabande devant l'entrée du maudit cinéma. La séance eut tout de même lieu une fois le calme revenu. La semaine dernière, les deux grands rabbins d'Israël — le séfarade et l'ashkenaze — sont venus sur place encourager leurs ouailles. Ce vendredi, les hauts dignitaires du judaïsme avaient choisi de tenir conseil à Petah-Tikva.

Les laïcs n'ont pas tardé à réagir. Beaucoup d'adolescents se sont découvert une soudaine vocation de cinéphile. Hachomer Hatzair, mouvement de jeunesse du Mapam, l'aile gauche du Parti travailliste, organisa un concert de rock et acheta plusieurs centaines de places de cinéma. Le propriétaire de la salle, ravi de l'aubaine, trouve que les grandes controverses ont du bon.

Les deux camps ont leurs hôtes de marque. Il y a huit jours, les religieux choisirent comme orateur vedette le rabbin Ouri Zohar, ancien fantaisiste touché par la grâce. Dans la foule des contre-manifestants se trouvait Mlle Pina Rosenblum, un manequin très en vogue. Zélote contre créature de rêve. Pouvait-on imaginer d'autre symbole de l'opprobre que le judaïsme jette depuis vingt siècles sur l'hellénisme païen ? Lors de ces rencontres fiévreuses où l'on discute histoire, culture et religion, la bonne humeur jusqu'ici fut presque toujours au rendez-vous. La seule algarade eut lieu lorsque Baruch Salomon, rabbin de Petah-Tikva, emmena plusieurs centaines de partisans à l'assaut du Jardin d'Eden, un café du quartier resté ouvert lui aussi, et où de paisibles clients plutôt âgés ont l'habitude de venir jouer au jacquet. Tables renversées, bris de vitres, portes descellées : les manifestants en colère ce soir-là confondirent « Kulturkampf » (1) et pugilat. *« Salomon,* ironisait le journal *Yediot Ahvronot, devrait savoir qu'il est interdit de casser les meubles au cours du Sabbat... et aussi pendant la semaine. »*

L'intransigeance de ce même rabbin fit capoter la tentative de médiation entreprise par MM. Shimon Pérès et Avraham Shapira, chefs du Parti travailliste et d'Agoudat Israël. En guise de compromis, le cinéma aurait abrité non des projections de films mais des *« événements culturels »*. En outre, tous les billets d'entrée auraient été vendus à l'avance afin que l'argent, conformément à la loi judaïque, ne soit pas manipulé durant le Sabbat. Pour prévenir de nouveaux heurts, la police, qui veille chaque vendredi soir près de ses canons à eau, autorise chaque camp à manifester en alternance un samedi sur deux.

Une bonne dose d'hypocrisie

A travers laïcs et religieux s'affrontent deux philosophies correspondant aux deux grands courants contemporains du judaïsme. D'un côté, il y a ceux qui, croyants ou non, se réclament de la pensée libérale, privilégient la tolérance, le pluralisme et la liberté de conscience. De l'autre, ceux qui exaltent l'héritage, valorisent la responsabilité collective du peuple juif et entendent soumettre les lois de la cité aux préceptes de la Thora. Pour les premiers, nul n'a le droit de fermer plus un cinéma qu'une synagogue. Pour les seconds, la moindre entorse aux textes divins porte atteinte à l'identité juive de l'Etat. La non-séparation entre l'Eglise et l'Etat, due à l'intimité des liens entre nation et religion juives, complique et passionne cet éternel débat sans cesse renouvelé.

« Je veux pouvoir être juive chez moi mais aussi dans la rue », écrit une lectrice du *Jérusalem Post*. *« En démocratie,* lui rétorque un lecteur, *la minorité a le droit d'exposer ses vues, non de les imposer. »*

FRANCHINI

L'intolérance croissante des extrémistes, leur recours à la violence, voire au terrorisme, leur prétention à régenter l'existence quotidienne de leurs compatriotes, agacent une population qui, à plus de 60 %, n'est guère pratiquante. D'autant que l'application pointilleuse des préceptes religieux comporte une bonne dose d'hypocrisie.

Est-on « meilleur juif » si l'on fume le samedi dans sa chambre plutôt que dans le hall de son hôtel ? Depuis deux ans, les avions d'El Al sont cloués au sol pendant le Sabbat. Cela coûte à la compagnie nationale 30 millions de dollars par an. Mais nul n'empêche un ministre pressé de voler sur d'autres lignes. A Tel-Aviv, les conseillers municipaux religieux demandent qu'on supprime les services d'autobus conduisant aux plages. L'esprit du judaïsme résiderait-il dans ces tracasseries d'un autre âge ? Plus d'un Israélien se pose la question. Et, cette semaine, vient de naître un Mouvement de lutte contre la coercition.

A Petah-Tikva, le vendredi soir, les policiers israéliens comprennent mal, en tout cas, que des manifestants religieux attachés au caractère sacré du repos sabbatique les contraignent justement à prendre du service. Dieu leur pardonne !

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) NDLR. — « Lutte pour la culture », lancée par Bismarck après 1870 pour affaiblir le particularisme catholique de certains Etats allemands.



ETATS-UNIS

Quand les juifs de Chicago conspuaient Pompidou

Les voyages se succèdent, ils ne se ressemblent pas. Ainsi, l'accueil chaleureux réservé aux Etats-Unis à M. François Mitterrand contraste-t-il profondément avec le « traitement de choc » qu'avait reçu là-bas Georges Pompidou lors de son voyage officiel de février-mars 1970. Ce malheureux précédent — même s'il connut une « *happy end* » — illustre les risques d'une formule qui emprunte davantage aux habitudes du début du siècle qu'aux formes contemporaines de communication.

Lorsque M. Georges Pompidou — qui vient de succéder au général de Gaulle, « autolicencié » à la suite du référendum de 1969 — arrive aux Etats-Unis, le 23 février 1970, il a deux buts : combler une lacune, c'est-à-dire faire connaissance avec un pays qu'il ne connaît guère en dépit de son passé de banquier et tenir la promesse faite l'année précédente par son prédécesseur à M. Richard Nixon sur l'aéroport d'Orly. *« A l'année prochaine ! »*, avait en effet lancé le fondateur de la V[e] République au président des Etats-Unis, qui venait d'effectuer une visite passablement agitée en France.

D'entrée de jeu, Pompidou avait été averti d'un problème : les Etats-Unis, en général — la communauté juive américaine (environ 6 millions de personnes), en particulier, — n'avaient guère apprécié l'embargo sur les livraisons d'armes à Israël et la confirmation, quelque temps plus tôt, d'un contrat signé entre Tripoli et Paris, qui prévoyait la livraison par la France à la Libye de plus de cent Mirage. Des manifestations étaient donc à craindre aussi bien dans la rue qu'au Congrès, où le président de la République devait prendre la parole, comme l'avaient d'ailleurs fait avant lui Vincent Auriol ou le général de Gaulle.

L'avertissement ne fut guère pris au sérieux. C'est tout juste si Pompidou, dans une interview accordée à la veille de son départ à la revue *Life*, ne crut pas habile de mettre en garde d'éventuels manisfestants, déclarant notamment : *« S'il devait y avoir des manifestations donnant une impression de mésentente entre la France et les Etats-Unis, donnant aux Français le sentiment que leur pays a été offensé dans la personne du président de la République, je crois que cela ne serait bon ni pour les Etats-Unis, ni pour la France, ni pour Israël. »*

Cet avertissement un tantinet impérial n'a sans doute pas arrangé les choses. 1970, aux Etats-Unis, c'est en effet un peu l'année de l'anarchie. Il ne se passe pas de jour sans que les rues soient occupées par des manifestants protestant contre la guerre du Vietnam, sans que MM. Nixon ou Kissinger ne soient contraints d'entrer par la porte de service dans tel hôtel ou tel bâtiment public où ils doivent prendre la parole. Car le droit à manifester est sacré, pourvu que quelques règles formelles soient respectées, et il n'est pas question de le supprimer, fût-ce pour la venue d'un président de la République française.

Dès le séjour rituel à Washington, la délégation française n'arrive pas à prendre la dimension du malaise. Les maires des deux plus grandes villes que doit visiter Pompidou ont pourtant déjà fait savoir qu'ils ne prendraient pas la peine d'aller accueillir leur hôte à l'aéroport : Richard Daley, le tout-puissant maire démocrate de Chicago, et John Lindsay, le maire libéral républicain de New-York. Lorsque Pompidou arrive le mardi matin à la Maison Blanche pour la cérémonie solennelle d'accueil, il doit déjà faire face aux quolibets et aux pancartes de manifestants juifs qui se sont réunis sur La Fayette Square, à quelques pas de la présidence. On peut lire nombre de *« Vive la France ! A bas Pompidou ! » « Pas d'avions pour la Libye », « La Fayette oui. Pompidou non » « Israël n'est pas un Mirage »*.

Le mercredi après-midi, lors du discours prononcé devant les deux Chambres réunies en Congrès, on peut enregistrer de nouveaux signes de la colère qui gronde : plus du tiers des parlementaires boycottent la séance, et les « trous » des travées sont comblés par les gorilles du président, des diplomates complaisants et les « pages » du Congrès. Certains des parlementaires présents ont même quitté l'hémicycle bien que Georges Pompidou n'évoque qu'en termes extrêmement voilés sa politique à l'égard d'Israël.

Deuxième alerte

Après une escale de quelques heures à Cap Canaveral, la deuxième alerte aura lieu à l'arrivée à San-Francisco. C'est devant l'Hôtel St Francis, sur Union Square, que la communauté juive de la ville organise une manifestation. Celle-ci reste bon enfant, et le nombre des protestataires ne dépasse pas deux mille. Dans un souci de conciliation, Pompidou reçoit d'ailleurs une délégation des dirigeants de la communauté juive de Californie.

C'est à Chicago, deux jours plus tard, que les choses vont vraiment se gâter et tourner à l'incident diplomatique. Le samedi 1er mars, Pompidou et son épouse se rendent dans un grand hôtel de la ville pour assister au dîner offert en leur honneur. Près de dix mille manifestants ceinturent le Palma House depuis plus d'une heure lorsque la voiture du président de la République s'arrête. C'est avec difficulté que M. et Mme Pompidou pénètrent dans l'immeuble, mal protégés par la police municipale et aux cris de : *« Shame on you ; Pétain, Laval, Pompidou, traîtres à la France »*, etc. Mais il y aura pire : pendant le dîner, la police, décidément bien plus laxiste qu'en d'autres occasions, va laisser pénétrer quelques dizaines de manifestants dans l'hôtel. Et lorsque le couple présidentiel, qui cherche à s'éclipser discrètement, regagne le hall de l'hôtel par l'ascenseur, il est accueilli par de nouveaux *« Shame on you »*. La stupéfaction et la colère se lisent clairement sur les visages de Georges et Claude Pompidou qui ont quelque difficulté à regagner leur voiture.

C'est alors que commence une partie de poker diplomatique entre la délégation française et la Maison Blanche. M. Béliard, le porte-parole de la délégation, convoque en pleine nuit les journalistes français qui accompagnaient le président de la République et leur fait part sans fioritures de l'irritation du président, laissant entendre que la suite du programme pouvait connaître quelques chambardements. Le lendemain matin, avant de partir par avion pour la résidence du chef du protocole américain, où il doit passer le week-end, Georges Pompidou met les points sur les « i » : *« Ces manifestations,* déclare-t-il, *mettent une tache sur le front de l'Amérique et nuisent à leur propre cause. Mais elles ne nuiront pas à l'amitié franco-américaine qui est au-dessus de ces manifestations d'impolitesse. En m'en allant, j'adresse mon salut à l'immense majorité de la population de Chicago qui, j'en suis convaincu, a honte de tout cela. »*

De nouvelles « fuites » en provenance des services de presse de la présidence nous apprennent notamment que, si M. Pompidou sera bien présent le lundi à New-York, il y a de fortes chances pour que Mme Pompidou ait déjà regagné la France. Mais tout finalement se dénouera quelques heures plus tard, lorsque M. Nixon appellera Georges Pompidou pour lui présenter ses excuses personnelles et lui annoncer qu'il participera personnellement, en guise de cérémonie expiatoire, au dîner offert le lundi soir à New-York. Seule la présence du vice-président Spiro Agnew était prévue à l'origine. Comme le fit remarquer avec quelque humour M. Richard Nixon, *« ce fut bien la première fois qu'un président des Etats-Unis remplaça un vice-président dans l'exercice de ses fonctions »*.

La présence de Richard Nixon — et de sa fille Patricia — au dîner du Waldorf Astoria sauva *in extremis* la mise de la délégation française. Dieu merci pour le protocole, Mme Pompidou, qui était restée cloîtrée toute la journée dans ses appartements, était bien là. Ce fut une belle effusion d'amitié officielle. Après avoir condamné *« les mauvaises manières »* des manifestants de Chicago, M. Nixon affirma que Pompidou, arrivé aux Etats-Unis en ami officiel du pays, en repartait en ami personnel de leur président. Pour ne pas être de reste, Georges Pompidou félicita les Etats-Unis d'avoir à leur tête *« un président qui voit loin et ferme dans ses desseins, mais aussi un président avec lequel on se sent en communion de tempérament »*.

M. Mitterrand condamne

Si la France pouvait estimer son honneur vengé, la presse américaine n'en restait pas moins goguenarde, s'étonnant de ce président français capable de s'étonner qu'on puisse encore manifester aux Etats-Unis. C'est le *New York Times* qui fit remarquer que Pompidou *« se serait épargné des craintes inutiles s'il avait admis le fait qu'à notre époque aucune personnalité officielle ne peut voyager où que ce soit sans trouver quelques épines parmi les roses lancées sous ses pas »*. Un langage que récusait déjà M. François Mitterrand puisqu'il avait alors éprouvé le besoin d'écrire une lettre de protestation à M. Sargent Shriver, l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris, dans laquelle il condamnait *« le comportement des autorités de l'Illinois et de la ville de Chicago à l'égard du président de la République française et de Mme Pompidou »*. Document dans lequel il se définissait comme *« parlementaire français, membre de l'opposition »*.

Jamais, semble-t-il, les incidents de Chicago n'ont été oubliés par Pompidou, qui s'est toujours à juste titre défendu d'être antisémite.

Il est certain cependant que cette affaire n'a pas contribué à atténuer la méfiance instinctive que lui inspirait la société américaine et ne l'a pas incité à modifier sa politique à l'égard d'Israël. Une aggravation des rapports avec Jérusalem allait encore survenir lorsqu'on apprit que Pompidou avait déclaré à une délégation de juifs américains qu'Israël, pour avoir sa place au Proche Orient, devait devenir *« un Etat comme les autres »* et perdre notamment *« ses caractères racial et religieux »*. Les termes de la déclaration ont toujours été démentis par Pompidoou, mais le fait est qu'ils correspondaient à l'esprit de ses déclarations publiques.

JACQUES AMALRIC.

Étranger

ÉLECTIONS ÉTROITEMENT SURVEILLÉES AU SALVADOR

« Votez pour les moins mauvais... »

ont conseillé les prêtres

De notre envoyé spécial

San-Salvador. – Les électeurs sont priés de ne pas amener leurs armes dans les bureaux de vote. C'est la dernière recommandation, très officielle, adressée par les autorités aux quelque deux millions et demi de Salvadoriens qui figurent sur des listes électorales soigneusement révisées par un ordinateur fourni par les Etats-Unis. On a éliminé tous ceux dont le décès a pu être déclaré de 1980 à maintenant. Comptabilité macabre d'une guerre de quatre ans dont personne ne voit la fin.

L'ordinateur a accordé une seule carte d'identité aux 300 000 *citoyens qui en possédaient deux, et* parfois trois. Comme Ana-Maria, une dirigeante de la guérilla, qui reste donc inscrite. Il est douteux *qu'elle se présente à son bureau de* vote le dimanche 25 mars pour choisir un président et un vice-président parmi les candidats de huit listes *différentes qui figurent sur un seul* bulletin de couleur. Ses compagnons de combat, qui rôdent dans les campagnes, autour des volcans et dans la *capitale, ont multiplié les actions* ces derniers jours. Ils répètent : « *Non à la farce électorale, oui à la guerre populaire.* » Harcèlements de postes *militaires, barrages-surprise* sur les routes de l'intérieur, bombes et dynamitages dans la capitale, confiscation des cartes d'identité de *voyageurs arrêtés, enlèvements* des plus jeunes : la guérilla obéit manifestement avec répugnance aux consignes données par les dirigeants politiques du Front Farabundo Marti à Mexico ou à La Havane. « *Nous n'avons pas l'intention de perturber le scrutin du 25 mars* », a redit Guillermo Ungo, porte-parole du Front démocratique révolutionnaire (FDR), sur les ondes cubaines.

« *Ne circulez pas, les routes seront minées* », précisent les guérilleros dans leurs mises en garde. La *menace a des effets. Le trafic sur la* route panaméricaine, entre la capitale et les provinces orientales, a diminué de moitié cette semaine. L'armée a perdu l'un de ses deux C 123, qui a heurté des mines à l'atterrissage sur la piste de San-Miguel. L'appareil, qui apportait les urnes, a été partiellement détruit. La guérilla est partout. Un affrontement armé a eu lieu vendredi à Santa-Ana, deuxième ville du pays. *Une coopérative a été prise d'assaut* à La Libertad, sur la côte. La base aérienne militaire de la capitale, à Ilopango, a été harcelée.

Les conseillers américains estiment que l'armée salvadorienne « *a fait des progrès* ». Ils accélèrent la *formation de nouveaux officiers et* de nouvelles recrues, au Salvador et à la base de Puerto-Castilla, au Honduras. « *Aux Etats-Unis, la formation revient trop chère : 10 000 dollars par homme* », précisent-ils. Ils pensent que les nouvelles tactiques employées par les unités combattantes dans l'est (poursuite et maintien du contact avec la guérilla) « *sont encourageantes* », mais « *beaucoup reste à faire* », et surtout l'armée « *manque de moyens* ». Eux aussi, comme les « politiques » de l'ambassade, raisonnent sur le long *terme*.

Quarante mille hommes en « alerte rouge »

Pas d'armes dans les bureaux de vote, et pas d'alcool en vente pendant trois jours. Les quarante mille hommes de l'armée et de la police salvadoriennes ont été placés en « alerte rouge ». Ils doivent assurer *la sécurité du scrutin* : lourde tâche. A l'ambassade américaine, qui ressemble à une forteresse, les « marines » ont revêtu leur tenue de *combat. Le siège du conseil central* électoral est un bunker, derrière les barbelés et les sacs de sable.

L'Église est sceptique. « *Nous croyons tous aux élections*, disent les évêques, *mais ce n'est pas le seul moyen de parvenir à la paix.* » L'un d'entre eux ajoute, sarcastique : « *Les élections ? Pourquoi pas ? Quand un malade est dans une situation désespérée, il a recours à tout ce qu'on lui propose pour se sauver.* » Dans leurs prêches, les curés recommandent de voter « *pour le moins mauvais* ».

L'église ne soutient pas officiellement le candidat de la démocratie chrétienne, M. Jose Napoleon Duarte, ancien maire de San-Salvador et l'ancien président de la République qui reste le favori logique : il devrait arriver en tête à l'issue du premier tour, si tout se passe bien, évidemment.

Car il y a beaucoup de si... Les modalités du scrutin ont été minutieusement et sérieusement définies. Ceux qui voteront dans un lieu différent de celui où ils ont obtenu leur carte d'identité disposeront d'urnes dites « nationales ». Les habitants de municipalités trop « *exposées* » doivent se rendre dans la capitale départementale : c'est le cas, par exemple, de six petites bourgades autour de Chalatenango. Le pourront-ils ? Oseront-ils ? La guérilla affirme « contrôler » 70 des 261 municipalités du pays. Les autorités lui en accordent une vingtaine.

Après le dépouillement, les procès verbaux dûment signés doivent être acheminés des municipalités vers les capitales départementales pour de nouvelles « vérifications », puis vers la capitale et le tribunal électoral. Les huit partis en course (Arena, démocratie chrétienne, Parti de conciliation nationale, Mouvement républicain centriste, Parti institutionnel du Salvador, Parti populaire salvadorien, Parti d'action démocratique, Parti d'orientation populaire) feront leurs comptes et leurs vérifications de leur côté. Deux formations sont vraiment en lice : la démocratie chrétienne et l'Arena, d'extrême droite. Le Parti de conciliation vient en troisième. L'Action démocratique, de tendance vaguement social-démocrate, est un allié virtuel de M. Duarte. Tous les autres partis sont nettement à droite.

MARCEL NIEDERGANG.

Etats-Unis

M. ARMACOST SUCCÈDE A M. EAGLEBURGER COMME « NUMÉRO TROIS » DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT »

Washington *(AFP, UPI)*. – M. Lawrence Eagleburger, sous-secrétaire d'Etat aux affaires politiques du département d'Etat, qui avait annoncé depuis plusieurs semaines son intention d'abandonner cette fonction pour « *raisons personnelles* », sera remplacé par M. Michael Armacost, actuellement ambassadeur des Etats-Unis aux Philippines, a-t-on appris vendredi 23 mars à Washington.

Le nouveau « numéro trois » de la diplomatie américaine a déjà été sous-secrétaire d'Etat adjoint à la défense et au département d'Etat. Agé de quarante-six ans, il est entré aux affaires étrangères en 1969 et a appartenu au conseil national de sécurité comme spécialiste des affaires asiatiques. Il était, depuis 1982, ambassadeur à Manille où il devrait être remplacé par M. Stephen Bosworth, président du conseil de planification politique du département d'Etat.

LE RPR DÉNONCE LES AGISSEMENTS DE CERTAINS DIPLOMATES

La délégation RPR des Français de l'étranger met en cause, dans un communiqué, « *les agissements de certains diplomates*) français en Amérique du Sud et en Amérique centrale, qui, dit-elle, « *apportent un appui logistique important aux éléments les plus radicaux et violents des opposants aux régimes en place* ». Elle ajoute : « *Accordant, sous prétexte d'aide humanitaire, des visas de réfugiés politiques à des militants procastristes liés au terrorisme international, la France prend aussi un risque pour elle-même, pour la sécurité de son territoire devenu malheureusement le carrefour de la subversion mondiale.* »

Répondant à ces accusations, le ministère des relations extérieures a publié un communiqué où il « *rejette la mise en cause par une organisation politique de diplomates français qui, en Amérique latine comme ailleurs, agissent conformément à l'éthique traditionnelle de leur mission, ainsi qu'aux orientations d'une diplomatie qui fait une priorité du respect des droits de l'homme* ».

APRÈS L'INCIDENT DU GOLFE DE GASCOGNE

Les chalutiers restent au port à Ondarroa où le nationalisme est une seconde nature

Alors que les milieux nationalistes basques accusent la police d'avoir délibérément tiré sur les quatre membres des Commandos autonomes anticapitalistes tués jeudi 22 mars dans le port de Pasajes sans même chercher à les appréhender (le Monde du 24 mars), les autorités affirment que les extrémistes ont fait feu les premiers. L'un d'eux aurait été impliqué dans le meurtre du sénateur socialiste Enrique Casas. Cependant, le calme semble revenu dans l'ensemble du Pays basque après un mois d'agitation.

De notre envoyé spécial

Ondarroa. – Le premier contact est plutôt décevant : est-ce bien là le premier port de pêche de haute mer du Pays basque espagnol, dont les irrascibles habitants ont fait trembler les camionneurs de toute la Communauté européenne ? La ville, vue depuis la corniche, ne paie pas de mine : quelques petits immeubles rectilignes posés ça et là comme les blocs d'un jeu de construction sur une étroite langue de terre enserrée entre la mer et la falaise.

Il est des contingences géographiques qui forgent un destin : condamnée à un perpétuel tête-à-tête avec la mer, au fond de sa petite crique *adossée à une colline, c'est de la mer* qu'Ondarroa est condamnée à vivre. Ses 10 000 habitants appartiennent au monde de la pêche. Celui qui ne *prend pas la mer coud les filets*, répare les bateaux ou vend le poisson. Les cent chalutiers de haute mer et les trente bateaux de pêche côtiers de la ville constituent son unique source de richesse.

Les petites rues pentues et étroites, où les voitures ont peine à se glisser, semblent toutes converger vers le véritable cœur d'Ondarroa : le port. Là, l'autre cité est trépidante. *Munis de bottes et de tabliers en* caoutchouc, des hommes à la carrure herculéenne et au visage peu amène jonglent avec les caisses d'anchois *empilées en un équilibre euclidien*. Tout autour, c'est un difficile gymkhana de camions frigorifiques et de charrettes chargées de poissons qui s'entrecroisent.

Depuis deux semaines, toutefois, l'animation ne règne plus que sur une *partie du môle : là où les bateaux de* pêche côtière viennent décharger le poisson. Les chalutiers de haute mer, eux, restent ancrés en signe de protestation depuis l'incident du 7 mars dans le golfe de Gascogne. Ils sont tous là, ces grands bateaux d'une quinzaine de mètres, sagement alignés au fond du port. Beaucoup sont passablement défraîchis et, sur leur coque, les coups de peinture hatifs masquent difficilement la rouille.

La pêche rythme la vie. Lorsque la sirène du port retentit à 6 heures, réveillant toute la ville, chacun sait que le poisson va être mis en vente une demi-heure plus tard. Pour les produits de la pêche côtière (anchois et thon, surtout), l'opération a lieu dans le local de la confrérie Santa-Clara. Sur un grand cadran circulaire, une aiguille indique les prix en les *réduisant progressivement. Le premier* acheteur qui considère acceptable le chiffre atteint presse un bouton : affaire conclue.

Les pêcheurs de haute mer, *au contraire*, pratiquent la vente aux enchères. Depuis quelques années, ils ont adopté le système du lot : l'acheteur qui désire emporter un type de poisson très recherché, comme le merlu, devra en même temps en acquérir d'autres de moindre valeur. C'est là un signe qui ne trompe pas quant à l'épuisement progressif de certaines espèces !

Un îlot du matriarcat

Etre pêcheur de haute mer à Ondarroa *n'est assurément pas* une sinécure : dix à douze jours en mer et vingt-quatre heures de repos au port avant de reprendre le large avec une *seule pause un peu plus* longue de deux à trois jours à la fin de chaque mois. Les hommes étant toujours au loin, ce sont les femmes qui font office de chefs de famille. *Aussi*, dans ce pays où le « machisme » reste particulièrement fort, Ondarroa apparaît comme un îlot matriarcal.

Rien d'étonnant si Ondarroa, tout comme le port voisin de Bermeo, est l'un des fiefs du nationalisme basque. Pour des hommes qui passent au large la majeure partie de leur existence, l'Espagne apparaît comme une entité abstraite et lointaine à *laquelle ne les lie aucune affinité*. La composition du conseil municipal en dit long à ce sujet : onze représentants du PNV (Parti nationaliste basque), *cinq de la coalition Herri* Batasuna et un d'Euskadiko Eskerra (gauche basque). Les partis « espagnolistes » ne disposent ici d'aucun siège ! *Aux élections* régionales de février dernier, les socialistes ont obtenu moins de 200 voix sur un total de 6 000 inscrits.

L'eskerra, ici, n'est pas, comme à Bilbao ou à Saint-Sébastien, un dia*lecte à l'agonie qu'il faut récupérer*, mais la langue des conversations de tous les jours. C'est en basque que se tiennent les réunions du conseil *municipal, c'est en basque* que le prêtre prononce le sermon du dimanche, c'est en basque aussi que les enfants piaillent à la sortie de l'école. *Si débat politique il y a, il n'oppose* que les nationalistes modérés aux nationalistes radicaux. Les « espagnolistes », ici, n'ont pas voix au chapitre.

Les radicaux, d'ailleurs, ont plutôt le vent en poupe. L'ETA s'est mon*trée active* à Ondarroa, où elle a ses sympathisants. Six personnes assassinées en cinq ans, parmi lesquelles un garde civil, un membre de la *police nationale et* le directeur d'une salle des fêtes. Deux jeunes gens, originaires de la ville, ont péri dans des affrontements avec les forces de l'ordre. *Sur les murs, les affiches et* les inscriptions d'Herri Batasuna, la coalition proche de l'ETA militaire, bénéficient d'un monopole virtuel. Le PNV, toutefois, a conservé intact son fief principal : les pêcheurs, dont le nationalisme exacerbé s'appuie sur un traditionalisme qui n'a que faire du « gauchisme » de l'ETA.

Un traditionnalisme d'autant plus extrême *que rien, jusqu'ici, n'était venu l'ébranler dans cette ville qui* semblait vivre hors du temps. On y pêche comme on y a pêché pendant des générations, avec les mêmes méthodes et dans les mêmes eaux. En se heurtant, dans les eaux du golfe de Gascogne, à la police maritime française, les pêcheurs d'Ondarroa découvrent *que le monde a* changé et qu'ils vont devoir changer, eux aussi. Ils ne s'y résignent pas *facilement*.

THIERRY MALINIAK.

L'escalade du contre-terrorisme au Pays basque

(Suite de la première page.)

Comme lors de cinq assassinats, revendiqués par le GAL depuis décembre 1983, la frontière franco-espagnole a été aussitôt fermée et le plan « Eclat » déclenché, mais sans succès.

Les commandos du GAL semblent donc, cette fois-ci encore, avoir tourné le dos à la frontière après une opération, ce qui confirme l'impression générale du Pays basque français : quelle que soient leur origine, milieux espagnol ou français, qui les commanditent, les membres de l'organisation antiséparatiste disposent vraisemblablement de moyens de fuite et de cachettes sûres, probablement dans la région des Landes.

La voiture piégée, placée, lundi, sur le passage habituel, à l'heure de *l'apéritif*, d'un groupe de *Basques* espagnols vivant à Biarritz, avait été volée à Pessac (Gironde), et notre correspondant dans les Pyrénées-Atlantiques, Philippe Etcheverry, nous signale que les policiers tentent de vérifier si le GAL n'a pas partie liée avec le milieu bordelais. Ces dernières années, les organisations antiséparatistes avaient déjà fait appel aux services de truands. Toute*fois, l'enquête sur* l'explosion de Biarritz n'a pas encore permis d'identifier le chauffeur du véhicule.

Lorsque le 1er mars, un commando avait tué, sans doute par erreur, un jeune Hendayais à la gare de marchandises de la frontière, et s'était réfugié à Irun avant d'être arrêté par la police espagnole, le GAL avait démenti l'appartenance de ces hommes à son organisation. Peut-*être les assassins de Jean-Pierre* Leiba n'étaient-ils pas membres du GAL, certaines informations laissant en effet croire à l'existence de nouveaux groupes antiséparatistes enhardis par les succès du GAL. Toutefois, les milieux basques espagnols avaient eu plutôt le sentiment que les « justiciers » avaient refusé d'assumer l'échec de cette opération mal préparée et exécutée à la hâte.

Désormais, sans doute plus sûr de sa force, le GAL a décidé de revendiquer même ses erreurs, et le chauffeur du véhicule piégé avait été, dès mercredi, reconnu membre du GAL par un communiqué.

Au fil des semaines et des assassinats, ces communiqués, seule source d'information disponible, ont d'ailleurs tendance à devenir de plus en plus laconiques : celui qui signe la mort de Xavier Perez Arenaza est des plus brefs. La rédaction de *Sud-Ouest* à Saint-Jean-de-Luz a simplement entendu au téléphone un correspondant anonyme déclarer : « *Nous liquiderons les terroristes de l'ETA qui se cachent en France.* »

Ce laconisme, l'absence d'informations en provenance des milieux officiels espagnols et de la police française accentuent l'inquiétude de la population basque et parent le GAL d'une aura de mystère, de plus en plus mal ressentie au Pays basque français. Surtout, la répétition des opérations meurtrières provoque une nouvelle agitation dans la communauté basque espagnole installée dans les Pyrénées-Atlantiques. Dans la soirée de vendredi, trois cents personnes ont manifesté leur peur et leur hostilité au GAL dans les rues de Biarritz, et des heurts se sont produits avec les forces de l'ordre.

PHILIPPE BOGGIO.

Chili

L'ÉTAT D'URGENCE EST DÉCRÉTÉ A LA VEILLE D'UNE NOUVELLE JOURNÉE DE PROTESTATION

Santiago, *(AFP, Reuter)*. – Le gouvernement chilien a décrété l'état d'urgence sur tout le territoire, vendredi 23 mars, à l'approche de la *journée nationale de protestation*, prévue pour mardi prochain. Le ministre de l'intérieur, M. Sergio Onofre Jarpa, a déclaré que la mesure *pourrait s'accompagner d'un couvre-feu*. La junte militaire chilienne avait déjà décrété l'état d'urgence immédiatement après le coup d'Etat *miliaire de 1973 et l'avait suspendu* ju mois d'août dernier. La huitième journée nationale de protestation doit avoir lieu à l'appel des syndicats *et des partis politiques d'opposition*, qui avaient déjà organisé plusieurs manifestations du même type l'année dernière.

La mesure adoptée par le gouvernement fait suite à l'instauration ces dernières semaines d'un climat de violence marqué par une série d'attentats à la bombe et par une importante coupure de courant qui a affecté mercredi toute la région *centrale du pays. Ces actions ont été* attribuées à l'extrême gauche, tandis que l'extrême droite perpétrait diverses attaques contre des édifices religieux et proférait des menaces de mort contre des prêtres et des dirigeants politiques de l'opposition.

L'attentat dont a été victime mardi le dirigeant démocrate-chrétien Jorge Lavanderos, hospitalisé dans un état grave (*le Monde* du 22 mars), a été revendiqué par une organisation se réclamant de l'Alliance armée anticommuniste (AAA).

Liban

Violents affrontements entre druzes et sunnites

Dix-sept morts, quatre-vingts blessés

Les miliciens druzes du Parti socialiste progressiste (PSP) de M. Walid Joumblatt ont « *repris vendredi 23 mars le contrôle de toutes les zones qui ont été le théâtre d'accrochages* » entre les miliciens du PSP et les Mourabitouns (nassériens sunnites) à Beyrouth-Ouest, selon le PSP.

Après une nouvelle demi-journée de violents combats de rues entre miliciens druzes et sunnites, vendredi, les deux parties étaient parvenues à un accord de cessez-le-feu, dans la soirée du même jour. D'après la police, dix-sept personnes ont été tuées et quatre-vingts blessées dans ces affrontements. La plupart des victimes seraient des civils. L'unique point de passage entre l'ouest et l'est de la capitale, au Musée, non loin de la corniche Mazraa, était demeuré fermé vendredi. D'autre part, les miliciens druzes avaient bloqué le même jour l'entrée de Beyrouth, empêchant toute personne de pénétrer dans la capitale à partir de la montagne du Chouf. Au sud de cette région, dans l'Iklim-el-Kharroub, le commandement militaire israélien organise depuis quatre jours des réunions groupant le PSP et les Forces libanaises (chrétiennes) afin de pacifier la région proche des lignes israéliennes.

Enfin notre correspondant par intérim au Caire nous indique que des lettres de menaces de l'organisation Djihad (guerre sainte) islamique ont été adressées aux ambassades de France, du Royaume-Uni et d'Italie en Egypte, ces missives, rédigées en anglais et postées en Egypte, promettent les « *foudres de la vengeance* » aux représentations diplomatiques et à certaines sociétés de ces trois Etats si « *leurs gouvernements respectifs ne mettaient pas un terme à leurs politiques criminelles* » au Proche-Orient. Les lettres font allusion aux opérations menées ces derniers mois par l'organisation Djihad islamique à Beyrouth et au Koweït.

LA GUERRE DU GOLFE

« Nous pourrions utiliser des armes chimiques »

déclare le président du Parlement iranien

Le président du Parlement iranien, l'ayatollah Hachemi Rasfanjani, a *annoncé, vendredi 23 mars* que l'Iran commencerait à se servir d'armes chimiques si les Irakiens continuaient d'en utiliser. L'Iran, grâce à « *sa technologie pharmaceutique et chimique avancée, peut fabriquer des armes chimiques et les utiliser à tout moment. Nous sommes capables de construire des obus d'artillerie pouvant atteindre des cibles à 28 kilomètres*, a souligné le président du Parlement. *Au lieu de les remplir d'explosifs, nous pourrions les remplir d'éléments toxiques* ».

Selon des responsables iraniens et des diplomates étrangers en poste à Téhéran, l'Iran a mobilisé de sept cent cinquante mille à un million d'hommes – forces régulières, gardes révolutionnaires et volontaires – pour ce qui pourrait être sa plus grande offensive dans la guerre du Golfe. Les premiers disent qu'un million de combattants sont prêts à l'action aux points vitaux du front de 1 200 kilomètres avec l'Irak, dont la moitié environ sont des volontaires de la *Basij* (mobilisation), en vue d'une offensive imminente. Selon les diplomates, qui pensent que l'offensive iranienne n'est plus qu'une question de jours, sept cent cinquante mille Iraniens sont très *certainement massés près du front*.

Pour sa part, le haut commandement irakien a annoncé, vendredi 23 mars, que l'aviation et les hélicoptères d'assaut irakiens avaient effectué 216 missions de combat au cours des dernières vingt-quatre heures, infligeant de lourdes pertes aux troupes iraniennes et détruisant du matériel ennemi. Un avion irakien a été perdu au cours de ces opérations.

Le général Hassan Ali, vice-président du conseil et ministre égyptien des affaires étrangères, dont le pays soutient Badgad, devait commencer ce samedi 24 mars une visite officielle de trois jours en Irak.

Enfin, le *Washington Post* a affirmé vendredi que l'Union soviétique va construire une centrale nucléaire en Irak; manifestant ainsi son désir de renforcer ses relations avec Bagdad après une période de refroidissement. Le quotidien, qui se réfère à des responsables irakiens non identifiés, précise dans un article daté de Bagdad qu'un contrat a été signé dans le courant de mars avec les services soviétiques de l'énergie atomique pour lancer la première phase de construction d'une centrale nucléaire, destinée à la production de courant électrique. Le réacteur soviétique sera le premier dont disposera l'Irak pour produire de l'énergie électrique. La France avait construit en Irak une installation de recherche *nucléaire* (Osirak), située à Tamouz, mais celle-ci avait été détruite lors d'un raid de l'aviation israélienne le *7 juin 1981. – (AFP, Reuter, AP.)*

France

LE PS A LA RECHERCHE DE SES SOURCES

Quand le conservatisme est à la mode...

L'Institut socialiste d'études et de recherches (ISER) a organisé, du 19 au 22 mars, un colloque autour du thème « Marx, Jaurès, et le socialisme aujourd'hui », clôturé par une « table ronde », à laquelle ont participé MM. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, Max Gallo, porte-parole du gouvernement, et Lionel Jospin, premier secrétaire du PS.

« Pour vous, la modernité, qu'est-ce que c'est ?

— Je ne sais pas répondre à cette question ! ».

De M. Fabius, Mme Christine Buci-Glucksmann, au cours de cette « table ronde », n'obtiendra rien d'autre. Plus audacieux, M. Jospin risquera : *« La modernité, c'est peut-être s'intéresser à ce qui est en train de naître. »* Quant à M. Gallo, une *« obligation médiatique »* l'a prématurément soustrait à l'attention vorace de cette brillante tour de Babel — économistes et philosophes français, communistes italiens, hongrois, socialistes autrichiens, etc., — qui était réunie depuis quatre jours dans un château du Val-d'Oise pour parler du socialisme.

« Marx, Jaurès et le socialisme aujourd'hui » ? Plutôt trois interprétations d'une même partition : la gauche, la droite, l'archaïsme et le modernisme. Historien, M. Gallo a voulu montrer comment l'abandon de quelques principes essentiels avait fait que les *« néo-socialistes »* français des années 30, *« partant d'une volonté de modernité, se sont retrouvés dans l'archaïsme de la collaboration »* ; d'où, pour M. Gallo, la nécessité de mettre la gauche au pouvoir en garde contre le *« pragmatisme aveugle »*.

Aveugle, peut-être pas, pragmatique sûrement, M. Fabius ancre son discours dans la réalité d'une pratique gouvernementale, qu'il refusera de perdre de vue. A M. Jean-Paul Dollé, qui demande si, pour les socialistes, *« tout ce qui est nouveau est bien »*, défend l'idée d'une nouvelle séparation des pouvoirs — le savoir, le pouvoir politique, l'éthique — et demande, enfin, au ministre, pourquoi il cherche une approche *« spécifiquement socialiste »* de la recherche et de la technologie, M. Fabius répond : malaise des cadres, désyndicalisation, gestion nécessaire des mutations technologiques.

Pour M. Fabius, *« être socialiste, c'est, avant tout, ne pas se satisfaire de la société telle qu'elle est et vouloir la changer »*. Défendre le socialisme contre *« la montée des idées de droite sous différents oripeaux »*, c'est refuser la *« formidable escroquerie »* de l'*« identification »* du socialisme *« à la bureaucratie et à l'étatisme »*, et du libéralisme au rôle de *« sauveur »*. *« Si cette vision dualiste imprègne nos concitoyens, le socialisme en France ne fera pas de vieux os »*, avertit le ministre, qui lance, au passage, un pavé dans la mare de la gauche : *« La réflexion sur la réduction des inégalités*, explique M. Fabius, *se fait essentiellement en termes de transferts sociaux. Or, cette dimension est mécaniquement totalement contradictoire avec le besoin d'allégement du poids des institutions sociales et étatiques, de la limitation des prélèvements obligatoires. »*

M. Jospin, lui aussi, constate que *« la mode est au conservatisme »*, mais décèle, derrière le *« néo-conservatisme »* — dont M. Jean Pronteau, président de l'ISER, dira qu'il avance vêtu des *« blue-jeans de l'antimarxisme »* — la réalité d'un *« archéo-conservatisme »*. La mise au point fait écho à Mme Buci-Glucksmann, qui demande à la gauche de définir une *« post-modernité de gauche »* face à la *« post-modernité de droite »*.

Au-delà d'un langage tourbillonnant autour du *« néo »* et de l'*« archéo »*, M. Jospin, fidèle à l'ordre du jour, s'interrogera sur Jaurès et Marx aujourd'hui. Du premier, il dira : *« A gauche et en France, on a beaucoup de goût pour l'homme et une grande ignorance pour sa pensée. »* Du second, il estimera que *« le PS, après 1971, n'a pas véritablement intégré sa pensée »*, avant d'affirmer qu'*« il y a un problème du socialisme aujourd'hui »*, dû à l'existence de pays *« du socialisme irréel »*. *« Ce modèle, ces sociétés*, juge-t-il, *ne peuvent durer historiquement comme tels. »* Pour autant, le premier secrétaire du PS réfute l'équation : *« Staline est dans Lénine, Lénine est dans Marx, donc Staline est dans Marx. » « Je n'ai pas tendance à croire*, continue-t-il, *que Tchernenko aurait été le disciple favori de Marx. »*

Réponse logique du berger à la bergère : un communiste hongrois demandera à M. Jospin, qui s'exécutera de bonne grâce, de reconnaître que le *« blocage »* des pays de l'Est n'explique pas, à lui seul, *« la baisse des adhérents du socialisme en France »*...

M. Jospin a conclu par une exhortation en forme de synthèse : *« L'analyse passionnée de Marx, le lyrisme scrupuleux de Jaurès, essayons de les faire vivre ! »*

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Selon *Synthèse Flash*

LA GAUCHE SOCIALISTE EST ENTRÉE DANS LA « ZONE DES TURBULENCES »

Synthèse Flash, bulletin bimensuel de M. Jean Poperen, numéro deux du PS, estime, dans son numéro daté 19 mars, que le comité directeur du PS des 10 et 11 mars (*le Monde* du 13 mars) *« a enregistré un net déclin des unanimités qui furent liées à la période de l'accès de la gauche au pouvoir »*. *« C'est vrai*, écrit ce bulletin, *au sein des forces de gauche, avec une attitude de plus en plus critique du PCF par rapport à la politique d'un gouvernement auquel il participe. (...) C'est vrai aussi à l'intérieur du Parti socialiste, avec les prises de position respectives du CERES et des tenants de la* « deuxième gauche », *les plus bruyants* (...). *La gauche socialiste est désormais bien entrée dans la* « zone des turbulences ».

Synthèse Flash juge que les thèses des rocardiens dissidents (*le Monde* du 21 mars) sont l'*« expression actuelle, sinon moderne, d'un révisionnisme aussi ancien que le socialisme, et dont la tentation existe au-delà des limites de ce mini-courant »*. Quant au CERES, il a, selon *Synthèse Flash*, cherché *« à introduire un clivage sérieux entre le parti et le gouvernement »*. *Synthèse Flash* poursuit : *« La clarification idéologique et politique, face à ces divergences d'appréciation, est d'autant plus nécessaire à la mobilisation du Parti socialiste. »*

LA CAMPAGNE DU PS ET DU PCF SUR LES LOIS AUROUX

L'Unité s'interroge sur l'attitude des syndicats

La campagne commune du PS et du PCF pour la « popularisation » des droits nouveaux des travailleurs, organisée dans le cadre de l'accord du 1er décembre 1983 entre les deux partis, a connu, dès le premier meeting commun à la sortie de l'usine Rhône-Poulenc de Saint-Fons, dans la banlieue de Lyon (*le Monde* du 22 février), un insuccès qui ne s'est guère démenti par la suite. Cet échec n'a pas vraiment surpris les dirigeants socialistes, qui admettent que les dispositions des lois Auroux ne sont pas, en période de chômage et de stagnation du pouvoir d'achat, ce qui intéresse le plus les salariés.

Socialistes et communistes avaient en fait choisi ce thème peu mobilisateur mais qui permettait de dégager une sorte de plus petit dénominateur commun aux deux partis, à défaut de pouvoir expliquer, en parlant d'une même voix, la politique économique et sociale du gouvernement.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a du reste observé, lors d'une conférence de presse à Roanne, le 12 mars, que si cette campagne avait suscité un *« bon dialogue »*, celui-ci avait vite débordé le thème initial de la campagne. Aux usines Renault de Billancourt, notamment, les interrogations des travailleurs de la Régie adressées aux orateurs des deux partis ont porté davantage sur les problèmes d'emploi et de pouvoir d'achat que sur les lois Auroux.

L'échec de cette campagne risque-t-il, aussi, de contribuer à entretenir le malaise entre les syndicats et le PS ? Un reportage consacré par *l'Unité*, hebdomadaire du PS (daté 9 mars), au meeting commun organisé chez Peugeot à Sochaux s'interroge *« sur le rôle d'un relais essentiel : les organisations syndicales »*. *« Muets, les syndicats, pendant toute cette journée (...), sinon pour gémir »*, observe *l'Unité*. *« Faire vivre les droits nouveaux*, ajoute l'hebdomadaire, *pose une question essentielle : comment surmonter l'apathie — pour ne pas dire plus — des acteurs du changement ? »*

La préparation des élections européennes

LES « CAR » DEMANDENT A Mme VEIL DE SE « RESSAISIR » ET DE MODIFIER SA LISTE

Les Comités d'action républicaine regrettent que *« les partis d'opposition n'aient pas su saisir l'occasion des élections européennes pour présenter aux Français une longue liste d'union rassemblant toutes les forces de l'opposition autour d'un projet politique audacieux, susceptible de rendre l'espoir aux Français. »* Le président des CAR, M. Bruno Megret, a expliqué, jeudi 22 mars, que la liste de Mme Veil, *« dans son état actuel, apparaît comme un cartel électoral des partis sans ouverture, sans renouvellement et sans projet, dont le caractère politicien ne permettra pas à l'opposition de créer une dynamique de renouveau et de succès pour l'opposition »*.

Cela est d'autant plus grave, selon lui, que, à l'heure actuelle, *« un fossé se creuse entre les partis et les citoyens, notamment les plus dynamiques et les plus engagés d'entre eux. Nous crions casse-cou, car si l'opposition continue ainsi, elle va à l'échec en 1986 »*, ajoute-t-il.

S'ils sont inquiets, les CAR pensent toutefois qu'il est *« encore temps pour l'opposition de se ressaisir à plus de douze semaines du scrutin du 17 juin »*. Il suffirait, selon eux, que *« Mme Veil prenne l'initiative d'un geste pour modifier l'image de sa liste et l'ouvrir à tous les courants nouveaux qui en ont été exclus »*.

Les CAR demandent donc à Mme Veil de remanier la liste qu'elle conduit. Ils proposent aux Français d'écrire à l'ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes en ce sens.

M. Megret a tenu à insiter sur le caractère *« désintéressé »* de la démarche entreprise par les CAR dans la mesure où *ils* n'entendent pas figurer sur la liste d'union de l'opposition.

Il a précisé que les CAR n'appelleraient pa à voter pour la liste d'opposition telle qu'elle est actuellement composée et qu'ils envisagent de leur côté de faire campagne sur les thèmes européens.

L'APPEL DES CENT ORGANISE UNE « RENCONTRE DES INTELLECTUELS POUR LA PAIX »

L'Appel des cent, organisateur de la « marche pour la paix » à Paris, en juin 1982, et du rassemblement de Vincennes, en juin 1983, réunit, les samedi 24 et dimanche 25 mars, à l'hôtel PLM à Paris, des intellectuels français et étrangers, invités à discuter des problèmes du désarmement et de la paix. Cette initiative est appuyée par les intellectuels communistes ou proches du PCF, celui-ci étant l'animateur de l'Appel des cent. Ils ont été rejoints par des écrivains, des artistes, des scientifiques tels que Mmes et MM. Marie Cardinal, Michel Deguy, Jacques Doniol-Valcroze, Pierre Jakez-Helias, Clément Lépidis, André Marfaing, Yves Navarre, Pierre Tal-Coat.

La première journée sera occupée par des « carrefours » sur les rapports entre les thèmes de la rencontre et les arts, les sciences, la médecine, le droit et l'éducation. Une séance plénière réunira l'ensemble des participants au cours de la seconde journée.

LES NOUVEAUX VENUS

Charles Millon : l'indépendance et l'ambition

De notre correspondant régional

Lyon. — L'homme est chaleureux. Le politique est habile. Charles Millon, député UDF-PR de l'Ain, maire de sa ville natale, Belley, aura quarante ans le 12 novembre prochain. Dès 1978, date de son entrée au Palais-Bourbon, Charles Millon avait réussi son départ parlementaire *en bénéficiant du soutien du* premier ministre, Raymond Barre, venu créer dans ses terres la fameuse *parabole* du « coiffeur ». Le langage concret de l'hôte de Matignon ne pouvait que rencontrer les conceptions bien enracinées du tout nouveau maire de Belley. Charles Millon avait été élu l'année précédente à la tête de l'hôtel de sa ville.

La curiosité de Charles Millon pour la politique s'est éveillée au moment du retour du général de Gaulle au pouvoir, et notamment à l'occasion de la guerre d'Algérie : *« Un processus de réflexion s'engageait. »* Après son bachot — série philosophie, — la faculté de droit de Lyon, option sciences économiques, verra le littéraire acquérir les premiers éléments de la rigueur de pensée avec, entre autres, l'inévitable traité d'économie politique du professeur Barre. Premières responsabilités associatives : le cercle Charles-Péguy et déjà la mouvance libéralo-centriste de sa famille des catholiques sociaux.

En mai 1968 il lance le Mouvement autonome des étudiants de Lyon, un groupe qui *« s'opposait aux gauchistes »*, mais qui était aussi *« en désaccord avec le gouvernement de l'époque »*. Il est reçu dans les ministères parisiens, très peu écouté dans sa désapprobation de la loi Edgar Faure et se mesure aux pesanteurs des cabinets ministériels où *« on me demandait mon avis et on s'en moquait »*. Première conclusion : *« Je me suis alors rendu compte du poids des structures. Pour pouvoir changer une tradition, il faut un consensus très fort. »*

La leçon sera comprise six ans plus tard après que l'étudiant modéré aux idées très arrêtées se fut frotté à la réalité économique. Il dirige un cabinet de conseil juridique aux entreprises, *vérifie le bien-fondé d'une intuition juvénile* : l'Etat ne peut pas tout, la justice sociale, c'est d'abord *« le développement des solidarités »*. En 1974, il participe activement à la campagne de Valéry Giscard d'Estaing. Un an plus tard ce sera le Club Perspectives et Réalités, puis en 1976 l'adhésion au Mouvement des républicains indépendants dans l'Ain. En 1977, à trente-deux ans, il est maire de Belley à la tête d'une liste d'apolitiques et de modérés.

Une vie publique menée au pas de course, où est *privilégié* le *« travail de terrain »*, seul capable de *« convaincre pour une participation à la vie civique »*. En somme, le prolongement naturel d'une action sociale — *« J'ai participé*, indique M. Millon, *à la création de trois mille logements pour le compte d'une association pour le logement des travailleurs immigrés »* — et de convictions personnelles. M. Millon a cinq enfants, *« tous dans des écoles libres »* parce que *« l'éducation est un tout : l'instruction mais aussi la prise en compte d'un certain nombre de valeurs »*.

Est-il barriste ? *« J'apprécie chez Raymond Barre une certaine franchise et une certaine distance vis-à-vis de la politique quotidienne. »* Mais il nuance aussitôt : *« J'apprécie des hommes politiques, mais je ne suis pas lié avec eux par une ficelle ou une corde. »* L'indépendance avant tout... et l'habileté.



Dessin de CAGNAT.

Un des premiers montés au créneau contre la gauche — *c'était* au cours du débat sur les nationalisations, — il avait créé le CERCLE avec trois autres « mousquetaires » (MM. d'Aubert, Seguin et Noir). Aujourd'hui la structure est, en termes pudiques, *« mise en sommeil »*. Comme si l'important était aussi de se démarquer du RPR, où *« il y a un chef qui émet des analyses et des propositions »* et derrière lui une *« courroie de transmission »*. Au contraire, l'action politique doit à ses yeux *« démarrer d'en bas »*. Donc à partir de Belley, où le maire se bat pour sauver les deux plus grosses entreprises de la *cité* — les grues Pingon et les tanneries Le Tanneur — et de la région.

Au Conseil régional Rhône-Alpes, les interventions de *Charles Millon sont écoutées.* Un timbre de voix altéré par un paquet quotidien de Gauloises bleues n'exclut pas la clarté de l'exposé. L'orateur sait aussi se transformer en débater et cela *« sans avoir jamais suivi de cours d'éloquence ou de technique audiovisuelle »*. Ses « secrets » : un bon entourage pour *« préparer les dossiers »* ; une forme physique *maintenue* par des courses estivales sur les glaciers ; une assise locale, *« les pieds dans la terre »*. Il nourrit une méfiance farouche à l'égard du Parlement, qui est trop souvent à ses yeux un *« bocal irréel »*. Reste l'ambition : *« Je souhaite participer activement à la période de rénovation et de redressement du pays au poste où mes compétences seront le mieux utilisées. »* Message transmis.

CLAUDE RÉGENT.

France / société

En 1972, M. Régis Debray et les époux Klarsfeld projetaient d'enlever Barbie

Location d'un bimoteur, achat d'une voiture à La Paz, filatures... En 1972 et 1973, de jeunes opposants boliviens projettent d'enlever Klaus Barbie. Derrière eux, M. Régis Debray et Beate et Serge Klarsfeld.

Dix ans avant son expulsion de la Bolivie vers la France, Klaus Barbie, criminel de guerre nazi, a failli être enlevé par un groupe d'opposants boliviens. Des Français, dont les époux Klarsfeld, qui consacrent leur vie à faire en sorte que les atrocités nazies ne soient pas oubliées, et M. Régis Debray, aujourd'hui chargé de mission à l'Elysée, étaient alors à l'origine de ce projet.

Mme Beate Klarsfeld avait établi, en 1971, que Barbie se cachait sous l'identité de Klaus Altman. Elle avait manifesté en Bolivie pour le dénoncer et obtenir son extradition. *« En 1972,* raconte Me Klarsfeld, *Régis Debray nous a rencontrés. Nous avons examiné dans quelle mesure nous pouvions travailler ensemble. »* Assez rapidement, il est convenu que l'enlèvement de Barbie sera réalisé par des militants boliviens opposés au régime du général Hugo Banzer. Pour ces hommes, l'opération *« ferait connaître dans le monde leur mouvement et son efficacité ».* Pour M. Debray et les Klarsfeld, *c'est l'occasion* de montrer que *« Barbie est un lien entre l'oppression nazie qui s'est abattue sur l'Europe et l'oppression qui pèse sur le peuple bolivien ».*

Les rôles sont distribués, Beate et Serge Klarsfeld se chargeront de réunir des fonds Régis Debray, dans le Chili présidé par Salvador Allende, doit trouver des contacts opérationnels *parmi* les opposants boliviens. Cette phase de préparation active commence véritablement en juin 1972.

M. Debray est alors à Santiago-du-Chili. L'enlèvement de Barbie est évoqué avec *« des camarades de direction de la seule organisation clandestine implantée dans le pays* [la Bolivie] *et capable de faire ce travail ».* La situation politique est cependant tendue et la répression trop importante en juin. *« Pour le moment donc — quelques mois, impossible de fixer les limites dans le temps — on ne peut plus y penser (...) »* écrit Régis Debray.

En fait, le projet avancera vite. Régis Debray rencontre Gustavo Sanchez Salazar, *exilé* au Chili. En août 1982, Beate et Serge Klarsfeld sont rassurés en lisant ce message : *« (...) la personne qui est ici est digne de toute confiance. Je lui ai manifesté votre désir de collaborer en apportant une aide morale et financière. »* Et le 29 novembre 1972, Gustavo Sanchez Salazar, qui a pris le nom de code d'Arturo, fait un bref *séjour à Paris.* Il descend à l'hôtel Beau Soleil, dans le 16e, et rencontre les Klarsfeld. Il s'agit de réunir plusieurs milliers de dollars pour l'achat d'une voiture à La Paz.

Un bimoteur...

En décembre, Me Klarsfeld rend sa visite à Arturo. Voyageant avec un faux passeport, il est le 22 à San*tiago. Il loue un avion bimoteur,* immatriculé C-CCM, avec Régis Debray. Le 22, ils retrouvent l'homme-clé du projet à la frontière de la Bolivie et du Pérou. Cinq mille dollars sont remis à Gustavo Sanchez Salazar. La voiture qui sera achetée devrait permettre de bloquer le véhicule de Barbie dans la campagne environnant La Paz. Arturo, pour réaliser ce projet délicat, a convaincu de jeunes militaires boliviens opposés au régime du général Banzer.

L'opération Barbie — il aurait été question à un moment de l'éliminer — devait être suivie de son transfert rapide vers le Chili, puis, par bateau, vers la France pour se livrer aux autorités judiciaires. Mais les préparatifs ne sont pas finis. *« Rappelez-vous qu'aucune conclusion ne peut encore être tirée — disons avant la fin mars* [1973], écrit M. Debray. *Il reste du temps encore. Je suis pour le reste comme vous dans l'expectative et l'impuissance. »*

C'est la réalité, et le projet d'enlèvement va capoter en deux temps. Le 4 mars 1973, les autorités boliviennes arrêtent en effet elles-mêmes Barbie, mais simplement par prudence. Elles attendent la décision de la Cour suprême à propos de la demande d'extradition de la France. Le 25 octobre, la Cour refuse l'extradition. Barbie est libéré. Mais le deuxième obstacle, définitif celui-là, est intervenu entretemps : le 11 septembre 1973, le général Pinochet a renversé Salvador Allende.

L'enlèvement de Barbie n'aura donc pas lieu. Dix ans plus tard, tout change. Me Klarsfeld et sa femme veulent toujours que Barbie soit jugé en France, M. Régis Debray est devenu chargé de mission à l'Elysée et Gustavo Sanchez Salazar a été nommé... vice-ministre de l'intérieur en Bolivie, chargé des questions de *sécurité. C'est lui qui arrêtera* Barbie et lui fera quitter la Bolivie pour la France.

LAURENT GREILSAMER.

LA MUTATION DE M. JACQUES GENTHIAL

Le seigneur de la « crime »

L'arrêté mutant M. Jacques Genthial comme chargé de mission auprès du directeur central de la police judiciaire a été signé par le ministre de l'intérieur. M. Genthial serait chargé d'une étude sur les techniques modernes de police envisageant, notamment, la modernisation de l'identité judiciaire. Son successeur à la tête de la brigade criminelle, M. Marcel Morin, prendra ses fonctions, lundi 25 mars.

Juillet 1983, à l'aéroport d'Orly, après un attentat arménien. Des cadavres et des blessés non loin des personnalités venues *s'informer* ; la représentation de mort croisant la mise en scène des politiques ; sang et palabres. Mais quelqu'un ne joue pas le jeu. *« C'était,* raconte un directeur de cabinet ministériel, *la première fois que je voyais Genthial, le patron de la « crime ». On l'avait appelé, il se présente, légèrement souriant, l'air à la fois dégagé et réservé, serre des mains, et, alors que la conversation continue, qu'on voudrait lui demander des détails, on s'aperçoit qu'il n'est plus là. Il est parti, sans dire un mot, travailler avec ses hommes. Un grand seigneur ! »*

Un « flic » jusqu'au bout, qui serait aussi un cas à part. Tel est M. Genthial, ce Ruthénois, âgé de quarante-six ans, qui a gardé l'accent de l'Aveyron. Antithèse du « superflic », sa mythologie personnelle relèverait plutôt du métier que du roman, de la compétence plutôt que de la « frime ». De ce point de vue, les soubresauts de sa carrière ne l'auront pas déçu.

Commissaire de la préfecture de police de Paris en 1965, il rejoint, en 1971, un poste à la direction centrale de la police judiciaire, prend la tête, en septembre *1972,* de l'Office central pour la répression du trafic des êtres humains, dont M. Raymond Marcellin annonce un réorganisation, après *« quelques déplorables défaillances ».* L'« affaire Javilliey », un commissaire de police lyonnais, vient de révéler les liens de certains policiers avec le proxénétisme... Quelques années encore et M. Genthial dément, en 1978, le conservatisme policier parisien en acceptant de partir pour la province, comme chef adjoint du service régional de police judiciaire de Toulouse, puis comme chef de celui d'Orléans.

Entre-temps, il avait fait un séjour à la sixième section de la direction centrale de la PJ, chargée des atteintes à la sûreté de l'Etat et des menées subversives, dont il prendra d'ailleurs la direction en octobre 1980.

Pas de surenchère

Un poste ambigu, dira-t-on, puisque, avant mai 1981, il alimentait la Cour de sûreté de l'État. Or la gauche l'y maintiendra jusqu'à sa nomination, en mars *1982,* à la tête de la brigade criminelle. Spécialiste du terrorisme, il n'en est pas pour autant obnubilé par un hypothétique « complot international » et se garde de construire des cohérences autour d'un mythique « chef d'orchestre clandestin ». Aussi est-ce sous sa responsabilité que « tombera » paradoxalement le réseau contre-terroriste corse Francia. *Quant* à la Cour de sûreté de l'Etat, il ne regrette pas ses juges militaires mais déplore, depuis sa dissolution, l'absence d'un cadre judiciaire national facilitant la coordination des enquêtes sur le terrorisme.

En mars 1982, après un coup de sang *de M.* Defferre provoqué — déjà — par des « fuites », le voici donc à ce poste dont il rêvait, succédant à M. Marcel Leclerc. Anti-Broussard, sans les allures parfois « cow-boy » de ce dernier, anti-Leclerc, sans sa froideur de moine soldat, il pacifie une brigade criminelle secouée par des mutations brutales. Deux ans de réussite (60 % d'affaires élucidées en 1982, 57 % en 1983) ; une meilleure collaboration avec la justice ; aucun dérapage, pas une seule procédure bâclée *et des projets* « sacrilèges » dans ce haut lieu de la tradition policière : installer un mini-ordinateur qui permettrait à la « crime » d'établir des recoupements et des lois de série.

Conforme jusqu'au bout à son personnage, *M.* Genthial quitte la Quai des Orfèvres sans surenchères, après avoir calmé les velléités de révolte de ses hommes. Ferme sur le fond — *« que me reproche-t-on ? »* — et toujours un peu hors normes. *« On parle des fuites,* dit-il par exemple, *mais la police comme le parquet, ne feraient-ils pas mieux d'avoir une politique d'information ? »*

EDWY PLENEL.

● *Le chef de la sûreté urbaine de Lille est muté à Paris.* — Chef de la sûreté urbaine de Lille, M. Alain Planty, commissaire divisionnaire, a rejoint un poste à la direction générale de la police nationale à Paris. Cette mutation s'est faite, selon le préfet de police du Nord, à la demande de l'intéressé afin de se rapprocher du juge d'instruction parisien, M. Claude Grellier, chargé d'une affaire de chèques volés et falsifiés, dans laquelle M. Planty a été mis en cause par un malfaiteur. (*le Monde* du 10 février).

UNE VISITE DU PREMIER MINISTRE AU PC DE TAVERNY

M. Mauroy face au « catastrophisme » militaire

« C'est un jeu nécessaire, un jeu important, mais c'est un jeu ! » Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a, avec le *sourire,* rappelé à l'ordre, vendredi 23 mars, au PC gouvernemental de Taverny (Val-d'Oise), les militaires qui avaient imaginé le scénario de l'exercice Gymont-84 destiné, depuis le début de la semaine, à vérifier le bon fonctionnement des plans interministériels de défense. Un exercice d'état-major, sans déploiement de troupes *sur le terrain,* qui a *mobilisé* cinq mille fonctionnaires, civils et militaires, dans quarante-quatre départements français, sous l'égide du Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) à Paris. *« Un jeu irréel »,* a encore dit M. Mauroy, *sans se départir de son habituelle* bonhomie.

En trois jours, le SGDN a, en effet, monté une série d'incidents fictifs censés menacer la continuité de l'exercice de l'autorité gouvernementale sur le sol national. Depuis des mouvements sociaux ou corporatistes graves jusqu'à des grèves dans les principaux services publics, en *passant par des actes de sabotage* ou des déplacements de réfugiés et d'immigrés aux frontières, rien n'avait été laissé au hasard. Gymont-84 a été conçu, de l'aveu même des organisateurs, dans une ambiance de crise internationale — *obligeant à prendre des mesures de* mobilisation, — et de crise intérieure, contraignant à la mise en application de certains plans de protection nationale.

Il a été imaginé que des troubles éclatant en Pologne en décembre 1983 ont conduit les Soviétiques et les Allemands de l'Est à intensifier la prépa ration des troupes du pacte de Varsovie, tandis que des parachutages d'agents, au début de cette semaine, ont amené les autorités françaises à décréter la défense opérationnelle du territoire (DOT), qui donne des prérogatives aux militaires.

Accessoirement, le SGDN a imaginé des troubles en Méditerranée et en océan Indien, notamment *« des coups d'épingle »* sur la Réunion ou à *Mayotte, voire dans* certains pays africains avec lesquels la France a conclu des accords de défense.

Appel au civisme

« Un scénario assez logique et cohérent », explique le général Dominique Chavanat, du SGDN, *« mais qui multiplie volontairement les incidents pour faire travailler ensemble les différentes administrations concernées ».* Pour autant, le général Chavanat ne croit pas qu'une telle tension internationale créerait une cassure sociale de la *nation française,* dans la mesure, explique-t-il aux journalistes, où *« un appel au civisme aurait des chances d'être entendu face à une agression ».*

En homme politique sensible aux répercussions de ce « catastrophisme » militaire dans l'opinion publique, mais aussi comme responsable de la politique de défense selon la Constitution, le premier ministre a tenu à rappeler au général Jacques de Barry, secrétaire général de la défense nationale, qu'*« il faut que le jeu reste dans les limites de ce qui pourrait être vraisemblable. On a multiplié les catastrophes. C'est improbable qu'il puisse y avoir une situation internationale aussi dramatique et une situation intérieure aussi tendue. On a même imaginé un corps de « terroristes étrangers » qui créeraient mille difficultés sur le territoire face à une population qui panique par un conditionnement extraordinaire ».*

« La situation internationale imaginée créerait, au contraire, un rassemblement des Français autour du président de la République, a encore expliqué M. Mauroy. *La situation sociale imaginée étant invraisemblable, il faut associer la population à sa défense et impliquer sa responsabilité pour que l'exercice cesse d'être un jeu. »* A quelques détails près, le premier ministre reprenait à son compte une critique que *l'Humanité* du 23 mars adressait à l'exercice, à savoir qu'*« il est pénible de constater que, dans le scénario-catastrophe de Gymont-84, la population puisse être ressentie comme une menace par les responsables de l'Etat »* et par les chefs militaires.

Ce n'est pas la première fois que de tels exercices d'état-major sont organisés en France. Le dernier date d'il y a deux ans. Mais c'est la première fois, depuis 1967-1968, qu'une telle publicité leur est donnée. C'est aussi, sans doute, la première fois qu'un premier ministre, assistant à un exercice de ce genre en présence de journalistes, demande en quelque sorte aux états-majors de bien vouloir refaire leur copie. Avec l'argument, avancé par M. Mauroy, qu'*« il n'y a pas de solution purement militaire aux crises »* et que *« le premier devoir de l'Etat est la modération de toutes les tensions ».*

JACQUES ISNARD.

● *Le pape et Marie.* — Jean-Paul II consacrera, le dimanche 25 mars, *« tous les peuples du monde au Cœur immaculé de Marie, mère du Christ ».* Il répète ainsi le geste de Pie XII, qui avait, le 31 octobre 1942, en pleine guerre mondiale, *« consacré le monde à Marie »,* avant de renouveler cette consécration pour la Russie, le 7 juillet 1952.

En bref

M. Roger Rocher libéré

L'ancien président de l'*AS* Saint-Etienne, M. Roger Rocher, inculpé d'abus de confiance, d'abus de biens sociaux, de faux et usage de faux et de présentation de faux bilan, par le juge Patrick Desmure, chargé d'instruire le dossier de la caisse noire des « verts », a quitté, vendredi 23 mars, la prison Saint-Joseph de Lyon où il était incarcéré depuis le *30* novembre. *Il* est placé sous contrôle judiciaire et a été libéré sous une caution de 100 000 francs.

Bruno Sulak inculpé à Paris

Au lendemain de sa condamnation à neuf ans de réclusion par les assises du Tarn pour une agression commise en 1978 dans ce département, Bruno Sulak a été transféré à Paris où M. Yves Corneloup, juge d'instruction, *lui* a notifié, vendredi 23 mars, une série d'inculpations de vols à main armée.

Les faits retenus concernent cinq agressions commises dans des bijouteries parisiennes : Ruben-Heurgon, rue Royale, le 19 août 1982 ; Brecy, rue Saint-Honoré, le 20 novembre 1982 ; Cofed-Van Gold, rue Quentin-Bauchart, le 21 janvier 1983 ; Cartier, avenue Montaigne, le 7 janvier 1983 et Aldebert, place Maillot, le 17 octobre de la même année.

Le CNAL et le PCF préparent les manifestations laïques

Le PCF et le *Comité national* d'action laïque se sont rencontrés, vendredi 23 mars, au siège du CNAL, pour préparer la journée nationale de manifestations du 25 avril et échanger leur *« point de vue sur l'actualité du dossier scolaire ».*

Pour les deux organisations, la manifestation sera l'occasion de *« mettre l'offensive de la droite en échec, d'exprimer l'attachement à l'école publique, à son développement et à sa transformation, et la volonté qu'elle bénéficie des moyens nécessaires au changement ».*

Elles estiment que, si *« certaines »* des propositions du ministre *« peuvent mettre un terme à des privilèges abusifs dont l'enseignement privé a bénéficié au détriment du service public, elles comportent des risques en ce qui concerne le problème du dualisme scolaire et l'avenir du service public ».*

Ces propositions *« doivent être sérieusement améliorées pour constituer une avancée réelle dans la construction progressive et concertée du grand service public unifié et laïque de l'éducation nationale qui fait partie des engagements du président de la République ».*

Deux Marocains expulsés vers la Libye

Les deux ressortissants marocains, militants du Mouvement de la jeunesse islamique d'obédience sunnite, qui avaient été condamnés, en janvier, par la cour d'Angers à sept *mois de prison pour séjour illégal* en France (*le Monde* du 21 mars) ont été finalement expulsés vendredi 23 mars vers la Libye.

Les deux hommes, MM. Abdelillah Ziad, vingt-cinq ans, et Abdelillad Salmani, trente-deux ans, opposants au régime marocain, demandaient un statut de réfugiés politiques. Entrés en France avec de faux papiers, ils avaient été condamnés pour cette raison, et l'arrêt de la cour d'Angers avait en outre *ordonné leur « reconduction à une frontière de leur choix ».*

Intelsat choisit Ariane-4

La fusée européenne Ariane-4 a été choisie par l'organisation internationale de communications par satellites Intelsat pour mettre en orbite, à partir *de la fin 1986,* le troisième satellite de la série Intelsat-6, les deux premiers étant *confiés à la navette spatiale* américaine. Ariane-4 est une version améliorée de l'actuel lanceur Ariane-1 ; elle peut emporter une charge qui est en gros le double. Le premier tir d'Ariane-4, de caractère expérimental, est prévu en mars 1986.

Les Intelsat-6 sont de gros satellites de télécommunications, pouvant relayer simultanément trente *mille communications téléphoniques.* Ils sont construits par la firme américaine Hughes Aircraft, avec la participation de plusieurs sociétés étrangères, dont Thomson-CSF. Cinq satellites ont été commandés, et Intelsat choisira en décembre prochain les lanceurs qui mettront en orbite les deux derniers exemplaires.

Elections à l'ordre des architectes

M. Jacques Vissière, cinquante ans, architecte à Nice, a été réélu président du conseil national de l'ordre *des architectes. Le bureau com*prend trois vice-présidents : MM. Yves Bonnel (Marseille), Yves Alexandre (Rouen), Charles Rambert (Paris). M. Thierry de la Brosse (Paris) a été réélu secrétaire et M. Jean-Rémi Eyssautier (Ajaccio), trésorier. Ce scrutin faisait suite au renouvellement des conseils régionaux, qui a montré, selon M. Vissière, *« l'attachement des architectes à l'institution ordinale dans une période particulièrement difficile ».*

● *La Coupe du monde de slalom géant pour Stenmark.* — L'Autrichien Hans Enn a gagné, le 23 mars à Oslo, le deuxième slalom géant de la saison, devant l'Italien Alex Giorgi et le Suisse Thomas Buergler. Le Suisse Firmin Zurbriggen, quatrième devant le Suédois Ingemar Stenmark, n'a pû empêcher ce dernier de remporter pour *la* septième fois la Coupe du monde de slalom géant. Les deux hommes terminent *la saison à égalité de points* (115), mais le Suédois a totalisé le plus grand nombre de victoires (4 contre 3).

● *Leconte battu par Wilander à Milan.* — Le tennisman français Henri Leconte a été battu 6-3, 6-4 par le Suédois Mats Wilander, en quart de finale du tournoi de Milan. Les autres rencontres ont donné les *résultats suivants : Gerulaitis (E-U)* b. Fitzgerald (Aust.) 7-5, 6-3 ; Edberg (Suède) b. Curren (Af.Sud) 6-2, 7-5 ; Drewett (Aust.) b. Klasek (Tch.) 7-6, 6-4.

● *Hamilton champion du monde de patinage artistique.* — L'Américain Scott Hamilton a remporté, pour la quatrième année consécutive, le titre mondial de patinage artistique. le 23 mars à Ottawa. Comme aux Jeux olympiques de Sarajevo, le Canadien Brian Orser a *terminé deuxième. Le Soviétique* Alexander Fadeev accède à la troisième place. Dans l'épreuve de danse de création, les Britanniques Jayne Torvill et Christopher Dean ont obtenu des neuf juges la note maximum de 6,0.

● *Surprises aux internationaux de France de squash.* — Deux surprises ont marqué les quarts de finale des internationaux de France de squash, disputés le 23 mars au stade Géo-André (Porte de Saint-Cloud) à Paris : les éliminations de l'Anglo-Pakistanais Hiddy Jahan (numéro trois mondial) par l'Australien Dean *Williams (numéro* six), 9-2, 9-5, 9-3, et du Néo-Zélandais Stuart Davenport (numéro cinq) par son compatriote Ross Norman (numéro dix), 9-4, 9-5, 9-2. En revanche, le Pakistanais Jahangir Khan, champion du monde invaincu depuis trois ans, a logiquement battu l'Anglais Gwain Briars (numéro huit), 9-3, 9-5, 9-7, et son compatriote Qamar *Zaman* (numéro deux) s'est imposé devant l'Anglais Phil Kenyon (numéro *sept), 1-9, 9-4, 9-6, 10-8.*

RECTIFICATIF. — Les dix-sept personnes entendues à Lyon sur plainte de la direction générale des télécommunications de cette ville n'ont pas été écrouées, mais seulement inculpées de vol, par le magistrat chargé d'instruire cette affaire. *(Nos dernières éditions).*

Ville de Paris cherche bouteilles vides...

M. Chirac vient d'inaugurer le centre Ecobouteilles de Rungis (Val-de-Marne). Cette usine remet en circulation les bouteilles usagées recueillies en région parisienne. Une « première » industrielle et écologique.

Les Parisiens consciencieux qui jettent leurs bouteilles vides dans les conteneurs *ad hoc* ont toujours un pincement au cœur en entendant le fracas de verre brisé qui accompagne leur geste. Toutes ces belles et bonnes bouteilles perdues...

Erreur ! Depuis quelques semaines, l'usine de Rungis récupère les bouteilles intactes, les lave et les vend aux embouteilleurs qui, à leur tour, nous les revendent pleines. C'est que quatre bouteilles sur cinq, en moyenne, restent indemnes après leur dépôt dans le conteneur et même après leur ramassage, leur transport et leur manipulation au centre de tri !

On ne s'est pas lancé à la légère dans l'opération. Après un premier essai de collecte dans le sixième arrondissement de Paris, en 1980, pour tester la bonne volonté des citoyens (adjonction d'une deuxième poubelle « spécial verre » dans certaines cours d'immeuble), la direction de la Propreté de Paris a installé des conteneurs métalliques sur la voie publique dans le douzième arrondissement, pour éprouver la fiabilité technique des matériels.

Résultats positifs : grâce à leur forme étudiée (cylindrique ou dodécaédrique – à douze faces) et à leur petite dimension (un mètre de hauteur environ), les conteneurs reçoivent la plupart des bouteilles intactes. Seules les premières bouteilles s'écrasent au fond du réceptacle, offrant ainsi un matelas amortisseur aux suivantes. Quant au reste de la casse, il s'agit de verres fragiles ou de flacons qui, de toute façon, ne seront pas récupérés entiers.

Après une première étude de marché, en effet, les promoteurs de l'opération (1) ont conclu à l'intérêt commercial de trois types de bouteilles non consignées seulement : la bordelaise, la bourguignonne et la champenoise. Toutes les autres sont écartées et revendues aux verreries qui fondent le calcin (2), soit les deux tiers du tonnage recueilli. D'après une première estimation, c'est un marché de 120 à 150 millions de bouteilles qui s'offre à l'usine de Rungis. A elle seule, elle devrait fournir entre 30 et 35 millions de « cols » (= bouteilles, chez les professionnels) chaque année.

Pour le maire de Paris, l'usine Ecobouteilles est une excellente opération à plusieurs titres. D'abord, elle entre dans la catégorie des entreprises « écologiques », puisque la collecte du verre permet de substantielles économies d'énergie. On estime qu'une tonne de verre recyclé (sous forme de calcin) correspond à 75 kilos d'équivalent pétrole, tandis qu'une tonne de verre réutilisé (en bouteilles) correspond à 280 kilos d'équivalent pétrole. Or la Ville de Paris peut fournir 12 000 tonnes de verre par an (chaque Parisien jette en moyenne un kilo de verre par mois).

Du pétrole dans le beaujolais

« Une bouteille récupérée représente un tiers de son poids en pétrole », dit, pour faire image, M. Guy Dejouany, le PDG de la Générale des Eaux. Qui se doutait qu'une bouteille de champagne (*vide*), voire une fiole d'humble beaujolais, valait ainsi son pesant de pétrole ?

La collecte des bouteilles, lorsqu'elles sont apportées au conteneur par l'usager, soulage d'autant les éboueurs et les incinérateurs d'ordures ménagères. Vingt camions-grues, munis d'un bras magnétique pour soulever en douceur les casiers pleins de bouteilles, suffisent pour vider les quelque huit cents conteneurs disposés sur les trottoirs de Paris. A plein régime, l'usine de Rungis devrait faire des bénéfices car la vente des bouteilles remises à neuf est plus rentable que celle du calcin. M. Chirac, grand seigneur, a même annoncé qu'il allait mettre ces bénéfices *« au service d'une grande cause »*, en l'occurrence la Ligue française contre le cancer. *« Sur la base de vingt francs par tonne, la ville pourra réserver plus de 500 000 francs par an pour la Ligue, si chaque Parisien donne régulièrement deux bouteilles »*, a précisé le maire. La CGEA a créé une cinquantaine d'emplois pour faire tourner l'usine, dont plusieurs réservés aux handicapés qui devront « mirer » les bouteilles après lavage.

Enfin, la Ville de Paris peut se flatter de lancer une entreprise unique au monde, et pour cause : aucune métropole de la planète ne consomme autant de bouteilles par habitant ! M. Chirac se donne les gants d'y associer un service public (la direction de la Propreté), une entreprise privée (la CGEA), une agence nationale placée sous la tutelle du secrétariat d'Etat à l'environnement (l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets) et aussi la région Ile-de-France, car les communes de la périphérie sont appelées à fournir leur quote-part de bouteilles. Magnifique opération politico-socio-écologique !

Restent deux problèmes : au fur et à mesure que les conteneurs s'étendent dans la capitale – seuls les arrondissements du centre ne sont pas encore pourvus, mais c'est imminent, – de plus en plus de riverains se plaignent du bruit des bouteilles jetées dans les récipients de tôle. Surtout la nuit. Il va donc falloir appeler les citoyens récupérateurs à plus de discipline (en évitant les heures nocturnes) et peut-être aussi prévoir une meilleure isolation phonique des conteneurs. L'autre menace est que, dans une conjoncture trop molle, les verriers se mettent à faire du dumping pour écouler à vil prix leurs bouteilles neuves. Ecobouteilles, entreprise de prestige, deviendrait alors une usine de luxe, autant dire une danseuse. Une seule parade : que les conteneurs se remplissent à un rythme soutenu. Parisiens, à vos bouteilles !

ROGER CANS.

(1) La Ville de Paris et la Compagnie générale d'entreprises automobiles (*CGEA*), *filiale de la Compagnie générale des eaux spécialisée dans les transports urbains et le ramassage des ordures.*

(2) Verre brisé qui, une fois fondu, donne un verre de qualité inférieure.

La fin des petits « troquets »

Buvettes de campagne et « bistrots » de quartier traditionnels sont-ils en voie de disparition ? S'il reste encore soixante-seize mille débits de boissons en France, leur nombre a diminué de près d'un tiers en douze ans, entre 1970 et 1981, indique une étude publiée dans le dernier numéro d'*Économie et statistique*, la revue de l'INSEE. Une évolution qui sans doute remonte loin, puisque l'on comptait en 1879, selon des enquêtes de l'époque, un débit pour cent habitants en moyenne, et davantage encore dans des villes comme Paris et Lyon : dans la capitale, estimait-on, on en trouvait deux sur cinq maisons...

Ce sont surtout les buvettes de campagne, les petits troquets des quartiers populaires ou autres caboulots de banlieue qui ont cédé la place, comme l'atteste la disparition des *cafés-épiceries*, cafés-boulangeries, cafés-salons de coiffure ou autres bougnats : victimes des transformations économiques, du dépérissement des villages et du changement des mœurs. Des commerces souvent tenus par des gens âgés et dont la formule ne correspond plus à la demande. Un signe : la profession de cafetier a perdu trente mille emplois en douze ans, mais le nombre des salariés de la branche est resté presque stable.

On ne se retrouve plus après le travail au café du coin, on sort plutôt le soir en fin de semaine, mais l'essor des bars-dancings, boîtes de nuit, cabarets et *cafés-théâtres*, phénomène de la décennie, ne compense pas la perte des bistrots.

Il ne faudrait pas croire cependant que les Français soient devenus particulièrement sobres ou aient renoncé à boire ailleurs que chez eux : une bonne partie des bistrots se sont modernisés : servant aussi à manger, ils ont ainsi changé de catégorie.

Car si la limonade dépérit, la restauration progresse : 14 600 restaurants nouveaux (40 % de plus) sont apparus dans les statistiques pendant le même temps. Si le développement des cantines a atteint les petits restaurants de quartier et de banlieue au début des années 70, snacks, brasseries, self-services et autres buffets ont pris la place. La création des chèques-restaurant a favorisé ces établissements. Et le succès de la restauration en France a déjà suscité la convoitise des chaînes d'outre-Atlantique, qui, après une première tentative infructueuse vers 1973, ont solidement pris pied chez nous depuis 1978. Désormais, c'est le « *fast food* » – on en comptait cinq cent soixante au 1er janvier 1983 – qui fait recette...

G. H.

★ « Les hôtels, cafés et restaurants », *Économie et statistique* nº 163, février 1984.

AUTOMOBILISME : OUVERTURE DE LA SAISON A RIO

La formule 1 dans la chicane des règlements

Vingt-six pilotes de quinze écuries disputent, dimanche 25 mars, à Rio-de-Janeiro, le grand prix du Brésil, première épreuve du championnat du monde des conducteurs de formule 1, qui en comporte seize.

De notre envoyé spécial

Rio-de-Janeiro. – Après le grand prix de France 1983, qui avait généralisé la technique du ravitaillement en essence et du changement de pneumatiques en course, une dame bon chic bon genre, proche de M. Jean-Marie Balestre, président de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), n'avait pu s'empêcher de s'exclamer, à l'adresse d'une amie : *« Ah ! ma chère, quel spectacle ! Avec ces ravitaillements, la formule 1 prend vraiment une autre dimension. »*

Cette dame n'avait pas tort. Mais quels risques les maîtres du « grand circuit » n'avaient-ils pas pris en autorisant cette technique nouvelle ? N'étaient-ils pas en train de jouer avec la vie des pilotes, du personnel des écuries et de tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, s'affairent dans les stands ? Un accident avait failli se produire au Brésil quand un début d'incendie s'était déclaré dans le dos du Finlandais Rosberg. Un ingénieur de l'écurie allemande ATS avait eu, aux Pays-Bas, une cheville brisée après avoir été renversé par la Renault de l'Américain Cheever.

« Inventés » par M. Bernie Ecclestone, patron de l'écurie britannique Brabham et de l'Association des conducteurs de formule 1 (FOCA), les ravitaillements avaient pour objectif de battre en brèche la compétitivité des écuries rivales Renault et Ferrari et de corser le spectacle pour permettre de mieux négocier les contrats avec ses commanditaires.

L'expérience a prouvé que cette technique n'avait pas apporté d'avantages substantiels aux écuries sur le plan du sport. En revanche, elle avait permis d'augmenter de 10 % l'audience de la formule 1, dont chaque grand prix est suivi, dans quarante-trois pays, par environ 800 millions de téléspectateurs.

M. Ecclestone ne s'opposa pas aux constructeurs qui souhaitaient, pour des raisons de sécurité, la suppression des ravitaillements. La consommation d'essence allait pourtant devenir un casse-tête pour les constructeurs.

La réglementation adoptée pour 1984 a en effet réduit la capacité des réservoirs de carburant : de 250 litres elle a été ramenée à 220 litres. Cette décision va dans le sens d'une limitation de la puissance des moteurs. Elles n'a pas manqué pour autant de poser des problèmes à toutes les écuries qui disposent d'un moteur turbocompressé, grand consommateur de carburant. Dans le cadre des accords qui régissent la formule 1 jusqu'en 1985, les écuries ont *néanmoins trouvé la faille qui va* leur permettre de pallier la réduction de la capacité des réservoirs : le *refroidissement* du carburant.

Cette technique a pour particularité de rendre l'essence gélatineuse et d'en réduire le volume. On obtient ainsi par congélation un carburant compact qui annule la portée de la nouvelle réglementation. Le principal défaut de cette solution est son coût astronomique. Aussi certaines écuries auraient étudié une autre solution, tendant à augmenter la densité du carburant sans faire varier son indice d'octane.

Non-agression

Quel que soit le procédé retenu, les quinze constructeurs ont conclu avant le grand prix du Brésil un « pacte de non-agression » (1). Chacun d'eux s'engage à ne pas déposer de réclamation contre un autre concurrent pour un problème d'essence. Ils ont pris la même décision pour le ravitaillement en eau à l'occasion des changements de pneumatiques. Utilisé en 1983 par Renault et Ferrari, contesté par Williams, le système d'injection d'eau, qui permet de diminuer la température de la combustion du moteur et la consommation d'essence, était considéré comme un moyen pour les monoplaces de faire le poids minimum autorisé de 540 kilos. L'arrêt au stand pour le changement des pneumatiques permettait de remplir le réservoir d'eau et ainsi d'alourdir la monoplace.

Les controverses suscitées par cette technique semblent donc éteintes. Mais il est vraisemblable que les conflits réapparaîtront dans d'autres domaines, tant la réglementation permet des interprétations, c'est-à-dire des options techniques différentes. A cet égard, la FISA semble toujours en retard d'une guerre sur les trouvailles des ingénieurs.

La saison 1984 consacre par exemple l'avènement du moteur turbocompressé conçu en 1977 pour la formule 1 par Renault. Il y a moins de deux ans, ce moteur était inaccessible pour les écuries à faible budget. Désormais, quatorze écuries sur quinze s'en sont doté. Même les « pauvres » possèdent le leur : ATS et Arrows (BMW), Osella (Alfa), Spirit et Ram (Hart). Seul le Britannique Tyrrell se contente, faute de moyens financiers, du Ford-Cosworth atmosphérique. Ce n'est pas la dernière des contradictions de la formule.

J.-M. Balestre, qui avait condamné en son temps le moteur suralimenté et la politique des grandes écuries, se réjouit de la situation : *« La réduction de la puissance des moteurs par la limitation de la capacité des réservoirs prolongera la vie des moteurs et réduira les coûts. »* Paradoxal ? La formule 1 ne connaît pas ce mot là. Le président de la FISA s'adapte mieux que personne aux circonstances. *Pour lui, seul le résultat compte.*

Et pour accroître leur avance technologique, les grandes écuries continuent de dépenser des fortunes pour compléter la panoplie de leurs gadgets. Dernière trouvaille de Renault et de Brabham : l'ordinateur. Il en aurait coûté 1 200 000 francs à la Régie nationale. Un titre de champion du monde après lequel on court depuis sept ans n'a vraiment plus de prix.

GILLES MARTINEAU.

(1) Les autres grands prix sont prévus aux dates suivantes : 7 avril : Kyalami (Afrique du Sud), 29 avril : Zolder (Belgique), 6 mai : Imola (Italie), 20 mai : Dijon (France), 3 juin : *Monaco (Monte-Carlo)*, 17 juin : Montréal (Canada), 24 juin : Detroit (Michigan, E.-U.), 8 juillet : Dallas (Texas, E.-U.), 22 juillet : Brands-Hatch (Angleterre), 5 août : Hockenheim (R.F.A.), 19 août : Oesterreichring (Autriche), 26 août : Zandvoort (Pays-Bas), 9 septembre : Monza (Italie), 22 septembre : New-York (E.-U.), 7 octobre : Nuerburgring (R.F.A.).

Le bois de Boulogne grignoté

Les rugbymen de Boulogne-Billancourt n'ont pas de chance. Le bois de Boulogne non plus. Les premiers pratiquaient leur sport naguère sur un morceau de la ceinture verte que le périphérique a mangé. Ils louèrent alors *un terrain* que possède la Ville de Paris à l'ombre de Roland-Garros. L'agrandissement de ce stade au profit du sport-spectacle les oblige à nouveau à déménager. En compensation, on leur a offert une superbe enclave de plus de 2 hectares dans le bois de Boulogne. Malheureusement, ils ne vont pas seulement s'ébattre sur les pelouses, ils vont aussi construire un véritable village comprenant des tribunes, des vestiaires, un *club house*, des logements de fonction, une salle de musculation, un salon de réunion et une infirmerie, couvrant au total près de 1400 mètres carrés. Tout cela dans un site classé et réservé, en principe, à la promenade des Parisiens. La commission des sites, souvent plus sourcilleuse, a accordé son feu vert à ce projet.

Choqués de cette intrusion des rugbymen, mais ne voulant tout de même pas désespérer Billancourt, les conseillers du seizième arrondissement l'ont acceptée, eux aussi. Mais ils ont souhaité que, après cette opération, plus aucune parcelle du bois ne soit concédée. Cette belle fermeté n'a pas tenu plus de huit semaines.

Oubliant que, sur les 1840 hectares des bois de Boulogne et de Vincennes, 600 hectares, *soit le tiers de l'espace total*, sont déjà réservés à des commerçants, occupés par des clubs, phagocytés par des équipements de toutes sortes ou fermés au public, les mêmes conseillers viennent d'accepter que la Ville concède au Cercle de l'étrier un demi-hectare pour y construire des écuries. Et pour que l'équité soit respectée, ils ont émis le vœu qu'une autre parcelle du bois soit concédée à la *Société d'équitation de Paris* pour y établir une carrière d'entraînement.

A ce rythme, les Parisiens pourront-ils profiter jamais de ces fameux 10 mètres carrés d'espaces verts par tête d'habitant qu'on leur promet depuis si longtemps ?

MARC AMBROISE-RENDU.

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 25 MARS

« Le lycée Saint-Louis », 15 heures, 44, boulevard Saint-Michel, Mme Lemarchand.

« Les petites synagogues », 15 heures, métro Saint-Paul, Mme Oswald.

« Le château de Maisons-Laffitte », 15 h 30, entrée côté parc, Mme Hulot (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le palais du Luxembourg », 15 h 30, 15, rue de Vaugirard (Approche de l'art).

« Hôtel Soubise » 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Arcus).

« L'Opéra », 14 h 30, entrée (M.-C. Lasnier).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 15 heures, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

LUNDI 26 MARS

« Expositions Trémois », 14 h 30, 11, quai Conti, Mme Hulot.

« Les thermes de Cluny », 15 heures, 6, place Paul-Painlevé, Mme Allaz.

« Le café Procope », 16 heures, 13, rue de l'Ancienne-Comédie, Mlle Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« Vermeer », 14 h 30, musée du Louvre, porte Denon (Arcus).

« *La gare Saint-Lazare* », 14 h 30, devant le monument aux morts (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

MARDI 27 MARS

« La manufacture des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, Mme Allaz.

« L'art nouveau à Auteuil », 15 heures, métro Jasmin, M. Lépany.

« Hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou, Mme Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).

« Musée du Grand Orient », 15 heures, 16, rue Cadet (Approche de l'art).

« Le Père-Lachaise », 15 heures, entrée, boulevard de Ménilmontant (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

Histoire

UN LIVRE DE L'HISTORIEN AMÉRICAIN HERBERT LOTTMAN

Pétain le Vrai ?

Henri Philippe Benoni Omer Pétain est né il y a cent vingt-huit ans. D'innombrables ouvrages ont traité de cette longue vie. Après avoir marqué un temps d'arrêt, la chasse a été relancée avec l'ouverture des archives nationales. Le gros livre d'un auteur américain, Herbert Lottman, est le premier d'une série qui tentera, à cette lumière, de préciser l'image d'un Janus de marbre.

Herbert Lottman a lu presque tous les livres sur Pétain. A vrai dire, ses découvertes dans les archives n'apportent guère d'éléments nouveaux. Du moins l'énorme compilation à laquelle il s'est livré permet-elle de présenter le personnage sous tous ses aspects.

Fils de paysan, mais d'un paysan revenu à la terre après avoir été photographe avec Daguerre, neveu d'un soldat de Crimée qui s'installa près de Sébastopol où ses descendants vivent peut-être encore, Philippe Pétain a fait dans l'armée une lente carrière. Ce célibataire qui n'aime, dira-t-il, que *« l'amour et l'infanterie »*, d'origine plébéienne, gravit calmement les échelons hiérarchiques. On apprécie son intelligence claire, sa compétence, son sang-froid. On salue sa prestance glacée. Mais, en 1914, il est encore colonel et a de fortes chances de prendre sa retraite avec ses cinq galons.

La guerre déclarée, il escalade très vite tous les degrés du commandement. L'immense bataille de Verdun, où il contient la ruée ennemie, en fait un héros national. Il sera supplanté avant la victoire finale par Ferdinand Foch : certains l'ont trouvé foncièrement pessimiste. Ses adversaires épingleront bien plus tard maintes citations de Clemenceau et de ses rivaux militaires pour l'accuser de défaitisme.

La guerre finie, maréchal de France, académicien, Pétain est un monument national. Nul n'oserait toucher à l'idole des anciens combattants, à l'incarnation du soldat des tranchées. Il règne sur l'armée jusqu'en 1931 et n'abandonne le commandement en chef que pour devenir inspecteur général de la défense aérienne. S'il ne croit pas à l'emploi massif des chars, comme le colonel de Gaulle, il est persuadé de l'importance future de l'aviation. Son prestige — et sa réserve — est tel qu'on invoque son nom à droite, certes, mais aussi à gauche.

Le regard du maréchal...

Pierre Cot, qui n'est pas encore ministre du Front populaire, écrit dans *Vu*, en 1935, qu'il voit en lui un sauveur possible : *« Je pense*, écrit-il, *être approuvé par tous ceux qui ont vu cette chose étonnante : le regard du maréchal Pétain... »* De ce regard bleu, on entendra parler longtemps, sans pouvoir jamais y plonger. En fait, Pétain est, comme son entourage, un conservateur, il hait les francs-maçons, il est antisémite. Secret, prudent, il protège son image, malgré les complots où on veut l'entraîner. Il est ministre sous Gaston Doumergue, ambassadeur auprès de Franco, lorsque celui-ci est vainqueur : son prestige est utile aux pouvoirs et il tient à rester actif le plus longtemps possible.

Lorsque, en 1940, la situation des armées françaises devient désespérée, on le rappelle en hâte, Paul Reynaud en fait un vice-président du conseil pour rassurer le pays et les combattants. Avec Weygand, il refuse une capitulation militaire, exige un armistice. Laval le pousse en avant. Chef du gouvernement, Pétain fait demander ses conditions à Adolf Hitler et annonce, en même temps, que les combats ont cessé. Il a quatre-vingt-quatre ans. Il *« a fait don de sa personne à la France »*. La France l'acclame, soulagée. Laval lui fait conférer tous les pouvoirs par un Parlement sous le choc. Il est roi. A Londres, de Gaulle, solitaire, dit : *« Moi, général de Gaulle. »* A Vichy, le monarque adulé édicte : *« Nous, Philippe Pétain, maréchal de France, chef de l'Etat français... »*

La Cour est une énorme « caserne à touristes », l'hôtel du Parc. Chambres à coucher et bureaux y voisinent. Un étage pour le chef de l'Etat, un autre pour le président du conseil... On s'y espionne par les trous de serrure. Les enfants galopent dans les couloirs. On élève des poules... On travaille aussi énormément, pour remettre en route un pays en morceaux.

Philippe Pétain prêche le remords à la France, condamne l'esprit de jouissance, les instituteurs, *« les mensonges qui nous ont fait tant de mal »*, et célèbre la *« terre qui, elle, ne ment pas. »* Son entourage, formé de militants de la droite d'avant-guerre, l'engage sans qu'il s'en défende dans la voie du corporatisme. Sa France est une France agricole, hiérarchisée comme une armée, une France aux yeux bleus, une France qu'on aurait congelée à une époque qui n'a jamais existé, un rêve de militaire, où tout le monde se conduit en « bon soldat »... Il fait poursuivre les francs-maçons et, sans attendre une pression allemande, édicte et fait appliquer une législation antijuive.

L'ennemi ? Il n'y en avait qu'un : l'Allemagne hitlérienne. Il y en aura bientôt un second : ces Anglais qui ont coulé une partie de la flotte à Mers-el-Kébir. Pétain s'emploiera, contre Laval, à ne pas être entraîné dans une guerre contre l'ancienne alliée. En face de Hitler, il finasse de son mieux. Il fait survivre et, sans oublier — en se rappelant même constamment — qu'on est vaincu, protéger les Français de malheurs pires. On cède un peu, le moins possible. Mais il le faut bien.

Laval, le « vilain »

Où s'arrêter ? A partir du moment où Philippe Pétain a juré de rester sur le sol français, il est pris dans l'engrenage. Il proteste, mais il va de renoncement en renoncement. Toujours secret : ses visiteurs rapportent de lui des propos contradictoires, des boutades féroces et opposées. L'exégèse va bon train. Volonté délibérée ? Comment savoir ? Pour la plupart des témoins, le vieux monsieur ironique, au teint rose, le patriarche vénéré, se transforme par moments, surtout en fin de journée, en un vieillard absent, qui ne sait plus où il se trouve.

Laval use de sa fatigue pour obtenir ce qu'il veut. Il a tout pour tenir le rôle du mauvais génie : il est petit, vulgaire, noiraud, négligé, il mène au désastre le grand soldat aux cheveux blancs, si droit et au teint si clair : les défenseurs de Pétain rejetteront sur le « vilain » toutes les responsabilités. En fait, le maréchal ne cesse de louvoyer, sous des impulsions contradictoires.

Progressivement, il est entraîné vers cette condition de prisonnier où il achèvera sa longue vie. Prisonnier des Allemands qui installent à l'hôtel du Parc un *« diplomate-gardien »*, puis l'arrachent à sa « capitale » désertée, le transfèrent de force dans le château allemand de Sigmaringen où il s'efforce au silence. Prisonnier des Français, volontairement, en 1945, pour un procès auquel il assiste, marmoréen, sourd peut-être en partie, lointain en tout cas. *« Plus vieux prisonnier du monde »*, enfin, l'esprit s'éteint peu à peu. Avec une île pour geôle, comme Napoléon, cet homme d'aventure et d'offensive qu'il a toujours détesté, jusqu'à sa mort, dans une maison transformée en hôpital, le 23 juillet 1951.

Tel apparaît Philippe Pétain à travers le livre de Lottman. C'est un récit haché, parfois difficile. L'écrivain américain refuse toute thèse, tout fil conducteur. Il énonce et accumule, mettant bout à bout le noir et le blanc. Un vieux film aux images sautillantes. Avec des trous, parfois : il parle peu, par exemple, des prisonniers, dont le sort a pesé lourd dans la balance. Sur les rapports secrets entre Pétain et Darlan, qui a pris le pouvoir à Alger en son nom en 1942, rien de nouveau. Lottman braque sa caméra sur le seul Pétain, et l'arrière-plan demeure flou. Il reste aux historiens beaucoup à découvrir. Parviendront-ils jamais à proposer une image sans ombre d'un homme qui, sous la cuirasse de Burrus, a tenté, de gré ou de force, de jouer les Machiavel ?

JEAN PLANCHAIS.

★ *Pétain*, par Herbert R. Lottman, traduit de l'anglais par Béatrice Verne. Editions du Seuil, 730 p., 98 F.

UN ENTRETIEN AVEC ESTHER MARKICH

La veuve du poète yiddish fusillé en 1952

Moscou 1929. Esther Lazebnikova, jeune et jolie juive de seize ans, rencontre le poète *Peretz Markich, de retour d'un long séjour à* l'étranger qui l'a conduit en Palestine et à Paris ; c'est l'un des représentants les plus célèbres de la littérature en langue yiddish, et il est *« beau comme un dieu »*. Il vole de succès en succès — et reçoit même le prix Staline en janvier 1939. Pour lui comme pour elle, la vie est plutôt heureuse dans cette URSS plongée dans la terreur stalinienne.

Ils auraient pourtant des raisons de s'inquiéter, puisque, en 1937, le frère d'Esther, Choura, a été envoyé dans un camp, en même temps que toute la rédaction de la *Komsomolskaya Pravda*. Il y restera dix-neuf ans... avant de reprendre son travail, toujours dans la presse soviétique. En août 1939, la signature du pacte germano-soviétique, l'association de fait avec l'Allemagne nazie, ajoute à leur trouble, mais après l'attaque allemande contre l'URSS en 1941, la situation redevient plus simple : Peretz Markich se retrouve avec quelques dizaines d'autres personnalités au sein du Comité juif antifasciste. Il est mobilisé, mais on lui permet ensuite de rentrer à Moscou, où il continue à écrire.

A partir de 1944, l'atmosphère change. La publication de ses œuvres commence à se heurter à des obstacles, les symptômes d'antisémitisme se font de plus en plus nombreux. Staline *prépare déjà sa grande offensive* contre les juifs, qui aboutira, en 1948, à l'assassinat, déguisé en accident, du célèbre directeur du théâtre juif Solomon Mikhoels. En 1949, le nœud coulant se resserre. Le 27 janvier, quelques minutes avant minuit, les hommes en uniforme gris de la police politique font irruption dans l'appartement. Markich disparaît pour toujours : il sera fusillé le 12 août 1952, avec vingt-quatre autres membres, hommes et femmes, du Comité juif antifasciste, sans naturellement que leurs familles en soient même informées. Quand les policiers se présentent à nouveau au domicile d'Esther Markich, en février 1953, pour l'expédier en exil au Kazakhstan, elle ne sait toujours rien du sort de son mari.

A ce moment, les juifs vivent dans la crainte du coup de grâce, on s'attend au déclenchement incessant de la grande opération antisémite dont le signal doit être donné par le procès des « médecins », juifs pour la plupart, qui ont voulu « tuer Staline », — tandis que dans les pays de l'Est, la campagne contre les « cosmopolites » bat son plein. Tout est prêt pour le spectacle, qui doit comporter d'abord un procès dans la salle des Colonnes de la Maison des syndicats, puis la pendaison publique des criminels, sur la place Rouge. La mort de Staline vient interrompre le scénario, et, à la place des accusés, c'est le corps du « bienfaiteur de l'humanité » que l'on expose dans cette salle des Colonnes — *celle-là même qui a servi récemment aux obsèques successives de Brejnev, puis d'Andropov*.

Un espoir timide renaît dans les camps et les lieux d'exil. En 1954, les médecins sont réhabilités. L'été de la même année, Esther Markich et ses enfants sont autorisés à rentrer à Moscou, qu'elle quittera à nouveau en 1972, mais cette fois pour Israël. Elle a raconté son expérience, depuis ses premiers souvenirs d'enfance sur les tumultes de la révolution russe, dans un livre passionnant paru en 1974 (*Le Long Retour*, Robert Laffont, 1974). Aujourd'hui, enracinée en Israël, elle ne demande rien au pouvoir soviétique, sinon une chose, à laquelle elle tient par dessus tout : que son petit-fils, Mark Markich, soit autorisé lui aussi, avec sa femme et ses deux enfants, à quitter l'URSS. Il est le dernier représentant là-bas de la famille du poète, « réhabilité », comme tant d'autres, après sa mort. A quoi bon le retenir ? Il a déjà essuyé un premier refus, signifié verbalement, comme toujours, mais accompagné d'une explication d'un genre nouveau : *« la tension internationale »*.

Prix Staline, exécution, réhabilitation...

De passage à Paris, Mme Esther Markich nous a accordé un entretien :

« Vous êtes restée près de six ans sans savoir ce qu'il était advenu de votre mari. Aviez-vous encore un quelconque espoir ?

— Un espoir infime, mais comment savoir. Ce n'est que le 27 novembre 1955 que j'ai été convoquée au tribunal, où un général du KGB m'a déclaré : *« Vous savez sans doute ce que j'ai à vous dire ? »*... *« Votre mari est réhabilité. »* Et ensuite seulement : *« Il a été fusillé par des ennemis du peuple. »* Il m'a fallu insister pour demander la date de l'exécution. *« Quelle importance... »*, a commencé par déclarer le général, avant de faire venir un mince dossier (qu'il a refusé de me montrer) et de me dire : *« le 12 août 1952 »*. Parmi tous les parents des condamnés qui ont été convoqués ce jour-là pour s'entendre annoncer la même nouvelle, je suis la seule qui ait osé demander la date de la mort. Trois jours plus tard nous recevions tous un certificat de décès par... *« insuffisance cardiaque »*. Et puis on nous a offert deux mois de salaire — ce que l'on donnait à tous les réhabilités. J'ai refusé. On m'a aussi rendu l'argent que j'étais régulièrement allée déposer à la prison de Lefortovo, après son arrestation, et que naturellement on ne lui avait jamais remis. Ensuite on m'a téléphoné du KGB pour me dire qu'il y avait encore une petite dette, la contre-valeur des couronnes en or : mais il restait à compter les dents.

— *Comment peut-on expliquer la vague d'antisémitisme d'après-guerre en URSS, après ce qu'on savait de l'extermination des juifs par les nazis ? Les Soviétiques étaient-ils informés de l'étendue des massacres commis pendant la guerre ?*

— Naturellement, on savait. Mais quand par exemple, à l'initiative d'Ehrenbourg, on a écrit, avec la collaboration de Peretz Markich, Vassili Grossman, etc., un « livre noir » sur l'assassinat des juifs dans les territoires soviétiques occupés par les Allemands, le livre n'a été édité, partiellement d'ailleurs, qu'en yiddish. Jamais en russe, sinon beaucoup plus tard... en Israël. Quant aux motivations de Staline, il y avait bien chez lui un antisémitisme profond, le désir de finir le travail commencé par Hitler. En même temps, il s'en était pris à d'autres peuples minoritaires, les Tatars de Crimée, les Tchétchènes, etc.

— *Remontons quelques années en arrière : vous êtes-vous rendu compte en 1939 de ce que signifiait le pacte avec l'Allemagne de Hitler ?*

— Pas vraiment, mais les intellectuels juifs ont éprouvé une certaine gêne. Markich avait écrit avant 1939 des poèmes antifascistes, on lui a fait savoir que ce n'était plus d'actualité. La presse soviétique censurait tout ce qui pouvait paraître défavorable à l'Allemagne. Il y avait aussi les annexions (pays Baltes, Pologne orientale, etc.). On se rendait compte que quelque chose n'allait pas dans cette affaire, mais naturellement la manière dont tout cela était présenté officiellement n'était pas sans efficacité : le rattachement à l'URSS ne répondait-il pas à l'attente et à la demande expresse des populations concernées ?

— *Comment votre mari a-t-il accueilli l'attribution du prix Staline en 1939 ?*

— Avec une certaine fierté, comme c'est naturel. Mais en même temps il savait très bien dans quel monde il vivait. Mon frère était en prison depuis deux ans déjà. C'était aussi l'époque où se multipliaient les condamnations à *« dix ans de camp sans droit de visite »* (ce qui signifiait l'exécution ; mais la peine de mort n'existait pas alors officiellement en URSS). On avait peur. On n'osait même pas aborder certains sujets à haute voix entre mari et femme. Et à partir de 1939, Markich n'a plus abordé aucun thème politique dans ses œuvres.

Des quotas d'arrestations

» En même temps, à ce moment-là (entre 1939 et 1941), on vivait bien. Nous sommes allés à Kiev au printemps 1941, c'était l'abondance. En 1939, après l'arrestation de Iejov (le commissaire du peuple à l'intérieur), il y a même eu un très bref « dégel », certains prisonniers ont été libérés.

— *Dix ans plus tard, les agents du KGB qui ont arrêté votre mari et ensuite vous-même, vous donnaient-ils l'impression de croire à leur mission, à l'utilité d'arrêter des ennemis du peuple ?*

— Ils étaient surtout cyniques. Ces gens-là recevaient parfois des quotas d'arrestations à réaliser. Ils savaient parfaitement bien. Et celui qui dirigeait l'équipe qui nous a arrêtés, mes enfants et moi, était surtout pressé. Il avait encore une longue liste d'arrestations à réaliser, et comme c'était dimanche, il voulait garder un peu de temps pour ses loisirs.

— *Dans votre lieu de relégation, au Kazakhstan, vous vous êtes retrouvée avec des représentants de toutes sortes de nationalités : des Coréens, déportés préventivement dès 1938, comme vous l'écrivez dans votre livre, et qui étaient là depuis quatorze ans. Et aussi des Bessarabiens, déportés en 1940, des Caucasiens, etc. Que sont-ils devenus ?*

» J'ai retrouvé certaines personnes, beaucoup plus tard, en Israël : par exemple Sarah, une juive de Bessarabie, rencontrée en 1953 dans la prison de Kouibychev, dans une cellule remplie de prostituées. Elle avait passé la nuit sur le même bat-flanc que moi, et, pour nous réconforter, nous avions échangé des cadeaux : elle m'avait donné un col qu'elle avait brodé avec des moyens de fortune, dans un camp où elle était détenue auparavant, et moi un petit flacon de parfum. Il y a trois ans, je faisais une conférence, et j'évoquais ce passage à la prison de Kouibychev : il y a eu un cri dans la salle. *« Moi aussi j'étais dans cette prison. »* : c'était Sarah.

» Mais la plupart des anciens déportés sont restés sur place. Certains, une fois leur liberté retrouvée, ont voulu revenir sur les terres d'origine, les Coréens par exemple. Mais ces terres étaient prises. Alors ils sont revenus au Kazakhstan. Les gens se sont habitués. Déjà en 1953 j'ai eu affaire à un Coréen qui pour me consoler de mes malheurs m'a expliqué qu'il ne fallait pas désespérer de l'avenir. Lui-même n'était-il pas devenu officier du KGB ?

— *Dans votre livre, écrit deux ans après votre départ d'URSS, vous êtes très sévère pour les juifs soviétiques qui au lieu d'aller en Israël émigrent aux Etats-Unis ou ailleurs.*

— Je suis maintenant un peu moins sévère. Beaucoup de juifs étaient si assimilés dans leur pays d'origine qu'Israël est pour eux une terre étrangère, surtout l'Israël d'aujourd'hui, où les religieux jouent un rôle si important. Mais je suis, je reste une sioniste convaincue. Israël est comme ces enfants qui ont beaucoup de défauts, on les aime d'autant plus fort.

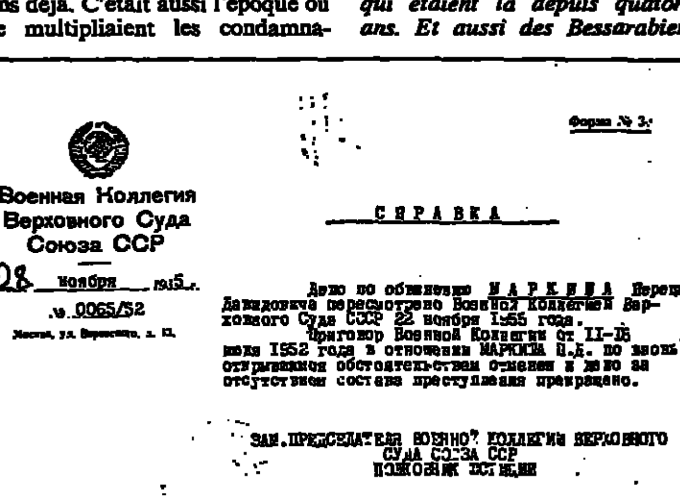
» *Je n'ai pas la nostalgie de la* Russie, je ne me sens pas déracinée. Naturellement avec mes enfants et leurs enfants nous parlons plus naturellement russe qu'hébreu. Mais nous ne fréquentons pas particulièrement le milieu des juifs soviétiques. Quant à la culture juive en URSS, elle est menacée, il n'y a aucune possibilité de la reconstruire. Il y a de moins en moins de « vrais » juifs là-bas (même si le rythme des départs a terriblement baissé). Et ils ne peuvent même pas apprendre l'hébreu, puisque son enseignement est interdit.

— *En 1949, quand votre mari a été arrêté, votre bonne vous a fait cette réflexion :* « Maintenant tu pleures, mais tu ne pensais à rien quand on a dékoulakisé mon père. » *Vous ajoutez dans votre livre :* « Au début des années 30 *(vous viviez dans un milieu plutôt privilégié)*, l'extermination de millions de paysans russes ne nous toucha pas directement, et nous avons fermé les yeux. Et, à la fin des années 40, quand la mort vint frapper à notre porte, des millions de gens restèrent aveugles à notre malheur. »

» *Toutes proportions gardées, quand aujourd'hui vous attirez l'attention sur le sort fait aux juifs d'URSS, de nos jours, ne fermez-vous pas aussi les yeux sur la situation des Palestiniens en Israël ?*

— Je sais bien qu'il faudrait pouvoir s'entendre avec les Palestiniens. Mais est-ce possible ? Peut-on s'entendre avec des gens qui refusent de reconnaître Israël ? Pour l'instant dès que je vois un paquet dans un lieu public, j'ai peur que ce soit une bombe. »

Propos recueillis par
JAN KRAUZE.



Военная Коллегия
Верховного Суда
Союза ССР
28 ноября 1955 г.
№ 0065/52

Форма № 3

СПРАВКА

Дело по обвинению МАРКИША Переца Давидовича пересмотрено Военной Коллегией Верховного Суда СССР 22 ноября 1955 года.
Приговор Военной Коллегии от 11-18 июля 1952 года в отношении МАРКИША П.Д. по вновь открывшимся обстоятельствам отменен и дело за отсутствием состава преступления прекращено.

ЗАМ. ПРЕДСЕДАТЕЛЯ ВОЕННОЙ КОЛЛЕГИИ ВЕРХОВНОГО СУДА СОЮЗА ССР
ПОЛКОВНИК ЮСТИЦИИ
/В. БОРИСОГЛЕБСКИЙ/

L'avis officiel de « réhabilitation » : *« Le procès de Markich Peretz Davidovitch a été révisé par le collège militaire de la Cour suprême de l'URSS, le 22 novembre 1955. La condamnation, en date du 11-18 juillet 1952, prononcée par le collège militaire contre Markich P.D. a été rapportée en raison de faits nouveaux venus au jour dans l'intervalle, et, vu l'absence de corps du délit, l'affaire a été close. »* C'est tout. Esther Markich a reçu, séparément, un avis de décès de son mari, par « insuffisance cardiaque ».

Culture

La mort de l'architecte Jean Prouvé

(Suite de la première page.)

Après sa rencontre à Paris avec les architectes qui comptent dans le mouvement moderne (Jeanneret, Le Corbusier, Mallet-Stevens et Tony Garnier), l'atelier où l'on travaille le métal devient dans les années 30 le lieu d'invention de meubles, de maisons, d'écoles, d'usines et de bureaux. Le principe du « plan libre » et du « mur-rideau » est appliqué brillamment en 1936 avec Beaudouin et Lods à la Maison du peuple de Clichy.

Résistant et maire de Nancy à la *Libération*, ce « *tortilleur de tôles* », comme il se nomme lui-même, dirige de 1944 à 1954, en cogestion avec ses ouvriers, les ateliers de Maxéville où de jeunes architectes déçus par les Beaux-Arts viennent s'exercer à une pratique concrète. Jean Prouvé participe au débat de la reconstruction. Pour industrialiser le bâtiment, la France va choisir le béton, la préfabrication lourde, et non les techniques légères, l'assemblage « à sec » d'éléments métalliques sortis d'usine prônés par Jean Prouvé. Ses ateliers connaissent pourtant une intense activité : des meubles, grilles, escaliers, portes et fenêtres aux études de façades légères ou de maisons industrialisées comme cette coquille démontable et parfaitement isolée, conçue avec Charlotte Perriand pour le Sahara.

Dépouillé de son outil de travail après une prise de participation de la grande industrie, Prouvé dirige jusqu'en 1966 le département d'architecture de la Compagnie industrielle de transports. Mais il se consacre surtout à partir de 1954 à l'enseignement et aux conseils.

En coulisses

La tour Nobel (de Mailly) et le palais du CNIT (Zehrfuss) à la Défense, le siège du Parti communiste (Oscar Niemeyer) place du Colonel-Fabien à Paris, le musée du Havre (Lagneau et Weill) par exemple, ont bénéficié de son apport, lui qui n'est toujours pas architecte en titre et qui ne peut rien signer de son nom. Président du jury du Centre Pompidou en 1971 et artisan convaincu du choix du projet de Piano et Rogers, il continue d'œuvrer en coulisses, et les architectes les mieux établis font appel à lui dès qu'ils manient le métal (forum des Halles, parapluie de Willervan, charpente du Palais des sports de Bercy...).

Couronnée par le prix Erasme à Rotterdam en 1981, le grand prix d'architecture de la Ville de Paris en 1982, et célébrée par une grande exposition à l'Institut français d'architecture à Paris, l'œuvre de Jean Prouvé reste inclassable, mais indispensable à l'architecture française du vingtième siècle.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

★ *Jean Prouvé, l'Idée constructive*, par Dominique Clayssen (Dunod, 1983).

M. LANG : un immense créateur

M. Jack Lang a adressé à la famille de Jean Prouvé le télégramme suivant : « *J'apprends avec une profonde tristesse la disparition de Jean Prouvé. Avec lui s'éteint un très grand ingénieur qui a marqué toute l'architecture contemporaine en France et à l'étranger. Avec une obstination qui surprenait tous ceux qui l'ont approché, ce prodigieux créateur, qui débuta comme forgeron d'art à Nancy, a boulversé l'industrie du bâtiment, de 1925 à 1952, ainsi que le logement et son mobilier. Le ministère de la culture perd un immense créateur et un ami.* »

■ **LE PAROLIER JEAN BROUSSOLLE est mort le 22 mars à l'hôpital d'Arles d'un cancer généralisé. Il était âgé de soixante-trois ans.**

[Né en 1921 à Saint-Vallier-sur-Rhône, dans la Drôme, Jean Broussolle est professeur de lettres avant de débuter avec les Compagnons de la chanson, dont il devient le parolier, qu'il quitte en 1972 pour travailler avec Sacha Distel.]

Le cinéma à livre ouvert

● **OUVERTURE CHINOISE**

Journaliste et critique à *Ce soir, l'Humanité, les Lettres françaises, France nouvelle, l'Humanité nouvelle, la Nouvelle Critique*, Régis Bergeron a été saisi, un jour, par la Chine. Il y a fait de nombreux voyages, il a été professeur de littérature française contemporaine à l'Université de Pékin et, au fil des années, il a découvert, étudié, le cinéma chinois. Dans un premier travail d'historien, publié en 1978, il passait en revue la période 1905-1949, celle d'avant Mao, en lequel il voyait, alors, le destin de tous les arts dans la République populaire de Chine. Depuis, il a publié – cela *date déjà de quelques mois et correspond à une* « ouverture » en France – le premier d'une série de trois volumes qui constitueront la grande histoire du cinéma chinois, de 1949 à 1983. Celui-ci s'arrête en 1959.

Régis Bergeron a maintenant pris quelque distance à l'égard de Mao et de sa ligne idéologique. Il était le mieux placé pour réunir les événements historiques, les documents d'archives et les faits sociaux, politiques, économiques qui ont marqué la naissance, le développement, l'évolution du cinéma de la nouvelle Chine, cinéma national unique en son genre, destiné d'abord à la culture et à la propagande intérieures, longtemps caché derrière le « rideau de bambou » d'un immense pays en voie de construction.

En nous racontant, avec autant de maîtrise que de clarté, l'histoire du cinéma chinois, il nous raconte aussi l'histoire de la Chine populaire. On retrouve dans sa démarche, ses analyses, ses réflexions, bien des points communs avec Georges Sadoul, explorateur, lui, du cinéma mondial. *Mais, aujourd'hui, Régis Bergeron* est le seul grand spécialiste français des *films produits et réalisés en* Chine depuis 1949 et dont un ruisselet *seulement* est arrivé dans les pays occidentaux. Le seul historien de référence. Il a engagé sa vie dans cette aventure, nourrie, enrichie d'expériences personnelles. Cela vaut bien l'admiration.

★ *Le cinéma chinois 1949-1983*, par René Bergeron. Tome I : 242 p. ill. Éditions L'Harmattan, 7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris. Souscription pour les trois tomes : 200 F + 45 F de port en recommandé.

● **LES ESPIONS SONT TOUJOURS LA**

En 1980, un livre de Charles Higham, paru aux États-Unis, révéla que l'acteur Errol Flynn avait eu, dans les années 30, des sympathies profascistes et des relations avec des agents nazis qui lui valurent, en 1940, d'être interrogé par le FBI. Errol Flynn espion, peut-on y croire ? Roland Lacourbe est parti de cette curieuse affaire pour montrer comment le monde du cinéma a pu être mêlé à la guerre secrète des puissances de l'Axe et des démocraties.

Nazisme et seconde guerre mondiale dans le cinéma d'espionnage fait resurgir, des films américains, anglais (surtout) et européens, pour une part, les images et les masques des « armes psychologiques » du cinéma, dans un contexte historique allant des signes précurseurs de la guerre à la fin des années 70. Reflets de société, en somme, variant, avec le temps, du combat contre le nazisme et les renversements d'alliances ou d'idéologies après la seconde guerre mondiale.

On peut louer l'érudition sans défauts, la documentation précise de Roland Lacourbe. Mais ce panorama est passionnant – et dans une certaine mesure inquiétant – parce qu'il dévoile des œuvres de fiction aux biographies filmées d'espions célèbres (Cicéron, Sorge et quelques autres), la permanence d'un monde de l'ombre, de forces obscures et bien organisées dans une réalité qui n'a rien à voir avec les aventures mythiques de quelque James Bond.

Chez Roland Lacourbe, des portes s'ouvrent sur des événements à peine croyables et pourtant authentiques, qui pèsent, toujours, sur le destin de l'humanité. Derrière les surprises et les manipulations souvent captivantes du cinéma, des pans de l'histoire secrète surgissent sous une lumière louche, partie émergée d'un iceberg dont seuls les membres des services secrets, les diplomates et les politiciens connaissent, sans doute, la masse exacte. L'auteur nous annonce un deuxième tome sur un sujet tout aussi nécessaire à traiter : *Guerre froide et coexistence pacifique dans le cinéma d'espionnage.*

★ Éditions Henri Veyrier - Collection « *L'histoire en question* », dirigée par Claude Gauteur. 280 p. ill., 110 F.

● **PAROLE DE FELLINI**

Il n'aime pas les interviews et il ne manque pas une occasion de le dire. Pourtant, il s'y prête tout de même, cela fait partie du métier et c'est peut-être bien, pour lui, une forme de jeu. Le livre *Fellini par Fellini*, qui vient de paraître en français, est *une suite d'entretiens – traduits par* Nino Frank – avec Giovanni Grazzini, critique cinématographique du *Corriere della Sera*. Fellini venait de terminer *Et vogue le navire*. C'est donc tout récent.

Les questions de Grazzini montrent son talent de journaliste, dans des attaques brusques, des feintes, des détours, des façons de laisser tomber quelque chose qui ne reçoit pas de réponse directe pour revenir à la charge un peu plus tard. Cela vient d'un critique connaissant bien son Fellini – l'homme et le metteur en scène – et veut le pousser à la parole sans pour autant lui arracher des masques ou des secrets.

S'il y a parfois heurt c'est celui de deux intelligences, de deux personnalités très italiennes dans leur *manière de pratiquer l'art de la* conversation à faux bâtons rompus. Et la parole de Fellini est un régal, savoureux, fruité, avec, souvent, une mise en mots d'images qu'on a vues dans *Huit et demi, les Clowns, Fellini Roma, Amarcord* ou *La Cité des femmes*, pour ne citer que ces films-là.

Tel qu'il est présenté, le livre est monté en séquences, passant du fantasme ou de la mystification à des moments de vérité que Fellini a sûrement dosés tout en ferraillant avec son interlocuteur. Il a prévenu, au début : « *Il y aura beaucoup de questions auxquelles je ne répondrai guère, d'autres auxquelles j'échapperai par les historiettes habituelles, plus ou moins inventées.* » Il y a là-dedans, en effet, pas mal d'anecdotes peut-être fictives. Mais, en définitive, Fellini parle beaucoup, sans fausse modestie ni orgueil étalé, de son métier, de sa façon de faire des films.

Il parle aussi – c'est d'une drôlerie irrésistible – de ses rapports avec l'argent et – c'est d'une sincérité spontanée – avec la politique, le terrorisme, l'Italie en général. Il dit son amitié pour Rossellini, pour ceux qui ont travaillé avec lui, dont le musicien Nino Rota, pour certains acteurs, tel Mastroianni, étroitement liés à son univers. Il dit le cinéma, le sien, celui des autres. On a l'impression d'être en face de lui, de l'entendre, de le voir. Et comme il n'engendre ni la nostalgie ni la mélancolie, on se sent heureux en le *quittant sur* les dernières boutades qu'a provoquées Giovanni Grazzini.

JACQUES SICLIER.

★ Éditions Calmann-Levy, 214 p., 69 F.

GRÈVES DANS LES THÉATRES SUBVENTIONNÉS LE 27 MARS

Le SYNPACT – Syndicat national des professionnels du théâtre et de l'action culturelle-CGT – appelle à une grève nationale, le 27 mars, date de la journée nationale du théâtre dans les trente-huit établissements subventionnés de France, et à une manifestation qui devrait se rendre de la place de la Bourse au ministère de la culture, afin de protester contre « *l'atomisation des fonds répartis entre les différentes salles* ».

La CGT dénonce « *la mauvaise volonté des directeurs de théâtre et des pouvoirs publics qui refusent toute négociation* ». Toutefois, le Syndicat français des artistes interprètes (SFA) demande à ses membres « *de ne rien entreprendre qui puisse compromettre le déroulement des spectacles tant amateurs que professionnels, présentés pendant la semaine nationale du théâtre* », même s'il comprend l'irritation que suscite cette manifestation... « *au moment même où les deux tiers des artistes risquent d'être chassés du métier où ils ont investi toute leur vie* ».

Communication

LE PROJET DE TÉLÉVISION PAR CABLE A PARIS

La réplique de M. Fillioud à l'ultimatum de M. Chirac

M. Jacques Chirac a déclaré qu'il n'attendrait pas « *indéfiniment* » la réponse que le gouvernement doit lui donner sur la programmation d'un réseau de télévision par câble à Paris. « *Si, avant Pâques, je n'ai toujours pas de réponse* [...] *je serai amené à faire face à une situation nouvelle en faisant des propositions concrètes, d'autant que le dossier technique est pratiquement prêt* », a déclaré le maire de Paris au cours de sa conférence de presse mensuelle à l'Hôtel de ville, le vendredi 23 mars. Pour M. Jacques Chirac, le gouvernement invoque des prétextes qui sont des « *alibis pour retarder au maximum un des seuls projets fiables en France en la matière, celui de la Ville de Paris. Ceci pour la seule raison que le gouvernement actuel ne contrôle pas politiquement la capitale* ».

Interrogé par Antenne 2 sur la crainte qu'aurait le gouvernement de voir des maires utiliser les réseaux câblés à des fins politiques, M. Georges Fillioud, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication, a répondu que c'était « *le pari de la liberté* » : « *Pendant quinze ans, les dirigeants précédents ont refusé d'ouvrir la possibilité du câble ou des radios locales privées. Le gouvernement et la majorité de soutien, au contraire, ouvrent de nouveaux espaces de liberté de communication. Cela pose des risques politiques, nous les prenons sans hésitation.* »

Plusieurs élus de l'opposition ont annoncé d'autre part la création prochaine d'une *association nationale pour la télédistribution.*

LA DEUXIÈME CONVENTION DES VILLES CABLÉES

Les dernières zones d'ombre du plan de câblage

« *La télévision par câble est aujourd'hui une réalité mais je peux vous confier que nous sommes passés depuis un an par des hauts et des bas.* » En clôturant ainsi les travaux de la deuxième convention des villes câblées à Evry, Mme Michèle Cotta, président de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle répondait indirectement à M. Georges Fillioud. Le secrétaire d'État chargé des techniques de communication n'avait-il pas affirmé la veille que le câblage de la France « *n'avait pas vingt-quatre heures de retard et que le gouvernement n'avait jamais été tenté de reculer ou de retarder les échéances* » ?

Mme Cotta a souhaité que les pouvoirs publics publient sans tarder les décrets attendus par tous les partenaires de la télédistribution. Souhait partagé par M. Bernard Schreiner, président de la mission TV-câble, qui a énuméré les dernières zones d'ombre du plan de câblage : forme juridique des sociétés d'exploitation, tarif de location des réseaux et partage des recettes des services de vidéo-communication entre les PTT et les exploitants. La mission TV-câble, comme la Caisse des dépôts et de nombreuses collectivités, estime que ce dernier point conditionne tout l'équilibre économique de la télévision par câble.

M. François Ducastel, directeur adjoint du centre national d'étude sur les télécommunications, a reconnu que « *si les PTT entendent se réserver la gestion du téléphone et de la télématique, il existe toute une série de nouveaux services entre télévision et télécommunication qui relèvent d'une nouvelle approche* ».

M. Jacques Dondoux, directeur de la DGT est revenu sur le débat technologique qu'il avait lui-même lancé il y a quinze jours : « *Ce sont les services qu'il faut vendre et non l'infrastructure du câble. Qu'importe si ces services sont transportés par câble, voie hertzienne ou satellite. Le service public des télécommunications a pour mission de proposer ses services à tous dans des conditions égales. Pour cela il étudie les solutions les plus favorables mais ce ne sont pas les mêmes pour Paris, Evry, Gennevilliers ou l'Ardèche.* »

Enfin, M. Jacques Sallois, directeur du cabinet du ministre de la culture, a souhaité que les collectivités locales « *ne sacrifient pas le financement du spectacle vivant, des maisons de la culture, au profit de celui des réseaux câblés* ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

■ **LE POÈTE FINLANDAIS BO CARPELAN participera à une lecture-rencontre à la Maison de la poésie (101, rue Rambuteau 75001 Paris), le lundi 26 mars à 20 h 30, à l'occasion de son séjour à Paris pour le Salon du livre. Considéré comme l'un des plus grands poètes finlandais, Bo Carpelan appartient à la minorité suédoise et c'est dans cette langue qu'il écrit. Il a été publié en français chez Maspero (*Vivre en dépit des jours, Trois Poètes du Nord*) et aux Éditions Obsidiane (*Soixante-Treize Poèmes*).**

■ **BARBRA STREISAND DÉCORÉE. – Barbra Streisand, dont le film *Yentl* sort le 11 avril, est nommée chevalier des arts et lettres. M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, a remis sa décoration à l'actrice le 21 mars.**







théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ARDEN DE FEVERSHAM – Théâtre de la Ville (274-22-77), sam. 20 h 45 ; dim. 14 h 30.
TÊTE DE FAUNE – Lucernaire (544-57-34), sam. 18 h 30.
LE DRAP DE SABLE – Lucernaire (544-57-34, sam. 22 h 30
SURTOUT QUAND LA NUIT TOMBE – Jardin d'Hiver (262-59-49), sam. 21 h.
DANS LA JUNGLE DES VILLES – Malakoff, Théâtre 71 (655-43-45), sam. 20 h 30.
LE PARTAGE DU ROI – Vitry, Théâtre Jean Vilar (681-68-67), sam. 21 h ; dim. 15 h.
ARCHITRUC – Epinay, MJC (822-41-40), sam., dim. 20 h 30.
LA MORT DE SENÈQUE – Comédie-Française (296-10-20), sam., dim. 20 h 30.

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), sam. 14 h 30 et 20 h 30 : Marco Spada.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), dim., 14 h 30 : l'Avare.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre, sam., dim. 20 h 30 : la Mouette ; Théâtre Gémier : sam. 20 h 30, dim. 15 h : Faut-il choisir ? Faut-il rêver ?
ODÉON (325-70-32), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Ionesco par le TNP.
PETIT ODÉON (325-70-32), sam., dim. 18 h 30 : Sarcasme ; sam. à 16 h : la Nuit ; sam., dim. 21 h : Insondable, voilà ce qu'est la nuit.
TEP (364-80-80), sam. à 20 h 30, dim. 15 h et 20 h 30, la Double Inconstance ; sam. 14 h 30 : Alexandre le Grand.
BEAUBOURG (277-12-33), Débats : Les enfants de l'immigration : sam. 21 h : Rencontre avec de jeunes poètes : sam. 18 h : Nouvelle musique improvisée. – Cinéma-vidéo : sam., dim., de 10 h 30 à 21 h 30 : Festival de Montbéliard ; sam., dim. : Nouveaux films BPI : 13 h : la Ballade de Pabuji ; 16 h : Une île : Bali ; 19 h : Faits divers ; sam., dim., à 15 h : l'Ecole de Nice : René Prédal ; sam., dim. 18 h : Marie Jo Lafontaine. – Théâtre-Danse : sam., dim. à 15 h, sam., dim. : A l'école on apprend... aussi à vivre ensemble ; sam. 20 h 30 : Ballets Jazz Art.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). Opéra, sam., 20 h 30 : le Coq d'Or. – Concerts, dim., 20 h 30 : Orchestre philharmonique de l'Etat de l'URSS de Moscou (dir. E. Svetlanov.
THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), sam., 18 h 30 : Jacques Bertin.
CARRE SILVIA-MONFORT (531-28-34), Théâtre : sam., 21 h, dim. 16 h : les Perses. – Musique : dim., 20 h 30 : Ensemble musique oblique (A. Féron, Villa Lobos, De Falla, Stravinsky).

Les autres salles

A DÉJAZET (887-97-34), sam., 20 h 30 : Tchouk Tchouk Nougâh.
ALLIANCE FRANÇAISE (544-72-30), sam., 20 h 30, dim., 17 h : Macbeth.
ANTOINE - S. BERRIAU (208-77-71), sam., dim., 18 h 30 : Hamlet ; sam., 20 h 45, dim., 15 h : Nos premiers adieux.
ARTS-HEBERTOT (387-23-23), sam. 18 h 45 : le Chandelier, le Plaisir de rompre ; sam., 22 h, dim., 15 h : Revenu de l'étoile ?
ASTELLE-THÉATRE (238-35-53), sam., 20 h 30 : le Malentendu ; dim., 16 h : Des fabliaux à Molière.
ATELIER (606-49-24), sam., 21 h, dim. 15 h : le Bonheur à Romorantin.
ATHENEE (742-67-27), I : sam., 21 h : le Retour ; II : sam., 20 h 30 : Passagères.
BASTILLE (357-42-14), sam., 19 h 30, dim. 15 h : Celle qui ment.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), sam., 21 h : les Trois Jeanne.
CALYPSO (272-25-95), sam., 20 h 45 : Lâche-moi les claquettes.
CARTOUCHERIE, Th. du Soleil (374-24-08), sam., 18 h 30 : Richard II ; dim. *15 h 30 : Henri IV*. – *Tempête* (328-36-36), sam., 16 h : le Retour d'Iphigénie. – L'Atelier du chaudron (328-97-04), dim., 17 h 30 : Corps et graphie à géométrie variable.
CENTRE MANDAPA (589-01-60), sam., 20 h 30, dim. 15 h : l'Epopée de Gilgamesh.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Galerie sam., 20 h 30 : les Amours tragiques de Pyrame et Thisbé. – Resserre sam., 20 h 30 : l'Homme Job. – Grand Théâtre sam., 20 h 30 : le Cercle de craie caucasien.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), sam., 17 h 30, 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), sam., 18 h 45 et 21 h 45, dim. 15 h 30 : Chacun sa vérité.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : la Manie de la villégiature.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), sam., 20 h 30 : les Marchands de gloire.
DÉCHARGEURS (236-00-02), sam., 19 h : Gide 84 ; 20 h 30 : Gertrud, morte cet après-midi ; 22 h 30 : le Dernier Film.
ÉDOUARD-VII (742-57-49), sam. 18 h et *21 h 30*, dim. *15 h : Désiré*.
ESPACE KIRON (373-50-25), sam., 20 h 30 et 22 h 30, dim. 15 h et 17 h : Extravagances (*Cie Ph. Genty, Th. Maurf*).
ESPACE MARAIS (584-09-31), sam., 22 h 30 : Un milieu sous la mère.
ESSAION (278-46-42), sam., 20 h 30 : Chant dans la nuit.
FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (237-41-56), sam., 20 h 30 : Biographie : Un jeu.
LA FORGE (371-71-89), dim., 20 h 30 : la Demoiselle de Tacna.
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), sam. dim., 15 h. sam., 20 h 45 : Grand-Père.
GALERIE 55 (326-63-51), sam., dim., 20 h 30 : Who's afraid of Virginia Woolf ?
HUCHETTE (326-38-99), sam., 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon : 21 h 30 : les Cerises rouges.
LA BRUYERE (874-76-99), sam., 21 h, dim. 15 h : Tchoufa.
LUCERNAIRE (544-57-34), sam., 18 h 30 : la Dentelle du cygne : sam., 20 h 15 : Six heures au plus tard. – Petite salle, 18 h 30 : Pique et pique et follet drame.
LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), sam., *20 h 30*, dim. *15 h 30 : Labiche de* poche : sam., 22 h, mat. dim., 17 h : Enfantines.
MADELEINE (265-07-09), *sam.*, *20 h 30*, dim. 15 h : le Rhinocéros.
MAISON DES AMANDIERS (201-56-65), *sam., 20 h 45 : Histoires* d'O...baldia.
MARAIS (278-03-53), sam., 20 h 30 : Le roi se meurt.
MARIE-STUART (508-17-80), sam., 22 h : l'Echo du silence.
MARIGNY, Grande salle (256-04-41), sam., 20 h 30, dim., 14 h 30 : Autant en emporte le vent (dern.). – Salle Gabriel (225-20-74), sam., 18 h 30 et 21 h 45, dim., 15 h : le Don d'Adèle.
MATHURINS (265-90-00), sam., 21 h, *dim., 15 h et 18 h 30 : la Femme assise*.
MAUBEL (255-45-55), dim. 15 h : Betrayal ; sam., 20 h 30 : Suddenly last summer.
MICHEL (265-35-02), sam., 18 h 15 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : On dînera au lit.
MOGADOR (285-45-30), sam. 21 h, dim. 16 h 30 : Cyrano de Bergerac.
MONTPARNASSE (320-89-90), sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : Tchin tchin. – Petite salle sam., 21 h, dim. 15 h : le Journal d'une femme de chambre.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim., 15 h 30 : l'Entourloupe.
ŒUVRE (874-42-52), sam., 20 h 30, dim. 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam. 18 h 45 et 22 h, dim. 15 h 30 : La fille sur la banquette arrière.
PARC DE LA VILLETTE, sous chapiteau (241-31-53), sam., 20 h 30, dim., 16 h : On a tous les jours cent ans.
PLAINE (250-15-65), sam., 20 h 30, dim., 17 h : Préjugés et passions.
PLAISANCE (320-00-06), sam., dim., 20 h 45 : la Pierre de la folie.
POCHE (548-92-97), sam., 20 h 30 : l'Elève de Brecht - Molly Bloom.
PORTE-ST-MARTIN, (607-37-53), sam., *17 h et 21 h*, dim., *15 h* : K2.
POTINIÈRE (261-44-16), sam., 20 h 45, dim., 15 h 30 : Assassino-assassino (dern.).
RANELAGH (288-64-44), dim., 15 h : la Ballade du grand macabre.
QUAI DE LA GARE (585-88-88), sam., dim., 20 h 30 : Echec à la reine.
RENAISSANCE (208-18-50), sam. *18 h 30 et 21 h 30*, dim. 15 h : *Noix de coco*.
SAINT-GEORGES (878-63-47), sam. *18 h 30 et 21 h 30* : Théâtre de Bouvard.
SALLE VALHUBERT (584-30-60), sam., 20 h 30 ; dim., 15 h : Est-il bon, est-il méchant ?
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), sam., 19 h et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Agnès.
STUDIO FORTUNE (13e), sam., 21 h : la Petite Bouffe.
TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), I. sam., 20 h 30 : le Horla. – II. sam., 20 h 30 : l'Ecume des jours ; mer., sam. 22 h 15 ; dim., 18 h 30 : Oriamonde. – III. sam., 20 h 30 : Huis clos.
TEMPLIERS (278-91-15), sam., 20 h 30 : A la rencontre de Marcel Proust.
THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), sam. 16 h 45 : Y'en a marr... ez vous.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sam., 20 h 15 : les Babas-cadres ; sam., 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), sam., 21 h : Fils de butte ou les seigneurs de Montmartre.
THÉATRE DE MÉNILMONTANT (255-26-47), sam., 17 h, dim., 15 h : la Passion à Ménilmontant.
THÉATRE NOIR (346-91-93), sam., 20 h 30, dim. 17 h : Gouverneurs de la rosée.
THÉATRE DE PARIS, *Grande salle*, (280-09-30), sam., 20 h, dim., 15 h : Roi Lear de Shakespeare. – Petite salle sam., 20 h 30 : Rayon *femmes fortes*.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), sam., 20 h 30, dim., 15 h et *18 h 30* : Angelo tyran de Padoue. – Petite salle, sam., 20 h 30, dim. 15 h : Pense à l'Afrique.
THÉATRE 13 (588-16-30), sam., 20 h 30, dim. 15 h : Long Voyage vers la nuit.
THÉATRE 347 (874-28-34), sam., 20 h : Dom Juan.
THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), sam., 21 h : Médée.
TOURTOUR (887-82-48), sam., 20 h 30, dim. 17 h : les Elles et les Eux ; sam., 22 h, dim. 15 h : une Noce - une demande en mariage.
TROIS SUR QUATRE (327-09-16), sam., 20 h 15 : Acteur... est acteur... est acteur ; 22 h : A/BU.
VARIÉTÉS (233-09-92), sam. 18 h 30 et 21 h 45, dim. 15 h 30 : l'Etiquette.

Samedi 24-dimanche 25 mars

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 24 MARS

15 h, Ecrivains cinéastes, Marcel Pagnol : Topaze ; 17 h, Cinéma japonais : le *Repas*, de *M. Naruse* ; *19 h* : la *Légende du* grand bouddha, de T. Kinugasa ; 21 h, Henri Verneuil : le Président.

DIMANCHE 25 MARS

15 h, Ecrivains cinéastes, Alain Robbe-Grillet : l'Eden et après ; 17 h, Ecrivains, cinéastes Sacha Guitry : la *Vie d'un* honnête homme ; 21 h, Cinéma japonais : Vivre, de A. Kurosawa.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 24 MARS

15 h, le Dernier des Hommes, de F.W. Murnau ; *17 h, Jean Lods : le Mile/Pyrénées*, terre de légendes : les Baiars/St. Mallarmé/Zadkine/H. Barbusse ; 19 h, John *Waters : Pink Flamingos* ; 21 h, la *Brigade* des bérets noirs, de T. Young.

DIMANCHE 25 MARS

15 h. la Foule, de K. Vidor ; 17 h, Jean Lods : Aristide Maillol, sculpteur/Train bis/*Nouvelle bataille/Romain Rolland* ; 19 h, John Waters : Desperate Living ; 21 h, Ramdam à Rio, de H. Levin.

Les exclusivités

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert 14e (321-41-01).
A NOS AMOURS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
L'ASCENSEUR (Holl.) (*). V.o. : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Rex 2e (236-83-93) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
BAD BOYS (A., (*). V.o. : Paramount City, 8e (562-45-76) ; V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE BAL (Fr.-It.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
LA BIBLE (Fr.) : Action Rive Gauche, 5e (354-47-62).
LE BON PLAISIR (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
CARMEN (Esp.) : (v.o.) : Cinoche, 6e (633-10-82) ; *Studio de l'Etoile, 17e* (380-42-05).
CARMEN (Franco-It.) : Gaumont-Halles, *1er (297-49-70)* ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Gambetta, 20e (636-10-96).
LES CAVALIERS DE L'ORAGE (Franco-Yougoslave) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Gambetta 20e (636-10-96).
COMME SI C'ETAIT HIER (Belge) : Le Marais, 4e (278-47-86).
LES COMPÈRES (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; George V, 8e (562-41-46).
LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Champs-Elysées, 18e (359-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
CHRISTINE (v.o.) : Escurial (Hsp), 13e (707-28-04) ; V.f. : Paris Ciné I, 10e, (770-21-71).
DEAD ZONE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) : *Pathé Clichy, 18e (522-46-01)* ; Gambetta, 20e (636-10-96).
DON CAMILLO (It., vf) : Rex, 2e (236-*83-93) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45)*.
L'EDUCATION DE RITA (Angl., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
EMMANUELLE IV (**) : Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
L'ENFANT INVISIBLE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
L'ENFER DE LA VIOLENCE (A) (**) : V.o. : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; George V, 8e (562-41-46) ; Ermitage, 8e (359-15-71). V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; *Secrétan, 19e (241-77-99)*.
L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
L'ETINCELLE (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
FEMMES DE PERSONNE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount *Opéra, 9e (742-56-31)* ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; *Paramount Montmartre, 18e (606-34-25)* ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
LA FEMME FLAMBÉE (All.) (**) (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; – (V.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont Sud, *14e (327-84-50)* ; *Montparnos, 14e* (327-52-37).
FRERES DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art *Beaubourg, 4e (278-34-15)* (H. sp.).
LE GARDE DU CORPS (Fr.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevards, 9e *(246-66-44)*.
GORKY PARK (A.) (v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs Elysées, 8e (720-76-23) ; *Parnassiens*, 14e (320-30-19) – (V.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
GWENDOLINE (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
JACQUES MESRINE (Fr.) (**) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
JAMAIS PLUS JAMAIS (A. v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
LE JOLI CŒUR (Fr.) : Bergère, 9e (770-77-58).
LE JOUR D'APRES (A.) (*v.f.*) : *Rivoli* Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
LAISSE BETON (Fr.) : *Richelieu, 2e* (233-56-70) ; Logos, 5e (254-42-34) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, *8e (359-19-08)*.
LE LEOPARD (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27 ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevards, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; *Murat, 16e (651-99-75)* ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
LOCAL HERO (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse *Pathé, 14e (320-12-06)*.
LOUISIANE (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
LE LEZARD NOIR (Jap., v.o.) : *Movies*, 1er (260-43-99).
MEGAVIXENS (A., v.o.) (**), 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, *1er (233-42-26)* ; 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
PLANETE DES FEMMES (Fr.) *Le Marais, 4e (278-47-86)*.
PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
REBELOTE (Fr., version concert) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
LE RETOUR DU JEDI (A., *v.o., v.f.*) : Calypso, 17e (380-30-11) ; (v.f.) Paris loisirs bowling, 18e (606-64-98).
LE ROI DES SINGES (Ch., v.f.) : Marais, 4e (278-47-86).
LE ROULEAU COMPRESSEUR ET LE VIOLON (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
RUE BARBARE (Fr.) (*) : Gaîté Boulevard, 9e (233-67-06).
RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
RUSTY JAMES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
SCARFACE (A, v.o.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : *Rex, 2e (236-83-93)* ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse *Pathé, 14e (320-12-06)* ; *Gaumont Sud*, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-14-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
LE SECRET DES SÉLÉNITES (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-48-85) ; Boîte à Films, 17e (622-44-21).
SOB (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23).
STAR 80 (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; (v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
STAR WAR LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles ; L'empire contre-attaque ; le Retour du Jedi : Escurial, 13e (707-28-04).
TCHAO PANTIN (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, *12e (343-04-67)* ; *Fauvette, 13e (331-56-86)* ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94) ; *Secrétan, 19e* (241-77-99).
LE TEMPS SUSPENDU (Hongrois) (v.o.) Logos, 5e (354-52-34).
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).
TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.) version Delavault ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
TRAHISONS CONJUGALES (Angl., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).
TRICHEURS (Fr.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) (H. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).
UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (329-29-46) ; St-Lazare Pas*quier, 8e (387-35-42)* ; *Athéna, 12e* (343-00-65) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06).
UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso, 17e (380-30-11).
UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).
LA VILLE BRULÉE (Esp., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).
LA VILLE DES PIRATES (Franco-Portugais, v.f.) : Olympic, 14e (545-35-35).
VIVE LES FEMMES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (278-34-15) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Boulevards, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99)
WEN KUUNI (LE BON DIEU) (Hte-Volta) : St-André des Arts, 6e (326-48-18).

LES FILMS NOUVEAUX

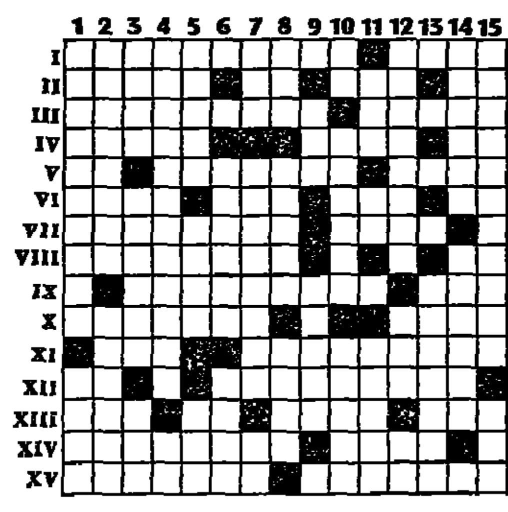
LE CRIME DE CUENCA (**), film espagnol de Pilar Miro (v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; 14-Juillet Parnasse, *6e (326-58-00)*.
HOTDOG, film américain de Peter Markle (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Images, 18e (522-47-94). – V.o. : UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LETTRES D'AMOUR PERDUES, film français de Robert Salis : Movies Halles, 1er (297-53-74) ; Studio de la Contrescarpe, *5e (325-78-37)*.
MAUVAISE CONDUITE, film français de Nestor Almendros et de Orlando Jimenez Leal : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).
POLAR, film français de Jacques Bral : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 4e (271-52-36) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; *Gaumont Ambassade, 8e* (359-36-14) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
RISKY BUSINESS, film américain de Paul Brickman (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; *Gaumont-Sud, 14e (327-84-50)* ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Images, 18e (522-47-94). – V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75).
SECOND CHANCE, film américain de John Herzfeld (v.o.) : Forum Orient Express, *1er* (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; *Saint-Lazare Pasquier, 8e* (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Les Trois Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3674

HORIZONTALEMENT

I. Maison de passes. Nous fait connaître des heures sombres. – II. Très embarrassé après un bon repas. Attire le Japonais et fait partir l'Américain. Géant jaune. Vient donc de sortir ou vient d'arriver. – III. Pour un facteur qui a le souci du bon timbre. Apprécié pour les bons et les mauvais coups. – IV. *Le repos du guerrier*. Un homme qui a sa dignité. Bon pour accord. – V. En France. Il vaut mieux la voir en botte qu'en hauts talons. Canne à lancer. – VI. Partie du globe. Service *divin. Fait briller* le parquet. Note. – VII. Pour certains c'est une fin, pour d'autres un moyen. Une bande ou un couple. – VIII. Peut *donc faire un cran ou une raie*. Lettre grecque. – IX. Il lui arrive parfois de perdre son latin. Est de mises. – X. A donc du beume au cœur. Il est plus aisé de la prendre que de la conserver. – XI. Préfixe. Fut camelot à une époque où l'on ne pouvait faire mousser ses articles. – XII. *Se dit quand ça ne nous dit pas.* A toujours un petit biscuit à nous proposer. – XIII. C'est lorsqu'on *n'en a pas qu'on en a beaucoup. Eau* plate. Fait s'élever certains et se lever d'autres. Ne manquait pas d'éclats. – XIV. A *plus de chances* de rester que d'y rester. Ronde de nuit. – XV. Sont mis en pièces ou parfois sauvés. Elle a le mauvais œil.



VERTICALEMENT

1. Soigne ses chatons. Nous quitte dès qu'on la trompe. – 2. Retournement de situation. Se pose pour faire sécher. – 3. Habitude de fidèle ou *fidèle habitude. «Pépin» de raisin.* Frissonne donc, mais n'est pas froid. – 4. Gagne tous les prix en arrivant. Fleuve. – 5. On les sort à chaque tour. Plat provençal. Partie de l'oreille. – 6. Ce n'est pas parce qu'on y aspire que l'on a envie d'y être. Elément d'une cage. – 7. Sujet *d'analyse. Sujet de première classe.* Manière d'être. – 8. Un bleu ou un chef. Dame de France. Se passe de bouche à oreille. – 9. Voie rocailleuse. Responsable de cellule. – 10. Un petit bout de temps. Certains le trouvent assommant, d'autres enchanteur. Course de chevaux. – 11. Est à croquer. Un maître du «piano». Passe son temps à «lécher» les bottes. – 12. Toujours à l'affût du mouvement de ses pendules. On le presse ou on essaie de le retarder. Lettres d'église. – 13. Ne manque pas de cachet. – *14. Comprend donc ou mets dedans. Entre dans les décors.* – 15. A qui l'on a donc rafraîchi la mémoire. Désigne plus d'un.

Solution du problème n° 3673

Horizontalement

I. Pompeuses. – II. Idiot. – III. SOS. Epoux. – IV. TNT. RP. – V. Otoscope. – VI. Louveteau. – VII. Elfe. Ur. – VIII. Toilé. Axe. – IX. Getter. – X. *Pi. Entier.* – XI. Cessa. Ane.

Verticalement

1. Pistolet. PC. – 2. Odontologie. – 3. *Mistoufle.* – 4. Pô. Sveltes. – 5. Eté. Ce. Etna. – 6. Prote. Et. – 7. Stoppe. Aria. – 8. Eaux. En. – 9. Sexy. Urètre.

GUY BROUTY.

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 24 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : Zacharius.
D'après une nouvelle de Jules Verne, réal. C. Grinberg, avec C. Denner, E. Beart, P.-L. Rajot...
Zacharius horloger métaphysicien, alchimiste, est victime de son imagination. Identification, dédoublement de la personnalité, toutes les ficelles du genre sont habilement utilisées dans cette œuvre fantastique. A ne pas manquer.

22 h Droit de réponse ou l'esprit de contradiction.
Emission de Michel Polac.
Faillites organisées ? Avec MM. A. Lyon-Caen, chargé de mission au ministère de la justice, J. Menez, premier substitut à Créteil, B. Tapie, homme d'affaires, J.-C. Boussac, neveu de Marcel Boussac, Me Friez, avocat à Paris, des syndics de faillites, etc.

0 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Variétés : Champs-Elysées.
De Michel Drucker.
Autour d'Hervé Vilard, R. Anthony, Buzy, C. Magny...

22 h 5 Magazine : Les enfants du rock.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Feuilleton : Dynastie.
21 h 25 Plus menteur que moi, tu gagnes...
Emission de P. Sabbagh.
22 h 5 Journal.
22 h 25 La vie de château.
Jean-Claude Brialy reçoit trois invités, vedettes de cinéma, de théâtre... réunis dans un manoir.
22 h 55 Spécial Salon du livre.
Emission de J. Garcin et J.-D. Verhaeghe.
23 h Musiclub.
Hommage à Pierre Cochereau.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 35 Variétés : Pôle à pôle.
(Produit par la ville d'Evry.)
18 h Magazine des spectacles : Troisième rang de face.
18 h 30 Présence du cinéma.
(Le Héron, à Chaillot.)
18 h 54 Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 35 Clip-clap.
Panorama de la chanson et du cinéma français.
19 h 49 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

20 h Semaine mondiale du théâtre : « Vers Damas », de Strindberg. Avec J. Bollery, E. Tamaris...
21 h Ad lib.
21 h 55 La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 *Concert (donné à Radio-France le 13-2-1984) : Quatuor pour piano et cordes*, de Lekeu, Beethoven et Brahms, par le Quatuor Ivaldi (C. Ivaldi, piano, S. Gazeau, violon, G. Caussé, alto, A. Meunier, violoncelle).
22 h 35 Programme musical.
23 h Les nuits de France-Musique : le club des archives.

Dimanche 25 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h Messe.
Célébrée en la paroisse de Saint-Antoine des Quinze-Vingts (Paris).
12 h Télé-foot 1.
13 h Journal.
13 h 25 Série : Starsky et Hutch.
14 h 20 Hip-hop.
14 h 35 Champions.
16 h 35 Série : Ike.
17 h 25 Les animaux du monde.
17 h 55 Sports : automobile.
Grand Prix du Brésil de formule 1 (et à 19 h 30).
18 h 30 Magazine de la semaine : 7 sur 7 (suite à 19 h 40).
De J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay.
Le grand témoin : M. Régis Debray, écrivain.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : la Plus Belle Soirée de ma vie.
Film franco-italien d'Ettore Scola (1972), avec A. Sordi, Ch. Vanel, C. Dauphin, J. Agren.
Un industriel italien fait un voyage en Suisse pour y planquer de l'argent. Des incidents bizarres l'amènent dans un château où quatre magistrats en retraite instruisent son procès comme s'il s'agissait d'un jeu de société.
22 h 35 Sports dimanche.
0 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h 15 Dimanche Martin.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Dimanche Martin (suite).
Si j'ai bonne mémoire ; 14 h 30 : Série : Magnum ; 15 h 20 : L'école des fans ; 16 h 5 : Dessin animé ; 16 h 25 : Thé dansant.
17 h 5 Disney dimanche.
18 h 5 Dimanche magazine.
Au sommaire : la sécheresse au Mali ; des femmes à Saint-Cyr.
19 h Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Concours Eurovision de la chanson : Sélection française, en direct du studio Gabriel.
Quatorze candidats et quatorze chansons pour représenter la France au concours de l'Eurovision. Résultats à 23 h 5.
21 h 40 Documentaire : les couloirs de solitude... le décathlon.
De J. Ertaud et G. Amado.
Cinquante athlètes, filles et garçons, venus des quatre coins de l'Europe, se mesurent dans les épreuves du décathlon.
22 h 10 Magazine : Opus 84.
De E. Ruggieri. Une émission consacrée au disque.
Extrait d'une cantate de Haendel par H. Ledroit (contre-ténor) et N. Sjveth (clavecin). David Simpson (violoncelle baroque) ; 4e mouvement, opus 16, pour piano, *de Rachmaninov, par Marie-Catherine Jirod.*
22 h 45 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

12 h *D'un soleil à l'autre.*
Magazine agricole de J.-C. Widemann.
14 h Objectif entreprise.
16 h 50 Boîte aux lettres.
Emission de J. Garcin.
Spécial Georges Perros (1923-1978).
18 h 20 Emissions pour la jeunesse.
19 h 40 RFO Hebdo.
20 h Fraggle Rock.
20 h 35 Histoire de la photographie.
De B. Bourgade
Autour des pionniers de la photo couleur et de l'industrie photographique d'Auguste et Louis Lumière.
21 h 30 Court métrage : Au Fin Porcelet.
De R. Lekus.
22 h Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit : l'Affaire Lafarge.
Cycle Pierre Chenal (1937), avec M. Chantal, P. Renoir, R. Rouleau (N.).
En 1840, la femme d'un maître de forges de Corrèze est accusée d'avoir empoisonné son mari avec de l'arsenic. Au cours de son procès, à Tulle, l'histoire de son mariage raté est évoquée.
0 h 20 Prélude à la nuit.

FRANCE-CULTURE

12 h 5 Allegro.
14 h 30 Semaine mondiale du théâtre : « Dialogue de l'arbre », de P. Valéry. Avec J.-L. Kayser et M. Zammit.
15 h 45 Sons.
16 h 45 Conférences de carême, en direct de Notre-Dame de Paris, par le père J.-J. Latour.
17 h 30 Rencontre avec... J. de Bony, S. Bramly, E. Favre, A. Waldstein et E. de Smedt : les arts divinatoires.
18 h 30 Ma non troppo.
19 h 10 Le cinéma des cinéastes.
20 h Albatros : Georges Ribemont-Dessaignes (dada).
20 h 40 Atelier de création radiophonique : « The Dreaming ; the Dessert », par K. Mortley. Avec L. Hobbs.
23 h Libre parcours récital : Musique au studio 106, hommage à Rossini en forme de congé.

FRANCE-MUSIQUE

14 h 4 Disques compacts : Weber, Bach, Buxtehude, Copland, Beethoven, Mozart, Debussy et Stravinski.
17 h Comment l'entendez-vous ? : Vent d'Ouest, œuvres de Debussy, Wagner, Chausson, Ravel, Schubert.
19 h 5 *Jazz vivant :* le groupe VSOP, avec W. et B. Marsalis, H. Hancok, R. Carter et T. Williams.
20 h 5 Présentation du concert.
20 h 30 Concert (donné à la Philharmonie de Berlin, le 1-6-83) : *Meeresstille und glückliche Fahrt* (ouverture) de Mendelssohn ; *Concerto pour violoncelle et orchestre en si mineur*, de Dvorak ; *l'Oiseau de feu*, de Stravinski, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. C. von Dohnanyi, sol. Yo Yo Ma, violoncelle.
22 h 35 Programme musical.
23 h Les nuits de France-Musique : *à 23 h 10, Ex libris :* les livres sur la musique (Rossini).

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 25 MARS

– *M. Jean-Denis Bredin*, avocat, professeur, répond aux questions des journalistes, au cours de l'émission « Forum », de RMC, à 12 h 30.

– *M. Alain Juppé*, adjoint au maire de Paris, chargé des affaires budgétaires et financières, membre du comité central du RPR, est l'invité de l'émission « Le grand jury RTL-*le Monde* », sur RTL, à 18 h 15.

– *M. Valéry Giscard d'Estaing*, ancien président de la République, participe au « Club de la presse », d'Europe 1, à *19* heures.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24.3.84 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 25 3 84 DÉBUT DE MATINÉE

PRÉVISIONS POUR LE 26 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France *entre le samedi 24 mars à 0 heure et* **le dimanche 25 mars à 24 heures.**

La dépression du sud des îles Britanniques dirige sur la France des perturbations pluvieuses successives qui maintiendront un temps maussade sur l'ensemble du pays. Avec le décalage de cette dépression vers l'est, de l'air froid, poussé par des vents de Nord, gagnera en soirée les régions du Nord-Ouest.

Dimanche le temps médiocre et pluvieux *(neige au-dessus de 1 200-1 500 mètres)* achèvera de traverser les régions situées à l'est du Rhône et de la Saône.

A l'arrière se généralisera un temps capricieux de courtes éclaircies entrecoupées d'averses. Elles deviendront plus fortes d'abord sur la Bretagne et le Cotentin, puis sur la moitié nord-ouest de la France. *Ces* averses seront parfois accompagnées d'orage ou de grêle.

Dans l'ensemble, le vent de sud-ouest restera modéré à assez fort près des côtes de la Manche et de la mer du Nord. Il se renforcera en tournant au secteur nord en soirée sur les côtes de Bretagne.

Les températures nocturnes seront positives : de 4 à 6 degrés en général, 8 degrés près de la Méditerranée. Les températures *maximales évolueront* entre 14 et 16 degrés sur la moitié sud-est du pays, de 9 à 10 degrés sur la moitié nord-ouest où elles baisseront en cours d'après-midi.

La pression atmosphérique réduite, au niveau de la mer, à Paris, à 7 heures, le 24 mars, était de 995,7 millibars, soit 746,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours *de la journée du 23 mars ; le second le* minimum de la nuit du 23 au 24 mars) : Ajaccio, 15 et 4 degrés ; Biarritz, 18 et 14 ; Bordeaux, 16 et 9 ; Bourges, 15 et 6 ; Brest, 10 et 2 ; Caen, 14 et 7 ; Cherbourg, 12 et 5 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 14 et –2 ; Grenoble-Saint-Martin-d'Hères, 16 et 1 ; Grenoble-Saint-Geoirs, 13 et 1 ; Lille, 14 et 6 ; Lyon, 14 et 4 ; Marseille-Marignane, 16 et 8 ; Nancy, 13 et –4 ; Nantes, 14 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 8 ; Paris-Montsouris, 15 et 7 ; Paris-Orly, 14 et 7 ; Pau, 17 et 8 ; Perpignan, *16 et 4 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg*, 14 et –4 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 16 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, *15 et 7 degrés* ; Amsterdam, 10 et 3 ; Athènes, 15 et 9 ; Berlin, 7 et –3 ; Bonn, 14 et 1 ; Bruxelles, 12 et 5 ; Le Caire, 28 et 14 ; îles Canaries, 21 et 14 ; Copenhague, 3 et –2 ; Dakar, 25 et 18 ; Djerba, 15 et 12 ; Genève, 13 et –2 ; Jérusalem, 21 et 10 ; Lisbonne, 15 et 11 ; Londres, 13 et 6 ; Luxembourg, 12 et 1 ; Madrid, 13 et 7 ; Moscou, –1 et –5 ; Nairobi, 30 et 14 ; New-York, 6 et 1 ; *Palma-de-Majorque, 16 et 10 ; Rome*, 15 et 4 ; Stockholm, –3 et –12 ; Tozeur, 17 et 10 ; Tunis, 18 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 24 mars :

DES DÉCRETS

● Portant création de la réserve naturelle du Marais de Lavours (Ain).

● Modifiant le régime applicable *aux transports routiers internationaux* de voyageurs.

● Modifiant l'article D. 424-2 du code de l'aviation civile (norme médicale et sécurité aérienne).

CARNET

Réceptions

– M. Christos Rokofyllos, ambassadeur de Grèce, *a donné une réception* vendredi à l'occasion de la fête nationale.

– L'ambassadeur de la République islamique du Pakistan et la Bégum Jamsheed Marker ont donné une réception vendredi à l'occasion de la fête nationale.

Naissances

– D'un même mouvement, le 22 mars *1984*, ***Johann et Eléonore*** **HAYOUN** annoncent la naissance de *leur frère*

David Haïm Victor.

Les Lilas, Paris.

Décès

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mgr Pierre ANDRIEU-GUITRANCOURT
doyen honoraire de la Faculté de droit canonique de Paris, fondateur et président d'honneur de la Société internationale de droit canonique.

De la part du doyen et de enseignants de la Faculté de droit canonique de Paris, du président et du conseil d'administration de la Société internationale de droit canonique.

Une *messe* sera célébrée le lundi 16 avril 1984, à 18 heures, à la chapelle de l'Institut catholique, 21, rue d'Assas, 75006 Paris.

– M. et Mme Jacques Beuzen,
M. Philippe Beuzen
et Mme Catherine Beuzen-Oury,
son épouse
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès à l'âge de trente-six ans de

Anne-Marie BEUZEN,
professeur à Créteil,

Ses obsèques ont eu lieu en l'église de Pleyben (Finistère), le 19 mars 1984.
15, rue Pierre Nicole,
75005 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

– Mme Lucien Demay,
M. et Mme Jean Kossanyi,
Gilles, Alain et Mathias Kossanyi,
Le docteur et Mme Louis Demay,
Marianne, Marc-Antoine et Jean-François Demay,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Lucien DEMAY,
leur époux, père et grand-père.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Martin de Louveciennes, le 26 mars 1984, à 9 heures.
« Heureux les doux,
Ils recevront le Royaume. »
(Mat. 10-5.)

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Lyon. Paris.

Le docteur et Mme Henri Gabriel,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Michel Leflot
et leur fille,
Mlle Marie-Anne Gabriel,
Mme et M. Angelo Amatulli,
Mme et M. Marc Levis
et leur fils,
Mlle Sylvie Gabriel,
Mme et M. André Advenier,
leurs enfants, petits-enfants
et arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

***Mme* François-Marius *GABRIEL*,**
née Marthe Delechaux,

survenu le 22 mars dans sa quatre-vingt-dixième année.

La messe de funérailles aura lieu lundi 26 mars 1984, en l'église de l'Immaculée Conception, à Lyon (3e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Condoléances sur registre.

– Arles. *Eygalières.*

Mme Suzanne Manachem,
Mme Anne Rubin,
M. et Mme Jean-Pierre Vesperini
et leurs enfants,
vous font part du décès de

M. Jacques MANACHEM,

décédé le 16 mars 1984, à Raphèle.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le mardi 20 mars 1984, à Eygalières.
11 bis, avenue Emile-Deschanel,
75007 Paris.
13810 Eygalières.

– Sir Patrick Reilly, GCMG, OBE, ancien ambassadeur de Sa Majesté britannique à Paris,
Jane et Sarah,
ont la tristesse de faire part du décès de leur bien-aimée épouse et mère,

née **Rachel Mary SYKES,**

survenu à Oxford, le 20 mars 1984, après une lutte courageuse contre une longue maladie.
Hampden Cottage,
Ramsden,
Oxford OX 7 3 AU,
Grande-Bretagne.

Anniversaires

– Pierre Descomps,
Les familles Abinal, Descomps, *Pailhiez*, Peyronnet, Thibaud et Vannier,

vous prient d'être en communion de pensée avec eux au moment où sera célébrée, le 24 mars, à 11 heures, en l'église Sainte-Thérèse de Montpellier, une messe à la mémoire de

Christiane DESCOMPS,
née Abinal,

qui nous quittait il y a un an.

Économie

La « tournée des popotes » syndicales de M. Bérégovoy

M. Pierre Bérégovoy a entamé le 22 mars, à l'occasion du centenaire du syndicalisme, une véritable « tournée des popotes » syndicales. *Nonobstant l'invitation de la CSL, le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale s'est rendu au siège de* chaque confédération syndicale représentative. Une première dans certains cas, comme à FO, qui n'était pas sans risques dans la mesure où les relations entre les syndicats et le gouvernement, à l'heure de la rigueur, ne sont pas au beau fixe, le ministre ayant de surcroît tenu à parler *« un langage de vérité »*. Dans l'attente de sa visite à la CGT qui n'aura lieu que le 28 mars, M. Bérégovoy peut se féliciter d'avoir reçu jusqu'à présent un assez bon accueil.

Première des centrales visitées, la CFTC (qui a invité le ministre à son prochain congrès confédéral en novembre) a fait bonne figure. Malgré la querelle scolaire, M. Jean Bornard, son président, a salué cette visite comme doublement symbolique : *« Tout d'abord comme une manifestation concrète de la reconnaissance de la force du syndicalisme dans le pays et ensuite comme la reconnaissance du pluralisme syndical. »*

Enchaînant dans la foulée avec « le camp laïque » en se rendant à la FEN, M. Bérégovoy n'a pas eu droit qu'à des compliments. *« La gauche au pouvoir,* a affirmé M. Jacques Pommatau, *ne donne pas toujours l'impression de savoir mener un dialogue constructif avec les syndicats. »* A la CFDT, M. Edmond Maire s'est gardé de toute emphase et de tout remerciement à l'intention de son visiteur, regrettant après avoir fait visiter l'exposition sur cent ans de droits syndicaux que cette commémoration n'ait pu être intersyndicale...

La journée de vendredi s'annonçait plus rude pour M. Bérégovoy puisqu'il visitait successivement la CGC, peu suspecte de sympathie pour un gouvernement dont M. Marchelli venait *une fois encore de dénoncer* « la légèreté », et FO, très soucieuse de ne pas mélanger les rôles entre gouvernants et gouvernés. La Confédération française de l'encadrement réunissait justement son comité confédéral, et c'est avec cette instance, souvent agitée dans ses débats, que le ministre était convié à dialoguer. Contre toute attente, le courant est pourtant passé. Ni M. Marchelli ni M. Bérégovoy n'ont fait de concessions sur le fond dans leurs propos, mais l'ambiance était bon enfant. Le président de la CGC, M. Jean Menu, a salué l'« autorité » du ministre, lequel, selon plusieurs cégécistes, *« a su séduire »*.

L'ambiance était nettement plus studieuse au siège de FO. M. Bérégovoy ne s'est guère attardé à visiter les locaux de l'avenue du Maine, mais avec des membres de son cabinet, il a discuté plus d'une heure et demie avec M. Bergeron et une partie du bureau confédéral. Une rencontre sans surprise. Le secrétaire général de FO a évoqué *« le climat très détendu et très amical »* de l'entretien, tout en se disant *« hanté »* par la crainte d'une *« rupture de l'équilibre social »*. Sensible à *« ces remarques de bon sens »*, le ministre des affaires sociales a souligné qu'il fallait obtenir plus de résultats dans la négociation collective et *« valoriser la politique contractuelle »*. *« Il ne faut rien faire,* a-t-il ajouté, *qui puisse provoquer une rupture de l'équilibre social. André Bergeron a exprimé certains mécontentements qu'il sent et dont nous devons tenir compte »*. Chacun restant au demeurant sur ses positions. Comme de bien entendu.

M.N.

La Lorraine, le dos au mur

(Suite de la première page.)

On se souvient de scènes d'émeutes à Longwy, en 1979. Depuis quelques semaines, la tension est de nouveau montée : *« coup de main »* ponctuel des sidérurgistes du Pays Haut (barrage de rue ou d'autoroute), journée d'action interprofessionnelle le 13 février, et marche sur Longwy le 16 mars organisée par la seule CGT, etc.

Après la déconvenue de mercredi, ressentie ici comme une humiliation, comme un abandon – *« Le Liban et Gemayel sont passés avant nous »*, – un cran de plus a été atteint dans l'exaspération.

Et la riposte syndicale a été immédiate : il n'a pas fallu deux heures jeudi à Rombas pour que les sections professionnelles de la CGT, de la CFDT, de FO, de la CFTC et de la CGC décrètent, pour le mercredi 28 mars (veille du conseil des ministres où cette fois...), une grève de vingt-quatre heures de l'ensemble de la sidérurgie et des mines de fer lorraines avec une manifestation prévue à 15 heures à Metz. Cette célérité et cette unanimité ont été d'autant plus remarquées que l'unité d'action battait de l'aile depuis longtemps.

Certes, on avait eu un tout récent avant-goût de la volonté syndicale de reconstituer un front uni avec la publication, dans *le Monde* daté *18-19 mars*, d'une pleine page de *« publicité »* (qui a eu un gros impact dans tout le bassin) comportant notamment une lettre ouverte au président de la République signée de cinq organisations. Mais la CGT, qui s'est, du reste, fait tirer par la manche pour joindre son paraphe, avait été accusée jusque-là de *« rouler pour elle seule »*, selon l'expression du SPICS.

« En fait, répond M. Bonvalot, *nous étions les seuls à lutter pour une sidérurgie modernisée, basée sur le minerai de fer lorrain, alors que les autres organisations croyaient déjà à d'utopiques reconversions industrielles. Nous avons été les premiers à décider qu'il n'était plus possible de différer l'action plus longtemps et, devant la mobilisation des travailleurs, les autres organisations ont peu à peu participé. »*

Quoi qu'il en soit, le résultat est là et... ce n'est qu'un début. En effet, la CGT a proposé aux autres syndicats de se réunir ce samedi 24 mars à un échelon plus élevé – le niveau interprofessionnel régional, – et, jeudi soir, la CFDT et FO avaient donné leur accord. Ce seront de grandes retrouvailles, puisque la dernière rencontre lorraine de ce type date, indique M. Bonvalot, du 11 janvier 1979. Et il y sera question d'une éventuelle marche sur la capitale début avril. Pour que la Lorraine entière se fasse entendre à Paris.

Usinor contre Sacilor

La grève du 28 mars est évidemment destinée à faire pression sur le conseil des ministres du lendemain. Mais pourquoi prévoir dès aujourd'hui une marche sur Paris ? Simple menace pour faire bon poids ? La CGT affirme être en possession *« d'informations »* selon lesquelles l'arbitrage présidentiel ne serait pas favorable aux sidérurgistes de l'Est...

Pourtant, il n'y a pas un Lorrain, du président-directeur général du groupe Sacilor, M. Claude Dollé, à l'homme de la rue, en passant par toutes les équipes d'ingénieurs, pour douter de la solidité technique du dossier de Gandrange-Rombas. C'est toute la division « produits longs », 2 millions de tonnes par an (rails, palplanches, poutrelles, fils, *ronds à tubes, laminés marchands...*), de Sacilor et ses 9 000 salariés (1), qui sont en cause. Avec deux épées de Damoclès : la fermeture du train à fil de Rombas et la non-construction du train universel de Gandrange, destiné à remplacer des laminoirs obsolètes à court terme (*le Monde* du 16 mars). Avec l'aciérie à coulée continue, ces deux trains doivent si l'on peut dire former un trépied dont aucun élément n'est dissociable, explique M. Jean-Marie Schaack, sous peine de provoquer un effondrement fatal.

Le collaborateur de M. Jean Truffy, directeur de la division « produits longs », n'en finit pas d'énumérer, chiffres et graphiques à l'appui, les atouts de Gandrange-Rombas. *« Site intégré »*, approvisionné sur place, notamment par la mine de Moyeuvre, très bien desservi par le rail, la route et le canal de la Moselle, cette unité, véritable cœur de Sacilor, s'est sensiblement modernisée depuis quelques années. *« Les gens,* remarque M. Schaack, *s'imaginent que nous travaillons toujours comme à l'ère des forgerons tout en étant un gouffre à milliards. Or, aujourd'hui, tout est informatisé,* les cabines de commande des fours ou des trains ressemblent à des mini-salles de la NASA, *et l'une de nos forces réside dans le choix de nos investissements. »* Ainsi, le train universel préfiguration de la sidérurgie de l'an 2000. Coût, selon Sacilor : 1,1 milliard de francs en quatre ans. *« S'il fallait le construire sur un terrain vierge,* assure M. Schaack, *il faudrait ajouter 0,9 milliard de francs. »*

Performante, la division « produits longs » prétend l'être : premier ou seul producteur français de rails (fournisseur exclusif de la SNCF), de palplanches et de poutrelles, elle a beaucoup gagné en productivité, *« preuve de fiabilité »*. *« Nous sommes aussi,* dit son directeur, M. Jean Truffy, *donneurs d'ordres et nous constituons le fonds de commerce local. Et nous travaillons sur notre propre marché, sans empiéter sur autrui, sans gêner personne. »*

Ce n'est pas du tout l'avis d'Usinor et de son président-directeur général, M. Lévy, qui ont entrepris un véritable forcing pour que les pouvoirs publics lâchent du lest du côté de Valenciennes et de Dunkerque plutôt que du côté de Gondrange-Rombas. Un *« sale guerre »* entre les deux groupes nationalisés, un conflit jugé *« déplorable »* aussi bien à la chambre de commerce et d'industrie de Metz qu'à tous les niveaux du groupe Sacilor. La CGC de Valenciennes est allée jusqu'à agonir l'encadrement lorrain.

C'est aussi pourquoi les ingénieurs et cadres d'ici sortent de leurs bureaux et de leurs gonds, craignant que, pour des raisons politiques, le gouvernement ne privilégie en matière de produits longs (2) le Nord au détriment de l'Est. *« Il est impensable,* affirme M. Truffy, *que l'on ne nous donne pas la possibilité de nous tirer d'affaire. Je demande qu'on juge sur pièces. »*

La CGT, qui parle de *« casse »*, n'entend pas *« jouer un site sidérurgique contre un autre »*. *« Nous voulons,* dit M. Bonvalot, *le gâteau tout entier. »* Dans leur page du *Monde*, les cinq organisations syndicales ont rappelé à M. Mitterrand ses engagements d'octobre 1981 : pour son premier voyage officiel en province, le nouveau chef de l'Etat avait choisi... Longwy où il avait obtenu un score « historique », et où il avait encouragé les sidérurgistes à poursuivre leur effort de redressement. Deux ans et demi plus tard, *« les Lorrains ne comprendraient pas »* qu'on leur porte *« un coup fatal »* en dynamitant littéralement Gondrange-Rombas.

Dans une région qui se dépeuple, qui regarde dépérir, impuissante, une à une, ses industries traditionnelles (charbon, textile, mines de fer, bâtiment, bois...) sans rien voir venir de tangible ; dans une région qui vient de dépasser les 92 000 chômeurs (plus de 10 % de la population active) et qui partage les inquiétudes de ses 22 000 frontaliers menacés par le déclin de la Sarre ; dans une région qui constate l'absence politique d'élus locaux d'influence hexagonale, la colère est en train de grimper, toutes tendances confondues. *« La droite se régale »*, dit la CGT. Alors, que l'on touche à l'acier et l'on aura ici le sang en fusion.

MICHEL CASTAING.

(1) 31 000 en 1973, 8 000 à la fin de l'année si la convention générale de protection sociale de la sidérurgie est reconduite.

(2) Pour ce qui concerne les « produits plats » (tôles et fer blanc), la situation lorraine est moins critique. *Trois grandes modernisations* de Sollac (groupe Sacilor) ont été acceptées par Bruxelles : la rénovation d'un train à bandes à Serémange, la construction d'une ligne de décapage et celle d'un laminoir à froid à Florange. M. Jacques d'Hallouin, « bras droit » du vice-président-directeur général de Sollac, indique que, sur les 2,3 milliards de francs d'investissements nécessaires, près de 1,2 milliard a déjà été engagé. Cette modernisation doit entraîner une nouvelle érosion des effectifs : près de *2 000 personnes sur 12 000 salariés.*

Le PC : étendre la protection sociale pour sortir de la crise

« La protection sociale n'est pas un luxe en période de crise. » Le colloque sur la Sécurité sociale, organisé par le Parti communiste à Marseille, les 23 et 24 mars, avec la participation de syndicalistes, sous le titre « Du neuf pour la Sécu », veut défendre l'idée qu'il faut, malgré la crise ou plutôt à cause d'elle, étendre la protection sociale.

« Plus le chômage s'étend et plus le besoin est grand », déclarait récemment aux journalistes Mme Mireille-Bertrand, membre du bureau politique du PCF, qui a présenté le rapport introductif du colloque. Etendre la protection sociale est la tâche d'un gouvernement de gauche qui veut *« faire progresser la solidarité et améliorer la situation des gens »*.

D'autre part, pour les communistes, les prestations sociales *« aident à sortir de la crise » :* renforçant le pouvoir d'achat des familles, elles contribuent à maintenir la consommation intérieure. Enfin, elles participent à une croissance nouvelle « sociale ».

Hostiles à toute réduction des prestations, les communistes sont aussi hostiles à un financement de la Sécurité sociale par l'Etat : la protection sociale doit être liée aux revenus de l'entreprise, à la *« production des richesses »*. L'importance des cotisations, originalité du système français de protection sociale, doit donc être préservée.

Aussi le PC s'inquiète-t-il d'une substitution éventuelle d'un crédit d'impôt aux allocations familiales : cette transformation lui paraît être un pas vers un système *« étatisé »* échappant aux représentants des assurés sociaux, *« alors qu'il faudrait élargir leurs responsabilités »*. D'autre part, ils sont hostiles au « 1 % social » parce qu'il pèse encore sur les salariés, même s'il touche d'autres revenus que les salaires.

Pour financer la Sécurité sociale, le PC *souhaite une refonte de l'assiette* des cotisations patronales actuelles, prenant en compte la *« valeur ajoutée »*, par une cotisation pesant sur celle-ci, à côté de celle qui s'appuie sur les salaires. Mais cette réforme pourrait éventuellement être mise en œuvre sans augmenter le taux global de cotisation : l'objectif est de *« taxer les profits parasitaires non réinvestis – ni en hommes ni en machines »*.

G. H.

L'UNION DÉPARTEMENTALE CGT D'IVRY CAMBRIOLÉE

Dans la nuit du 22 au 23 mars, l'union départementale CGT à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) a été cambriolée par effraction. Les locaux ont été fouillés et, selon les responsables CGT qui organisaient une conférence de presse pour rendre publique cette visite nocturne, *« plusieurs photocopies du dossier SKF ont disparu »*.

Cette nouvelle affaire intervient vingt-quatre heures après que le quotidien *l'Humanité (le Monde* du 23 mars) eut révélé l'existence d'un fichier des candidats à l'embauche dans l'usine SKF d'Ivry et que la direction générale eut confirmé qu'elle se livrait bien à des enquêtes de *« moralité générale »*.

L'UD-CGT et la section syndicale de l'usine accusent la direction de SKF d'être à l'origine du cambriolage. D'autre part, compte tenu des réponses fournies par la direction générale à propos du fichier, la CGT considère que la fermeture avait bien *« un caractère politique et non pas économique »*. Une délégation de la CGT devait se rendre au ministère de l'industrie, dans l'après-midi du 23 mars, pour *« demander que le dossier industriel soit reconsidéré »* en raison des nouveaux éléments intervenus.

RECTIFICATIF. – Une malencontreuse coquille a dénaturé le sens d'une phrase de l'article de Mme Nicole Notat, secrétaire nationale de la CFDT, « Ne pas perdre de vue l'intérêt des jeunes » (*le Monde* du 23 mars). Il fallait lire, à propos de l'attitude du CNPF : *« Il joue avec un accord qui n'est pas sa seule propriété, cela n'est pas admissible »*, au lieu de *« cela n'est pas impossible »*.

Le plan de restructuration du secteur laitier pourrait toucher de 80 000 à 150 000 exploitants âgés

De 80 000 à 150 000 exploitations laitières pourraient disparaître en France, si l'on incite les agriculteurs âgés à partir en retraite, pour mettre en œuvre le plan de restructuration envisagé et pour réduire la production de lait comme le prévoit l'accord – conditionnel – réalisé à Bruxelles entre les ministres de l'agriculture européens.

Selon la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL), sur les 400 000 agriculteurs produisant du lait (c'est-à-dire un peu moins de la moitié des exploitants agricoles) plus du tiers, soit environ 150 000, sont âgés de plus de cinquante-cinq ans, notamment dans les région les plus productives (Bretagne, Pays de la Loire et Basse-Normandie). Si l'on prend en considération les agriculteurs âgés de plus de soixante ans, les fermetures d'exploitations toucheraient environ 80 000 fermes, représentant environ 600 000 vaches laitières.

Du côté de la FNPL, on estime que le problème n'est pas seulement économique, mais surtout social, la plupart des agriculteurs les plus âgés ne gardant des vaches (de 2 à 4 en moyenne au-delà de soixante ans) que pour compléter une retraite qui se limite à environ 2 000 F mensuel par couple.

Rappelons qu'au congrès de la FNSEA, M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture a déclaré que, selon ses services, le coût du plan de restructuration, qui *« n'exclut pas la solidarité nationale »* est évalué par ses services à 3 milliards de francs en trois ans.

● **L'APECITA en liquidation de biens.** – L'APECITA, Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs, et techniciens de l'agriculture, organisme paritaire équivalant à l'APEC pour le placement des cadres, a été mise en liquidation de biens, le 9 mars, par le tribunal de commerce de Paris. Toutefois, l'APECITA a été autorisée à poursuivre provisoirement ses activités.

L'APECITA, qui est gérée paritairement par les employeurs (FNSEA, coopératives) et les représentants des salariés (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC et autonomes), connaissait des difficultés financières qui l'ont amenée, le 25 février, à déposer son bilan.

Le revenu des agriculteurs du Marché commun a baissé de 7,1 % en 1983

Le revenu des agriculteurs du Marché commun a chuté de 7,1 % en 1983 par rapport à 1982, soit une diminution plus importante que ne le prévoyaient les premiers calculs, selon les dernières statistiques publiées le 22 mars par la CEE.

La diminution du revenu agricole en 1983 a été particulièrement forte en RFA (– 21,9 %), au Luxembourg (– 19,5 %) et au Danemark (– 17,9 %).

En France, le revenu a baissé de 9,8 % et au Royaume-Uni de 7 %, tandis qu'il diminué de 5,9 % en Grèce et de 4 % aux Pays-Bas.

Seuls les agriculteurs italiens (+ 1,4 %), belges (+ 2 %) et irlandais (+ 4,5 %) ont connu une amélioration de leur revenu.

Selon les experts de la CEE, l'une des raisons de la baisse du revenu est la chute du volume de la production végétale (– 4,4 %) qui a touché la plupart des pays du Nord en raison de conditions climatiques particulièrement défavorables (très forte pluviosité au printemps suivie d'une sécheresse prolongée à partir de juin). – *(AFP.)*

Protestant contre les décisions européennes

18 000 PAYSANS ALLEMANDS SIFFLENT LEUR MINISTRE

Le ministre ouest-allemand de l'agriculture, M. Ignaz Kiechle, s'est fait siffler le vendredi 23 mars à Dortmund (Rhénanie-du-Nord-Westphalie), par 18 000 paysans venus de toute l'Allemagne fédérale pour protester contre les récentes décisions de Bruxelles en matière agricole.

Le discours du ministre, venu assurer aux agriculteurs que le gouvernement fédéral apportera une aide financière de 2 milliards de deutschemarks (un peu plus de 6 milliards de F) pour compenser la diminution des aides communautaires, a été salué d'un concert ininterrompu de sifflets et de huées.

D'autres manifestations de paysans ont eu lieu le même jour en Bavière, rassemblant en tout plus de 1 000 participants venus avec leurs tracteurs. – *(AFP.)*

Économie

RHONE-POULENC OUVRE SES USINES AUX SÉNATEURS

L'aspirine de A à Z

De notre envoyé spécial

Lyon. – Ils n'étaient pas tous venus. Sur les vingt et un sénateurs conviés par Rhône-Poulenc à visiter quelques-unes de ses installations lyonnaises pour s'initier aux arcanes de la vie industrielle, une douzaine seulement avaient répondu à l'invitation. Occasion pour eux de découvrir le monde de l'industrie et de la chimie d'Etat.

M. Loïk Le Floch Prigent, PDG de Rhône-Poulenc, avait choisi de montrer aux parlementaires comment chez Specia, le premier laboratoire pharmaceutique de France, avec un chiffre d'affaires de 1,73 milliard de francs, filiale du groupe à 100 %, on fabrique l'aspirine de A jusqu'à Z. Les sénateurs, qui appartenaient à la gauche démocratique (groupe formé pour un tiers de radicaux de gauche et pour deux tiers de membres de l'opposition) ont ainsi pu visiter la vieille usine de Saint-Fons en cours de rénovation, d'où sort l'acide acétylsalicylique (5700 tonnes par an), matière première de l'aspirine, et l'unité toute neuve de Saint-Genis-Laval, où cette matière première est *mise sous forme gallénique* (comprimés). Les deux unités se complètent et forment ensemble le premier haut lieu mondial de l'aspirine.

Saint-Genis-Laval est un modèle du genre : fonctionnel, moderne, conçu évidemment pour répondre aux normes internationales des bonnes pratiques de fabrication.

Coût total de cet investissement : environ 250 millions de francs sur trois ans. En prime, les sénateurs ont eu droit à la visite des nouvelles installations de Rhône-Poulenc Agrochimie à *La Dragoire* (Lyon) ; qui seront opérationnelles en juillet, après un débours de 60 millions de francs. Pour cette division, *1983* a été un bon cru : les chercheurs ont découvert une nouvelle molécule (pour lutter contre le mildiou) sur 5 000 analyses (au lieu de une sur 12 000 habituellement).

« Nous n'étions pas tellement favorables aux nationalisations », a déclaré en substance le *président* du groupe, le sénateur Jacques Pelletier, conseiller général de l'Aisne. *« Nous sommes désormais un peu rassurés, sur le sort de Rhône-Poulenc du moins. »* En aparté, M. Loïk Le Floch Prigent devait révéler que, pour 1983, le résultat d'exploitation consolidé du groupe (non comprises les activités au Brésil) serait bénéficiaire de plusieurs centaines de millions de francs. Malgré de nouvelles pertes dans les fibres chimiques et un endettement colossal (20 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 43 milliards, dont la moitié à court terme) qui coûte cher (5,7 % du chiffre d'affaires en frais financiers), Rhône-Poulenc donne l'impression de mieux se porter, et les sénateurs ont noté que *« les investissements avaient pu reprendre »*.

Ils n'ont cependant pas manqué de relever la disparité entre les sommes importantes dégagées pour édifier Saint-Genis-Laval et l'enjeu industriel. En plus de l'aspirine, le plus vieux médicament du monde, l'unité fabrique de la Nivaquine (un antipaludéen), appelée un jour prochain à disparaître, des sirops antitussifs de la Rovamyune (antibiotique) et du sectral (Béta-bloquant).

Quand Ciba-Geigy consacre 40 millions de francs suisse (145 millions de francs) pour construire un nouveau centre de biotechnologies à Bâle, la question peut se poser de savoir si le jeu en valait la chandelle.

M. Emile Didier, président du conseil général des Hautes-Alpes, l'a posée. Pour M. Igor Landau, patron de la division santé de Rhône-Poulenc, la réponse est « oui ». D'abord parce que *« l'aspirine est une vache à lait »*. Compte tenu de la valeur ajoutée (sept à huit fois) et du prix au kilo (30 F environ), on peut en déduire que la marge bénéficiaire n'est certainement pas très éloignée des 100 millions de francs. Ce qui veut dire qu'en moins de deux ans et demi, théoriquement, l'unité de Saint-Genis-Laval *devrait* être amortie.

Deuxième raison invoquée par *M. Landau* : cet outil flambant neuf permet de roder des procédés qui seront ultérieurement employés pour fabriquer des médicaments dans les hauts de gamme. Lesquels ? L'Immovan, par exemple, confie M. Landau. C'est un nouvel hypnotique, de la famille des zopiclones, qui devrait prochainement recevoir l'autorisation de mise sur le marché en France et dans plusieurs pays du monde.

A côté des biotechnologies, l'intérêt peut apparaître assez mince. *Mais si l'opération* rapporte beaucoup d'argent, comme l'on s'y attend chez Specia, pourquoi Rhône-Poulenc ferait-il la fine bouche quand le groupe en a tant besoin pour investir dans les secteurs de pointe ?

A. D.

M. Marchelli (CGC) menace de faire campagne pour la dénationalisation d'une filiale du groupe Thomson

Président de la Fédération de la métallurgie CGC, M. Paul Marchelli, a *présenté à la presse*, le 22 mars, les « dossiers chauds » de l'avenir de la métallurgie française en évoquant, tour à tour, la *situation* de la sidérurgie, de la construction navale, de l'automobile, de la téléphonie et de la construction aéronautique.

Mais le futur président de la CGC, qui devrait être élu lors du congrès qui se tiendra à Versailles, du 17 au 19 mai, a surtout utilisé l'exemple de la production française des microprocesseurs pour expliquer la position de son organisation à propos du redéploiement des secteurs industriels en difficulté. *« Il n'est pas nécessaire*, a déclaré M. Marchelli, *d'entreprendre des restructurations industrielles si nous ne savons pas maîtriser les produits stratégiques tels que les semi-conducteurs alors que nous avons le savoir et le savoir-faire dans ce domaine. »*

Indiquant que la SESCOSEM, filiale du groupe Thomson, avait besoin de 1 milliard de francs en 1984 pour développer la recherche et l'*industrialisation des semi-conducteurs*, M. Marchelli a annoncé que, faute d'une réponse positive du *ministère de l'industrie*, *« la CGC ferait campagne pour la dénationalisation de cette division »*.

« Nous nous faisons fort, avec les cadres, de financer les efforts nécessaires pour cet objectif prioritaire », a ajouté M. Marchelli, qui veut faire appel à l'épargne des cadres.

QUERELLE DE CHIFFRES (suite et fin)

Tant au ministère de l'industrie que dans les services du commerce extérieur, on cherchait, depuis quelques jours, une explication à la dissonance qui est apparue entre les chiffres d'importation de gaz publiés par *Gaz de France* et ceux du commerce extérieur en février (*le Monde* du 22 mars).

Il semble qu'en fait Gaz de France déclare aux douanes des importations gazières décalées d'un mois et lissées sur un trimestre afin d'empêcher ses principaux clients d'en déduire ce qu'il paye à chaque fournisseur. Un principe qui a fait l'objet d'un accord en 1972 – époque à laquelle les contrats de gaz étaient secrets – et qui est appliqué sans faille depuis lors. Autant dire que toute interprétation de ces statistiques n'a, dès lors, guère de sens.

B. D.

LÉGÈRES AUGMENTATIONS DU NOMBRE DE DÉPOTS DE BREVETS FRANÇAIS EN 1983.

Pour la première fois depuis 10 ans, le nombre de dépôts de brevets français a augmenté en 1983. En baisse habituellement de 2 % par an, ce nombre s'est accru de 4 % pour atteindre 11 147 l'an passé. En revanche les dépôts de brevets effectués par des étrangers à Paris a baissé si bien que le nombre total de dépôts a régressé à 21 176 (contre 22 142), selon les statistiques de l'Institut national de la propriété industrielle.

La campagne en faveur des brevets, lancée l'an dernier par le gouvernement, porte, semble-t-il, ses premiers fruits. Alarmés par la trop faible protection des inventions en France (les Japonais déposent 190 000 brevets par an), les pouvoirs publics ont pris une série de mesures pour sensibiliser les inventeurs et faciliter les dépôts (*le Monde* du 6 avril 1983).

En 1982, le solde des échanges de brevets et licences de la France avec l'étranger avait été déficitaire de 2,5 *milliards* de francs.

LA RATP SIGNE UN PROTOCOLE DE COOPÉRATION AVEC L'URSS

Moscou (*AFP*). – Un protocole de coopération scientifique, technique et économique dans le domaine des transports en commun a été signé, mercredi 21 mars, à Moscou, par M. Vassily Kalinitchev, vice-ministre des voies de communication, et par M. Claude Quin, *président-directeur général* de la Régie autonome des transports parisiens (RATP). Le texte porte *notamment sur la formation professionnelle* et sur l'automatisation du réseau moscovite du métro.

M. Quin avait affirmé, lors d'une conférence de presse à Moscou, que la RATP n'était pas venue signer le *« contrat du siècle »*, mais chercher les domaines d'une *« véritable coopération » entre les deux pays.*

En bref

Affaires

● **Casino s'implante en Californie.** – Casino, un des tout premiers groupes français de distribution en grandes surfaces, va prendre le contrôle de Thriftymart, principale chaîne de magasins de demi-gros (*cash and carry*) implantée en Californie.

L'opération reste soumise à l'approbation des autorités américaines et françaises. Avec cette prise de contrôle, Casino, qui poursuit une politique active de diversification dans l'industrie agro-alimentaire, disposera de quatre-vingt-six magasins implantés surtout dans le sud de la Californie. Thriftymart a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de 265 millions de dollars.

Le groupe Casino, à la tête d'un réseau de plus de mille six cents succursales, emploie près de vingt mille personnes et a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de l'ordre de 20 milliards de francs.

Étranger

ÉTATS-UNIS

● **Faible hausse des prix en février.** – L'indice des prix de détail aux Etats-Unis a progressé de 0,4 % en février (après 0,6 % en janvier). La forte hausse des prix de détail des produits pétroliers de chauffage (+ 6,9 %) a été compensée par une progression modérée des prix alimentaires (+ 0,6 %).

LE SORT DE DUNLOP-FRANCE

Rumeurs autour de... Michelin

Une solution française pour renflouer Dunlop-France est-elle encore envisageable ? On en reparle. Les pouvoirs publics ont demandé à Michelin de leur soumettre un projet de reprise comparable à celui déposé par le groupe japonais Sumitomo Rubber.

Des rumeurs vont également bon train, faisant état de la constitution d'un syndicat d'entreprises qui s'apprêterait à rendre public un montage financier permettant une reprise globale des actifs de Dunlop, y compris les activités « poids lourds » de Montluçon et « jantes » du Bourget. Ce syndicat comprendrait notamment Michelin, le groupe pétrolier Total, la régie Renault et Rhône-Poulenc.

Chez Renault on dément catégoriquement. « Ce n'est pas notre métier et les temps ne sont pas à la diversification. » Total assure ne rien savoir et Rhône-Poulenc non plus. Egalement interrogé, la direction de Michelin est plus évasive mais se refuse à faire la moindre déclaration.

Faut-il retenir l'idée que la firme de Clermont-Ferrand puisse se lancer seule dans l'aventure ? Même en admettant, hypothèse absurde, que Michelin ait des visées sur Dunlop-France, le groupe n'aurait pas les moyens de mener à bien l'opération. Certes améliorée, sa situation reste pour le *moins délicate* et, à moins que les pouvoirs publics ne lui accordent un concours financier substantiel, *on le voit mal se mettre à jouer* les pompiers.

S'agit-il d'un « coup de poker » en vue d'inciter Sumitomo Rubber à faire monter les enchères et à aller plus loin dans ses propositions ?

Possible. M. Shinishi Saito, PDG du groupe japonais, a en effet confirmé, vendredi 23 mars en fin d'après-midi qu'il avait présenté aux organisations syndicales un plan *comportant la reprise d'un nombre* accru de salariés, mais sans fournir de chiffres.

Les représentants de la CGT ont cependant indiqué que 195 emplois supplémentaires seraient sauvegardés, ce qui porte à 2 129 le nombre de licenciements (au lieu de 2 324) sur un effectif total de 5 615 salariés.

M. Saito a précisé qu'il avait eu le sentiment de s'être bien compris avec M. Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, mais il a souligné *qu'il ne reverrait plus*, désormais, les syndicats.

A. D.

● **Michelin envisage de réduire ses effectifs.** – Les dirigeants de Michelin ont averti les représentants du personnel que des solutions étaient à l'étude en vue d'ajuster les effectifs à la production. Selon eux, en raison de la situation économique, des gains de productivité s'imposent. Ils n'ont cependant fourni aucun chiffre sur la nature et l'ampleur des mesures envisagée. Michelin emploie 47 000 personnes environ.

LA GRÈVE DES CHARBONNAGES BRITANNIQUES

Les durs et les modérés du syndicat des mineurs se livrent une guerre d'usure

De notre correspondant

Londres. – M. Arthur Scargill ne se laisse pas fléchir facilement. Désavoué par une grande partie de sa base pour avoir lancé, voici près de deux semaines, un mot d'ordre de grève pour le moins discutable, le président du syndicat des mineurs britanniques, entêté et habile, continue de résister aux appels de ceux – de plus en plus nombreux – qui réclament une consultation nationale dans les houillères. Il s'agit de trancher le débat qui divise profondément le mouvement, à la grande *satisfaction de la direction des charbonnages* et du gouvernement de Mme Thatcher.

Déclenchée en Ecosse et dans le Yorkshire, là où se trouvent les éléments les plus durs de l'Union nationale des mineurs (NUM), les débrayages se sont étendus progressivement aux autres régions grâce à l'action, souvent très musclée, de piquets de grève venus d'ailleurs. Dans plusieurs bassins miniers, notamment dans le Nottinghamshire, cette intervention « étrangère » a achevé d'indisposer les syndicalistes modérés, déjà convaincus que la grève risquait de n'être pas acceptée par la majorité des adhérents.

Les incidents violents de la semaine dernière – un mineur a été mortellement blessé – n'ont fait qu'accroître la dissidence et les responsables locaux du syndicat ont été contraints d'organiser dans plusieurs bassins le vote que M. Scargill refusait. Le résultat a souvent été, comme dans le Nottinshamshire, de trois voix contre une en faveur de la reprise du travail. Aussi certaines personnalités du comité exécutif national de la NUM, qui jusqu'alors soutenaient la position de M. Scargill, ont-elles commencé à changer d'avis. Mais le président, sans dire *formellement non, a fait valoir que* l'organisation d'une consultation générale ne pouvait être décidée qu'à la demande de la majorité des membres du comité.

Le dirigeant syndical a su mettre à profit ce répit, alors que sa cause paraissait perdue. Il a continué d'envoyer des piquets dans la plupart des régions avec, toutefois, la consigne de ne pas empêcher par la force les non-grévistes d'entrer dans les mines. Alors que la police avait déployé un dispositif sans précédent dans la plupart des bassins, les « hésitants » ont, semble-t-il, eu mauvaise conscience à manifester davantage leur désapprobation de l'attitude de leurs responsables.

M. Scargill mettait ainsi ses *contradicteurs* au défi d'enfreindre ouvertement ses décisions et de faire ainsi, de toute évidence, le *« jeu du pouvoir ». De nombreux mineurs ont* eu scrupule à relever ce défi. De surcroît, dans certains cas, M. Scargill a *conclu tacitement un accord selon* lequel il ne s'opposerait pas, le jour venu, à un scrutin national, pourvu que d'ici là on respecte la grève. C'est ainsi que les mineurs du Lancashire, qui s'étaient prononcés une semaine plus tôt contre le mouvement, ont subitement décidé, le 23 mars, de débrayer en assurant eux-mêmes les piquets de grève. Enfin, M. Scargill s'est acquis la solidarité d'une partie des cheminots qui refusent de transporter le charbon.

Alors que près de huit mille policiers sont toujours mobilisés, ce qui coûte très cher et provoque un mécontentement grandissant, la *grève se poursuit donc – seulement* une quarantaine de puits (sur cent soixante-seize) continuent de fonctionner – et peut encore durer de nombreux jours, sinon des semaines, car l'organisation d'un scrutin national prendra du temps. Cependant, on sait qu'à présent quatorze des vingt-quatre membres du comité exécutif du syndicat sont favorables à cette solution, et cet organisme devrait pouvoir se réunir la semaine prochaine.

FRANCIS CORNU.

En RFA

Le conflit sur les 35 heures se durcit

De notre correspondant

Bonn. – A une semaine de l'ultimatum lancé par l'IG-Metall avant la rupture des négociations, le conflit sur les trente-cinq heures, qui domine le débat politique en Allemagne fédérale, s'oriente vers une épreuve de force.

Après plusieurs semaines de négociations dans les différentes branches, aucun compromis ne semble en vue. Le patronat continue d'opposer un refus absolu au principe des trente-cinq heures. *« Nous ne rejetons pas seulement la semaine de trente-cinq heures mais également toute durée de travail en-dessous de quarante heures »*, réaffirmait récemment M. Gehrard Müller, l'un des principaux négociateurs du patronat de la métallurgie. Si les syndicats ont laissé entendre qu'ils pourraient accepter un raccourcissement par étapes de la semaine de travail, le patronat n'est prêt à discuter que d'horaires flexibles et de l'avancement de l'âge de la retraite.

Dans la métallurgie, cinq séances de négociations ont déjà eu lieu sans parvenir au moindre mouvement. Les grèves d'avertissement se sont poursuivies le 22 mars dans les Länder les plus importants et à Berlin. Depuis quinze jours, cent mille ouvriers et employés de ce secteur ont cessé le travail symboliquement à un moment ou à un autre pour appuyer leur revendication. Cela ne suffit pas pour intimider un patronat qui, au grand dam de l'opposition social-démocrate, dispose du soutien du gouvernement, des trois partis de la coalition au pouvoir et de la grande majorité de l'opinion publique.

Pour les syndicats, qui ont tout misé jusqu'ici sur la semaine de trente-cinq heures, de difficiles décisions seront à prendre en avril. IG Metall, de loin le premier syndicat allemand avec deux millions cinq cent mille membres, a donné jusqu'au 29 mars au patronat pour faire de nouvelles propositions. Une réunion extraordinaire est prévue pour le 2 avril, afin de décider de la suite des opérations. Dans l'imprimerie, où les négociations ont été rompues la semaine dernière déjà, une procédure de conciliation doit commencer le 2 avril, également.

Il est peu probable que le Syndicat des banques et des assurances, qui vient de commencer ses propres négociations, obtienne davantage, *d'autant que le Syndicat des* employés de l'industrie est prêt à conclure un accord sur la base d'un abaissement de l'âge de la retraite. Dans le bâtiment (un million de membres), les discussions se poursuivent, là aussi, sur les salaires et la retraite. Le front syndical est loin d'être complètement uni, même si la DGB, l'union des syndicats allemands, s'est, elle aussi, engagée derrière les trente-cinq heures.

L'Union des organisations patronales, qui joue sur les faiblesses de ses adversaires, a laissé entendre qu'elle ne reculerait pas devant une épreuve de force s'il le fallait. Dans cette optique, son président, M. Otto Esser, a solennellement appelé, le 21 mars, l'ensemble des patrons de tous les secteurs de l'industrie à se serrer les coudes en cas de conflit.

HENRI DE BRESSON.

MADAGASCAR OBTIENT UN DÉLAI DE ONZE ANS POUR REMBOURSER SA DETTE ÉCHUE

Les pays créanciers de Madagascar, réunis jeudi et vendredi dans le cadre du Club de Paris, ont donné *leur accord pour le rééchelonnement* sur onze ans d'une partie de la dette extérieure de ce pays estimée officiellement à *1,4 milliard* de dollars.

Ainsi, apprend-on de sources informées, le réaménagement a porté sur environ 182 millions de dollars dont 160 millions qui n'avaient pas encore été rééchelonnés et 22 millions d'arriérés et de sommes qui l'avaient déjà été en principe mais non dans les faits.

Un communiqué diffusé le vendredi 23 mars par le ministère français de l'économie et des finances précise que les représentants des pays créanciers participants ont été *« sensibles »* aux efforts de redressement entrepris par le gouvernement malgache et qu'ils ont noté avec satisfaction l'élaboration par ce gouvernement d'un programme économique et financier qui a bénéficié de l'appui en principe d'un accord de confirmation du FMI (Fonds monétaire international). Le franc malgache a été dévalué de 15 % *(voir la rubrique monétaire de François Renard page 19.)*

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 19 au 23 mars

Un parfum de scandale

LES *porteurs d'obligations* ont parfois, dans le passé, regretté leurs acquisitions. Mais les clients qui ont souscrit, entre le 3 novembre et le 8 décembre dernier, à *l'emprunt convertible d'Amrep* (troisième constructeur mondial de structures pétrolières) vont, eux, avoir le sentiment que la société les a roulés. Déjà furieux d'avoir appris après coup les difficultés du groupe avec le gouffre creusé dans les comptes par l'énorme déficit (400 millions de francs) supporté par la filiale UIE (qui opère notamment au Brésil avec Petrobras et au Nigéria), ils vont s'étrangler en apprenant que les dirigeants d'Amrep avaient, au moment de l'émission et même bien avant, connaissance de la situation. Les premières investigations menées par la Commission des opérations de Bourse sur cette sombre affaire le prouvent. La COB, en l'occurrence, a bien fait son travail. Sortant de son silence, dans un *communiqué* publié vendredi après-midi, la COB accuse, et son témoignage est accablant. Selon les renseignements recueillis, dès le 23 mars, les dirigeants d'Amrep *savaient que* les seuls contrats brésiliens coûteraient 85 millions de francs. Mais il y a plus grave. Toujours de même source, il s'avère que les comptes du premier semestre *1983, présentés par le groupe* pour obtenir le visa nécessaire au lancement de l'emprunt, ne se soldaient pas, comme indiqué dans la note, par un bénéfice de 28 millions de francs en baisse par rapport à celui dégagé au 30 juin 1982. Ils auraient dû faire apparaître un déficit net consolidé de l'ordre de 100 millions de francs si compte avait été tenu des pertes prévisibles relatives aux chantiers en difficulté.

La COB connaît les limites de ses interventions et a l'habitude de mesurer son langage. Elle ne parle pas d'irrégularités ni d'indélicatesse, encore moins de *manœuvres* inavouées ou de falsification, mais, championne de l'euphémisme, se borne à indiquer : « *La note d'information établie à l'occasion de l'emprunt convertible en novembre 1983 ne reflétait pas la situation réelle d'Amrep telle qu'elle était connue des dirigeants.* » Mais elle ne manque pas de préciser : « *Les dirigeants d'Amrep auraient dû faire connaître les conséquences des pertes dégagées par les chantiers brésiliens dès lors qu'elles étaient confirmées et susceptibles d'affecter gravement les résultats de l'exercice ; par la suite, ils auraient dû informer le public sans attendre...* » On se saurait être plus clair, surtout après le communiqué, alambiqué celui-là, publié quelques heures plus tôt par l'Amrep, sommée de s'expliquer mais qui, sur aucun point, ne devait répondre aux questions posées. Un petit chef-d'œuvre de style *dont on retiendra trois phrases. La première se rapporte* à l'« impact » qui « *n'a pu être mesuré qu'au cours des tout derniers mois* » — ce pluriel s'applique au minimum *à deux mois*, et comme *l'annonce, en catastrophe, du* déficit et de la suppression du dividende est datée du 6 mars, Amrep aurait dû lever le voile dès le 6 janvier. La deuxième a trait à l'avenir : « *La dimension des pertes les plus importantes entraîne un choc non amortissable à court terme* », donc pas de redressement prévu avant 1987.

La troisième enfin évoque l'optimisme dont le groupe a fait preuve en 1983, « *un optimisme basé sur une expérience acquise au long de trente-huit années dans les négociations contractuelles en milieu pétrolier...* ». Heureusement qu'Amrep avait de l'expérience. On a du mal autrement à imaginer quelle serait la situation actuelle. Mais comme tout cela est bien dit. Reste à savoir maintenant comment la Bourse, qui, vendredi, ne savait rien du résultat de l'enquête menée par les fins limiers de la COB, va réagir. Ce jour-là, l'action Amrep avait même monté de 5,8 %.

Il y a bien longtemps qu'une affaire de cette gravité ne s'était produite sous les lambris.

Au-delà des réflexions qu'elle appelle, son principal mérite est d'avoir permis de meubler les commentaires *d'une semaine singulièrement* creuse, au plan boursier s'entend.

Ouverte sur une note soutenue, cette semaine devait ensuite donner au marché, avec la minceur des affaires, l'occasion de s'effriter puis de s'immobiliser, jeudi, pour l'échéance mensuelle, avant de se redresser un peu sans conviction à la veille du week-end.

De l'avis général, surtout jeudi et vendredi, aucune *tendance ne s'est vraiment dégagée, seuls les facteurs* techniques ayant joué ces jours-là : ultimes dénouements de positions le 22 pour la liquidation générale, la seconde perdante de *l'année, faiblement celle-là* (– 0,9 %) comparée à la précédente (– 13 %) ; engagements habituels pris en début de mois le 23, forts discrets au demeurant.

Il faut dire que l'actualité boursière est particulièrement pauvre, misérable à *tous égards, et* que l'activité est inférieure de moitié à ce qu'elle avait été quand le marché était « booming » avec une moyenne quotidienne de 200 millions de francs.

Ne craignons pas de le répéter : Paris est à la remorque de New-York, *et, comme là-bas, ici l'on* s'interroge sur l'attitude à adopter. Outre-Atlantique, partagé entre la crainte d'une hausse des taux, celle déjà acquise et celle peut-être à venir, et l'espoir fragile que l'économie ne s'emballera peut-être pas au point de conduire le Fed à durcir sa politique de crédit, Wall Street a renoué avec la mélancolie... et replongé. Au palais Brongniart, tout en ne croyant pas vraiment à une véritable rupture dans le processus de reprise observé au New-York Stock Exchange, les opérateurs ont conçu de l'amertume de le voir s'affaiblir. Abstraction faite des facteurs techniques, le marché s'est donc essentiellement nourri d'incertitudes, incertitudes entretenues par l'évolution de la situation économique de ce côté de l'eau. *Dans les travées, l'on* évoquait même aussi, le phénomène est nouveau, la montée du mécontentement et les problèmes sociaux. Certains faisaient valoir que l'addition de ces problèmes *risquaient, cette année, de se* traduire par un nombre élevé d'heures de travail perdues, un élément fort préjudiciable pour une industrie déjà pas très vaillante.

Bref, tout s'est passé comme si la Bourse se trouvait à la croisée des chemins. Et cela fait maintenant un mois que cela dure. Le bilan de la liquidation de mars en témoigne. L'impasse faite sur Amrep, d'une compensation à l'autre, dix valeurs ont baissé de 10 % et plus (Auxiliaire d'entreprises, Radiotechnique, Manurhin, Crouzet, Creusot, Bongrain, CIT-Alcatel, General Biscuit, BP, SEB), *neuf ont monté dans des* proportions identiques (Chargeurs, Fives, Bellon, ALSPI, Poliet, Rue Impériale, Perrier, UFB, UCB). De ce bilan, il est difficile d'en tirer grand-chose, sinon que, semble-t-il, le marché a sanctionné les entreprises dont les résultats n'étaient pas satisfaisants, et récompensé, au contraire, les plus performantes. C'est bien peu pour faire une tendance. Tout se passe comme si une pénitence était infligée à la Bourse pour expier les hausses mirobolantes de l'année 1983, et même de janvier 1984.

ANDRÉ DESSOT.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	23-3-84	Diff.
4 1/2 % 1973	1 868	– 16,9
7 % 1973	9 680	– 180
10,30 % 1975	92,65	+ 0,05
P.M.E. 10,6 % 1976	91,40	– 0,10
8,80 % 1977	117,99	+ 0,99
10 % 1978	90	– 0,50
9,80 % 1978	90	– 0,30
8,80 % 1978	92,10	inch.
9 % 1979	86,75	+ 0,75
10,80 % 1979	93	+ 0,20
12 % 1980	99,40	+ 0,10
13,80 % 1980	102,50	+ 0,40
16,75 % 1981	110,55	+ 0,05
16,20 % 1982	111,60	+ 0,65
16 % 1982	110,60	+ 0,10
15,75 % 1982	109,10	+ 0,30
C.N.E. 3 %	3 540	+ 115
C.N.B. bq. 5 000 F.	101,99	+ 0,04
C.N.B. Paribas 5 000 F	102	inch.
C.N.B. Suez 5 000 F	102,02	+ 0,02
C.N.I. 5 000 F	101,69	+ 0,06

Métallurgie construction mécanique

Le fabricant japonais de matériel agricole Kubota a dégagé, pour les neuf premiers mois de l'exercice s'achevant le 31 mars, un bénéfice net consolidé de 10 806 millions de yens accru de 14,4 % pour un chiffre d'affaires de 424 309 millions de yens (+ 1,7 %).

Le bénéfice net de la Compagnie industrielle et maritime pour 1983 progresse de 6,08 % à 29,37 millions de francs. Le dividende net est fixé à 28,30 F (contre 27 F).

Facom a dégagé en 1983 un bénéfice net de 50,2 millions de francs contre 48,1 millions. Le dividende global est de 39,45 F contre 36,60 F.

	23-3-84	Diff.
Alspi	89,50	+ 11,5
Amrep	370	– 15
Chant. Fce Dunk	7 10	– 0,11
Avions Dassault-B.	491	– 3
Chiers-Châtillon	27	– 0,40
Creusot-Loire	36,20	– 7,85
De Dietrich	360	+ 5
FACOM	818	– 12
Fives-Lille	298,50	– 2
Fonderie (Générale)	32,50	– 0,40
Marine-Wendel	85,90	+ 1,30
Penhoët	495	+ 21
Peugeot S.A.	225	+ 5
Poclain	54	– 1,10
Pompey	125,50	– 1,60
Sagem	1 350,00	– 33
Saulnes	25,90	– 0,80
Valéo	278	– 9
Vallourec	70	– 1

Pétroles

Esso SAF est redevenu bénéficiaire, en 1983, avec un résultat positif de 334 millions de francs (contre un déficit de 54 millions l'année précédente), ce, grâce aux revenus *perçus de sa filiale Esso Rep.* Le dividende net est maintenu à 20 F.

	23-3-84	Diff.
Elf-Aquitaine	224	– 1
Esso	591	– 2
Francarep	385	– 5
Pétroles française	221,50	– 1,40
Pétroles B.P.	80,30	– 0,80
Primagaz	209,50	– 4,50
Raffinage	102	– 1,30
Sogerap	497	+ 5
Exxon	380	– 10
Petrofina	1 320	– 40
Royal Dutch	520	– 5

Alimentation

	23-3-84	Diff.
Beghin-Say	286	+ 2
Bongrain	1 590	+ 40
B.S.N. G.-Danone	2 420	inch.
Carrefour	1 595	+ 11
Casino	905	+ 9
Cédis	580	– 26
Euromarché	720	inch.
Guyenne et Gasc.	308	+ 4
Lesieur	1 180	– 10
Martell	1 618	– 27
Moët-Hennessy	1 412	+ 32
Mumm	549	– 27
Occidentale (Gale)	585	– 10
Olida-Caby	302	+ 5
Pernod-Ricard	716	+ 35
Promodès	1 399	– 6
Source Perrier	537	+ 1
St-Louis-Bouchon	394	– 20,50
C.S. Saupiquet	585	– 10
Veuve Clicquot	1 760	+ 2
Viniprix	1 000	– 15
Nestlé	23490	+ 90

Mines d'or, diamants

Les bénéfices après impôts des mines d'or sud-africaines, qui avaient baissé de 9,4 % en 1982, ont presque rejoint l'année dernière leur niveau d'il y a trois ans (2 904,4 millions de rands) en atteignant 2 897,5 millions de rands (+ 10 %).

C'est ce qui ressort des statistiques publiées par la banque Louis Dreyfus sur l'industrie aurifère d'Afrique du Sud.

Selon l'établissement, le chiffre d'affaires des mines a progressé de 14,8 % à 9 774,8 millions de rands, ce qui explique avec l'accroissement (+ 5,1 %) des tonnages traités, le redressement des profits en dépit de la baisse du prix de l'or et de la hausse des coûts de traitement par tonne (+ 8,5 % à 51,13 rands). Le montant des dividendes versés aux actionnaires (1 550 millions de rands) a augmenté de 13 %, mais il reste très inférieur à ce qu'il était en 1980 (2 278,8 millions de rands).

La production d'or sud-africaine a, quant à elle, progressé de 2,3 % pour atteindre 667,1 tonnes.

	23-3-84	Diff.
Amgold	1 253	– 47
Anglo-American	200	+ 0,60
Buffelsfontein	651	– 20
De Beers	85,50	– 2,55
Driefontein	385,10	– 10,9
Free State	441	– 18
Goldfields	90,50	+ 2
Gencor	236,50	– 18
Harmony	227	– 16
Président Brand	470	+ 1,30
Randfontein	1 599	– 16
Saint-Helena	390,70	– 4,30
Western Deep	638	– 2
Western Holdings	530	– 1

Produits chimiques

Rousselot, premier fabricant européen de gélatine (groupe *Elf*), prend une participation de 34 % dans *Gel d'Or*, premier fabricant français de gelées aromatisées pour *l'industrie des salaisons*.

	23-3-84	Diff.
Institut Mérieux	740	– 40
Laboratoire Bellon	720	– 10
Nobel-Bozel	11,80	– 0,05
Roussel-Uclaf	803	+ 15
B.A.S.F.	667	+ 10
Bayer	668	+ 8
Hoechst	699	– 11
I.C.I.	96	– 2,5
Norsk-Hydro	770	– 28

Banques, assurances sociétés d'investissement

La Financière *SOFAL* a dégagé pour l'exercice 1983 un bénéfice net d'exploitation de 19,72 millions de francs contre 18,59 millions. Il s'y ajoute *2,61 millions de francs de* plus-values contre 2,71 millions. Le dividende net passe de 25 F à 26,30 F

Compte tenu de diverses charges, notamment les provisions constituées pour apurer le passif de *Carel Fouché*, *CGIP* annonce un bénéfice réduit de 31 millions de francs (contre 87,7 millions). Cependant, débarrassée de ses charges et en liaison avec les perspectives favorables, le dividende global est majoré : 18,75 F contre 16,44 F. La société émettra une action nouvelle pour six anciennes, au prix de 250 F. Cette opération rapportera 150 millions de francs. En outre, la filiale *Sofilia* va être absorbée (deux actions *CGIP* pour une action *Sofilia*).

Bail Investissement annonce pour 1983 un bénéfice net comptable de 130,8 millions de francs (+ 7,6 %). Le dividende est fixé à 44 F contre 40 F.

Le résultat net du *Comptoir des Entrepreneurs* pour 1983 ressort à 17,8 millions de francs (+ 1,7 %). Le dividende net est de 10 F contre 9,80 F.

	23-3-84	Diff.
Bail Équipement	267	+ 2
Cetelem	364	– 6
Chargeurs S.A.	323	+ 16,4
Bancaire (Cie)	449	– 1
C.F.F.	587	– 7
C.F.I.	235	+ 2
Eurafrance	885	+ 56
Hénin (La)	303	+ 2
Imm. Pl-Monceau.	285	+ 21
Locafrance	300	– 4
Locindus	662	– 31
Midi	1 405	– 14
Midland Bank	237,90	– 0,10
O.F.P (Omn. Fin. Paris)	840	+ 10
Parisienne de réesc.	665	+ 15
Prétabail	908	+ 4
Schneider	118,20	– 5,80
U.C.B.	256	+ 8

Valeurs diverses

Le bénéfice net consolidé de la *Compagnie générale d'Entreprise automobiles* pour 1983 devrait s'établir à 20 millions de francs (contre 17,3 millions). La marge nette progresserait de 30 % à 84 millions pour un chiffre d'affaires de 593 millions de francs (+ 14 %). Une augmentation du capital en numéraire va avoir lieu (1 action nouvelle à 80 francs pour 3 anciennes), qui passera de *29,54* à 39,38 millions de francs.

Le groupe *Sommer-Allibert* a plus que doublé son bénéfice net en 1983 (76 millions de francs contre 32,9 millions) et espère en dégager un du même ordre de grandeur cette année. Le dividende net sera majoré *de 25 % à 50 % (8 F pour 1982). Le* capital va être augmenté en numéraires pour être porté de 73 à *110* millions de francs.

Le bénéfice net du groupe *Essilor* serait de l'ordre de 180 millions de francs (+ 50 %). Pour la société-mère, il atteint 144,6 millions de francs (+ 27 %). Le dividende net passe de 20 F à 25 F. Les actions à dividende prioritaire donneront le droit à un encaissement de 4 F supplémentaires.

	23-3-84	Diff.
Accord	209	– 1
Agence Havas	706	– 19
A.D.G.	310	– 6
L'Air Liquide	518	– 2
Arjomari	425	+ 27
Bic	398	+ 9,20
Bis	255	– 10
Club Méditerranée	812	– 29
Essilor	2 445	+ 155
Europe I	650	+ 1
Gle Ind. Part.	411	– 8,80
Hachette	1 315	– 25
Oréal (L')	2 260	+ 125
Navigation Mixte	233,50	– 11,50
Nord-Est	48,10	+ 0,20
Presses de la Cité	1695	– 24
Skis Rossignol	1 280	– 34
Sanofi	460	– 4

MARCHÉ LIBRE DE L'OR	Cours 16-3-84	Cours 23-3-84
Or fin (kilo en barre)	101 500	101 400
— (kilo en lingot)	101 450	101 500
Pièce française (20 fr.)	647	626
Pièce française (10 fr.)	410	419
Pièce suisse (20 fr.)	634	625
Pièce latine (20 fr.)	608	607
● Pièce tunisienne (20 fr.)	580	586
Souverain	770	765
Souverain Elisabeth II	790	760
● Demi-souverain	415	415
Pièce de 20 dollars	4 600	4 580
— 10 dollars	2 140	2 190
● — 5 dollars	1 201	1 250
— 50 pesos	4 070	4 010
● — 20 marks	780	759
— 10 florins	638	638
● — 5 roubles	445	440

Mines, caoutchouc, outre-mer

	23-3-84	Diff.
Géophysique	850	+ 2
Imétal	78,80	+ 0,70
Michelin	855	– 7
M.M. Penarroya	56,30	– 1,2
Charter	35,20	inch.
INCO	136	– 8,60
R.T.Z.	96,90	– 0,20
Z.C.I.	2,65	– 0,03

Filatures, textiles, magasins

La société du *Louvre* annonce pour 1983 un bénéfice net de 22,27 millions de francs contre 21,19 millions. Le dividende global est de 16,95 F contre 15,09 F.

Le *Printemps* a dégagé en 1983 un bénéfice d'exploitation de 105,4 millions de francs (contre 91,4 millions) et un bénéfice net de 54,8 millions de francs (contre 74,2 millions). Ces résultats ne sont toutefois pas comparables en raison notamment de l'absorption de la société *SAPAC*. Les comptes consolidés font ressortir un bénéfice net de 90,8 millions de francs contre 99,9 millions. Le dividende net est porté de 5,46 F à 6,80 F.

	23-3-84	Diff.
André Roudière	133,50	– 1,5
F.F. Agache-Willot	114,4	inchangé
B.H.V.	115	– 1,5
C.F.A.O.	647	+ 56
Damart-Serviposte	1 388	– 32
Darty	883	+ 18
D.M.C.	93,40	+ 1,10
Galeries Lafayette	173	+ 1
La Redoute	1 103	+ 20
Nouvelles Galeries	77,50	+ 2,5
Printemps	137,90	+ 1,90
S.C.O.A.	54,50	+ 6,5

Bâtiment, travaux publics

	23-3-84	Diff.
Auxil. d'entreprises	915	– 4
Bouygues	651	– 7
Ciment Français	250	– 9,50
Dumez	701	+ 20
J. Lefebvre	136	+ 6
Générale d'Entrepr.	78	– 5
G.T.M.	267	+ 1
Lafarge	340	+ 12
Maisons Phénix	265,10	– 12,90
Poliet et Chausson	369	+ 11
S.C.R.E.G.	169	+ 6

Matériel électrique services publics

La *General Electric Company* réduit de 8,20 % à 4,2 % sa participation dans *Toshiba*, dont le principal actionnaire devient la compagnie d'assurrances *Daï Ichi Insurances*, avec 4,8 %.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
CNE 3 %	27 470	93 808 365
Schlumberger	119 390	62 205 310
Eurafrance	66 860	56 047 825
BSN (1)	23 460	55 988 360
Elf (1)	242 130	53 899 496
Perrier (1)	95 435	51 019 530
Matsushita (1)	525 900	43 940 805
Moët	28 455	39 400 440
Lafarge	117 235	38 855 920
4 1/2 % 1973 (1)	19 515	36 463 545
CIT-Alcatel	25 865	32 436 755
L'Air liquide	61 215	31 643 620
Pernod	45 145	31 018 545

(*) Du 15 au 22 mars inclus.

(1) Séance de vendredi incluse.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	19 mars	20 mars	21 mars	22 mars	23 mars
Terme	371 728 238	265 993 416	296 171 022	312 291 047	269 717 465
Comptant R. et obl.	819 082 881	1 034 823 438	1 164 505 386	927 676 657	981 167 986
Actions	34 792 391	95 533 371	41 582 809	44 573 112	65 328 292
Total	1 225 603 510	1 396 350 225	1 502 259 217	1 284 540 816	1 316 213 743

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1983)

Franç.	104,5	103,8	104,2	104,2	
Étrang.	101,9	100,8	100,7	100,2	

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 30 décembre 1983)

Tendance	104,6	103,7	103,7	103,4	103,9

(base 100, 31 décembre 1982)

Indice gén.	162,6	160,9	161,4	161,3	162,3

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Rechute

La sortie du tunnel n'était pas la bonne. Wall Street a replongé cette semaine. Le relèvement du prime rate (11 1/2 % contre 11 %), l'accélération de l'expansion économique, l'accroissement de la masse monétaire : autant de facteurs qui ont contribué à déclencher de nouvelles vagues de ventes. Le repli, toutefois, s'est fait en bon ordre avec assez peu d'affaires, beaucoup se refusant à noircir le tableau, l'administration Reagan s'ingéniant d'autre part à calmer le jeu en assurant que le risque de surchauffe n'était pas d'actualité. Ce que croient de nombreux analystes, qui assurent que le Fed a déjà durci sa politique. Ce qui n'est pas l'avis du célèbre « gourou », M. H. Kaufman, qui s'attend à un relèvement du taux d'escompte. Indice Dow Jones du 23 mars : 1 154,83 (contre *1 184,35*).

	Cours 16 mars	Cours 23 mars
Alcoa	42 1/4	41 1/8
A.T.T.	16 3/4	15 1/2
Boeing	39 1/8	35 7/8
Chase Man. Bank	49 7/8	49 1/2
Du Pont de Nem.	47 1/2	47 7/8
Eastman Kodak	68 7/8	63 3/4
Exxon	39	38 1/8
Ford	39 5/8	37 1/8
General Electric	53 1/2	52 1/8
General Foods	48 5/8	48 3/4
General Motors	68 1/2	65
Goodyear	27	26 1/8
I.B.M.	113 3/4	112 1/4
I.T.T.	41	40 3/4
Mobil Oil	30 1/8	30 1/8
Pfizer	38 5/8	35 1/8
Schlumberger	50 1/2	51 7/8
Texaco	38 3/4	38 7/8
U.A.L. Inc.	33 3/4	31 1/8
Union Carbide	55 3/8	54 5/8
U.S. Steel	30	30 3/8
Westinghouse	48 3/8	46 1/8
Xerox Corp.	41	41 1/8

LONDRES

Ventes bénéficiaires

Un nouveau record est tombé cette semaine à Londres avec l'indice des industrielles pour la première fois de l'histoire au-dessus de 900 (902,8 le 21 mars), ce, toujours sur les incitations d'achats favorisées par le projet de budget. Mais des ventes bénéficiaires ont par la suite obligé le marché à faire volte-face et tout le terrain gagné a été reperdu. Des rumeurs d'OPA que RTZ s'apprêterait à lancer sur Pilkington ont fait monté l'action du verrier britannique de 13 %.

Indices « FT » du 23 mars : industrielles, 891,5 (contre 894,3) ; mines d'or, 656 (contre 688,4) ; fonds d'État, 83,12 (contre 83,33).

	Cours 16 mars	Cours 23 mars
Beecham	338	325
Bowater	282	278
Brit. Petroleum	483	488
Charter	238	236
Courtaulds	143	150
De Beers (*)	8,57	8,25
Dunlop	43	41
Free State Geduld	44 1/4	42 1/4
Glaxo	875	855
Gt. Univ. Stores	680	675
Imp. Chemical	616	632
Shell	676	648
Unilever	938	945
Vickers	160	158
War Loan	37 1/4	37 1/4

(*) En dollars.

FRANCFORT

Effritement

La reprise enregistrée la semaine précédente a fait long feu. Rendu soucieux par l'état de santé de Wall Street, le marché allemand s'est effrité et a reperdu une partie des gains acquis entre les 12 et 16 mars.

Indices de la Commerzbank du 23 mars : 1 033,20, contre 1 038,90.

	Cours 16 mars	Cours 23 mars
A.E.G.	98,30	96,50
B.A.S.F.	168	168,60
Bayer	172,20	169,50
Commerzbank	182	181,50
Deutschebank	386,80	386
Hoechst	183,30	177,30
Karstadt	257	264
Mannesmann	144	143
Siemens	408,80	414,70
Volkswagen	212	208,20

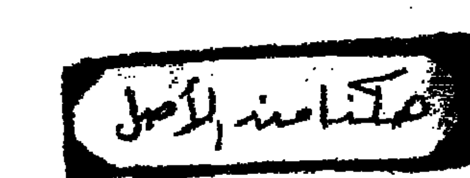
TOKYO

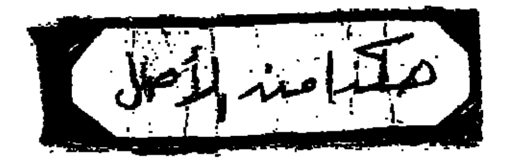
Record battu

Malgré un léger accès de faiblesse en fin de parcours, le marché a réussi, cette semaine, à progresser encore et à franchir, pour la première fois de son histoire, la barre des 10 500 à l'indice Nikkeï Dow Jones avec beaucoup d'affaires (2 586 millions de titres échangés en quatre séances et demi, contre 2 580 millions en cinq séances et demi).

Indices du 24 mars : Nikkeï Dow Jones, 10 503,12 contre 10 471,64 (record absolu : 10 506,26 vendredi) ; indice général, 842,82 (contre 825,07).

	Cours 16 mars	Cours 23 mars
Akaï	541	508
Bridgestone	579	569
Canon	1 460	1 390
Fuji Bank	921	947
Honda Motors	1 130	1 090
Matsushita Electric	1 900	1 790
Mitsubishi Heavy	236	245
Sony Corp	3 800	3 640
Toyota Motors	1 350	1 300





Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

L'apaisement

La hausse des taux d'intérêt à court terme sur le dollar détourne les investisseurs des euro-émissions en cette devise au profit de celles qui sont libellées en d'autres monnaies. Le deutschemark est la première à en profiter. Mais l'ECU, pour des raisons plus spécifiques, a également été l'un des secteurs du marché international des capitaux qui ont fait preuve d'une bonne activité primaire cette semaine.

La CECA a lancé jeudi une euro-émission de 50 millions d'ECU, qui, à la suite d'une bonne demande, a été rapidement portée à 60 millions. Sa durée s'étendra sur dix ans. Elle est structurée de manière à procurer à l'investisseur une plus-value en capital appréciable. En effet, le coupon annuel n'est que de 6 %, mais chaque euro-obligation de mille ECU sera remboursée à échéance à un prix de 1 750 ECU. Cette technique, qui avait déjà été utilisée avec succès en novembre dernier par la CEE pour lever 25 millions d'ECU, est destinée à attirer la clientèle des pays où les gains en capital ne sont pas ou très peu taxés.

C'est, entre autres, le cas du Danemark, dont les investisseurs institutionnels s'étaient, il y a cinq mois, portés massivement acquéreurs du papier de la CEE. La CECA les a convaincus à nouveau cette semaine, de même que les Japonais et les Français. Son offre a été extrêmement bien accueillie. Alors qu'elle sera émise au pair, elle se *traitait vendredi à 99,75/100,25*. Elle a surtout le grand mérite d'apporter l'apaisement sur le marché de l'ECU, récemment secoué par la crise qui a opposé les communautés bancaires belges et françaises. Les trois grandes banques belges ont accepté de se joindre, sous la direction de la française Indo-Suez, aux sociétés bancaires qui assurent le placement de l'euro-emprunt CECA. Ce dernier démontre en outre que, malgré les hauts et les bas du dernier sommet européen, l'Europe continue. C'est tout au moins la signification que les services de la commission européenne à Luxembourg leur attache.

Le montant de l'euro-émission de titres participatifs offerts par la Compagnie de Saint-Gobain a été porté vendredi de 75 à 100 millions d'ECU. L'emprunt perpétuel dont les principales caractéristiques ont été détaillées dans notre précédente rubrique s'est avéré un succès beaucoup plus rapide que prévu, parce que les investisseurs institutionnels français, déjà familiers avec cet instrument, y ont d'emblée souscrit en masse.

On peut donc considérer l'euro-émission *Saint-Gobain comme* le premier grand placement d'ECU en France. Les banques et institutions étrangères ont suivi ; les titres se sont rapidement traités à 100, 25/100, 50 sur le marché gris. Les deux principaux éléments qui ont emporté l'adhésion des institutions prêteuses sont : d'une part, l'atténuation du caractère perpétuel de l'émission par la possibilité d'un premier remboursement anticipé à 96 après neuf ans et demi, qui, plus tard, devrait être suivi par d'autres tous les cinq ou six ans ; d'autre part, la structure du taux d'intérêt, qui assure au porteur de percevoir au minimum une marge de 0,375 % en addition au Libor, et du coup les protège contre une remontée excessive *des taux à court terme*.

Finalement, le plus important est la nature du placement des emprunts CECA et Saint-Gobain. Ils ont tous deux été absorbés par des institutions et non plus par la clientèle privée traditionnelle du Benelux. C'est un grand pas vers l'institutionnalisation de l'ECU, qui *jusqu'à ce jour était resté la devise* presque exclusive du dentiste belge. Cet élargissement, qui s'est fait dans le cadre d'une coopération de toutes les eurobanques, augure bien de l'avenir de la devise de la CEE.

Le point de mire

La hausse des taux d'intérêt à court terme sur les dépôts en eurodollars, qui, pour la première fois depuis bien des mois, a propulsé le Libor à six mois au-dessus de la barre des 11 %, a fortement déprimé le marché des euro-émissions traditionnelles à taux fixe libellées en dollars. Ce secteur, dont l'activité *primaire languissait déjà la semaine* précédente, s'est rabougri davantage avec le retrait de l'euro-émission de 100 millions de dollars à cinq ans de la North east Savings Federal Association, lancée huit jours plus tôt.

Ainsi que nous l'avions rapporté, l'emprunt euro-obligataire était directement offert par cet établissement qui collecte l'épargne et distribue les prêts hypothécaires dans le Connecticut. L'absence d'entité emprunteuse intermédiaire domiciliée hors des Etats-Unis, qui avait déjà *étonné* le marché lors du lancement de l'opération, a rendu tellement probable le risque d'une retenue à la source sur les intérêts de *l'émission que le débiteur a préféré* renoncer à son projet euro-obligataire.

Le point de mire de la semaine a toutefois été l'euro-emprunt convertible de Texaco, dont le montant initial a été augmenté de 200 millions pour être porté à 1 milliard de dollars. Simultanément, le coupon *annuel sur les euro-obligations* à dix ans, qui seront émises au pair, a été fixé à 11,875 %. Ce niveau anormalement élevé pour une émission convertible lui confère définitivement la nature d'une émission tradi*tionnelle à taux fixe*.

Sur le marché libellé en deutschemarks, quatre euro-emprunts nouveaux totalisant 850 millions de deuchschemarks ont vu le jour depuis lundi. La lourdeur de ce volume n'a pas affecté les placements en cours. Parmi ceux-ci, on peut noter une euro-émission à huit ans de 200 millions de deutschemarks pour le Crédit foncier, qui est garantie par la République française. Proposée au pair avec un coupon de 7,75 %, elle a reçu un accueil des plus honorables. Cependant, la possibilité que s'est réservée l'emprunteur de rembourser éventuellement au pair ses obligations dès 1990 a suscité quelques grince*ments de dents. Ce genre d'exercice* est en général accompagné d'une prime pour dédommager les porteurs. Son absence dans le cas présent explique peut-être la décote relativement importante de 1,375/1 sur le marché gris.

L'endettement extérieur de la France à fin décembre 1983 est éva*lué* par le ministère des finances (voir nos éditions d'hier) à 451 milliards de francs, soit quelque 53,7 milliards de dollars. Mais ce chiffre ne comprend certainement pas les emprunts à moyen terme en devises des banques françaises, traditionnellement passés sous silence par la rue de Rivoli. Ces emprunts s'élèvent au moins à 8 milliards de dollars. On pourrait également ajouter les émissions de papier commercial aux Etats-Unis des mêmes établissements. Même si ce papier a en *général une durée moyenne de* quatre-vingt-dix jours, il est perpétuellement renouvelé de trois mois en trois mois et finit par représenter *de facto* un endettement à moyen terme.

Le Crédit lyonnais et la Société générale ont actuellement pour quelque 3 milliards de dollars de papier *commercial en circulation* outre-Atlantique. Si l'on prend l'ensemble des banques françaises, ce montant doit être au moins de 5 milliards de dollars. En outre, il ne semble pas que le Trésor comptabilise les emprunts non garantis par la République française, tel par exemple celui en ECU que Saint-Gobain est en train de lever sur le marché euro-obligataire.

Enfin, il faudrait ajouter les 3,1 milliards de dollars levés par les emprunteurs français depuis le *1er janvier de cette année. Lorsqu'on* totalise le tout, on constate alors que l'endettement actuel à moyen et à long terme de la France doit être supérieur à l'équivalent de 70 milliards de dollars.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Perplexité sur le dollar

Après sa vigoureuse remontée la semaine dernière, le dollar est-il parvenu à un palier avant de fléchir à *nouveau* ? C'est la question qui se posait en fin de semaine, et dont la réponse serait payée très cher par les opérateurs internationaux.

L'observation attentive des fluc*tuations de la monnaie* américaine cette semaine donne pourtant à réfléchir. Tombé la semaine précédente à 2,52 DM et à moins de 7,80 F, le « billet vert » amorçait une *reprise rapide, qui se poursui*vait les premiers jours de la période sous revue, avec une montée à 2,65 DM et 8,16 F. Motif : la croissance de l'économie des États-Unis *continuait à un rythme rapide*, les taux d'intérêt montaient et, surtout, l'accord se faisait entre le président Reagan et les parlementaires américains sur un plan de réduction du dé*ficit budgétaire de 150 milliards* de dollars en trois ans. Du coup, la défiance vis-à-vis du dollar s'atténuait et l'attrait d'une rémunération plus élevée redevenait puissant. Les jours suivants, après un repli temporaire dû à l'annonce d'un creusement du déficit de la balance des paiements, la hausse reprenait sur l'annonce du relèvement des taux de base des banques *(voir la rubrique « Marché monétaire et obligataire »)*. Mais, à partir du milieu de la semaine, « l'effet-taux » perdait de sa force et le dollar s'affaiblissait pour se retrouver au même niveau que celui de la semaine précédente, cela malgré l'annonce d'une forte augmentation de la masse monétaire.

Visiblement, les opérateurs sont partagés en deux camps s'affrontant dans ce que les Anglo-Saxons appellent un *tug-of-war*, ce jeu familier aux écoliers dans lequel deux équipes tirent *chacune sur l'extré*mité d'un corde et qui se termine généralement par la débandade complète de l'une des deux équipes, à moins que, de force égale, elles ne fassent match nul. En l'occurrence, les haussier (*Bulls*, les taureaux) estiment que le fameux « effet-taux » finira par l'emporter et dopera le « billet vert », sans toutefois le pousser à de nouveaux sommets. Les baissiers (*Bears*, les ours) attachent désormais plus d'importance aux dé*ficits* (budget, balance *commerciale* et balance des paiements) et au retour discret de l'inflation. Pour eux, il faudra du temps avant de réduire quelque peu ces déficits, le plan *Reagan revu par les républicains ne* devant pas exercer ses effets avant 1985, dans le meilleur des cas. D'ici là, estiment-ils, la barque risque d'être ballottée et le dollar pourra souffrir : *la meilleure preuve* n'en est-elle pas sa relative insensibilité aux événements internationaux et à la hausse des taux, dopants infaillibles les années précédentes ?

Tel est le débat, et son enjeu n'est pas mince puisqu'il peut avoir pour conséquence de gonfler ou de réduire les dettes des pays en voie de développement et d'influencer les résultats commerciaux de bien des pays développés. Ajoutons que les déclarations des officiels américains viennent pimenter ce débat, tels *M. Baldridge, secrétaire au com*merce, affirmant que le dollar est surévalué, M. Donald Regan, secrétaire au Trésor, assurant le contraire, et M. Martin Feldstein, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, estimant que la monnaie américaine pourrait peut-être monter en 1984 mais qu'*« inévitablement »* elle allait s'orienter à la baisse. Les marchés trancheront.

Au sein du Système monétaire européen, les fluctuations du dollar n'ont pas manqué d'avoir leurs ré*percussions, relativement* atténuées. Mercredi, par exemple, avec un mark qui faiblissait par rapport à un « billet vert » en pleine remontée, le cours de la monnaie allemande à Paris retombait un moment en dessous de 3,08 F. Mais, à la veille du week-end, le reflux du dollar faisant repasser le mark à 3,0850 F environ. Le franc belge s'est maintenu un peu au-dessus de son cours plancher, malgré l'adoption par le Parlement de Bruxelles d'un programme d'*austérité renforcée* destiné à redresser les finances et l'économie du pays : déficit budgétaire diminué de moitié d'ici à 1986 et ramené de 16 % du PNB à 7 %, etc.

M. Gerhardt Stoltenberg a *réaffirmé* qu'un réajustement du SME n'était pas nécessaire actuellement, probablement pour contrebalancer l'effet fâcheux des déclarations intempestives de son collègue de l'économie, le comte Lambsdorf, qui avait affirmé le contraire il y a quinze jours à Chicago. Pour l'instant, c'est vrai, le SME n'est soumis à aucune véritable tension. Il n'en serait peut-être pas de même si la baisse du dollar reprenait fortement et si la hausse du mark se poursui*vait, mais le problème ne se pose pas* actuellement.

Pour ceux qui s'intéressent au franc malgache, il vient d'être dévalué de 15 %, à l'occasion de son troisième « réajustement » depuis sa sortie de la zone franc et il faudra offrir, désormais, 68,72 F malgaches pour un franc français au lieu de 59,99 F auparavant.

Sur le marché de l'or, les acheteurs ont été découragés par la hausse des taux américains et le cours de l'once est retombé en dessous de 390 dollars.

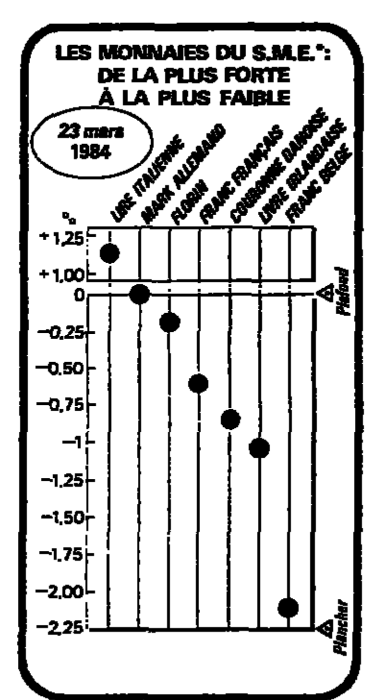
FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 16 AU 23 MARS

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York ...	1,4365	–	12,3518	46,0829	38,8517	1,8622	33,7268	0,0614
	1,4465	–	12,3609	46,3499	38,1315	1,8615	33,7666	0,0614
Paris	11,6299	8,0960	–	373,09	308,87	15,0763	273,05	4,9730
	11,7021	8,0900	–	374,97	308,48	15,0596	273,17	4,9723
Zurich	3,1172	2,1700	26,8033	–	82,5723	4,0430	73,1872	1,3329
	3,1208	2,1575	26,6688	–	82,2688	4,0161	72,8515	1,3260
Francfort ...	3,7751	2,6280	32,4685	121,11	–	4,8938	88,6340	1,6142
	3,7934	2,6225	32,4178	121,55	–	4,8817	88,5531	1,6118
Bruxelles ...	77,1400	53,70	6,6329	24,7465	20,4338	–	18,1113	3,2985
	77,7059	53,72	6,6402	24,8991	20,4842	–	18,1394	3,3017
Amsterdam ..	4,2592	2,9650	36,6230	136,63	112,82	5,5214	–	1,8212
	4,2838	2,9615	36,6072	137,26	112,92	5,5128	–	1,8202
Milan	2338,62	1628,00	201,09	750,23	619,48	30,3166	549,07	–
	2353,05	1627,00	201,11	754,11	620,40	30,2866	549,38	–
Tokyo	324,21	225,70	27,8780	104,01	85,8828	4,2030	76,1214	0,1386
	326,25	225,55	27,8808	104,54	86,0057	4,1986	76,1607	0,1386

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 23 mars 3,5871 F, contre 3,5867 F le vendredi 16 mars.



* Système monétaire européen

Les matières premières

Amples fluctuations, hausse des métaux

Les transactions opérées, ces derniers jours, sur les marchés des matières premières industrielles et des denrées agricoles se sont déroulées dans une ambiance empreinte de nervosité, en raison notamment des incertitudes qui continuent de planer quant à l'évolution future des taux d'intérêt américains et ses répercussions sur l'économie mondiale. Les cours ont subi, de ce fait, d'amples fluctuations, qui se sont parfois soldées, vendredi, par des raffermissements appréciables par rapport à la semaine précédente.

MÉTAUX. – *C'est notamment le cas pour le cuivre, qui parvient à afficher une bonne orientation, des achats spéculatifs lui ayant permis d'effacer de nombreuses prises de bénéfice. Reflétant la perspective d'une poursuite de la contraction des stocks, ainsi que des difficultés de production en Amérique latine, les cours ont atteint, dans le courant de la semaine, leur plus haut niveau depuis six mois. Le zinc s'est montré plus ferme lui aussi, en raison de la pénurie de métal de bonne qualité : en février, la production mondiale, abstraction faite de celles des pays de l'Est, s'est contractée de près de 30 000 tonnes par rapport à janvier. Dans le sillage du zinc, le plomb a également progressé, les cours s'inscrivant au plus haut depuis juillet 1982.*

Malgré des prises de bénéfice, le nickel se montre soutenu ; de l'avis d'un représentant d'un producteur de premier plan, 1984 devrait être une bonne année pour ce métal.

En revanche, l'aluminium a fait preuve d'irrégularité, les acheteurs se tournant plutôt vers le cuivre ; la production mondiale a dépassé de 20 % ses niveaux de 1983, pendant les deux premiers mois de l'année. L'étain, quant à lui, s'est montré incertain avant de terminer en repli ; en fin de semaine, le Conseil international a décidé de maintenir à 22 000 tonnes le plafond des exportations des pays membres pour le deuxième trimestre. Quant aux métaux précieux, or, argent et platine, ils accusent un affaiblissement après une évolution hésitante.

CAOUTCHOUC. – *Les cours se sont orientés à la baisse, la production en Extrême-Orient dépassant, du fait de conditions climatiques particulièrement favorables, les prévisions généralement retenues, et l'offre étant ainsi très abondante sur les marchés d'Asie.*

DENRÉES. – *Le marché du cacao a connu de vives fluctuations, entre les limites maximales autorisées. L'Organisation internationale a chiffré à 168 000 tonnes le déficit mondial pour la saison en cours ; la récolte brésilienne de « temporao » ne devrait être que de 1,7 million de sacs, soit un chiffre très inférieur à certaines estimations avancées sur le marché.*

Les cours du café se sont progressivement raffermis après une forte baisse occasionnée, en début de semaine, par l'annonce de rabais offerts par le Brésil aux acheteurs potentiels ; les hausses de ces tout derniers jours ont principalement reflété la meilleure orientation du marché de New-York. Le sucre, quant à lui, a évolué avec irrégularité.

CÉRÉALES. – *Tandis que les cours se redressaient en fin de semaine à Chicago, la tendance restait hésitante en Europe.*

LES COURS DU 23 MARS 1984

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – Londres (en sterling par tonne) : cuivre (High grade), comptant, 1 053,25 (1 044,50) ; à trois mois, 1 067,75 (1 060,50) ; étain comptant, 8 405 (8 540) ; à trois mois, 8 542,50 (8 667,50) ; plomb, 337,50 (314,50) ; zinc, 730 (718) ; aluminium, 995,50 (1 017,50) ; nickel, 3 397,50 (3 287,50) ; argent (en pence par once troy), 651,50 (656). – New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 67,70 (67,68) ; argent (en dollars par once), 9,36 (9,54) ; platine (en dollars par once), 392,30 (400,20) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 90,83 (95,17) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), 295-305 (inch). – Penang : étain (en ringgit par kilo), 29,15 (inch).

TEXTILES. – New-York (en cents par livre) : coton, mai, 81,45 (80,40) ; juillet, 81,80 (80,70). – Londres (en nouveau pence par kilo), laine (peignée à sec), mars, 419 (424). – Roubaix (en francs par kilo), laine, 49,70 (inch).

CAOUTCHOUC. – Londres (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 765-785 (800-825). – Penang (en cents des Détroits par kilo) : 252-253 (264-264,50).

DENRÉES. – New-York (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, mai, 2 495 (2 530) ; juillet, 2 496 (2 506) ; sucre, mai, 6,76 (7,01) ; juillet, 7,13 (7,51) ; café, mai, 147,25 (144,10) ; juillet, 141,10 (138,55). – Londres (en livres par tonne, sauf le sucre en dollars) : sucre, mai, 173,80 (179,90) ; août, 185,90 (196) ; café, mai, 1 986 (1 966,50) ; juillet, 1 934,50 (1 913) ; cacao, mai, 1 807,50 (1 817) ; juillet, 1 809,50 (1 814,50). – Paris (en francs par quintal) : cacao, mai, 2 119,50 (2 127)) ; juillet, 2 120 (2 130) ; café, mai, 2 321 (2 300) ; juillet, 2 290 (2 337) ; sucre (en francs par tonne), mai, 1 451,50 (1 484) ; août, 1 553 (1 601). Tourteaux de soja. – Chicago (en dollars par tonne), mai, 204,40 (205,50) ; juillet, 209,50 (inch). – Londres (en livres par tonne), avril, 157,45 (163,75) ; juin, 160,95 (165,45).

CÉRÉALES. – Chicago (en cents par boisseau) : blé, mai, 360,75 (356,50) ; juillet, 346 (346,50) ; maïs, mai, 353,75 (349,25) ; juillet, 349 (346).

INDICES. – Moody's, 1 084,60 (1 075,20) ; Reuter, 2 001 (1 985,50).

Marché monétaire et obligataire

Les taux américains ont monté

« Quand et combien », se demandaient, la semaine dernière, les milieux financiers de New-York, en parlant de la hausse des taux. Eh bien, c'est fait, du moins pour le premier cran. Les banques américaines ont, dès le lundi 19 mars, relevé leur taux de 11 % à 11 1/2 %. Le relèvement est le premier depuis le mois d'août 1983, date à laquelle ce taux de base, *qui avait culminé* à 21,5 %, record historique, au début de 1981, pour redescendre graduellement à 10,5 %, avait été réajusté en hausse à 11 %. Une telle mesure était attendue *(le Monde* daté 18-19 mars) *en* raison de la lente montée des taux d'intérêt à court terme et, donc, du renchérissement d'une bonne partie des ressources des banques.

Cette montée du taux est due à l'augmentation rapide de la demande de crédits bancaires, provoquée elle-même par la poursuite de l'expansion de l'économie (+ 7,2 % en termes réels, pour le PNB des États-Unis au premier trimestre 1984). S'y ajoutent les besoins pressants du Trésor pour combler le déficit budgétaire que, pour n'être pas en reste sur M. Volcker, président de la Réserve fédérale, M. Anthony Solomon, ancien sous-secrétaire au Trésor et président de la Banque fédérale de New-York, qualifie de *« bombe à retardement »*. Parallèlement, on a vu, cette semaine, le loyer de l'argent au jour le jour entre banques (les *Federal funds)* dépasser largement 10 %, tandis que l'euro-dollar à six mois, référence majeure pour les euro-crédits, s'élevait un peu au-dessus de 11 %.

En fin de semaine, la place de New-York se demandait si la Réserve fédérale, constatant que les banques venaient massivement se refinancer à son guichet d'escompte au taux de 8,5 %, inchangé depuis décembre 1982, n'allait pas le relever. On attendait, par ailleurs, la réunion, lundi et mardi prochains, du comité de l'Open Market de ladite Réserve, qui pourrait vraisemblablement décider un nouveau resserrement des liquidités. L'objectif ? Calmer la surchauffe de l'économie, bien que, pour la première fois depuis juillet 1982, les commandes de biens durables se soient contractées (– 1,2 % en février 1984), et empêcher un retour de l'inflation, d'autant que la *masse monétaire M 1 a fortement* augmenté pendant la période hebdomadaire se terminant le 12 mars (+4 milliards de dollars), après avoir diminué de 1,4 milliard de dol*lars pendant la période précédente.*

Une politique délicate, surtout en année électorale (la réaction, très vive, de la Maison Blanche, est significative à cet égard), et difficile à doser car certains experts assurent que le « boom » de l'économie américaine est en train de se calmer de lui-même.

Saturation

Les choses ne vont plus aussi bien sur le marché obligataire de Paris, où les signes de saturation, apparus timidement il y a une quinzaine de jours, se sont multipliés cette semaine. Les disponibilités, très abondantes jusqu'à présent, se font plus rares, comme si les détenteurs de capitaux se trouvaient, tout d'un coup, plus serrés. Il faut dire que, depuis le début de l'année, les émissions se sont succédé à un rythme accéléré (76 milliards de francs à la mi-mars contre 45 milliards de francs l'année dernière à la même époque) de sorte que, au rythme actuel, on marche sur 300 milliards de francs d'emprunts pour l'année 1984 et même davantage, comparés aux 196 milliards de francs de 1983.

Manifestement, la machine va trop vite, et fatalement, le marché s'est engorgé. Cette atmosphère explique que l'accueil réservé aux émissions ait été tout à fait tiède, pour ne pas dire plus, en dépit d'un allégement très net du calendrier.

C'est ainsi que l'emprunt de 1 milliard de francs de la COFICA à taux variable TMO, s'est placé très moyennement, en raison de la désaffection qui frappe actuelle*ment les formules* à *taux variable* (on préfère les taux fixes dans l'attente d'une nouvelle et hypothétique baisse de rendements).

Le sort réservé à l'emprunt groupé région Provence-Côte d'Azur de 810 millions de francs à 14,10 % est moins net : cette émission, comme toutes celles de sa catégorie, est utilisée par les trésoriers comme ajustement. Quant au fameux emprunt de la SAPAR, faux nez d'EDF, émis la semaine dernière, à 100,30 %, donc au-dessus du pair, *c'est bien simple : on n'en veut pas.* Les investisseurs institutionnels font la grève, parce qu'ils refusent la formule au-dessus du pair, qui diminue le rendement. Restent les fonds communs et les SICAV de court terme, qui sont toujours un peu clients pour ce genre de papier.

Vendredi soir, on a annoncé, *in extremis*, une émission d'obligations échangeables d'ELF-ERAP, pour un montant de 700 millions de francs, à raison d'une obligation ELF-ERAP de 230 F, au taux nomi*nal de 10 %, pour un certificat pétro*lier ELF-AQUITAINE (la filiale) cotée 214 F vendredi 23 mars à la Bourse de Paris. La durée de l'emprunt est courte, six ans, huit mois et quinze jours et l'échange est ouvert, à tout moment, à partir du 1er janvier 1985.

En ce qui concerne les rendements du marché secondaire, c'est le calme plat : 12,88 % contre 12,93 % pour les emprunts d'État à plus de sept ans, 12,83 % contre 12,77 % pour ceux à moins de sept ans et, *tout de même*, 14,02 % *contre* 13,94 % pour les emprunts du secteur public.

F. R.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

● *M. Léotard (PR) et l'extrême droite.* – Dans une interview au *Quotidien de Paris*, (daté 24-25 mars), le secrétaire général du PR déclare qu'il a demandé à l'UDF *« d'entreprendre une analyse des propositions du Front national car,* explique-t-il, *il faudra bien prendre une position sur les alliances nationales et locales avec ce parti ».* Il ajoute : *« Je ne souhaite pas pour mon pays un langage ni une demande de type raciste. C'est pourquoi nous devons nous expliquer avec Jean-Marie Le Pen. Dans ce but, il faut examiner son programme, ses positions réelles, les confronter avec les nôtres et décider, en connaissance de cause, si oui ou non nous pouvons faire alliance avec lui. (...) Le Pen représente une sorte d'exutoire à la colère de l'opinion face à la politique du gouvernement. (...) Notre rôle est de calmer le jeu. Nous ne devons pas ajouter aux tensions qui se manifestent. »*

● *M. Hoeffel, président de la mission sénatoriale d'information sur la décentralisation.* – M. Daniel Hoeffel, sénateur (Union centriste Bas-Rhin), a été élu vendredi 23 mars, président de la mission d'information sénatoriale sur le déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation. Cinq vice-présidents appartenant à la majorité et à l'opposition ont été désignés. M. Christian Poncelet (RPR-Vosges) s'est vu confier les fonctions de rapporteur.

● *Échecs.* – Le Soviétique Garri Kasparov a décidé de bénéficier de son premier « time-out » (journée de repos) au cours des matchs qui l'opposent à son compatriote Vassili Smyslov dans la finale du Tournoi des prétendants. La septième partie aura donc lieu lundi 26 mars. Kasparov mène par 4 points à 2. – *(AFP).*

WASHINGTON ET LES EXPORTATIONS DE TECHNOLOGIE

Un sujet ignoré par M. Reagan et M. Mitterrand ?

Les gestes de sympathie que se portent depuis jeudi MM. Reagan et Mitterrand sont certes émouvants. On aurait cependant tort de prendre trop au pied de la lettre toutes ces proclamations d'amitié, les deux présidents ayant manifestement décidé de passer sous silence leurs divergences ou de n'y faire allusion qu'en termes pudiques. Ainsi en va-t-il notamment pour l'Amérique centrale, le retrait soudain et non concerté du contingent américain de Beyrouth, la réforme du système monétaire international, les accusations réciproques de protectionnisme...

La liste n'est pas exhaustive. Elle comprend en particulier le délicat problème de l'exportation vers les pays de l'Est de certaines hautes technologies. L'administration Reagan a en effet décidé de se montrer encore plus stricte dans cette affaire et cherche depuis plusieurs mois à allonger la liste des *interdictions dressée par le* COCOM (le Comité de coordination des contrôles d'exportation) qui est basé à Paris et qui comprend les quinze membres de l'OTAN (sauf l'Islande) et le Japon. Les Etats-Unis veulent en particulier ajouter à cette liste tous les systèmes téléphoniques électroniques et faire préciser que toute exception devra être acceptée à l'unanimité des quinze pays membres, c'est-à-dire se faire reconnaître un droit de veto en la matière.

Si une telle réglementation avait déjà été en vigueur, Thomson par exemple n'aurait pas pu signer récemment un important contrat pour la modernisation du réseau de Leningrad. Et déjà, on s'interroge beaucoup à Londres sur un autre cas : l'éventuelle livraison à la Bulgarie au cours des cinq prochaines années par les firmes britanniques Plessey et GEC d'un système digital. Ces équipements, tout comme ceux vendus par Thomson, comprennent en effet des ordinateurs qui, affirment les Américains, peuvent être détournés de leur utilisation initiale et servir notamment à améliorer le système radar de défense aérienne.

S'ils ne parviennent pas à renforcer les critères du COCOM, les Etats-Unis ont une autre arme à leur disposition dont ils entendent bien se servir : leur propre législation sur l'exportation qui permet d'interdire la réexportation d'une technologie américaine par le pays acheteur. Là encore, l'administration Reagan trouve la législation existante – il s'agit de l'Export Administration Act qui date de 1979 et qui arrive à expiration – trop laxiste et tente d'obtenir une nouvelle loi du Congrès. En l'état actuel, elle serait cependant suffisante pour interdire la réalisation du projet de contrat britannique avec la Bulgarie car les équipements concernés comprennent nombre de composants sous licence américaine.

La nouvelle législation n'a pas encore été votée par le Congrès, le Sénat et la Chambre des représentants n'étant pas encore parvenus à se mettre d'accord sur un texte commun. Le président Reagan vient de proposer cependant aux deux Chambres d'accroître le rôle du Pentagone dans l'attribution des licences d'exportation. Cette proposition a été très mal accueillie par les milieux industriels américains qui craignent de perdre des marchés au profit de leurs concurrents étrangers. La loi de 1979 attribuait le pouvoir d'accorder des licences au seul Département du commerce, plus sensible aux intérêts du monde des affaires américain.

JACQUES AMALRIC.

DEVANT LA CONVENTION NATIONALE DU PS

M. Roland Dumas souligne que la France continuera de rechercher le compromis avec la Grande-Bretagne

Le PS réunit samedi 24 et dimanche 25 mars, à Alfortville, une convention nationale qui doit ratifier définitivement, après l'avoir complétée et éventuellement modifiée, la liste socialiste pour les élections européennes élaborée lors du comité directeur des 10 et 11 mars derniers (*le Monde* du 13 mars). La convention nationale du PS doit également adopter le *manifeste européen socialiste* rédigé en vue de cette échéance.

Outre M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes, M. Gérard Jaquet, vice-président socialiste du Parlement européen, est notamment intervenu samedi matin. A propos des conséquences de l'échec du sommet de Bruxelles, il a affirmé : *« La crise continue (...) ; c'est probablement préférable à un mauvais compromis. »* Au sujet de l'avenir de la CEE, il a déclaré : *« Renoncer serait trop grave (...) ; un échec de l'entreprise commune comporterait (...) des risques majeurs pour la France (...), comme pour les autres pays, aussi bien sur le plan économique et social que sur le plan politique. Les égoïsmes nationaux ne tarderaient pas à reprendre le dessus, et les nationalismes renaîtraient, aussi dangereux que par le passé. (...) La volonté politique des uns et des autres sera-t-elle suffisante ? (...) Nous voulons le croire. (...) La véritable relance de l'Europe (...) est une entreprise de longue haleine, et c'est dans cette perspective que nous devons définir la signification de notre action. Tel est l'objet de ce manifeste. »*

M. Jaquet a alors présenté les quatre *« volets principaux »* du programme socialiste : *« lutter contre le chômage et préserver l'emploi (...) ; la réforme de la politique agricole commune (...) ; l'Europe des libertés, de la culture et de l'éducation (...) ; la Communauté et le reste du monde. »*

A propos du problème de l'emploi, M. Jaquet a souhaité *« une relance économique concertée pour l'emploi à l'échelle européenne ».*

A propos de l'élargissement de la Communauté, M. Jaquet a rappelé : *« L'élargissement est évidemment pour nous, socialistes, un impératif politique, mais cet élargissement réclame des négociations attentives. »*

M. Jaquet a aussi abordé la question des institutions de la Communauté. Il a estimé qu'*« un véritable plan de relance doit (...) selon nous, comprendre deux éléments essentiels et inséparables : les politiques communes et les améliorations institutionnelles nécessaires pour les appliquer ».* M. Jaquet a estimé à ce propos que le projet Spinelli contenait *« des mesures intéressantes et sans doute efficaces et d'autres tout à fait irréalistes, ou en tout cas irréalisables avant un long délai ».*

De son côté, M. Roland Dumas, ministre chargé des affaires européennes, a notamment déclaré : *« La porte reste ouverte à la négociation. L'intérêt de l'Europe commande de surmonter les obstacles nés de dérapages successifs trop longtemps entretenus. Ce qui n'a pu être réalisé en une seule fois le sera en deux fois. »* Après avoir précisé que, *« contrairement à ce que certains milieux britanniques soutiennent, la présidence n'a, à Bruxelles, à aucun moment proposé aux Britanniques d'aller au-delà de 1 milliard d'ECU »,* le ministre a indiqué que la France continuera de rechercher un compromis avec la Grande-Bretagne et souligné que, *« dès qu'il sera de retour des Etats-Unis, le président de la République s'adressera à nos partenaires et les consultera séparément, puis ensemble, pour régler les procédures préparatoires du sommet de Fontainebleau et rechercher, dans la concertation, le moyen d'en finir avec la répétition de crises qui durent depuis 1980 et, par là, favoriser le retour de l'imagination, de l'audace et de la création dans la Communauté ».*

Agitation dans le Languedoc-Roussillon

DES VITICULTEURS SACCAGENT DES PERCEPTIONS ET BARRENT LES ROUTES

Dans trois départements, ceux du *Gard, de l'Hérault et de l'Aude, les viticulteurs* ont décidé de barrer les routes *durant le week-end,* les comités d'action viticoles ayant donné « quartier libre » à leurs adhérents pour protester contre les restrictions budgétaires qui seront vraisemblablement entérinées mardi 27 mars à Bruxelles.

***Dès samedi,* le trafic a été complètement interrompu sur la voie ferrée *Toulouse-Narbonne, à la suite d'un* plasticage pratiqué près de Lézignan-Corbières (Aude). *La plupart des routes* départementales ont été coupées par des arbres mis en travers, *tandis que la* RN 113 voyait s'édifier des barrages de pneus enflammés entre Carcassonne et Narbonne.**

Des commandos de viticulteurs de l'Hérault ont saccagé trois perceptions dans la région de Béziers et incendié un relais téléphonique de la ville, dans la nuit du vendredi 23 au samedi 24 mars.

Les perceptions de Sérignan, de Hérépian et de Bédarieux ont été saccagées, vers minuit, par des hommes en cagoule qui ont également endommagé des panneaux de signalisation. De plus, la RN 9 entre Montpellier et Béziers a été barrée, samedi à l'aube, à la hauteur de Pézenas à l'aide de platanes abattus et mis en travers de la chaussée.

***Enfin,* un relais téléphonique, route de Corneilhan à Béziers, a été incendié.**

LE CONSEIL D'ÉTAT REJETTE LE RECOURS FORMÉ CONTRE L'ÉLECTION MUNICIPALE DE NANTES

Le Conseil d'Etat a, vendredi 23 mars, confirmé le jugement du tribunal administratif de Nantes, qui, le 3 mai dernier, avait rejeté le recours formé contre l'élection municipale de cette ville. Le 6 mars 1983, c'est-à-dire au premier tour, la liste d'opposition conduite par M. Chauty, RPR, en obtenant 53 648 voix (50,5 % des suffrages exprimés), avait battu la liste d'union de la gauche menée par le maire sortant, M. Chénard, PS, qui recueillait 42 261 voix (39,8 %).

Dans sa décision, le Conseil d'Etat relève que M. Chauty a commis, au cours de la campagne électorale, deux irrégularités. Il a, d'une part, envoyé au domicile de chacun des agents municipaux, en méconnaissance du code électoral et au moyen de l'utilisation illicite d'un fichier du personnel de la ville, une lettre circulaire dans laquelle il dénonçait la politique suivie par le maire à l'égard du personnel municipal. D'autre part, il a publié dans un journal d'annonces gratuites des textes publicitaires critiquant l'action et les options politiques de M. Chénard.

Mais le Conseil d'Etat a estimé que ni l'une ni l'autre de ces irrégularités n'avait pu fausser les résultats du scrutin dès lors que le maire sortant avait pu répondre aux attaques dont il était l'objet et que ces dernières n'avaient pas excédé les limites de la polémique électorale.

En Italie

LE SÉNAT A ADOPTÉ LE PROGRAMME ANTI-INFLATION

Rome *(AFP).* – Le gouvernement de M. Bettino Craxi a remporté vendredi 23 mars au Sénat une première victoire dans sa tentative de faire adopter avant le 16 avril prochain un programme anti-inflation fortement contesté par le Parti communiste, par 167 voix contre 73 et 15 abstentions, le Sénat a voté sa confiance au gouvernement, adoptant du même coup le décret-loi sur un programme auquel les communistes avaient tenté de faire échec par une obstruction de huit jours.

Le est vote intervenu à la veille d'une manifestation organisée samedi après-midi à Rome par la composante communiste de la confédération ouvrière CGIL. De 600 000 à 700 000 personnes devaient, selon la CGIL, participer à cette action.

L'enquête sur le meurtre d'un chauffeur de taxi parisien

La recette de la victime n'avait pas été volée

Le parquet de Paris a ouvert, dès vendredi *soir 23 mars, une information* contre X pour homicide volontaire après le meurtre d'un chauffeur de taxi, Belkacem Bencid, cinquante ans, égorgé de deux coups de couteau, jeudi soir, du Mahatma-Gandhi, au bois de Boulogne à Paris. Cette information a été confiée à Mme Martine Anzani, premier juge d'instruction.

Après les défilés de taxis provoqués, dans la nuit, et, vendredi matin, par cet assassinat, M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, a confirmé que, *« dès le début de la semaine prochaine, la commission consultative des taxis tiendra une réunion afin d'étudier de nouvelles dispositions propres à améliorer la sécurité des chauffeurs ».* Les chauffeurs de taxi souhaitent, notamment selon le syndicat CID-UNATI, pouvoir refuser de prendre en charge les clients qu'ils jugent eux-mêmes *« dangereux ».* Ils réclament aussi l'installation d'un signal lumineux de détresse sur les voitures.

L'enquête, confiée à la brigade criminelle, qui ne privilégie aucune piste, n'exclut pas qu'il s'agisse d'une affaire de mœurs. Les enquêteurs pensent, selon les premières constatations, qu'il n'y a *« aucun lien »* avec les précédents meurtres de chauffeurs de taxi en région parisienne. *Aucun indice ne rappelle, en* effet, *a priori,* ces autres crimes. *Belkacem Bencid était* étendu non loin de son véhicule. Sa recette, posée sur le plancher de la voiture, n'avait pas été dérobée. Le frein à main était mis ainsi qu'un clignotant. Il pourrait donc, estiment-ils, tout aussi bien s'agir d'un assassinat lié au « commerce » nocturne du bois de Boulogne où officient des travestis et transexuels, notamment d'origine brésilienne.

Le fait que, durant la nuit de jeudi à vendredi, *quelques dizaines* de chauffeurs de taxi soient parvenus sous les fenêtres du domicile personnel de M. Robert Badinter, ministre de la justice, a provoqué l'émoi du ministère de l'intérieur et de la chancellerie. Scandant *« Badinter démission ! »,* puis *« Badinter assassin ! »,* ces chauffeurs auraient obtenu, selon plusieurs témoignages, l'adresse personnelle du garde des sceaux de gardiens de la paix chargés de contenir le cortège des taxis quand, après le meurtre, ils descendirent les Champs-Elysées afin de se rendre place Vendôme devant le ministère de la justice. A partir du témoignage d'un journaliste, que l'on juge cependant *« imprécis »,* le préfet de police de Paris a ouvert une enquête administrative. On assure cependant, au ministère de l'intérieur, que durant la nuit aucune défaillance n'a été signalée dans le comportement du service d'ordre. Enfin, de nouvelles mesures de sécurité seront sans doute prises au domicile de M. Badinter.

M. Jacques Chirac, *maire de* Paris, a exprimé, vendredi, son *« indignation »,* après l'assassinat du chauffeur de taxi. Estimant que *« la violence, la délinquance et la criminalité connaissent un accroissement dangereux »,* il a appelé le gouvernement à prendre *« les décisions qui s'imposent à un Etat qui veut assurer la sécurité des personnes et des biens ».* Le Syndicat de la magistrature a, pour sa part, *« dénoncé avec force la manipulation de l'opinion publique par ceux qui, à des fins politiques, tendent à rendre le garde des sceaux responsable des crimes qui se commettent ».*

● *Un laboratoire clandestin de vidéocassettes découvert à Paris.* – Un laboratoire clandestin servant au tirage de vidéocassettes a été découvert, jeudi 22 mars, sur les Champs-Elysées par les gendarmes du bastion 14 à Paris-20e. L'enquête qui leur est confiée sur commission rogatoire par M. Peyron, juge d'instruction à Paris, leur a permis de démanteler, il y a une semaine, un réseau de trafiquants, de saisir 4 000 vidéocassettes pirates.

En Grande-Bretagne

SIX MOIS DE PRISON POUR UN FONCTIONNAIRE RESPONSABLE D'UNE FUITE

(De notre correspondant.)

Londres. – *« Pour l'exemple »,* a dit le juge. Une décision *« barbare »,* répond le *Guardian,* qui consacre près de trois pages à cette affaire, dont il se sent en grande partie responsable malgré lui.

Mlle Sarah Tisdall, vingt-trois ans, employée au Foreign Office, a en *effet été condamnée, le 23 mars,* à six mois d'emprisonnement ferme pour avoir transmis – anonymement – au *Guardian* la photocopie d'un document « secret » précisant les projets du gouvernement pour l'installation des premiers missiles de croisière, en novembre 1983, et révélant surtout la « nervosité » des *membres du cabinet de Mme Thatcher* face aux manifestations pacifistes et *aux protestations de l'opposition. La* sévérité de la peine a d'autant plus surpris que la sécurité du pays ou celle de l'OTAN ne paraissait guère menacée.

M. Peter Preston, rédacteur en chef du *Guardian,* affirme dans un éditorial que cette décision de justice s'inscrit dans une *« atmosphère »* créée par un gouvernement qui est à tout propos *« obsédé par la loyauté et les fuites »* et qui, depuis plusieurs mois, fait régner *« un climat de répression »* dont journalistes et fonctionnaires ont été victimes à plusieurs reprises, ces dernières semaines. Il déclare regretter avoir obéi à la justice en restituant en décembre la photocopie incriminée, ce qui a vraisemblablement facilité l'identification de Mlle Tisdall.

Le *Guardian* a été dénoncé par l'Union nationale des journalistes pour n'avoir pas mieux protégé sa source d'information.

F. C.

● *Élections professionnelles à Peugeot-Sochaux.* – Précision : dans les résultats des élections de délégués du personnel à l'usine Peugeot de Sochaux, les pourcentages obtenus par chaque organisation syndicale étaient recensés par rapport aux *inscrits* et non par rapport aux exprimés *(le Monde* du 23 mars). Dans le premier collège, par rapport aux suffrages exprimés, la CGT a obtenu 42,85 % (– 0,93), la CFDT 21,91 % (– 2,62), FO 14,79 % (+ 3,15), SIAP-CSL 10,28 % (– 0,13), CFTC 10,16 % (+ 0,58). Dans le deuxième collège, la participation était de 92,15 % et non de 82,15 %.

L'IRAN ACCROIT LES CAPACITÉS DE SA MARINE MARCHANDE

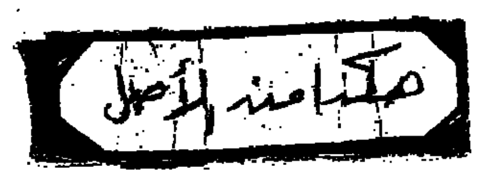
Londres *(AFP).* – La Compagnie maritime de la République islamique d'Iran a acquis récemment quatre navires sur le marché d'occasion et en recherche d'autres de différentes catégories, apprend-on dans les milieux maritimes de Londres. Deux cargos, construits au Danemark en 1978 et 1979, lui ont été vendus par la compagnie danoise East Asiatic, pour une somme globale de 15 millions de dollars, et deux vraquiers (pour les minerais ou les céréales), d'environ 34 000 tonnes, construits au Japon en 1976, lui ont été cédés par la compagnie Universal Star de Panama pour quelque 12 millions de dollars les deux.

L'Iran ne fait aucun secret de son intention de transporter sous son propre pavillon une plus grande part de ses très volumineuses importations de marchandises, afin de soulager sa balance des paiements. En 1983, le pays avait été obligé de louer à cet effet environ quatre cents navires étrangers, et la facture avait été lourde.

La compagnie iranienne, qui, avant les achats de cette semaine, comptait environ soixante navires, fait construire en Corée du Sud vingt vraquiers de 40 000 tonnes.

Le numéro du « Monde » daté 24 mars 1984 a été tiré à 460 441 exemplaires

A B C D E F G H



Le Monde
Aujourd'hui

KALVAR/MAGNUM

Quel avenir pour la chirurgie ? page II

« Le marché commun culturel » tient son marathon à Venise, page VI

En images, Syssoïev arrêté par le K.G.B., page VIII

Les poètes arabes et l'amour, selon André Miquel, page XII

Supplément au numéro 12181. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 25-Lundi 26 mars 1984.

Les chirurgiens, *fer de lance des grandes grèves de 1983, s'interrogent sur les nouvelles*

A cœur ouvert

« Une crise est plus mal vécue dans une discipline ou l'on ne réfléchit plus. »

IL y a un an, l'un des mouvements les plus spectaculaires qui aient secoué la médecine française depuis trois décennies venait juste d'éclater : le 22 mars 1983, les internes et chefs de clinique des centres hospitalo-universitaires se mettaient en grève, un mouvement qu'ils devaient prolonger six semaines durant. Une grève dure, une forme d'action inconnue en France — la grève des soins — au terme de laquelle ils devaient obtenir, avec le déplacement de M. Jack Ralite, ministre de la santé, bon nombre de promesses et la reconnaissance d'un poids social qu'ils ignoraient jusqu'alors.

Un an après, le gouvernement vient de publier les projets de statuts contre lesquels protestaient les grévistes ; il soumet à la discussion l'ébauche d'une réorganisation profonde des structures hospitalières qui porte un nom, la *« départementalisation »*, et repose sur un principe : les services hospitaliers, à l'avenir, sont supprimés, et remplacés par des « départements », entités beaucoup plus vastes, dont le responsable seront élus par les médecins, pour une période de quatre ans renouvelable.

Sur l'essentiel de ses projets, le gouvernement n'a donc pas varié. Il a certes considérablement amélioré les conditions pratiques du futur déroulement des carrières hospitalières et fait droit à certaines revendications justifiées des grévistes. Mais l'essentiel demeure : l'unification des carrières, la *« départementalisation »* des hôpitaux, deux réformes qui font suite à une mesure radicale préparée par M. Jack Ralite et adoptée dès 1982 : la suppression du « secteur privé » des hôpitaux publics, suppression qui sera pleinement effective dès 1986.

Comment ce train de réformes sera-t-il, demain, intégré dans la vie quotidienne des hôpitaux ? Comment sera-t-il ressenti par les malades, par les personnels hospitaliers ? L'un des groupes qui ont constitué le fer de lance de l'agitation de 1983, celui des chirurgiens, manifeste un malaise croissant. Il le dit et l'exprime par des départs et des démissions, dont certains sont spectaculaires. Mais il serait sommaire de rattacher ce malaise au seul train des réformes entreprises actuellement.

Il y a trente ans seulement, la chirurgie ne comptait qu'une dizaine d'interventions courantes. Par exemple, la chirurgie articulaire n'existait guère, le traitement chirurgical des fractures était balbutiant. Depuis, la discipline a littéralement éclaté. Sont apparues quantité de branches nouvelles. Des possibilités radicalement inconnues avant la guerre se sont fait jour, telles que certaines opérations très délicates sur l'abdomen, sur les articulations, puis sur le système cardio-vasculaire. Des interventions beaucoup plus lourdes et plus longues sont devenues concevables, encouragées par les progrès considérables qu'enregistrait de son côté l'anesthésie-réanimation. Au fil des ans,la discipline, à l'image de l'ensemble de la médecine, s'est « surspécialisée ». Est apparue la chirurgie sous microscope, qui permet aujourd'hui des interventions extrêmement fines, par exemple, en gynécologie, en orthopédie. Il y a quarante ans, la chirurgie vasculaire n'existait pas, *« On ne savait pas*, dit le professeur Michel Postel (hôpital Cochin, Paris), *recoudre un vaisseau. On mettait une ficelle dessus, c'est tout. Dans le domaine orthopédique, qui est le mien, l'apparition des prothèses articulaires a été un véritable bouleversement au cours des quinze dernières années. »*


GAUMY/MAGNUM

Le laser, aujourd'hui, peut être utilisé comme bistouri. L'arthroscopie, technique d'apparition toute récente, permet d'intervenir sur une articulation sans l'« ouvrir ». Bref, les progrès sont continus, et la chirurgie n'est plus une discipline monolithique : viscérale, orthopédique, plastique, pédiatrique, urologique, cardio-vasculaire, gynéco-obstétricale, la chirurgie n'est plus « une ».

S'y ajoute la neurochirurgie, domaine périlleux s'il en est. Chacune de ces branches possède d'ailleurs ses ramifications propres, où se spécialisent certains virtuoses. On connaît aujourd'hui ceux qui ne font pratiquement plus « que » de greffes de cornée, « que » des réparations de nerfs périphériques, « que » des genoux, que des foies, ou presque...

Chacune de ces disciplines, soulignent les chirurgiens, exige un très long apprentissage spécifique, un patient *« compagnonnage »* nécessaire à l'acquisition progressive des responsabilités et à la maîtrise des techniques. Cet apprentissage, explique le professeur Postel *« consiste aussi à apprendre à ne rien faire. Opérer quelqu'un n'est pas un acte normal. Il faut à chaque fois, en orthopédie par exemple, peser les chances d'améliorer le malade par rapport aux possibilités de lui nuire. Les chirurgiens aiment opérer, et la pente naturelle est de se laisser tenter. »*

Apprendre : le mot revient souvent dans la bouche des chirurgiens. Car telle est l'une des premières causes de leur inquiétude. Des réformes successives qui réaménagent à la fois les études de médecine, l'internat, l'enseignement des spécialités et l'accès aux carrières hospitalières, ils ont déduit que la durée de formation serait fortement réduite et qu'il serait possible, désormais, d'opérer très vite, au sortir d'un internat de spécialité de cinq ans, durée conforme, d'ailleurs, aux normes européennes. Un *diplôme d'études spécialisées (DES)* de chirurgie sanctionnerait ces cinq années, auquel s'ajouterait un diplôme d'études spécialisées complémentaires (DESC) obtenu en un an, pour ceux qui souhaiteraient accroître leur pratique dans un domaine particulier.

Or, de l'avis unanime de la profession, une telle période est trop courte pour acquérir la capacité d'opérer seul. Les chirurgiens soulignent que les hôpitaux publics avaient, depuis un quart de siècle, considérablement amélioré la formation dispensée aux plus jeunes d'entre eux, à qui leurs aînés évitaient le poids de trop grands responsabilités pendant la période d'apprentissage. *« La crainte d'être victimes de cet apprentissage a longtemps retenu hors des hôpitaux les malades qui pouvaient choisir leur lieu de traitement*, souligne le professeur Postel. *Ce courant a été inversé en grande partie par l'amélioration de l'encadrement et surtout par le plein-temps hospitalier »*, grâce auquel les hôpitaux publics ont gardé dans leurs murs les plus compétents des spécialistes. *« Mais cet équilibre est fragile, et il peut être facilement rompu. »*

Quand le gouvernement objecte que les autres pays européens se satisfont de ces normes relatives à la durée de la formation, les chirurgiens français répondent que le deuxième cycle des études médicales, en France ainsi que les débuts de l'internat comportent pour les futurs chirurgiens trop peu de périodes formatrices. En d'autres termes, beaucoup de perte de temps. Ils estiment que la formation d'un chirurgien exige, au sortir des études de médecine, sept ans, au moins. L'Académie de chirurgie, en décembre dernier, a même alerté solennellement le gouvernement du danger d'un *« abaissement des soins, de l'enseignement et de la recherche »* dans cette discipline, et demandé sur ce point aux pouvoirs publics de *« réformer ses projets » dans lesquels elle voyait se profiler le « risque inacceptable d'une régression »*.

Les pouvoirs publics, depuis, ont admis qu'il convenait de reconsidérer le problème de la formation des jeunes chirurgiens. Ils se déclarent ouverts à la discussion et soulignent que la durée de la période post-universitaire dans chaque discipline médicale n'a guère de raison d'être uniforme. D'ailleurs, les statuts des médecins hospitaliers, récemment publiés, ne sont pas contraignants sur cette question.

Mais le malaise a d'autres racines. La vie d'un chirurgien comporte des contraintes très particulières, incontestables : par le rythme qu'elle impose, par le poids des responsabilités qu'elle implique. *« C'est l'angoisse*, dit le professeur Laurent Sedel, (hôpital Saint-Louis, Paris), *l'angoisse dès le début de la formation. La vie de quelqu'un, nous la tenons à quelques millimètres de nos ciseaux. C'est la présence nécessaire, continue, à l'hôpital, où nous passons le plus clair de notre vie. Car il faut, pour bien faire ce métier, un intense niveau de pratique. »* L'hyper-spécialisation actuelle des chirurgiens n'a certes pas que des côtés positifs, *« mais elle augmente les chances du malade »*. En outre, le niveau général de la chirurgie moins spécialisée, de la chirurgie *« tout venant »*, doit rester élevé, car il faut, partout, pouvoir parer à toute éventualité.

En effet, la chirurgie ne se pratique pas seulement dans les hôpitaux universitaires ; elle est aussi le lot quotidien des établissements moins équipés, plus modestes, c'est-à-dire des hôpitaux généraux. Or, dans ces établissements, les chirurgiens, dans la plupart des cas issus du moule hospitalo-universitaire, sont, en règle générale, fortement démunis de moyens. Très souvent seuls, ou pourvus d'équipes à effectifs trop minces, ils doivent assurer un rythme d'activité, de gardes à l'hôpital, d'astreintes à domicile parfois proprement effarant. Mais leur responsabilité n'en est pas diminuée pour autant. Formés dans les CHU, où ils avaient été accoutumés à un compagnonnage, à un partage des tâches, ils se retrouvent dans de petits établissements pourvus de moindres moyens et écrasés par des responsabilités que rien ne vient compenser.

conditions d'exercice de leur profession : la formation, les réformes, les techniques, leurs rapports avec les malades.

Une compensation, précisément, s'était établie tant bien que mal par un biais financier. L'exercice des responsabilités *hiérarchiques, dans* les hôpitaux publics, s'était accompagné, depuis les textes de 1958 instituant le temps plein, de la possibilité de disposer d'un *« secteur privé »* dans les murs de l'hôpital. Il était légal de distraire une fraction du *« temps plein »* pour opérer à titre privé grâce à ce système. Par ce biais, s'introduisirent au fil des ans certains abus retentissants, notamment dans les CHU, qui jetèrent le discrédit sur l'ensemble de cette pratique. M. Jacques Barrot, dernier ministre de la santé du septennat de M. Giscard d'Estaing, tenta de *« moraliser »* ce système en instituant un contrôle financier. Il en fut empêché par la proximité des élections. M. Jack Ralite annonça sa suppression pure et simple dès 1982, suppression qui sera effective dans deux ans.

Or le secteur privé des hôpitaux publics bénéficiait aux chirurgiens plus qu'aux autres médecins, puisqu'ils pratiquent des actes plus lourds, plus onéreux, justifiant des hospitalisations. Ils ressentent donc sa suppression comme une brimade particulière. Certains d'entre eux revendiquent le droit, pour des professionnels investis de responsabilités particulièrement lourdes, d'en être financièrement honorés davantage que certains de leurs collègues médecins. *« Pourquoi,* demande le professeur Sedel, *ne pas moduler les salaires en fonction des astreintes, de la pénibilité, de la qualification requise et mieux rétribuer un réanimateur, un obstétricien, ou un chirurgien qu'un radiologue, un rhumatologue ou un dermatologue ? »* Mais il existe, ajoute-t-il, *« un certain discours de gauche qui discrédite toute revendication financière au nom de la morale. Ce qui est immoral, c'est de voir des médecins abuser de leur pouvoir et de leur notoriété dans des domaines qui leur sont étrangers. C'est cela que nous reproche le public, et il a raison. Il n'objecte rien, bien au contraire, lorsque nous expliquons qu'un médecin mal payé coûte plus cher à la collectivité parce qu'il multiplie les actes, ce qui, en chirurgie, est particulièrement désastreux. Avant de laisser parler de privilège, publions les salaires actuels d'un interne de CHU (7 500 F), d'un chef de clinique (10 000 F), d'un chef de service d'hôpital général (15 000 F), d'un professeur agrégé (22 000 F), d'un professeur chef de service (30 000 F) et comparons-les aux émoluments des pilotes de ligne, des techniciens de l'audio-visuel ou des cadres des entreprises nationalisées... » « On pourrait,* conclut-il, *détailler la journée d'un chirurgien hospitalier et ses nuits de garde passées au bloc opératoire et payées en-dessous du SMIC horaire. »*

S'ajoute, pour certains, une autre cause de malaise : les conséquences de la *« départementalisation »*. Celle-ci impliquera une modification profonde du système hiérarchique des hôpitaux. Le chef de service, en chirurgie comme ailleurs, était investi, jusqu'à sa retraite, d'une autorité que lui seul pouvait déléguer. Ce ne sera plus le cas. Lorsque la réforme entrera en vigueur, l'autorité sera confiée à un *« chef de département »* élu par l'ensemble des médecins, pour une période déterminée au terme de laquelle il lui faudra *« rentrer dans le rang »* et se soumettre à l'autorité d'un collègue.

Pour certains chirurgiens, une telle réforme est à la fois inapplicable *« parce que certains d'entre-nous sont notoirement meilleurs que d'autres »*, disent-ils, et inacceptable. *« Il n'est pas vrai de dire que nous sommes interchangeables. »*

D'autres voient se profiler ces réformes avec un flegme relatif. Cette discipline est si particulière, estiment-ils, qu'elle ne pourra guère être affectée par les transformations qui se préparent.

Mais ces flegmatiques sont une minorité. Pour le plus grand nombre, l'avenir apparaît sombre. Certains ont déjà opté pour l'installation dans le secteur privé ou le départ à l'étranger. Mais les cliniques privées, elles-mêmes en butte à des difficultés financières bien réelles, ne représentent pas un débouché considérable. C'est pourquoi les pouvoirs publics ne s'émeuvent pas outre mesure de ce malaise.

Le corps des chirurgiens a certainement perdu de l'aura qui constituait l'un des éléments de la fonction. Les patients eux-mêmes sont aujourd'hui plus revendicatifs que par le passé, hésitent moins à s'engager dans des actions en justice lorsqu'ils estiment avoir été lésés. Sans connaître l'ampleur qu'il revêt aux Etats-Unis, le phénomène des poursuites contre contre des chirurgiens a pris en France des proportions non négligeables.

Les changements politiques n'ont guère amélioré cette désacralisation, bien au contraire. *« Le temps n'est plus,* dit un haut fonctionnaire, *où les médecins et les chirurgiens pouvaient déjeuner à l'Elysée dès qu'ils avaient un problème. »* L'aura a décliné, les revenus aussi, les conditions de formation des jeunes inquiètent, l'électoralisme à l'hôpital angoisse, pourquoi serait-on optimiste ?

Enfin, dit le docteur René, chirurgien à l'hôpital de la Croix-Saint-Simon (Paris) : *« Tout est plus difficile pour une profession où le rythme de travail est tel qu'il interdit tout retour sur soi et toute introspection. Une crise est plus mal vécue dans une discipline où l'on ne réfléchit plus ».* D'où la fuite, le repli. Bien souvent, conclut-il, *« les conditions sont telles, surtout dans les petits hôpitaux, qu'elles s'apparentent à la chirurgie de guerre. La chirurgie de guerre n'aide guère à apprendre ».*

CLAIRE BRISSET.

Virtuose et transfuge

Il quitte la France et dit pourquoi.

LE professeur N..., quarante-sept ans, était appelé à prendre la tête de l'un des plus prestigieux services de chirurgie viscérale de Paris. Interne à vingt-deux ans, professeur agrégé à trente-trois ans, considéré par ses pairs comme un « virtuose » de la chirurgie abdominale, il n'avait guère, semble-t-il, de soucis professionnels. Or il vient de décider de quitter l'Assistance publique de Paris et a accepté de prendre la tête du service de chirurgie de l'hôpital Princesse-Grace-de-Monaco, que la principauté se propose de rénover entièrement et de doter des équipements les plus modernes.

Cette décision a fait grand bruit dans les milieux chirurgicaux, d'autant qu'elle n'est pas isolée. Lorsque la principauté a ouvert le concours destiné à pourvoir ce poste, pour lequel elle posait pourtant des conditions draconiennes — il fallait être professeur de chirurgie et être âgé de quarante-cinq à cinquante-cinq ans, — elle vit à son grand étonnement se proposer... plus de vingt candidatures françaises.

L'heureux élu ne mâche pas ses mots. Il part, car il ne peut supporter, dit-il, les perspectives d'avenir qui lui sont ouvertes dans la fonction publique française par la mise en œuvre des réformes.

« Prenez, dit-il, *la départementalisation des hôpitaux. On nous a expliqué qu'il s'agissait de s'inspirer du modèle américain. Mais, aux Etats-Unis, les responsables des « départements » sont élus par un conseil de faculté, pour une durée indéterminée s'ils remplissent leur contrat ! Celui qui « fait le poids » ne sera pas obligé de rentrer dans le rang automatiquement au terme d'un temps très bref ! Périodiquement, le conseil de faculté le reconduira dans ses fonctions. Dans ces conditions, le système fonctionne comme un aiguillon permanent. Ici ce qu'on nous propose est de rentrer dans le rang quels que soient nos mérites. S'il y a quelqu'un de mieux à nos côtés, c'est parfait. Mais sinon ? Je ne me mettrai pas sous les ordres d'un médiocre. La productivité de la médecine française, qui n'était pas mauvaise, va diminuer, faute de stimulants. A l'avenir, il faudra passer la main dans le dos aux jeunes médecins pour se faire élire. Nous verrons s'installer une médiocratie. Je préfère, et je le dis, la méritocratie. »*

A ces considérations, ajoute le professeur, *« se joignent nos soucis pour la formation de nos jeunes collègues. Six ans de formation post-universitaire sont un minimum incompressible en chirurgie. Ce n'est pas ce que l'on nous promet ».*

« Il y a, enfin, d'autres problèmes, dit-il. *La pénurie de personnel, à l'Assistance publique, atteint des sommets ; par exemple, le week-end, la nuit, même autour des très grands opérés, nous traversons ici des moments très critiques. La nuit, c'est un désert, et je suis las de réclamer constamment... »*

« C'est dans ces conditions qu'on veut, en plus, nous infliger une baisse de notre niveau de vie, conclut-il. *Le secteur privé nous permettait de l'améliorer. C'est vrai, certains d'entre nous ont beaucoup exagéré et la puissance publique a eu tort de ne pas les réprimer le moment venu. Je gagne 30 000 F par mois, pour ma part, et le secteur privé me permettrait d'augmenter d'un tiers mes revenus. Nous le supprimer, c'est rompre unilatéralement le contrat. Je ne vois pas pourquoi je l'accepterais... »*

A l'avenir, en France, *« les agrégés de chirurgie vont devenir de petits fonctionnaires,* ajoute-t-il. *Comme en Suède, où ils poussent leurs tondeuses à gazon à partir de 4 heures de l'après-midi. Or, dans ce métier, si on ne pratique pas beaucoup, on régresse. Nous avions jusqu'à présent un excellent système. Tout cela me paraît compromis ».*

C. B.

Crise regrettable, réformes nécessaires

Les pouvoirs publics s'expliquent.



SEYMOUR/MAGNUM

SELON les pouvoirs publics, une réforme était rendue impérative pour plusieurs raisons : la parcellisation excessive des tâches à l'hôpital, l'absence de perspective de carrière pour les jeunes médecins hospitaliers et la croissance incontrôlée des dépenses hospitalières.

A propos de la formation des chirurgiens, les pouvoirs publics soulignent que le régime futur n'est pas encore définitivement arrêté, mais que la formation post-universitaire des chirurgiens sera d'au moins six ans. Le compagnonnage, disent-ils, est effectivement dans ce domaine la seule méthode de formation et, à l'heure actuelle, les jeunes attendent trop longtemps pour accéder aux responsabilités directes. *« Mais sur ce sujet,* souligne-t-on, *nous attendons les suggestions des intéressés ! Dans un certain nombre de pays, les futurs chirurgiens ont un véritable « carnet de bord », comme les pilotes de ligne ou les guides de montagne, où est consigné tout le détail de leur activité... Le problème n'est pas tant dans la longueur de la formation que dans son intensité et dans sa qualité. »*

Sur le manque de médecins dans les hôpitaux généraux, qui conduit par exemple à un nombre de gardes excessif, les pouvoirs publics rappellent que le nombre des praticiens, en dix ans, a plus que doublé dans les hôpitaux publics et que, par conséquent, cette pénurie régresse.

Les médecins des hôpitaux, singulièrement les chirurgiens, fuient-ils le secteur public ? Ces départs, répond-on, *« sont certes regrettables. Mais le phénomène est limité et n'est pas inquiétant. Nous somme plutôt confrontés au problème inverse : le manque de postes à distribuer aux jeunes praticiens qualifiés ».*

Restent enfin deux points litigieux : la rémunération et la départementalisation. La société française et le gouvernement, disent les pouvoirs publics, ont choisi une double option. D'abord, bien payer les médecins du secteur public : dans le futur statut, leurs salaires s'échelonneront dans les hôpitaux généraux de 170 000 F par an début de carrière à 360 000 F en fin d'exercice ; et dans les CHU de 215 000 F pour un maître de conférence à 510 000 F pour un professeur titulaire de chaire. Davantage qu'un jeune polytechnicien ou un conseiller d'Etat. La seconde option est de ne pas faire de différence de salaire entre les diverses disciplines. *« Ce choix est clair. Il y en a un autre : le gouvernement a pu supprimer le secteur privé des hôpitaux publics parce qu'il veillait, sur un autre plan, au maintien de l'hospitalisation privée. Nous avons eu le souci de ne pas mélanger les genres. »*

La départementalisation, enfin. *« C'est avoir peu de foi dans ses collègues,* estiment les responsables gouvernementaux, *que de penser que le moins compétent sera élu chef de département ! Dans la réforme, ce qui prévaudra sera la souplesse de l'organisation interne : la grande nouveauté, c'est que l'hôpital sera libre de se structurer comme il l'entendra, et qu'il pourra faire évoluer son organisation propre, contrairement à la situation actuelle. En outre, dans un département de chirurgie, le chef de département ne se prétendra pas omniscient... »*

C. B.

∴

La publication d'un extrait du témoignage d'un patient ayant vécu l'expérience d'une mort apparente (« Promenade dans l'au-delà » - *le Monde Aujourd'hui* daté 11-12 mars 1984) nous a valu des lettres de lecteurs demandant de plus amples informations. Ils peuvent se procurer le texte intégral de ce témoignage dans la revue médicale britannique *Lancet* du 3 septembre 1983, pages 561-562. Les dirigeants du *Journal international de médecine* ont eu, en outre, l'heureuse idée d'en publier une version française dans leur numéro de janvier 1984. Cette revue diffuse les meilleurs articles puisés dans les divers organes de la presse médicale internationale.

L'ulcère sous cimétidine

Un produit qui gomme les symptômes sans guérir la maladie. Pourtant, un succès commercial mondial.

LA première douleur est brutale, crampe intolérable au creux de l'estomac, parfois accompagnée de nausées et de vomissements. Elle reviendra souvent, calmée ou non par les repas, évoluant par poussées saisonnières de plusieurs semaines, suivies de rémissions. Rapidement, le malade ne s'interroge plus sur son origine. Ulcéreux, il doit apprendre à vivre avec sa maladie.

Ulcère ? On devrait, en toute rigueur, parler de maladie ulcéreuse. Une entité dont les symptômes sont bien connus mais dont la physiopathologie demeure, en dépit des progrès thérapeutiques, bien *mystérieuse*. Une affection très répandue autour de laquelle se bâtissent de véritables empires médicamenteux.

Rien, en apparence, de plus simple qu'un ulcère, érosion localisée, perte – plus ou moins importante – de substance au niveau d'un tissu. Dans le tube digestif, ils prennent des formes variables, petits cratères nichés dans la muqueuse. *On distingue les lésions* de l'estomac (ulcères gastriques) de celles de la première partie du petit intestin (ulcères du duodénum). Les seconds sont environ quatre fois plus fréquents que les premiers.

Pourquoi un ulcère ? On évoque en règle générale un déséquilibre entre une trop grande sécrétion acide (sécrétion indispensable à la digestion) de l'estomac qui attaquerait une muqueuse digestive *par ailleurs trop fragile*. De fait, aucun ulcère n'apparaît en l'absence de sécrétion acide. L'argument pourtant n'est pas suffisant et d'autres éléments (le sexe, l'âge, le groupe sanguin, le mode de vie) entrent fréquemment en ligne de compte. De plus, le psychisme semble souvent jouer un rôle dans l'apparition de cette maladie. En d'autres termes, on sait que ne fait pas un ulcère qui veut, même si on ne sait pas, au fond, pourquoi il le fait.

Pour caractéristique qu'elle soit, la symptomatologie peut prêter à confusion : toutes les douleurs de la région épigastrique ne sont pas, loin s'en faut, des ulcères. Une étude danoise est même allée jusqu'à démontrer que 68 % des hommes et 83 % des femmes qui se plaignent de douleurs évocatrices n'étaient pas, en définitive, victimes d'ulcères.

S'agit-il d'une lésion fréquente ? La question est difficile, ne serait-ce qu'à cause de ces « faux positifs » et du caractère chronique de la maladie. En France, compte tenu du *sous-développement* notoire de l'épidémiologie, on ne peut pas répondre avec précision. Seules quelques extrapolations laissent supposer qu'on compterait environ huit cent trente-cinq mille sujets atteints d'ulcères du *duodénum*, anciens ou évolutifs, et que, chaque année, près de la moitié souffriraient de leur maladie ulcéreuse (1).

Aux Etats-Unis, on estime que sont diagnostiqués chaque année deux cent mille nouveaux cas d'ulcères du duodénum et cinquante mille d'ulcères gastriques. Fait notable : plusieurs études britanniques et américaines montrent, sans l'expliquer, que, depuis vingt ans, la fréquence et la gravité de la *maladie* sont en diminution. Ainsi, de 1966 à 1978, le nombre annuel des diagnostics positifs est tombé de 526 000 à 360 000. De la même manière, le nombre annuel des décès consécutifs à un ulcère (perforation) est passé, de 1960 à 1979, de près de douze mille à moins de six mille.

Il y a peu encore, l'examen radiologique était indispensable pour confirmer le diagnostic. En quelques années, l'endoscopie (vision directe de la muqueuse digestive après mise en place par voie orale d'un tube optique) a fait la preuve d'une fiabilité incontestable. Vient alors la *difficile question* de la meilleure stratégie thérapeutique.

La chirurgie ? C'était il y a peu encore, une arme fréquemment employée. Des méthodes mutilantes du départ (ablation d'une partie de l'estomac), responsables d'importantes séquelles digestives, on est passé à des procédés plus fins, laissant en place les organes digestifs : il s'agit de réussir à sectionner les filets nerveux qui ont sous leur contrôle les mécanismes hormonaux de la sécrétion acide (vagotomie suprasélective).

Proposés depuis plus d'un siècle sous de *multiples formes*, les régimes antiulcéreux (des diètes le plus souvent) n'ont jamais fait la preuve de leur efficacité, ce qui ne veut pas dire qu'aucune restriction diététique ne s'impose lors d'une poussée douloureuse.

Pendant de longues années, les sels de *bismuth* ont représenté le traitement de base du gastro-entérologue français. Leur retrait, en 1978, du marché après une mystérieuse épidémie d'intoxication a *laissé* la place à deux groupes de médicaments.

● **Les anti-acides.** Il s'agit de substances de consistance pâteuse ou laiteuse, capables, après ingestion, de diminuer l'acidité du tube digestif. Elles doivent soulager *rapidement et durablement* le malade. En pratique, leur efficacité fait l'objet de nombreuses controverses. Certaines études concluent à une efficacité équivalent, à celle des placebos (2). Ces produits doivent être absorbés de une à trois heures après le repas. Ils sont souvent prescrits au coucher afin de neutraliser l'excès d'acide gastrique qui, naturellement, survient aux environs de minuit. Les effets indésirables *sont avant tout* des troubles du transit intestinal (constipation, diarrhée) et certaines interactions médicamenteuses.

● **Les anti-H2.** Il s'agit d'une famille de produits qui réduisent la sécrétion acide de l'estomac en bloquant le fonctionnement naturel de certains récepteurs cellulaires (les récepteurs à l'histamine ou récepteurs H2). L'un des premiers anti-H2 mis au point (et le seul actuellement commercialisé en France) a été la cimétidine, inventé en Grande-Bretagne après plus de dix ans de recherche par les laboratoires de Smith Kline and French. A partir de 1976, la commercialisation à l'échelle internationale *fut une* véritable révolution thérapeutique. Début 1977, six mois après son arrivée, la cimétidine était présente aux Etats-Unis chez 40 % des ulcéreux. En 1978, on passe à 60 %, soit 2 millions de personnes. Aujourd'hui, à travers le monde, on recense plus de 10 millions de malades sous cimétidine. En France, deux ans après sa mise sur le marché, le chiffre d'affaires du produit était d'environ 240 millions de francs. L'année suivante, en 1981, il était de *295 millions*, puis de 320 millions en 1982.



Un tel succès commercial, expérience unique, tient avant tout à l'efficacité du produit, relayée par une publicité intensive : la cimétidine est mondialement reconnue aujourd'hui comme le chef de file des médicaments antiulcéreux. Il pose néanmoins de nombreuses questions. Ainsi ce produit est fréquemment à l'origine de divers effets secondaires indésirables. On assiste aussi à certaines extensions d'indications qui n'ont aucune justification. *« Des dérapages,* confie un spécialiste, *sont officiellement critiqués par le fabriquant mais, en fait, il s'en accommode fort bien. »*

Un succès qui ne doit pas faire oublier l'essentiel (la cimétidine gomme les symptômes mais ne guérit pas la maladie) et qui, compte tenu du formidable marché mondial que représente l'ulcère, suscite de nombreux appétits.

« Le congrès mondial de gastro-entérologie s'est tenu à Stockholm du 12 au 19 juin 1982, écrivait l'an dernier le professeur Jean-Jacques Bernier (hôpital Saint-Lazare Paris). *On y a assisté à la lutte acharnée que se livrent les grandes firmes pharmaceutiques autour du traitement des ulcères gastro-duodénaux. Ce marché est considérable. Le succès de SKF (cimétidine) a tenté les concurrents dont Glaxo avec la ranitidine. Ils ne sont pas les seuls en lice : sept sociétés pharmaceutiques avaient organisé sept « symposiums satellites » sur le traitement des ulcères. Ces sept symposiums ne le cédaient en rien aux réunions organisées par les responsables du congrès et souvent les dépassent en qualité* (3). »

En pratique, certaines questions essentielles restent pour l'heure sans réponses, comme celle de la durée du traitement médical. Le traitement par cimétidine a l'avantage d'accélérer la cicatrisation de la lésion digestive. Faut-il pour autant le prescrire à vie de manière à prévenir les récidives ? Si oui, quels sont les risques ? Faut-il, comme c'est devenu l'usage, associer cimétidine et anti-acides alors que *rien ne justifie* une telle double prescription ?

On estime aux Etats-Unis le coût de la maladie ulcéreuse (coût direct plus perte de productivité) à 2 milliards de dollars. « L'explosion » du traitement médicamenteux est-elle, à l'échelle collective, liée à un gain du rapport coût-efficacité ? Une remarquable étude américaine menée sur ce thème par l'Office of Technology Assessment du Congrès des Etats-Unis (4) reste prudente. Elle conclut que l'arrivée de la cimétidine sur le marché américain a été contemporaine d'une diminution du nombre des interventions chirurgicales et qu'elle pourrait être liée à une diminution des chiffres de mortalité par ulcère. Les auteurs restent inquiets sur les conséquences lointaines des traitements au long cours.

JEAN-YVES NAU.

(1) Estimation du docteur Etienne-Henri Metman (CHU de Tours) dans « Médecine digestive et nutrition » (à partir d'une enquête réalisée par l'INSERM en 1976 et 1977 dans le département de l'Indre-et-Loire auprès de 3 500 personnes.

(2) Sur ce thème, lire l'étude comparative du centre national d'information sur le médicament hospitalier (numéro de mars-avril 1982).

(3) *La Presse médicale* (14 mai 1983).

(4) « Le cas de la cimétidine et de l'ulcère peptique », analyse, coût, efficacité des techniques médicales ; septembre 1981.

Vivre avec

UN ulcéreux doit-il modifier son mode de vie ? On ne dispose d'aucune certitude. En pratique, les conseils suivants sont les plus *souvent prodigués :*

● En période de crise : arrêt du tabac, suppression des épices, des apéritifs, du vin blanc et des alcools forts, des aliments acides. Un régime lacté semble utile.

● Entre les crises. Aucun régime particulier n'est à suivre. C'est au malade d'éliminer de lui-même ce qu'il sait être à l'origine de la douleur. Le fractionnement des repas est souvent utile ;

L'un des chapitres importants concerne les médicaments. Certains sont formellement contre-indiqués à l'ulcéreux. Il s'agit en particulier de l'aspirine (sous toutes ses formes) et de nombreux anti-inflammatoires (risques graves d'hémorragie).

Certains services hospitaliers ont pris l'habitude de donner à leurs malades ulcéreux une carte indiquant leur état afin de prévenir d'éventuels accidents.

Quatre portraits-robots

DERRIÈRE la façade des connaissances biologiques et contrairement à ce que pourrait laisser croire la standardisation internationale du *traitement médicamenteux*, l'ulcère est une maladie mystérieuse qui recèle de larges zones d'ombre ignorées bien souvent des facultés de médecine.

Ainsi l'effet placebo : des cicatrisations comparables à celles obtenues après traitement médical sont fréquemment observées *après prescription de produits a priori* totalement inefficaces (de 15 à 60 % des cas selon les essais, alors qu'avec la cimétidine l'efficacité est d'environ 80 %). Difficilement explicable, ce phénomène a été mis en évidence dans *de nombreuses études contrôlées.*

On sait aussi, depuis le développement de l'endoscopie, que des ulcéreux peuvent continuer de souffrir alors que leur lésion est cicatrisée et que d'autres ne souffrent plus, alors même que leur ulcère est bien présent...

Tous ces aspects psychosomatiques ont un fil conducteur, fait des relations entre le malade et son entourage. *« L'exploration méthodique d'un grand nombre de sujets,* note une équipe de spécialistes parisiens dans un ouvrage remarquable (1), *montre qu'une population de malades atteints d'ulcère gastro-duodénal se distingue statistiquement de toutes les populations analogues indemnes de cette affection* (...). » *« La plupart des malades,* expliquent-ils, *oscillent entre l'expression de tendances actives et celle de tendances passives réceptives. »* En d'autres termes, le malade semble « déchiré » entre *un besoin (souvent inconscient)* de prise en charge, de soutien, de dépendance et un autre fait de désir de responsabilité, de compétition agressive, de liberté, d'indépendance.

A partir de deux études faites à dix ans d'intervalle à l'hôpital Bichat, quatre portraits-robots d'ulcéreux ont pu être dessinés :

● *L'équilibré* (50 % des malades). Il s'agit d'un homme, la trentaine, apparemment sans problème : activité professionnelle stable, modérément compétitive, existence familiale dominée par la passivité. *« Il a, en règle générale, épousé,* nous expliquent les auteurs, *une femme maternelle assez souvent frigide et supportant bien sa frigidité, beaucoup plus attentive à son intérieur qu'à sa vie sexuelle. »*

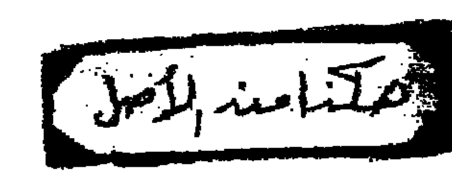
● *L'hyperactif* (25 % des malades). Bien connu : c'est le type même de l'« homme d'action ». Lancé dans une compétition sans fin, il se place continuellement en situation de rivalité, cherche à supplanter ses collègues, ne peut se reposer, cumule les postes de responsabilités, change de situation. *« Sa vie conjugale est inexistante ou désorganisée »* et *« si l'activité sexuelle vient à être évoquée, on constatera qu'elle est beaucoup moins liée au plaisir qu'à une autodémonstration de puissance ».*

● *Le passif.* C'est un malade âgé, plus ou moins inadapté. Chaque poussée ulcéreuse devient l'occasion pour lui de limiter ou d'amputer le champ de son activité. Sa vie familiale est gravement menacée *« car personne ne peut soutenir indéfiniment une passivité à la fois si totale et si profondément agressive ».*

● *L'instable.* Le malade est jeune, souvent moins de trente ans. La forme la plus typique est celle de l'ancien militaire engagé volontaire, pris en charge par l'armée durant de longues années et qui tente une réinsertion sociale. *« C'est dans cette catégorie que la carence de la vie conjugale est la plus importante et qu'on peut observer un éthylisme. »*

J.-Y. N.

(1) *L'Abord psychosomatique en gastro-entérologie,* de S. Bonfils, J.-C. Hachette et O. Danne (Masson, 1982).



Gaz pompe-pétrole

Esso-Rep utilise à Parentis la technique du « gas lift ». Le taux de récupération est à la hausse.

UN seul forage ne suffit jamais pour exploiter un champ de pétrole. Celui-ci peut être comparé à une pierre-ponce imbibée d'huile. Tous les hydrocarbures liquides ou gazeux, en effet, occupent les pores minuscules de la roche-réservoir. Le pétrole est plus ou moins visqueux, et un puits ne peut drainer qu'une zone limitée de la roche-réservoir. Il faut donc multiplier les puits pour obtenir le meilleur drainage possible.

Cinq puits – dont un sec – ont été forés en 1954, neuf en 1955, dix en 1956. Le rythme des forages s'est ensuite beaucoup ralenti jusqu'en 1978. On a même arrêté de forer à plusieurs reprises, notamment de *1966 à 1971*.

Même en multipliant les puits, on ne récupère qu'une petite partie du pétrole présent dans la roche-réservoir. Mais il existe divers procédés pour *augmenter de quelques points* le taux de récupération. L'un de ceux-ci est l'injection de volumes d'eau importants sous le réservoir de pétrole. Cette eau est injectée sur la périphérie du gisement dans l'aquifère qui est presque toujours présent dans les pores de la roche sous la couche imprégnée de pétrole (n'oublions pas que le pétrole est *plus* léger que l'eau).

Les injections d'eau accroissent le volume de l'aquifère, et ainsi la pression interne du gisement est maintenue, ce qui aide la migration du pétrole vers les puits. Les injections d'eau ont commencé, à Parentis, dès 1957. Il est rare qu'on les fasse si tôt dans la vie d'un gisement. La décision ne fut prise qu'après d'ardentes discussions. Maintenant, tout le monde reconnaît que la gestion du champ de Parentis est un modèle du genre : en 1973, le taux de récupération du pétrole était déjà de 31,5 %, alors qu'il n'est, en moyenne dans le monde, que de 25 %.

Le champ de Parentis est situé presque entièrement sous le lac du même nom. Il a donc fallu, pour la première fois en Europe, imaginer les moyens d'une exploitation lacustre. Jusqu'en 1978, la plupart des cinquante-deux puits producteurs étaient installés sur une petite plate-forme de béton qui émerge des eaux du lac et sur laquelle le derrick était monté puis démonté après la fin des *opérations* de forage et remplacé alors par une tête de puits.

La production a régulièrement augmenté de 1954 (131 511 tonnes) à 1964 (1 372 367 tonnes). Elle a ensuite plafonné en *dessous* du record de 1964, puis elle s'est mise à diminuer : 1 010 996 tonnes en 1971, 520 633 tonnes en 1973. On pensait alors qu'après vingt ans de production 86 % des réserves *récupérables avaient été* extraits du champ de Parentis, et on estimait que la production serait abandonnée entre 1980 et 1990.

Crise

Mais la première crise du pétrole est survenue en 1973, faisant brusquement passer le prix du baril (1) de 1,5 dollar à 5,20 dollars. Le forage de nouveaux puits a donc repris en *1975, les* cours du pétrole permettant une production plus coûteuse.

En 1979, le *prix* du baril est monté à 27 dollars, donnant ainsi les moyens de multiplier les nouveaux forages : en 1981 et 1982, dix puits supplémentaires ont été faits et quinze en 1983 (onze nouveaux puits *sont prévus en 1984*). Notons que les techniques de forage ont été sensiblement améliorées pendant ces trois années : en 1981, chaque forage durait en moyenne 30,1 jours et coûtait 8,7 millions de francs (en *francs constants* 1983) ; en 1983, on était descendu à 23,7 jours et à 6,9 millions de francs. Il y a actuellement soixante et un puits producteurs et dix-sept puits d'injection d'eau (2).

La multiplication des puits est devenue telle qu'il était impossible d'encombrer le lac de Parentis d'autant de nouvelles plates-formes beaucoup plus légères. Et sur chaque nouvelle plate-forme, on fore deux ou *quatre puits déviés. Ainsi* l'encombrement en surface est-il très réduit, alors que le fond de chaque puits est à environ 2 200 mètres sous la surface et à 400 ou 600 mètres de ses plus proches *voisins*.

Mais il est impossible de poser sur ces plates-formes légères les *lourds appareils de fo*rage. En s'inspirant des techniques utilisées sur le lac de Maracaibo (Venezuela), on a construit – en Bretagne – une barge spéciale. Cette barge, qui est en permanence sur le lac de Parentis, s'encastre sur la plate-forme où un forage doit être fait, ou sur laquelle un puits a besoin de réparation ou d'entretien. La barge porte le derrick et tous les équipements annexes. Une *fois les opérations* terminées, la tête de puits est, bien évidemment, posée sur la plate-forme, et la barge est emmenée pour travailler sur un autre puits.

Autre problème : celui des pompes qui font monter le pétrole du réservoir jusqu'à la surface. Les puits posés sur les « vieilles » plates-formes de bé*ton sont équipés de pompes* à balancier (dites « tête de cheval » en raison de leur forme) et d'un moteur. Or la surface des nouvelles plates-formes est trop petite pour accueillir les pompes nécessaires.

Esso-Rep a donc recours, depuis 1980, au procédé de pompage au gaz *(gas lift)*. Du gaz *est injecté sous* pression dans l'espace annulaire compris entre le cuvelage qui tapisse tout puits et le tube de production par lequel monte le pétrole. Arrivé dans la couche productrice, le gaz, plus léger que le *pétrole, cherche à remonter par* le tube de production et entraîne ainsi le pétrole jusqu'à la surface. Sur la terre ferme, le gaz est séparé du pétrole, déshydraté puis recomprimé pour être renvoyé dans les vingt-sept *puits « activés »* au gaz. Cette installation en circuit fermé utilise chaque jour 170 000 mètres cubes de gaz. Le gaz employé est celui qui est naturellement présent dans le pétrole. Certes, le pétrole de Parentis *ne contient que peu de gaz,* mais la quasi-totalité des quelque 12 000 mètres cubes de gaz récupérés chaque jour sont envoyés à une usine de charbon actif située dans le bourg de Parentis.

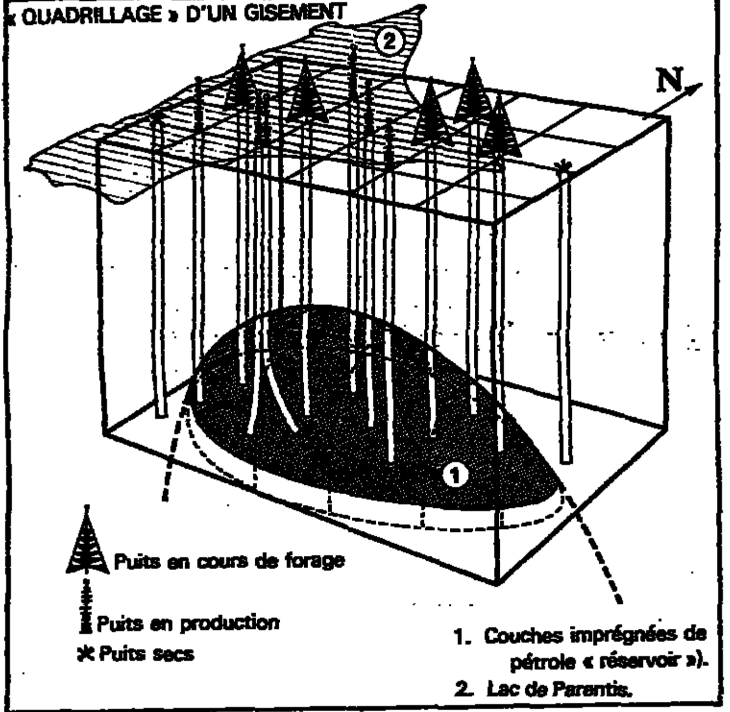
La conjonction de toutes ces techniques permet actuellement de récupérer 36,6 % du pétrole présent dans le champ de Parentis, au rythme journalier moyen d'environ 1 210 mètres cubes. La progression du *taux de récupération (31,5 %* en 1973, 36,6 % à la fin de 1983) a permis la récupération en dix ans de 8,74 millions de mètres cubes de pétrole qui, autrement, seraient restés dans le gisement. Etant donné que la production du champ de Parentis, pendant la même décennie, a été de 8,72 millions de mètres cubes de pétrole, il reste donc actuellement, dans le gisement, autant de pétrole exploitable qu'en 1973. Avec des puits supplémentaires de production et d'injection d'eau, Esso-Rep espère encore extraire 300 mètres cubes de pétrole par jour en 1994. Le champ de Parentis aura alors quarante ans.

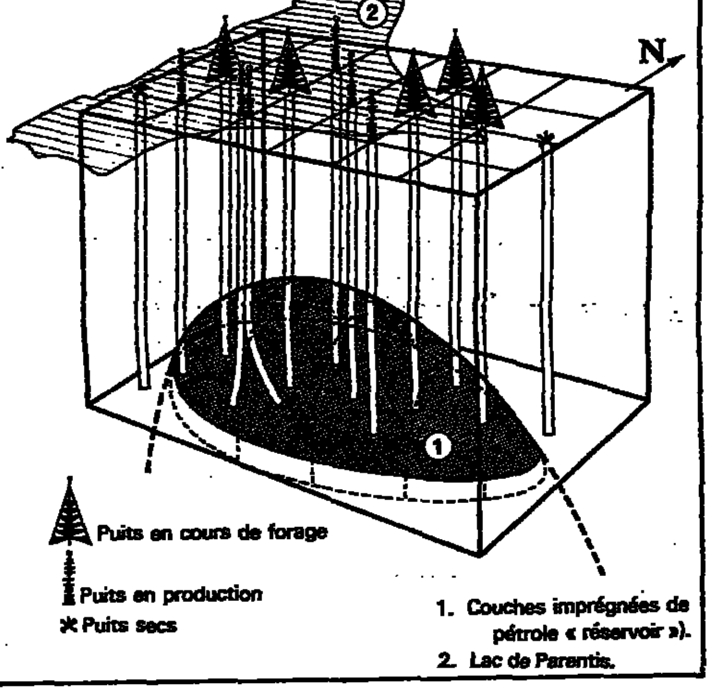
YVONNE REBEYROL.

(1) 1 baril = 159 litres, approximativement.

(2) On injecte actuellement en tout 5 000 mètres cubes d'eau par jour.

ESSO





Dans les Landes du Texas

Le 25 mars 1954, l'enthousiasme éclate dans la région.

« *LE département « Exploration » d'Esso Standard SAF annonce que des indices de pétrole encourageants viennent d'être rencontrés au cours du forage entrepris à Parentis-en-Born (Landes).*

» *A 2 250 mètres, les déblais de calcaire avaient donné des indications d'huile, et des dispositions furent arrêtées pour prendre une carotte à ces profondeurs. En cours de carottage, à 2 264 mètres, on a perdu la circulation de boue, ce qui constitue l'annonce qu'on a rencontré un terrain perméable. La carotte remontée présente des suintements de pétrole.*

» *Bien que la coexistence de la perte de circulation de boue et des suintements de la carotte puisse être considérée comme une indication favorable, il y a lieu de se garder de tout optimisme prématuré, car une production commerciale n'est pas toujours obtenue quand de telles conditions sont rencontrées.* »

Ce communiqué, publié le mardi 23 mars 1954, est prudent. Dès le surlendemain, l'« *indication favorable* » est confirmée : 3 mètres cubes de pétrole jaillissent en surface vers 17 heures. L'existence du champ de Parentis, le plus gros d'Europe jusqu'aux découvertes de mer du Nord, vient d'être prouvée. Sur place, le 23 et le 24 mars, l'équipe d'Esso Standard – trois Américains et dix-sept Français – était inquiète au lieu de nager dans la joie. M. Roger-Marie Seronie-Vivien, le premier géologue français embauché en 1951 *par* Esso Standard SAF, s'en souvient bien. On avait perdu les boues. Or les boues qu'on injecte par l'intérieur des tiges de forage sont l'élément essentiel de la sécurité de l'exploration pétrolière. Certes, ces boues font office de lubrifiant du trépan et entraînent les débris de roche dans leur remontée par l'espace annulaire situé entre les tiges et le cuvelage qui chemise le puits. Mais, surtout, leur densité est calculée de façon que le poids de la colonne de boues équilibre la pression interne du gisement. *Ce sont* les boues qui empêchent les éruptions de pétrole (ou de gaz). Et voilà que la boue disparaissait au fond du puits. La préoccupation essentielle de l'équipe de forage était donc de colmater le fonds du puits.

Le 25 mars, l'enthousiasme éclate dans la région. Dès le dimanche 28 mars, comme le rapporte André Sevry, envoyé spécial du *Monde*, dans son article du 25 avril 1954, « *il a fallu poster deux gendarmes à l'entrée de la clairière* [où était situé le puits de découverte] *pour contenir la foule des visiteurs* ». Au bout de quinze jours, le débit journalier est de 1 500 à 2 000 mètres cubes, ce qui oblige à apporter de toute urgence des bacs de stockage.

Très vite, le cours de l'action *Esso Standard s'envole. Cotée* 9 275 francs (anciens) en mars (pour une valeur nominale de 5 000 francs), elle monte à 13 500 francs dès le 2 avril, bondit à 55 000 francs en juillet et à 95 000 francs le 31 décembre. Le record de 119 000 francs est atteint en mars 1955. Le cours de l'action redescendra ensuite. Pour une valeur nominale de 50 F (nouveaux), elle était cotée à 44 F en décembre 1976, mais elle est remontée actuellement aux alentours de 600 F.

La découverte de Parentis n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat de vingt ans de travail. Dans les années 30, un premier rapport était arrivé à la Standard Oil of New-Jersey (Exxon depuis 1972) sur la prospection pétrolière en France : d'après Pierre Lamare, professeur de géologie à l'Ecole nationale d'agriculture de Grignon, puis à l'université de Bordeaux, le Bassin aquitain et le Bassin parisien étaient les régions les plus prometteuses. Les Américains choisissent le Bassin aquitain et, en 1939, envoient en France une première équipe. L'époque ne se prêtait évidemment pas à de longues prospections géologiques. Cependant, les Américains ont le *temps d'assister en 1939 à la* découverte de gaz à Saint-Marcet (Haute-Garonne) et de définir, comme zone la plus favorable à des recherches ultérieures, le périmètre défini *grosso modo* par La Rochelle. Périgueux, Agen, Mont-de-Marsan et la côte atlantique.

Après la guerre, Esso revient dans le Sud-Ouest et dépose, le 20 juin 1947, une première demande de permis d'exploration... qui ne contient pas Parentis. La même année, une mission géologique recom*mande d'inclure* Parentis dans la deuxième demande de permis déposée le 26 mars 1949 et accordée le 17 février 1951.

Des levés gravimétriques puis des profils sismiques sont faits par *la* Compagnie générale de géophysique et interprétés aux Etats-Unis de 1951 à 1953.

En 1951, le gros champ de gaz de Lacq est découvert près de Pau par la Société nationale des pétroles d'Aquitaine. Le gaz est situé dans un étage géologique du jurassique (1).

L'équipe d'Esso Standard SAF repère trois structures géologiques intéressantes. Un premier forage est fait à Mano (Landes) d'avril à septembre 1953 : pas de pétrole, malgré quelques indices.

Le 2 novembre 1953, l'unique appareil de forage dont dispose Esso Standard SAF commmence à travailler sur la rive sud-est du lac de Parentis. Le 22 décembre, le trépan est *parvenu* à la profondeur de 2057 mètres, sans atteindre le toit du jurassique qui était le but de l'opération. L'appareil de forage ne peut aller plus bas. Un engin plus puissant est acheté aux Etats-Unis, et le forage reprend le 11 mars 1954. En douze jours, le trépan atteint les indices signalés par le communiqué cité ci-dessus ; il arrive le *25 mars* à 2239 mètres de profondeur, dans la couche productrice située dans des dolomies et des calcaires crétacés.

Très vite, quatre appareils de forage sont apportés à Pa*rentis. Des visites sont organi*sées aussi bien pour le grand public et les journalistes que pour les autorités, les hommes politiques et les scientifiques. M. Seronie-Vivien rit encore des réflexions qu'il a alors entendues : « *Mets ton pull-over pour descendre dans le gisement* », ou « *C'est un fleuve de pétrole qui arrive du Texas ou du Moyen-Orient...* »

Du 25 mars 1954 au 31 décembre 1983, 25 349 806 tonnes d'un excellent pétrole, léger et très pauvre en soufre, ont été extraites de Parentis.

Y. R.

(1) Le jurassique est l'étage géologique moyen de l'ère secondaire. Il s'est formé de – 195 millions d'années à – 140 millions d'années. Juste au-dessus du jurassique est situé le crétacé (de – 140 millions d'années à – 65 millions d'années), l'étage supérieur de l'ère secondaire.

Les pays européens *s'entendront-ils pour jeter les bases d'un « marché commun*

Dix pour un

L'EUROPE est née d'une culture et d'une pensée communes : *« Quand je voyage en Allemagne, en France, en Espagne,* disait Voltaire, *partout une correspondance perpétuelle en lie toutes les parties. »* Victor Hugo annonçait comme inévitables les *Etats-Unis d'Europe. Mais on a* bien peu avancé dans cette *voie. Il y a un Marché commun* européen, il n'y a pas d'identité européenne, rien qui fasse que les égoïsmes nationaux cèdent le pas à l'intérêt communautaire. Pour passer du stade de la pensée *nationale* à celui de la pensée *européenne,* il faut à la Communauté des Dix une révolution culturelle.

C'est l'objet du colloque qui réunira à Venise, du 29 au 31 mars, une cinquantaine d'intellectuels venus de tous les pays d'Europe et appartenant *aux disciplines les plus diverses.* Deux thèmes seront à l'ordre du jour : *celui d'une identité culturelle* nourrie de mémoire historique, impliquant aussi l'Europe centrale, qui sera représentée par plusieurs créateurs ; le défi de la nouvelle révolution technologique. Le moment est venu d'établir une industrie européenne de la culture — un marché commun culturel — capable de répondre aux besoins énormes créés par le développement des médias.

La conscience d'un destin partagé n'a aucune chance de se propager si les intellectuels n'y contribuent pas. A eux de commencer à *« se penser européens »,* en se soustrayant au destin de petites nations qui a tué la liberté de l'Europe centrale. *A eux de jouer,* pour l'union européenne, le rôle tenu *jadis par Hegel dans l'unité de* l'Allemagne et par Machiavel *dans celle de l'Italie.*

En cherchant à développer *un réseau de communications et* d'échanges entre créateurs et intellectuels européens, le colloque devra alimenter en propositions concrètes les travaux du prochain Parlement européen et du conseil des ministres de la Communauté.

M.-A. MACCIOCCHI.

[Le colloque est organisé sur l'initiative de Mme Macciocchi par la ville de Venise, sous le double patronage de MM. Thorn, président de la Commission des communautés et Dankert, président de l'Assemblée parlementaire européenne grâce à une importante *contribution de la Commission,* la Fondation Arnoldo et Alberto Mondadori, à la Fondation européenne des sciences, des arts et de la culture, à l'hospitalité de la Fondation Cini et à *Mme Macciocchi,* qui a fait don d'une partie de ses indemnités parlementaires. Les droits de publication des actes du colloque seront réservés à la Fondation Arnoldo et Alberto Mondadori.]

Le réveil des utopistes

NOUS sommes une culture, l'occidentale, qui a parié sur l'universel. *Le danger qui la guette* est de périr par l'universel. L'universel, c'est aussi bien l'extension universelle du marché, des échanges monétaires *ou des biens de production que* l'extension universelle du concept même de culture. L'universel est aussi une idéologie, que l'Occident a parfaitement incarnée dans l'impérialisme de l'idée de culture. *Méfions-nous* de l'idée de culture. Elle n'est devenue universelle qu'en se centralisant et en se formalisant dans l'abstraction — exactement comme celle de *révolution* — et à ce titre elle est aussi dévoratrice de toute *singularité* que la révolution l'est de ses enfants. Je parle bien de l'idée de culture...

Cette universalité, cette prétention à l'universalité, a pour conséquence une égale impossibilité *à se diversifier vers* le bas, à se décentraliser, et à se fédérer vers le haut. Les deux sont liées. Une nation, ou une culture, une fois centralisée selon un processus historique cohérent éprouve des difficultés insurmontables aussi bien à créer des sous-ensembles viables qu'à s'intégrer à un superensemble cohérent. La même difficulté existe aussi bien pour les *disciplines théoriques* et scientifiques. Il y a une sorte de fatalité et d'irréversibilité dans le processus centraliseur — y compris dans celui de la culture qui fait qu'il n'y aurait peut-être bien d'autre destin, pour une civilisation qui a parié sur l'universel, que de périr par l'universel.

Pour éclairer cette impossibilité actuelle d'un esprit, d'un élan, d'une culture, d'un dynamisme européen, peut-être faut-il se tourner *a contrario* vers les Etats-Unis, pour saisir ce qui leur réussit et ce qui nous manque.

Les Etats-Unis n'ont pas de problème insoluble de fédération (bien sûr, il y a eu la guerre de Sécession, mais nous parlons de l'actuel ensemble fédéral), parce qu'ils sont d'emblée, dès le seuil de leur histoire, une culture (ou une inculture) de la promiscuité, du mixage, du mélange natio*nal et racial, de la rivalité et de* l'hétérogénéité. Ça se voit encore à New-York, où successivement chaque building a dominé la ville, où tour à tour chaque ethnie a dominé la ville à sa façon, et où l'ensemble donne pourtant une impression non pas d'égalité et de fraternité, certes non, mais de convergence dans l'énergie — non pas d'unité ou de pluralité, *mais d'intensité rivale,* de puissance antagoniste, et crée ainsi une complicité de fait, une attraction collective de fait, bien au-delà de ce qu'on appelle la culture ou la politique, dans la violence ou la banalité même du mode de vie.

Trop d'histoire derrière nous

Cela nous manque. Nous avons trop d'histoire derrière nous. Et notre histoire est celle *d'idéaux historiques en proie à* leur réalisation impossible. Tandis que l'histoire des Etats-Unis (est-ce encore véritablement une histoire ?) est celle *d'une utopie réalisée.* La conviction idyllique des Américains d'être le centre du monde, la puissance suprême et le modèle absolu n'est pas *fausse. Et elle ne se fonde pas* seulement sur les ressources, les techniques et les armes (choses dont l'Europe dispose elle aussi en abondance relative), elle se fonde d'abord sur le présupposé miraculeux d'une utopie incarnée, d'une *société* qui, avec une candeur qu'on peut juger insupportable, s'institue sur l'idée qu'elle est la réalisation de tout ce dont les autres *ont rêvé — justice,* abondance, droit, richesse, liberté. Elle le sait, elle y croit, et finalement les autres y croient aussi.

L'idéal anticipé par-delà l'histoire (et il ne faut pas négliger la consécration fantastique de tout cela par le cinéma), le Nouveau Monde a osé, par une sorte de coup de force théâtrale, le matérialiser sans attendre. Pour cette raison, et quoi qu'on pense de l'arrogance du dollar et des multi*nationales, c'est cette culture* qui fascine mondialement même ceux qui ont à en souffrir, et ce par cette conviction intime et délirante d'avoir matérialisé tous leurs rêves.

Dans cette tentative pour l'Europe de se repenser comme *culture et comme histoire, il* ne faut pas oublier cette péripétie rayonnante et fatale que fut l'extension, au-delà des mers, de cette histoire, de cette culture et de cette idéologie européennes. En s'exportant, l'idéal s'expurge de son histoire, se concrétise, se développe avec un sang neuf et une énergie expérimentale. Le dynamisme des « nouveaux *mondes » témoigne toujours* de leur supériorité sur leur patrie d'origine ; ils opérationnalisent l'idéal que les autres cultivaient comme fin dernière et secrètement impossible.

Le surgissement de ces sociétés sans histoire (à la suite *de ce coup de théâtre mondial* que fut la colonisation) abolit le destin des sociétés historiques. En extrapolant brutalement leur puissance et leur idéal *outre-mer,* ces *dernières* perdent le contrôle de leur évolution. Le modèle idéal qu'elles ont sécrété les annule. Et jamais plus la souveraineté de cette histoire ou de cette culture ne se retrouvera. Le moment, pour les valeurs historiques, politiques, métaphysiques européennes, de leur projection, de leur réalisation (même pour nous caricatu*rale) outre-Atlantique,* est un moment irréversible. C'est ce qui nous sépare, quoi qu'il arrive, des Américains.

C'est ce qui fait que nous ne pouvons que les imiter, les parodier *souvent* avec beaucoup de retard et sans beaucoup de succès, et rêver des Etats-Unis d'Europe : nous n'aurons jamais cette candeur qui fait l'unité (concrète, dynamique) des Américains. Il nous manque l'âme, l'audace, de ce qu'on pourrait appeler le degré zéro d'une culture, la puissance de l'inculture. Nous avons beau nous adapter plus ou moins à ce mode de vie, cette vision du monde nous échappera toujours, comme la *Weltanschauung* historique et philosophique de l'Europe *échappera toujours aux Américains.*

Nous resterons des utopistes *nostalgiques déchirés par* l'idéal, mais répugnant au fond à sa réalisation, professant que tout est possible, mais jamais, au grand jamais, que tout est réalisé. Notre problème à nous est que nos vieilles finalités — *révolution, progrès, liberté* — se seront évanouies avant d'être atteintes, sans même, sauf à de rares moments, avoir pu se vivre comme réalisées. D'où la mélancolie.

D'où pourrait venir l'impulsion d'un nouveau coup de théâtre qui mettrait fin à cette « disparité » qui est celle des pays d'Europe, et où chacun est condamné à protéger son patrimoine et ses privilèges, c'est-à-dire en fait à gérer la fin de son histoire ? Certainement *pas de la scène politique qui est* une instance immobile et bavarde. Ce n'est pas d'une instance « représentative », où chacun colporte ses dissensions nationales, que viendra le choc, la réaction en chaîne. Ce n'est pas non plus de l'instance économique, qui, d'une certaine façon, est tout aussi archaïque que le politique, et, de plus fort aléatoire. Ce sont là des *pommes de discorde.*

Valeur de réconciliation ?

Reste la culture comme pomme de réconciliation, comme valeur supranationale d'échange et de créativité, comme possibilité d'élan et de consensus heureux (alors que le politique et l'économique cherchent désespérément un consensus malheureux : voyez la figure triste et austère de *Jacques Delors et de Claude* Cheysson en France, alors que Jack Lang affiche un optimisme rayonnant). La France socialiste peut servir de modèle préfiguratif : elle a dès le début joué l'offensive culturelle comme palliatif aux contradictions économiques et politiques. Les résultats sont pour le moins incertains, même s'ils ne sont pas négligeables. Mais, bien sûr, il s'agit là d'une culture promotionnelle. Promotion du musée, du patrimoine, de la France comme chef-d'œuvre en péril. *Promotion du répertoire culturel.* Ou bien alors promotion du *laboratoire* culturel : l'hyperréalisme de la communication, de l'animation *tous azimuts,* de la vidéo et de l'informatique, où les biens culturels circulent allégés de tout passé, de toute valeur spécifique, dans une succession et *une équivalence ininterrompues* (mais Beaubourg, qui offre un bel exemple de cette circulation forcée des biens culturels, offre aussi le plus bel exemple de centralisation renforcée !).

Mais, au fond, la culture, la vraie, n'est certainement pas une valeur de réconciliation, et elle est certainement autre chose que le seul héritage ou la seule promotion des biens culturels, fût-ce à un niveau international. La culture est une forme d'excès irréductible aux valeurs matérielles d'une société, elle est une forme de défi d'une société à elle-même et à ses propres valeurs, une forme de dépassement de son propre principe de réalité et d'identité. La culture, c'est une forme de coup d'éclat, de coup de charme, de coup de séduction, de prestige, de gloire par où une société exalte sa singularité. Aujourd'hui, nous restreignons bien trop le concept de culture à celui de l'affirmation *et de l'expression (linguistique,* ethnique, artistique) d'une identité. L'Europe elle-même est prise au piège de rechercher une *identité* introuvable. *Une identité par défaut,* et une culture qui en serait le plus petit commun dénominateur. Il faut viser plus haut. Il ne faut pas chercher l'identité, il faut viser la gloire.

JEAN BAUDRILLARD
(sociologue.)

L'Est sort de l'ombre

DANS les pays séparés politiquement de l'Occident, tels que la Pologne ou la Tchécoslovaquie, existe une profonde conviction de l'unité de la culture européenne. Cette conviction est certainement plus enracinée et plus forte dans ces pays qu'en *Italie ou en France. Cela vient* probablement d'un attachement ancien à des mythes engendrés par la nostalgie. En tout cas, le sentiment d'unité de la culture européenne n'est nulle part aussi tenace que *dans les pays coupés* de l'Europe occidentale, dans les pays de l'Europe kidnappée — pour utiliser le mot de Milan Kundera.

L'écrivain qui arrive de Varsovie, de Prague ou de Budapest ne commence à douter de cette unité culturelle européenne que lorsqu'il se trouve à Paris ou à Rome. Car il y touche du doigt le doute que l'Europe a d'elle-même et de ses valeurs. Ce qui le frappe dans cette Europe natale, c'est le manque d'idées nouvelles. Les divisions idéologiques — entre droite et gauche — lui semblent dépassées par l'expérience de son pays. Il a pris l'habitude de partager les systèmes politiques — et les hommes — selon la division *totalitarisme-démocratie.* Gauche et droite *sont pour* lui des termes qui symbolisent des notions éthiques. *La gauche, ce sont,* selon lui, ceux qui sont assis à la droite du Bon Dieu. Le totalitarisme régnant a liquidé les contradictions. C'est l'œuf de *Colomb qui n'a ni droite ni* gauche.

Les Polonais, les Tchèques *et les Lituaniens ne raisonnent* plus selon les catégories politiques actuelles de l'Europe occidentale. Ils abhorrent la perversion avec laquelle on les *prive du décalogue des droits* humains. En comparaison de leur expérience collective des pays d'une « autre Europe », les névroses et les révoltes dans les « sociétés de consommation » leur apparaissent de peu *d'importance. (Je mets des* guillemets à l'expression « sociétés de consommation » : ce sont des sociétés qui, vaille que vaille, pensent et créent aussi.) En vérité, l'unité de l'Europe se ramène depuis longtemps à son unité culturelle. Dante, Cervantès et Shakespeare ont fait plus pour elle que les Tudor ou les Hohenzollern, Balzac et Dostoïevski plus que les parle*mentaires* et les gouvernements du moment. Pour s'en tenir à des exemples de la *littérature,* ou pourrait en dire autant de Proust, de Pirandello, de Thomas Mann et de Kafka quant aux périodes qui nous sont plus proches. Et aussi de Soljenitsyne, qui a révélé aux Européens *l'archipel* inconnu des malheurs humains.

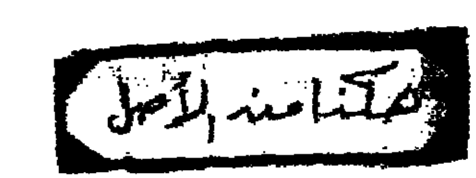
La littérature et l'art ont toujours plus de chances de créer l'unité européenne que la *politique* et l'idéologie. D'autant plus que, durant ces dernières décennies, la *culture* européenne s'est enrichie d'œuvres nées dans les vraies souffrances. Les souffrances de nations soumises au totalitarisme et au colonialisme. Le tiers-monde et l'Europe abandonnée par *l'Occident ont pénétré* la conscience des sociétés des métropoles. Je dirais que c'était nécessaire à l'Occident — que cela lui a fait du bien. Les savants et artistes qui, après avoir quitté leur pays écrasé par la dictature, ont trouvé refuge en Europe occidentale lui ont donné de nouvelles pensées et ont éveillé sa sensibilité. Ils l'ont aussi rendue consciente de l'existence d'une « autre Europe ». Celle qu'on a abandonnée en son temps au nazisme, comme la Tchécoslovaquie, puis au stalinisme, comme la Pologne. Ou d'abord au nazisme et après au stalinisme. Comme la Tchécoslovaquie justement.

En disant que ce courant de souffrances venu des pays captifs a fait du bien à l'Occident, je pense à certaines de mes propres observations. Je me rappelle — et je n'oublierai jamais — la belle explosion d'amitié des Français à l'égard des Polonais, à la suite des grèves du littoral de la Baltique où naquit la Solidarité polonaise. J'avais alors l'impression de me trouver *dans la France du printemps des peuples,* dans un Paris soulevé par les idées de liberté et de fraternité. Où me trouvais-je ? En Europe, sans doute. C'est précisément à cette époque que j'ai compris que « cela leur faisait du bien » — qu'ils se sentaient mieux, moralement et psychiquement, comme s'ils avaient soudain retrouvé *foi en eux-mêmes. Je me* disais alors (comme Lætitia Bonaparte) : « Pourvu que ça dure... »

Il faut que ça dure. Je pense à mon pays. A ses besoins spirituels. C'est un sac sans fond qui *contient tous les livres* du monde, tous les films, tous les disques, toutes les cassettes vidéo. Cette faim — une faim inépuisable qui provoque la sensation de vide et de creux, — cette faim ne sera pas assouvie par le *transport* d'œuvres littéraires en sacs à dos pour passer les frontières ou les bureaux des douanes. Pour la calmer, il faut que naissent de nouveaux centres d'action de la société et de nouvelles formes d'action. *Egalement en Occident.* Et surtout en *Europe occidentale.* Toutefois, je dirais que ces formes d'action devraient être moins bureaucratiques, moins ministérielles qu'elles ne l'ont été jusqu'à maintenant. Dans les pays d'une « autre Europe », ce sont les gens — et non pas les gou*vernements — qu'il faut approvisionner* en culture non censurée. Puisque nous parlons de l'unité culturelle de l'Europe — de toute l'Europe, — seule peut y contribuer une activité réfléchie, patiente et désintéressée. *Je soulignerais avant tout* « désintéressée ». Il faut offrir les véritables valeurs culturelles aux gens de ces pays, il faut les leur donner — et non pas leur vendre. C'est possible. Tout est possible, à condition que s'en occupent des personnes *intelligentes,* douées d'imagination — pas nécessairement des administrateurs ou des diplomates.

Il faut travailler à ça. Il faut absolument le faire.

KAZIMIERZ BRANDYS
(écrivain polonais).



culturel » ? A Venise, du 29 au 31 mars, des intellectuels tenteront de mettre de l'ordre dans le « commerce des idées »



SEYMOUR/MAGNUM

Trois jours au Café de l'Europe

L'EUROPE du commerce ne sait plus à quelle béquille se vouer et agonise. Il est temps, pour l'Europe, de prendre le vrai départ : celui d'une entité culturelle. Faut-il rappeler que notre héritage commun est la synthèse culturelle de l'Europe, celle de l'Atlantique à l'Oural, et que cette disposition nous oblige ?

La nécessité vitale de construire une Europe politique *en réponse* à l'affrontement des deux blocs est pour moi si évidente que je ne m'y arrêterai pas. En revanche, je clarifierai ce que j'entends par culture en affirmant qu'une action peut s'exercer avec autant d'efficacité culturelle en promouvant une exposition de Picasso qu'en installant des salles de bains dans la Getreidegasse, à Salzbourg, ou qu'en équipant d'ordinateurs et de pianos une maison des jeunes à Lyon ou à Naples et enfin en rappelant la définition de Lévi-Strauss : *« Ce qui appartient au domaine des coutumes, des techniques, des institutions et qui permet de différencier un groupe, une société, les uns par rapport aux autres, est à mettre au crédit du culturel ».*

Il s'agit donc pour l'Europe de pratiquer un échange culturel qui englobe toutes nos habitudes de vivre, y compris les arts.

C'est déjà à Venise que nous avons, en 1983, donné le coup d'envoi pour la préparation de l'Année de la musique en 1985, décidée par la Communauté européenne et le Conseil de l'Europe. Vice-président du comité d'organisation (charge que je partage avec Massimo Bogianckino), président du comité suisse, j'expérimente depuis deux ans, de réunion en réunion, le lent cheminement de la proposition à l'adoption puis à la réalisation d'un projet musical européen. Sans préjuger ce que reflétera l'année 1985, je peux déjà faire quelques remarques positives.

Tout en sachant qu'il est plus facile de trouver un dénominateur commun à vingt-trois pays dans le cadre de la musique, puisque son langage n'a pas besoin de traduction, que pour d'autres disciplines, nous sommes arrivés à adopter une politique qui avantage moins les projets ponctuels et spectaculaires — les coups publicitaires — que ceux qui peuvent avoir un écho culturel de longue durée.

Permettre par exemple à quatre jeunes musiciens inconnus de travailler ensemble pendant trois ans et éviter ainsi que le quatuor ne se disperse pour des raisons économiques. Organiser des tournées dans les pays européens pour de jeunes solistes avec l'obligation d'inscrire à leur programme une création d'un compositeur contemporain de leur pays. Rendre libre l'utilisation des nouveaux moyens que la technique met à la disposition des musiciens. Créer un Festival des minorités culturelles européennes (basques, irlandaises, celtes, sardes, corses, etc.).

Enfin, obtenir une pause. Au sens musical du terme. Pendant deux heures, arrêter les nuisances du bruit qui nous entoure, le trafic urbain, les radios, les télévisions : laisser sonner le silence.

Il est certain qu'il ne suffit *pas de réunir pour quelques* heures les artistes et les intellectuels dont l'expression s'enracine en Europe pour que celle-ci prenne consistance. L'Europe culturelle ne peut s'édifier que par et pour ceux *qui la peuplent*. C'est d'abord au niveau du langage qu'il faut faire céder les obstacles. Aménager le temps scolaire pour que chaque enfant puisse passer un an de sa vie de lycéen dans un pays de l'Europe de *son choix et que* dès l'adolescence, à l'image de la Suisse (il ne s'agit pas de chauvinisme mais de réalité historique et géographique), chacun soit trilingue.

Continuité et enrichissement

Il faut : *que l'on ne s'attache* pas seulement aux échanges d'étudiants mais également aux échanges de travailleurs, du moins qualifié au spécialiste le plus aiguisé ; que les villes jumelées d'Europe donnent l'exemple d'*une activité culturelle* expérimentale et inédite : que le tourisme soit un lien et une communication réelle entre les peuples de l'Europe. Jamais les vacanciers n'ont autant voyagé hors de leurs frontières. La France, l'année dernière, était au bord de la révolution en raison d'un contrôle de devises. Mais ces exodes annuels permettent seulement aux estivants de s'entasser sur les mêmes plages ou de se bousculer au galop devant les mêmes monuments sans manifester de curiosité pour les populations qui les hébergent et sans chercher le moindre contact direct avec leur culture.

Comment les artistes, les créateurs, peuvent-ils être les meneurs de l'Europe ? En se réunissant non pas entre eux dans un club privé de l'Europe mais dans des lieux ouverts au public. N'est-ce pas dans les villes que depuis Platon bouillonne *la culture ! Du Cafehaus* de Karl Kraus, à Vienne, au Romanische Kaffee, à Berlin, de la Coupole des Montparnos en passant par l'Odéon, à Zurich, refuge de Brecht au début du nazisme, ou les Deux-Magots de Jean-Paul Sartre après la Libération, les intellectuels et les artistes ont toujours élu un lieu où amis et disciples se réunissaient pour refaire le monde.

C'est cette filiation, ce lien vivant maître-élève, cette mémoire de l'Europe, qu'il faut préserver en encourageant et en suscitant partout des acadé*mies, des Festivals*, des « tables rondes » et des rencontres, qui donneront à cette génération de l'image les moyens d'assurer la continuité et l'enrichissement de la culture européenne.

Il faut sans doute se réunir à Venise, créer pendant trois jours un Café de l'Europe provisoire, qui ne sera *pas une* foire aux vanités où chacun monologuera pour exprimer sa personnalité, mais qui, à l'inverse, sera le premier lieu privilégié où de véritables discussions déboucheront sur des propositions précises pour que cette initiative culturelle ne s'enlise pas dans la lagune.

ROLF LIEBERMANN,
musicien, ancien directeur de l'Opéra de Paris.

Les Goliath et les David

LA question de l'unification culturelle de l'Europe comporte un aspect presque toujours laissé dans l'ombre. C'est celui de l'inégalité de statut, de prestige et de pouvoir entre les créateurs appartenant à un domaine linguistique modeste et ceux qui s'expriment *en* français, en anglais ou en allemand.

On n'en parle guère, voire pas du tout. Chacun connaît l'expression « barrière linguistique », mais, comme cet obstacle suscite de douloureuses pensées chez tous les intéressés, on préfère généralement en sous-estimer le niveau.

La levée des barrières linguistiques est une tâche malai*sée* et *qui se révèle même, neuf* fois sur dix, impossible. Pourtant, il est de bon ton de traiter cette difficulté par le mépris et d'affirmer que la qualité littérale éclate en dépit de toutes les frontières territoriales ou linguistiques. Cette conception a du chic, je l'admets, mais je soutiens qu'elle est contraire à la vérité.

Faire l'unité culturelle de l'Europe en littérature ? Cela suppose évidemment que tout écrivain, sans distinction de langue, ait la possibilité de toucher le même public européen. Mais comment donner aux écrivains originaires de petits *domaines linguistiques* cette possibilité dont leurs confrères de langue anglaise, française et allemande jouissent le plus naturellement du monde ?

Les écrivains européens se répartissent en deux groupes : *ceux qui s'expriment en* anglais, en français ou en allemand, et tous les autres.

Il existe une différence essentielle entre ces deux groupes.

Les écrivains de langue anglaise, *française* ou allemande sont lus fréquemment par des écrivains qui ne s'expriment pas dans l'une de ces trois langues. La réciproque n'est pas vraie. En Angleterre, en France ou en Allemagne, les personnes capables de lire le néerlandais, les langues scandinaves ou le tchèque sont assez clairsemées. Même la connaissance de l'espagnol et de l'italien *demeure très en* deçà de ce qu'elle devrait être dans l'idéal, aux yeux de tous ceux à qui la culture européenne est chère dans toutes ses manifestations.

Aux Pays-Bas, en Norvège, en Espagne, en Italie, etc., ils sont légion ceux qui savent lire le français, l'anglais et l'allemand. Ainsi les littératures des grands pays débordent-elles sur les cultures moins prestigieuses. *Mais on chercherait* sans doute en vain un courant en sens inverse.

Non seulement les habitants des grandes nations ignorent les littératures de contrées plus modestes, mais ils ne semblent pas, *non* plus, animés d'un grand besoin de les connaître. La production de leurs propres écrivains est si abondante qu'ils n'ont même pas l'occasion de s'intéresser à la littérature des Pays-Bas, par exemple. Et, d'ailleurs, cette littérature doit tout d'abord être traduite.

Les traductions, bonnes et mauvaises...

Cela arrive parfois. Dans bien des cas, ces traductions n'ont *aucun* succès. Pourquoi ? Parce qu'elles sont mauvaises. Et pourquoi sont-elle mauvaises ? Parce qu'il est rare qu'un Anglais, un Français ou *un Allemand* possède une connaissance approfondie du néerlandais et soit en outre capable de s'exprimer avec clarté et élégance dans sa langue maternelle.

Qu'est-ce qu'une bonne traduction ? Ce n'est pas seulement une traduction exacte, où le traducteur a refusé de céder *à la facilité, comme il arrive* trop souvent, et n'a pas sauté les passages difficiles ; ce n'est donc pas seulement une traduction complète, mais une traduction qui offre un équivalent stylistique et idiomatique du texte original. La réalisation d'une telle traduction exige de grands efforts.

Curieusement, il est des gens *qui pensent que ces efforts* ne sont pas vraiment nécessaires. Mais je puis vous assurer que, si un livre originaire d'un domaine linguistique restreint et mal connu est traduit en anglais, en français ou en allemand, la traduction devra être excellente, sous peine de n'être pas lue et de rester lettre morte.

Mieux vaux encore ne rien *traduire que mal traduire*. Qu'importe au lecteur anglais, français ou allemand d'apprendre que tel ou tel auteur est un grand écrivain italien, néerlandais, norvégien ou tchèque ? C'est la première fois qu'il en*tend prononcer* le nom de cet homme. Il ne se sent pas tenu de le lire comme il se sentirait tenu de lire Soljenitsyne, au besoin dans une traduction défectueuse. *Il* n'a pour guide que son jugement personnel. Si d'aventure la traduction du néerlandais, du norvégien, du tchèque, se trouve être illisible, le lecteur se dira : « C'est peut-être vrai, ce monsieur dont je *n'ai jamais entendu* parler est peut-être vraiment un grand écrivain tchèque, lituanien, norvégien, etc., mais la lecture de son livre ne procure pas grand plaisir ; et, pour moi, c'est la seule chose qui *compte*. »

Qui oserait lui donner tort ?

Les éditeurs anglais, français et allemands se fondent souvent sur de singuliers préjugés lorsqu'ils ont à décider de publier ou non une traduction *donnée. Ainsi exigent-ils fré*quemment que les livres néerlandais soient pleins de moulins à vent, de tulipes, de bicyclettes et de fromage. Dans le cas contraire, ils s'en désintéressent. Les éditeurs néerlandais, eux, n'exigent pas qu'un livre à traduire de l'anglais parle de courses de chevaux et de pensionnats, qu'un livre à traduire du français parle de *champagne et de demi*-mondaines, qu'on joue beaucoup de musique d'orphéon dans un livre allemand ou qu'un roman espagnol traite essentiellement de toreros et de taureaux.

Cette divergence d'attitude entre les éditeurs opérant dans de petits domaines linguistiques et ceux des grandes nations contribue à son tour à perpétuer la profonde *inégalité* des courants culturels. Un large courant va des grands domaines aux petits. Un mince filet s'écoule des petits vers les grands, et ce courant est généralement trop faible pour por*ter les œuvres* qui sont vraiment de poids. Les préjugés subsistent. La répartition équilibrée d'une information réciproque demeure une fiction.

L'amour ne peut être à sens unique, dit la sagesse populaire.

En matière de curiosité littéraire, tout est malheureusement plus ou moins à sens unique, tout va du petit au grand. *David admire Goliath*, achète ses œuvres, les étudie, les traduit, y consacre de longues critiques dans ses journaux — journaux que Goliath ne lit même pas.

Goliath, pour sa part, ignore à peu près toutes les manifestations créatrices de David et, par goût du cliché et de la facilité, persiste à rêver fromage, oignons de tulipes, champagne, demi-mondaines, musique d'orphéon, taureaux de combat et tous autres clichés en circulation dans les « cafés du commerce » du folklore.

WILLEM FREDERIK HERMANS
(Ecrivain néerlandais.)

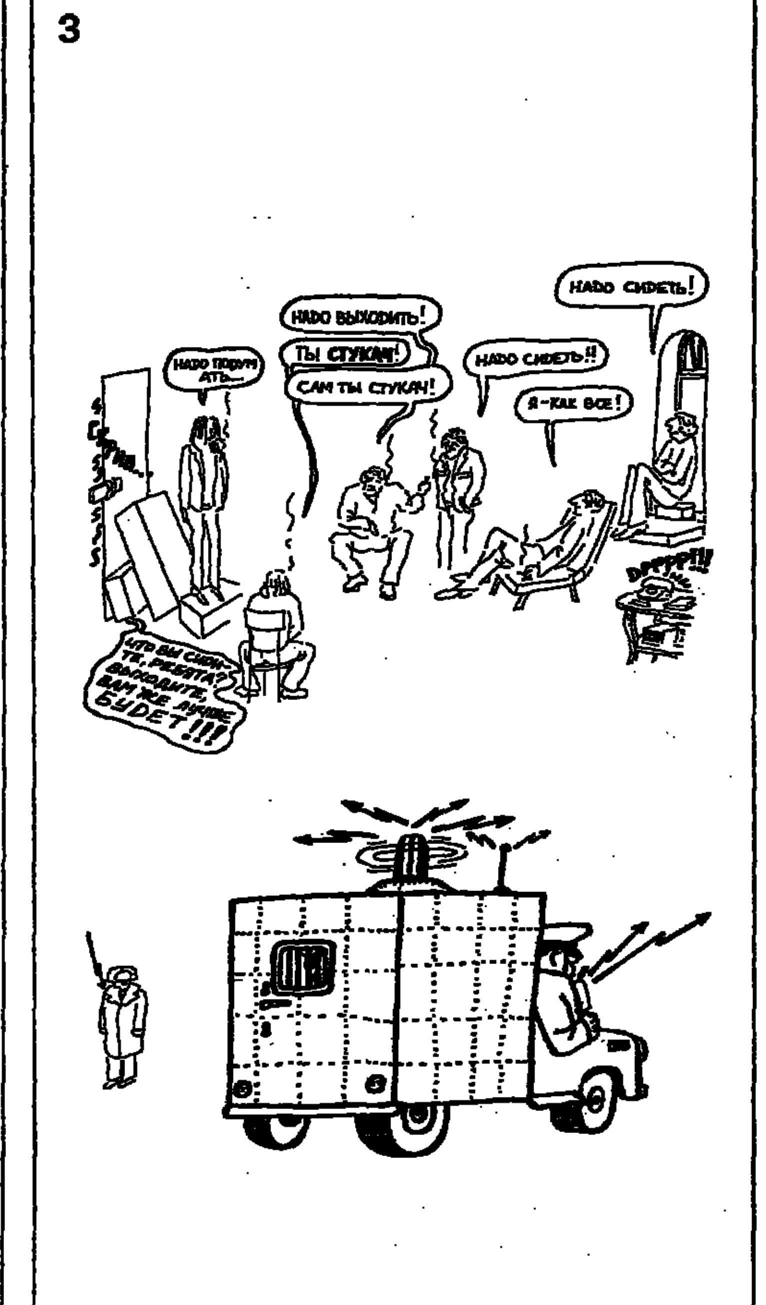
Syssoïev *a dessiné la première BD soviéto-kaguébesque : « Comment il fut arrêté le 30 mars 1979 à*



Dans le centre de Moscou, sur l'Anneau de verdure, habite une collectionneuse : Liouda Kouznetsova. Liouda est une femme indépendante qui vit sans mari et tient salon. Beaucoup d'étrangers vont chez elle. Un festival Moscou-Paris doit être organisé...



La maison est cernée par des policiers, en uniforme et en civil, avec talkies-walkies. Ils arrêtent Kouznetsova qui a ouvert la porte.

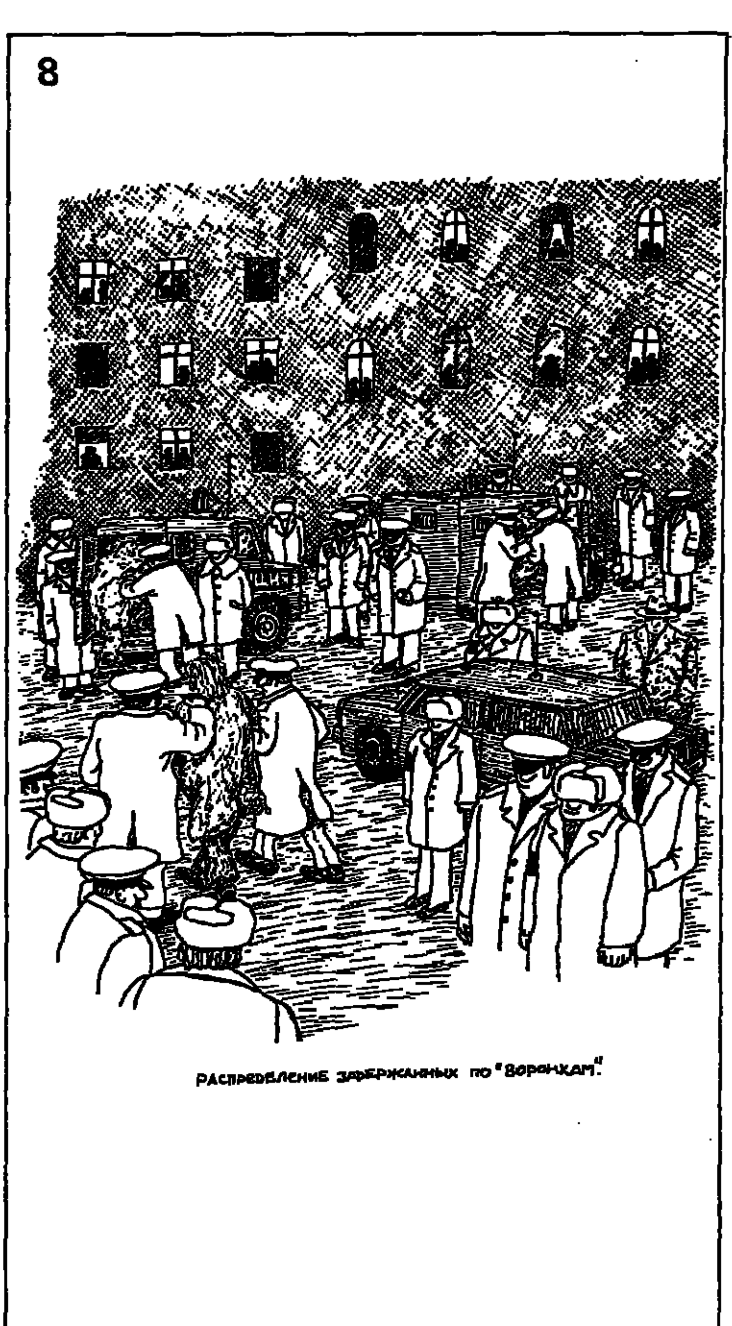


Que faire ? *« Il faut réfléchir... » « Il faut rester... » « Il faut partir... » « Moi, je suis pour la majorité... » « Mouchard ! Mouchard toi-même ! »* (La police à travers la porte) *« Pourquoi restez-vous les enfants ? Sortez. C'est dans votre intérêt. »*





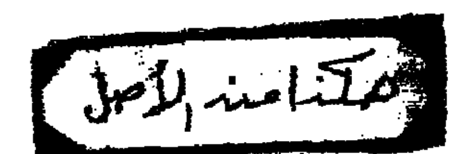
Sortie des hommes appréhendés.



Répartition dans les paniers à salade. Aux fenêtres apparaissent les têtes des curieux. *« Ce n'est pas de sitôt qu'ils reverront un tel spectacle. Une vraie féerie à la Boulgakov ! »*



« C'est un Staline qu'il vous faudrait ! Youpins ! – Vous pouvez faire une affiche : Hitler est ressuscité ! – Alors, tu veux que je te montre comment on fait des fractures qui ne se ressoudent pas ? »



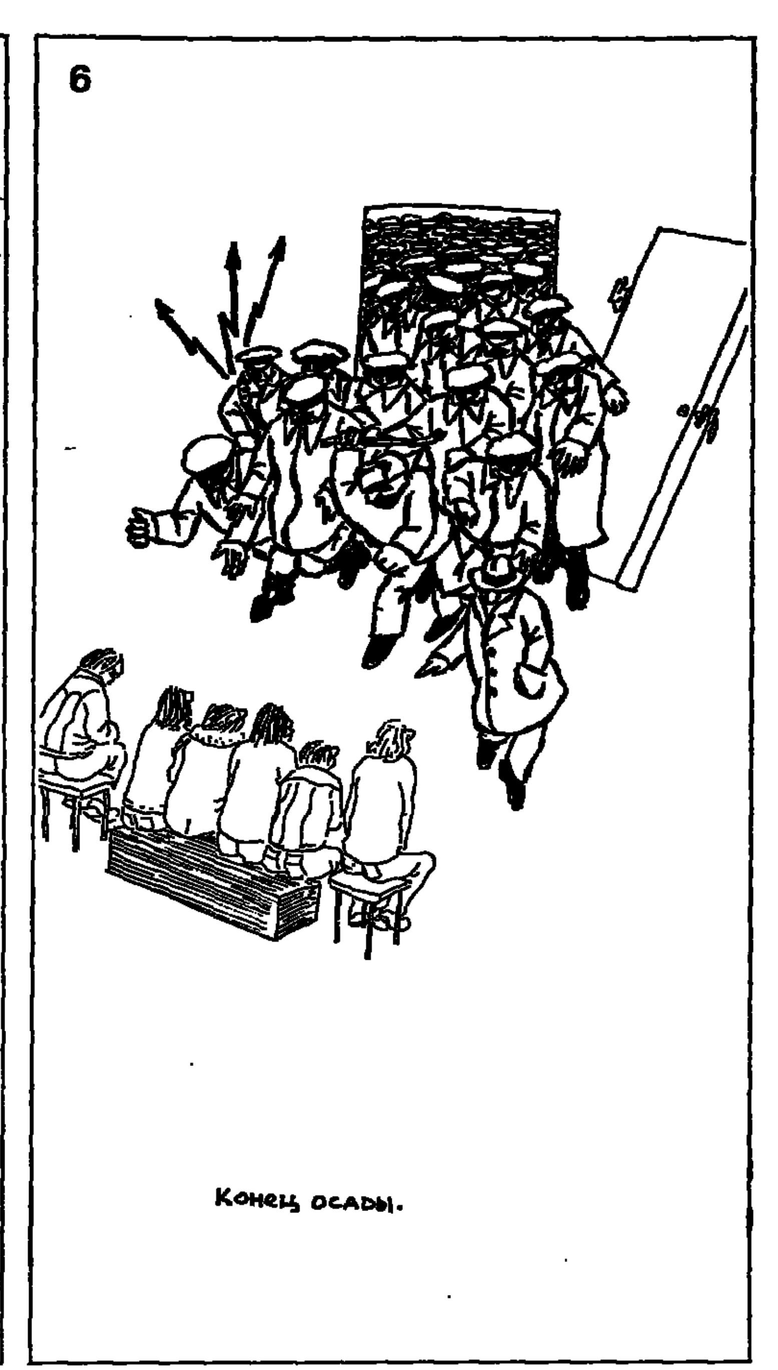
l'issue d'un siège de trois jours en plein centre de Moscou. » Onze séquences inédites pour sourire sans rire.



Le siège. A travers la fenêtre, montent des paniers de provisions. A droite, le vase pour les besoins naturels. A gauche, deux artistes rédigent un appel. Au centre, Radio Free Europ : *« Nous apprenons de Moscou que six artistes ont été arrêtés et maltraités,* etc.



Les artistes barricadés : *« Nous ne sortirons pas tant que vous n'aurez pas libéré la maîtresse de maison ».*



La fin du siège. *« C'est exprès que nous restons assis et que nous laissons pendre nos mains. Pour qu'ils ne nous accusent pas de résistance aux autorités. »*



La fouille dans la salle de détention préventive.



Vue intérieure d'une cellule de détention préventive. La fenêtre est condamnée.
Châlits en coupe : béton - bois - béton. (Construction KPZ.)

AH ! Il aurait bien ri, *Slava Syssoïev, s'il* avait pu voir l'autre *samedi, les cars de CRS alignés* en son honneur pour empêcher *les artisans français de lui faire* un petit clin d'œil.

Des casques contre des pinceaux. Des boucliers contre des chevalets. Des fusils lance-grenade contre du papier Canson. Des artistes parqués derrière des barricades sans barbelés... En plein Paris !... Syssoïev n'aurait jamais imaginé qu'on pût faire tout cela pour lui... Il y avait de quoi, en effet, exciter la verve des humoristes. *« Humoristes de tous les pays, unissez-vous »*, semble-t-il nous crier, depuis le camp inconnu où il purge une peine de deux ans pour « pornographie ». Mais qui sont les pornographes ?...

Il a pensé à tout, Slava Syssoïev. Lui qui décrit simplement les grandeurs et les absurdités de la vie quotidienne, le plus réalistement possible, le plus humoristiquement possible, il n'a laissé à personne le soin de vous montrer, en images, l'arrestation de Syssoiev vue par lui-même et comme si vous y étiez.

C'était en mars 1979. Ainsi se terminait le siège de trois jours soutenu par notre humoriste et cinq autres peintres non conformistes, dans un appartement-galerie d'art (non officiel) moscovite, alors qu'ils préparaient une exposition « Moscou-Paris », en écho modeste au grandiose Paris-Moscou qui s'ouvrait à Beaubourg. Ils furent arrêtés et condamnés à quinze jours de prison.

NICOLE ZAND.

(1) Syssoiev a raconté lui-même l'épopée de l'appartement assiégé dans deux chapitres de son livre *Silence, hôpital !* Ed. Scarabée and Co (voir *le Monde* daté 4-5 mars 1984.)

Le flottement de M. Sternhell

M. Zeev Sternhell, professeur israélien d'une université américaine, est intervenu dans le débat politique français au cours d'un colloque organisé sous l'égide du Parti socialiste au pouvoir (*le Monde* daté 11-12 mars 1984). On peut priser en lui l'orateur socialiste. Mais l'historien *laisse à désirer*.

En matière de « fascisme », il y a flottement chez M. Sternhell entre l'histoire des idées et l'histoire tout court. Il n'y a pas de fascisme français. Aucun régime politique ayant réellement existé en France ne répond aux critères du fascisme. Ce *prétendu fascisme français* relève donc de l'histoire des contagions d'idées et de l'histoire des idées. Mais ici, il est difficile de suivre M. Sternhell. Des auteurs qu'il a triturés, les uns récuseraient l'appellation (Gaston Bergery, Emmanuel Mounier, Thierry Maulnier, par exemple). Pour d'autres, elle relève d'un anachronisme inconvenant (Barrès, Péguy, Sorel). Ils avaient *écrit leur œuvre avant l'apparition* du fascisme : Péguy, tué à la bataille de la Marne ; Sorel, mort en 1922. Quant à Barrès, à cette période de sa vie, il s'intéressait plus à la Sainte Thérèse du Bernin qu'aux ex-dissidents socialistes transalpins.

De fait, lorsque M. Sternhell accole ensemble les mots « fasciste » et « français », il caractérise des hommes *passés* à l'aide d'événements qui, par rapport à ces hommes, sont *futurs*. Pour M. Sternhell, c'est Hitler qui donne finalement une signification à Sorel et à Barrès qualifiés de *« préfascistes »*. Une telle sophistique peut s'étendre de proche en proche vers le passé, découvrant des délits d'opinion et des procès d'intention rétroactifs à perte de vue. Ainsi l'action de l'injustice n'est jamais *éteinte*.

Autre chose : le sous-titre du dernier livre de M. Sternhell, l'*Idéologie fasciste en France*, donne à penser qu'il y a dans *le* fascisme unité d'idéologie. L'erreur cette fois n'est pas historique, elle est sociologique.

Cette recherche dans le passé français de « coupables » italiens et allemands, qui peut remonter le cours du temps, relève d'une politique-fiction assez morne. Lorsque j'ai voulu traiter du fascisme dans *Sociologie de la révolution*, j'ai consulté une somme considérable de livres, d'articles, de documents italiens et allemands. Sans quoi je n'y aurais rien compris.

Il conviendrait, en vue d'un meilleur équilibre des esprits en France, de multiplier les coups d'arrêt à ces juges du Bien et du Mal, qui portent des condamnations sans appel au nom des grands manichéismes crétins du vingtième siècle. Un nombre grandissant de Français en est manifestement excédé.

JULES MONNEROT.

N.D.L.R. — Rappelons que M. Sternhell a été condamné pour diffamation envers M. Bertrand de Jouvenel, le 1er février 1984.



ISABELLE WATERMAUX - MUSÉE DE LA POSTE, PARIS

Boîte aux lettres luxembourgeoise (début du vingtième siècle)

Où loger le petit dernier ?

Coraline est née. Troisième *enfant de la famille.*

Longtemps nous avions réfléchi : *allions-nous franchir ce pas ? Le* désir, certes, était là. MAIS ! Mais oui : il faudrait déménager, car le trois pièces — 60 mètres carrés, joli et confortable, vue imprenable sur *le cimetière du Montparnasse, ne* suffirait plus à loger la famille. Entre la perspective des difficultés à venir et le désir d'un enfant, nous avons choisi, et nous ne le regrettons pas. Coraline, à trois mois, est, bien entendu, la plus jolie des petites filles : elle s'ouvre à la vie, respire et communique *la joie de vivre*...

... A ses parents et à ses frères, mais pas à tout le monde...

Après les joies de l'attente et de la naissance, nous attaquons de plein fouet ces difficultés matérielles et nous nous mettons à la recherche d'un appartement.

Suite à une annonce, nous sommes saisis d'une proposition d'échange avec les locataires d'un *quatre pièces : 95 m², 4 000 F. CC*, Ch. ind., rue X (située, chose extraordinaire, à dix minutes à pied de nos deux lieux de travail). Visite respective des deux appartements : *les deux parties sont d'accord pour* l'échange. Cette première étape franchie, la deuxième — l'accord des propriétaires — ne devait pas, *pensions-nous, poser de problèmes*. Notre « échangiste » était médecin. Quant à nous, fonctionnaires tous les deux, nous avions aussi beaucoup de chances de plaire au *propriétaire de l'appartement convoité.*

Seulement voilà, c'était sans compter avec la tare parisienne fondamentale : trois enfants, c'est vrai*ment trop. Pour cette raison*, et malgré l'insistance de sa gérante, à qui notre situation tant financière qu'administrative plaisait, Mme X..., propriétaire d'un appartement de 95 *mètres carrés, refuse de le louer à une famille à enfants.*

C'est ainsi que de grands appartements seront sous-habités, que les enfants n'auront plus droit de cité à Paris. Peut-on encore dire « Vive Paris ! » quand les *propriétaires de Paris refusent la vie ?*

Poursuivant nos recherches, nous rencontrons les locataires d'un grand appartement de quatre pièces, trop grand, considèrent-ils, pour eux : ils n'ont qu'un enfant. Notre appartement correspond à leurs besoins et à leur désir, le leur nous convient parfaitement. Situé à 500 *mètres du nôtre*, il éviterait les changements d'école pour nos « grands » et de nourrice pour notre bébé. Refus catégorique de la *société propriétaire de l'appartement de nos correspondants* : la liste d'attente, pour les grands appartements dont elle dispose, est longue. Nos efforts conjoints pour *expliquer à un directeur de société*, qui feint de ne pas le comprendre, que changer d'appartement ne signifie pas quitter cet appartement et le laisser vacant ne servent à rien. La liste d'attente restera aussi longue, et deux familles continueront à vivre dans des appartements inadéquats à leurs besoins.

Cette fois, c'est l'arbitraire d'une décision administrative illogique qui bloque les projets des familles. Personne, ni la société privée propriétaire ni les candidats au logement, n'y trouvera son compte. Et les *deux familles resteront là où elles* sont.

La pénurie de logement à Paris, nous connaissions. Nous ne savions pas encore que l'attitude des propriétaires contraignait les locataires à l'immobilisme.

Pourtant, le mouvement, c'est la vie. Mais, encore une fois, la vie *n'est pas du goût des propriétaires* de Paris. C'est triste.

Mme CH. BARRÉ
(Paris).

Diplôme ès plantes

*A la suite de la publication de notre dossier sur les médecines non officielles (*le Monde Aujourd'hui *daté 11-12 mars), nous avons reçu la correspondance suivante :*

Mes fonctions m'amènent à m'inquiéter non seulement du bon développement de la phytothérapie en France au sein du corps médical, mais également de la protection des consommateurs de phytothérapie, qui l'utilisent à titre curatif ou préventif.

Or la bonne protection passe nécessairement par une bonne information. Et tout d'abord, la définition : il s'agit de l'utilisation des *plantes médicinales* pour soigner les *maladies ou pour les prévenir*. Il faut distinguer la phytothérapie de l'homéopathie, qui peut utiliser aussi bien le règne animal que le végétal ou le minéral, et qui, par ailleurs, utilise des doses infinitésimales de produits, qui, donnés à dose normale, provoqueraient la *maladie* que l'on veut combattre. (...)

Mais, bien entendu, que l'on soigne par des plantes ou par toute autre méthode, il s'agit de soins médicaux, il s'agit de ce que nous avons de plus cher et de plus fragile : notre santé. Avant de faire une prescription *quelle qu'elle soit*, il faut qu'un diagnostic précis ait été posé. Et cela, seul le médecin est à même de le faire (parfois d'ailleurs avec beaucoup de difficultés).

Par ailleurs, il est de bon ton de parler de plantes « nouvelles » ou « exotiques » qui auraient des propriétés extraordinaires. Malheureusement, ces propriétés ne sont pas toujours vérifiées, et l'utilisation de ces « merveilles » entraîne parfois des accidents.

Il faut savoir que, qui dit « plantes », ne dit pas « écologie » et ne dit pas « inocuité ». Les plantes aussi, utilisées à mauvais escient ou par des mains *inexpérimentées, peuvent être dangereuses.*

Enfin, il faut savoir que les ordonnances des médecins phytothérapeutes sont remboursées au *même titre que les autres* par la Sécurité sociale. (...)

Nous avons demandé, à plusieurs reprises, aux autorités que des mesures soient prises pour que *soit créé un diplôme national de* phytothérapie. Seuls les détenteurs de ce diplôme pourraient indiquer leur orientation de phytothérapeute, et cela permettrait de mettre fin à une certaine ambiguïté qui favorise les non-médecins au détriment de la santé en général. (...)

Dr ROGER MOATTI,
président du Syndicat national des phyto-aromathérapeutes.

Poésie

Mohammed Khaïr-Eddine
Ishtar

Nous sommes absents de toi, nous t'entendons si mal
que la germination galactique suppure
de rides.

Enfants hués par l'éboulis, voici le fleuve
et le flingue étonné !

Il se souvient du miroir vert
des hontes du sommeil...

Ishtar ! Ils gravent la mer
en encolures de cavales
sur les javelles amères !

Ishtar !
ils jettent sur le ballast sommaire
le cuir vert du Soleil.

C'est la Montagne qui les tue !
C'est la larme qui les situe !
Indéfini riant dans ma mémoire...

l'un joua avec le rat,
l'autre accorda au diable
une étoile pour baigner le malentendu mort !

A jamais mort le Ciel aigri
sans soldanelle errant
dans l'ophiolithe !

Je me vois alentour
du lait des coccinelles...
Serpentaire itinérant...

Nous sommes absents de toi, nous t'entendons si mal
que la harpe assassine et le disque offensif
en esquif tue le timbre de ta voix...

Ishtar ! Je retaille la pierre...
peut-être est-il absurde de retailler le Socle !
Ishtar !

Je redénombre les étamines,
les abeilles et le Sphex,
l'*incrustation calme du tonnerre et du sommeil.*

Il s'enroulera avec la vague des mers,
avec le Ciel et l'Œil puissant !
il chantera le couplet fauve des oiseaux noirs.

mais nous sommes absents de toi, nous t'entendons si mal
que tout arbre nous calamistre...
Ishtar !

Né au Maroc en 1942, Mohammed Khaïr-Eddine a notamment publié : *Agadir, Corps négatif, Soleil Arachnide, Moi l'aigre, le Déterreur, Ce Maroc !, Une odeur de mantèque, Une vie, un rêve, un peuple, toujours errants* (Seuil). Il a également écrit *Résurrection des fleurs sauvages* (Stouky, Rabat) et il prépare un roman : *Légende et vie d'Agoun'chich. Ces mots ci*sèlent des questions musicalement essentielles. Cette poésie qui éblouit déporte l'œil vers l'ivresse des couleurs : l'ondula*tion crée un vertige.*

CHRISTIAN DESCAMPS.

★ Sauf mention contraire, tous les textes publiés dans cette rubrique sont inédits.

Langage

La parole est à l'humanité

ON ne connaît (et on ne connaîtra jamais) qu'approximativement le nombre de langues parlées sur la planète. Entre deux et trois mille, pour autant que le concept de « langue » lui-même puisse se définir rigoureusement, ce qui n'est pas le cas.

Pour en savoir plus et faire le point sur la question, renvoyons le lecteur à l'ouvrage de Michel Malherbe *les Langages de l'humanité – Encyclopédie des 3 000 langues parlées dans le monde* (1).

Le nombre d'humains parlant l'une ou l'autre de ces langues va de quelques centaines à quelques centaines de millions, en forçant un peu l'écart. Et ce nombre est lui aussi toujours incertain. C'est un ordre de grandeur, une « fourchette » statistique.

Qu'en est-il pour la francophonie ? Combien de francophones ? La mode a été long*temps (elle sévit encore* dans les cercles militants) à des chiffres fantaisistes, qui atteignaient, et souvent dépassaient, 200 millions. Michel Malherbe, dans une estimation qu'il qualifie lui-même de *« peut-être un peu optimiste »*, parle de 70 millions de personnes *« de langue maternelle française »*.

Autre estimation récente, dans *Un milliard de Latins en l'an 2 000* (2), une étude de démographie linguistique qui a le très grand mérite de souligner que le groupe « latinophone », du fait de la croissance démographique très rapide de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, jouera dans une vingtaine d'années un rôle majeur dans l'ensemble linguistique occidental.

Un milliard de Latins aboutit presque exactement à ce même chiffre de 70 millions, en distinguant 53,5 millions d'Hexagonaux, 15 de Belges, Suisses ou Canadiens francophones (10 serait plus près de la réalité), et 2 de *« francophones d'usage généralisé, mais non de langue maternelle »* (essentiellement les départements d'outre-mer).

La planète compte donc aujourd'hui entre 65 et 70 mil*lions* de francophones « maternels ». Au-delà de ce chiffre, il faut renoncer à parler de « populations » francophones. Et renoncer surtout à additionner les populations des Etats dont le français est effectivement la langue officielle, demi-officielle, ou privilégiée, pour en faire d'autorité des populations francophones.

De façon plus réaliste et plus efficace, c'est de « fonctions » du français qu'il faut parler. Fonction d'enseignement, exclusive ou prépondérante selon les cas ; fonction d'administration ; de relations internationales ; d'accès aux techniques occidentales ; de prestige culturel pour les classes dirigeantes. Mais « fonctions », et non pas nombres.

Ces *fonctions*, le *français* les exerce légitimement quand la ou les langue(s) maternelle(s) d'un Etat indépendant ne le peuvent pas, et que l'Histoire a *fait de lui la langue la plus* apte à les assurer. C'est évidemment le cas de nombreux Etats africains.

Il n'y a ni vanité, ni honte à tirer de cet état de fait. Nous n'avons ni à occuper abusivement un « terrain » linguistique qui ne serait plus le nôtre ni à nous en retirer par scrupule de conscience. Notre présence ici ou là, en dehors de l'*espace « maternel »* de la francophonie, est une affaire de relations et d'ententes d'Etat à Etat. Rien de plus, mais rien de moins. A vouloir gonfler artificiellement la « francophonie », on risque de *la faire éclater.*

Les deux ouvrages cités, très nourris, solides, le second un peu ambitieux peut-être, sont à lire et à consulter.

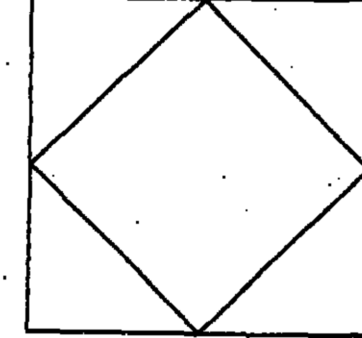
JACQUES CELLARD.

(1) *Les Langages de l'humanité, Une encyclopédie des 3 000 langues parlées dans le monde*, un vol. relié 44 p., Seghers éditeur, 160 F.

(2) *Un milliard de Latins en l'an 2 000. Etude de démographie linguistique*, sous la direction de Philippe Rossillon, 359 p., L'Harmattan (7, rue de l'École polytechnique, 75005 Paris).

En toute logique

Trois dans un



PROBLÈME N° 260

Couper un carré en morceaux pouvant reconstituer deux carrés égaux est facile. Mais comment le couper pour pouvoir constituer trois carrés égaux ?

(Solution dans le Monde Aujourd'hui *du 8-9 avril 1984.)*

Solution du problème n° 259

x est le double de 076 923, soit : 153 846.

En effet : 153 846 × 7/2 = 538 461.

PIERRE BERLOQUIN.



Du sang, des larmes et l'inflation

Comment sensibiliser l'opinion à la grande crise de notre époque ?

« *QUELLE fatalité pèse donc sur la France en matière d'inflation ?* », s'interrogeait Pierre Drouin dans *le Monde* du 7 décembre 1983. Tous les grands pays occidentaux font mieux ! L'Allemagne, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, le Japon bien sûr, sont toujours pour nous des modèles. Désespérant ! Et pourquoi ?

L'on trouve au moins un point fondamental qui nous différencie des nations de meilleures références : C'est l'absence *de tout engagement* de nos concitoyens à participer à ce combat en connaissance de cause. Qui pourrait le leur reprocher ? A-t-on un jour clairement expliqué ce qu'est l'inflation ? Ses origines ? Ses effets ? Ses remèdes surtout ?

Deux « essais » récents d'initiation à la lutte contre l'inflation viennent d'avoir lieu. La campagne « 5 % » du ministère des finances et l'émission « Vive la crise » d'Antenne 2. Cependant il reste à transformer chacun d'eux pour marquer vraiment des points. Cette opération ne peut en aucune manière se satisfaire d'illusion et de spectacle. C'est un tout autre combat qu'il nous faut obligatoirement mener si nous voulons réellement obtenir quelques résultats.

La solution privilégiée résulte des caractéristiques propres à la lutte contre l'inflation : chaque Français alimente et subit l'inflation. Il faut donc commencer par rendre nos concitoyens pleinement responsables de leur comportement. En fait, les rendre actionnaires de la bonne marche de notre économie. Pour cela la solution, autant élégante qu'efficace, consiste à sensibiliser l'opinion publique aux causes et remèdes de l'inflation, de telle façon que nos compatriotes contribuent sciemment à son atténuation.

Comment procéder ? Je prendrai pour exemple le modèle américain de lutte contre l'inflation, l'une des actions les mieux engagées au monde. Depuis dix ans les ministères américains de l'agriculture, du commerce, du travail et des finances *ont* entrepris de lutter contre l'inflation d'une manière particulièrement intelligente.

Tout d'abord, deux constats. D'une part l'inflation est probablement le problème le plus difficile que le pays ait à résoudre. C'est un mal qui affecte chaque citoyen. Pour le maîtriser, il faut un effort national. Cela signifie des sacrifices de la part de tous. Et beaucoup de temps pour y parvenir. D'autre part, à quoi peut conduire une campagne anti-inflation ? Une campagne de communication sociale doit : *informer le public* sur les origines et les dimensions du problème ; *expliquer le rôle de chacun* dans l'augmentation ou l'atténuation du mal, et *donner des exemples* simples de décisions concourant à la réussite de l'objectif ; *engendrer un consensus national* regroupant les efforts individuels et collectifs ; *restaurer l'honneur et la fierté* des citoyens en montrant leur compétence à résoudre un difficile problème national.

Ces principes de base ont servi de support à la campagne qu'a lancée l'Advertising Council en 1974 à la demande personnelle du président Jimmy Carter. *Quels ont été* les atouts exemplaires de cette campagne ?

Premièrement, une totale crédibilité. La campagne n'a été ni conçue ni lancée par les ministères concernés. Toute communication émanant d'un organisme gouvernemental est sujette à caution. S'agit-il d'information vraie, de justification politique ou de propagande ? Vaste débat qu'il est *préférable de ne pas alimenter* si l'on veut véritablement être efficace (1). Aux Etats-Unis, aussi bien qu'en France ou dans tout autre pays, cette vérité première n'échappe pas à la règle. Pour être crédible auprès de l'ensemble d'une population, une information ne doit pas émaner d'un groupe de pression, quelle que soit sa nature. Sinon elle est automatiquement rejetée par l'opinion contraire (2).

L'Advertising Council – ou conseil de la publicité – est une association à but non lucratif. Elle regroupe des experts de la communication de tous horizons qui mettent ensemble leurs talents et leurs ressources en vue de promouvoir des initiatives en faveur de la résolution des grands problèmes sociaux. Pour être retenu, un projet doit être non commercial, non confessionnel, non partisan politiquement. Le gouvernement peut confier à l'Ad. C. le soin d'organiser une campagne. L'Ad. C. peut la refuser s'il juge que les critères précédents ne sont pas respectés. Ainsi, il est probable que l'Ad. C. *aurait refusé la ré*cente campagne du ministère des finances, le taux de 5 % procédant davantage d'un message subjectif que d'un objectif plausible. Comme l'exprimait récemment son président : « *Il est important de comprendre que, si nous travaillons avec le gouvernement, nous ne travaillons pas pour lui.* » Ce faisant, une campagne issue de l'Ad. C. est consacrée en tant que cause d'intérêt général. Quel que soit l'annonceur originel, le sujet devient « virginisé » lorsqu'il émane de l'Ad. C.

Deuxième atout : un très grand sérieux dans la préparation de la campagne.

● *Rien d'efficace ne se fait sans recherche préalable.* Un vaste programme d'enquêtes continues a débuté en 1974 afin d'éclairer les responsables sur les connaissances, les opinions et les comportements du public à l'égard du sujet traité, point de départ obligé de toute stratégie de communication. L'objectif permanent de cette recherche est de mesurer l'efficacité de la campagne, et de guider la suite de l'action.

Un véritable tableau de bord à l'usage des gouvernants a *été* réalisé. Les résultats obtenus indiquent que les campagnes successives ont reçu un bon accueil du public : 46 millions d'Américains adultes suivaient la campagne en 1977 ; 30 millions se souvenaient des éléments spécifiques diffusés par les médias ; 22 millions de personnes avaient reçu *en 1978* les documents écrits. En 1979, un sondage d'opinion indiquait cependant qu'un Américain sur quatre ne connaissait pas encore les causes de l'inflation. En réponse à la question concernant les perspectives de réussite du combat engagé, les Américains ne s'attendent généralement pas à une solution rapide et facile. Un sur cinq croit qu'elle peut être contrôlée au cours des prochaines années. Plus de 50 % pensent qu'il faudra plus de temps encore. Un quart considèrent la lutte sans issue. Après quatre années de campagne, 30 % s'estimaient bien informés sur le sujet, pour un chiffre négligeable à son début. Ce rapport montre cependant l'ampleur de l'effort qui doit se poursuivre.

● *Rien d'efficace ne se fait sans le temps.* Dix ans après avoir débuté, cette campagne anti-inflation se poursuit. L'Ad.C. est toujours maître d'œuvre de l'opération. L'accueil du public comme la mesure des résultats obtenus confirment la qualité du travail *réalisé.* Sachant que la valeur temps est indispensable pour modifier les connaissances, les attitudes et les comportements humains, le gouvernement américain a compris l'intérêt de pérenniser l'action entreprise. Les résultats sont là pour montrer que la voie choisie est bonne.

● *Rien d'efficace ne se fait sans transparence.* La meilleure façon d'amener le public *à participer à une action* volontaire est de l'associer pleinement à la campagne. Ainsi toutes les études et recherches sont systématiquement publiées. Chacun est mis devant ses responsabilités et peut adapter son comportement à ce qu'il voit et entend. Cette transparence des enquêtes d'opinion est un garant de la crédibilité de la campagne.

Elle signe son sérieux, sa qualité et son aspect démocratique.

La campagne anti-inflation, comme toutes les campagnes de communication sociale américaines, a un caractère pédagogique. Prolongement de l'éducation scolaire et universitaire, elle explique sans cesse *afin d'amener le public à parti*ciper à l'effort engagé. Dans un premier temps, cette campagne multi-médias repose sur des brochures d'initiation en économie : « *You are the american economic system* », « *A simplified description of the american economic system* », « *The american economic system and your part in it* ». Ces documents, distribués année après année à des millions d'exemplaires, expliquent l'économie. Comment pourrait-on prendre part à son amélioration si l'on ne sait rien sur la façon dont le tout fonctionne. ?

Dans un second temps, des brochures spécifiques à l'inflation sont distribuées : « *Productivity and your part in it* », « *Inflation and your part in it* », ainsi qu'un document qui énonce à l'adresse de chaque citoyen ce qu'il devrait faire pour participer à la lutte : « *Inflation : what it is, and what you can do to help fight it* ».

Ces documents sont repris en fiches résumées adressées à tous les organes de presse. Parallèlement, des messages radio et TV reprennent une par une les explications produites. Enfin, l'information est relayée par les administrations, les entreprises, les collectivités locales, les associations. Afin de mesurer l'impact de chaque message, une vaste consultation suit leur diffusion. Notons enfin que la campagne se déroule toujours sur un ton positif, agréable, stimulant. Le sérieux se complaît avec l'humour. Des bandes dessinées, dans la presse ou sur l'écran, expliquent et conseillent dans un langage simple. Les adultes, comme les enfants, se prennent au jeu.

Ainsi le gouvernement américain a-t-il su progressivement sensibiliser son opinion publique contre l'inflation. En éveillant *intelligemment* l'intérêt de la population, en recherchant sa compréhension et son aide, la campagne a réuni les efforts de tous dans un combat commun. Faut-il parler à cet effet de modèle difficilement transposable ? Certainement pas ! Nous avons en France tous les atouts qui permettraient de faire aussi bien.

MICHEL LE NET
(président de l'Institut de la communication sociale.)



(1) Voir *le Livre blanc sur la communication sociale*, les Éditions de l'Institut de la communication sociale, *26 boulevard Raspail, 75007 Paris.* Tél. : 548-81-73.

(2) Cf. à cet effet les refus de diffuser qu'ont opposés certains organes de presse à la campagne gouvernementale « Les yeux ouverts », fin 1982.

Médias du Monde

Europe : un nouveau projet de satellite au Luxembourg

Le conseil de gouvernement du grand-duché du Luxembourg a donné son feu vert à un nouveau projet de satellite. Un projet qui n'est qualifié ni de « *télécommunication* » ni de « *télévision directe* ». Il s'agirait en fait d'un satellite à vocation mixte se situant dans une gamme technologique intermédiaire. *L'initiative en reviendrait* à un groupe d'industriels et financiers américains qui auraient réussi à convaincre les autorités luxembourgeoises. Celles-ci ont approuvé récemment un contrat de concession de service public *ainsi qu'un cahier des charges.* L'exploitation du satellite serait confiée à une société encore en voie de constitution, baptisée Coronet.

La mise en route effective de ce projet semble toutefois *subordonnée au rassemblement* d'utilisateurs prêts à participer au financement ; son coût est estimé aux alentours de 1,5 milliard de francs français. D'autre part, l'Union internationale des télécommunications (UIT) *n'a pas encore enregistré* la position orbitale et les fréquences pour lesquelles le Luxembourg avait demandé une procédure accélérée.

En dépit d'autres inconnues (fabricant, nombre de canaux *notamment), la décision du* Luxembourg marque une nouvelle étape importante dans la course engagée pour la maîtrise de l'espace européen de la communication. Si le projet voit le jour, il risque en effet d'être lourd de conséquences.

Il constitue, en premier lieu, une pierre importante dans le jardin de l'organisation *européenne Eutelsat et de son projet* ECS en cours de réalisation. Le plan de charge d'ECS est – en l'état actuel – loin d'être suffisamment fourni pour assurer sa rentabilisation et sa poursuite à long terme ; le nouveau projet luxembourgeois risque de lui faire une concurrence sévère.

Mais c'est surtout la première fois qu'un groupe privé serait, en Europe, chargé d'exploiter un satellite capable de réaliser aussi des liaisons « *point à point* » ; *c'est-à-dire* téléphoniques ou télématiques. Dans le contexte de la déréglementation déjà amorcée aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, le satellite luxembourgeois représenterait une *tête de pont potentielle en Eu*rope susceptible de concurrencer les différentes administrations des PTT, dans le domaine des communications d'affaires les plus rentables.

Enfin, il peut apparaître comme une solution alternative au programme de télévision directe par satellite géostationnaire TDF 1, pour lequel la France négocie en ce moment une participation de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion CLT.

Ça marche pour TV 5

Moins de trois mois après son lancement, la nouvelle chaîne de télévision francophone TV 5, *qui diffuse, par le* satellite ECS 1, une compilation des émissions vedettes de TF 1, d'Antenne 2, de FR 3, de la RTBF (Belgique) et de la SSR (Suisse), affiche des résultats qui dépassent ses prévisions « *les plus optimistes* ».

Son programme, qui ne touche que des abonnés d'un réseau de télédistribution par câble (en raison du coût élevé de l'antenne de réception), serait d'ores et déjà reçu dans un million et demi de foyers ou lieux publics dans neuf pays.

La répartition des prises est la suivante : Belgique, 800 000 ; Pays-Bas, 300 000 (400 000 nouveaux raccordements sont encore prévus dans quelques semaines) ; Suisse, *100 000 ; RFA, 150 000* (bientôt 70 000 prises supplémentaires) ; Finlande, 9 000 (plus 10 000 en mai).

En Tunisie, TV 5 est capté par la télévision publique qui, en vertu d'un accord particulier, s'en sert pour ses propres programmes. Au Maroc, seul l'hôtel Hyatt le propose ; en Grande-Bretagne, l'hôtel Royal Garden, ainsi que les universités de Manchester et de Bradford.

Les ambassades de France à Stockholm et à Copenhague *sont également* équipées d'une antenne.

France : l'État au secours des vidéo-clips

Le ministère délégué à la culture ne veut pas laisser les vidéo-clips anglophones dominer en France. Car les vidéo-clips, qui sont, comme leur nom ne l'indique pas, de courts films illustrant généralement la chanson d'un artiste ou d'un groupe avec force effets électroniques, *connaissent un développement* foudroyant outre-Atlantique et outre-Manche.

Les pouvoirs publics ont aidé, en France, cinq productions l'an dernier. Celles d'Yves Simon, de Daniel Balavoine, du Magic Circus, d'Angel Maimone et de Touré Kounda. Au total, une manne de 941 000 F qui n'a jamais, à chaque fois, excédé 50 % du budget de tournage. En 1984, cette somme devrait atteindre 1,2 million de francs et bénéficier à une di*zaine de productions, parmi les*quelles les projets de Chagrin d'amour, des Rois fainéants ou de Jean Mondino.

États-Unis : les dollars du président

La chaîne de télévision CBS aurait acquis pour une somme de *500 000 dollars* (environ 4 millions de francs) plusieurs cassettes vidéo contenant des interviews de l'ancien président Richard Nixon, réalisées par l'un de ses collaborateurs. La victime du Watergate aborde différents sujets, dont le scandale du même nom. Selon l'agence Associated Press, l'interviewer recevra 50 000 dollars ; on ignore combien touchera M. Nixon.

Comment les poètes arabes ont découvert l'amour

André Miquel l'explique : la prose est la langue de la révélation coranique. Seule la poésie peut *tout* dire.

ANDRÉ MIQUEL, qui vient d'être nommé administrateur de la Bibliothèque nationale, occupe, depuis 1976, la chaire de langue et littérature arabes classiques au Collège de France. Il prépare le quatrième volume de sa vaste étude sur la *Géographie humaine du monde musulman du septième au onzième siècle*, une anthologie des poèmes de Majnoun, un essai sur cette poésie amoureuse et un roman sur la *Légende de Majnoun et Leïla*. Mais sa nomination à la tête de la prestigieuse institution de la rue de Richelieu risque de retarder quelque peu ces projets...

Le lecteur pourra lire en attendant les trois premiers volumes de la *Géographie*, publiés aux Editions Mouton, le livre désormais classique sur *l'Islam et sa civilisation* (chez Armand Colin), les analyses rassemblées dans *Sept contes des Mille et une Nuits* (aux Editions Sindbad) ou, encore, le petit recueil tout récemment publié par le Calligraphe sous le titre *Propos de littérature arabe*, où l'on trouve la leçon inaugurale au Collège de France et trois autres essais sur la poésie et le roman arabes contemporains.

« Vous préparez un quatrième volume de votre étude sur les géographes arabes du septième au onzième siècle. Cela fait plus de vingt-cinq ans que vous vous consacrez à ces auteurs. Pourquoi leur avoir accordé une telle importance ?

– Avant toute chose, il faut dire que l'on baptise ces auteurs « géographes » faute de mieux. Il s'agit en réalité d'une peinture au sens large du monde musulman des origines à l'an 1000. Mon étude reflète un sentiment d'unité de deux côtés. D'une part, le monde décrit est un monde rassemblé sous la foi musulmane et sous un langage commun, l'arabe. Ensuite, l'unité tient aux auteurs eux-mêmes. Ce sont des gens que je qualifierais de « moyens ».

» Par leur origine sociale comme par leur culture, ils n'appartiennent pas à ce qu'il est convenu d'appeler la grande littérature arabe. Et c'est en cela qu'ils sont intéressants. Car ils créent quelque chose de nouveau, la description d'un monde vivant. A l'époque, c'est très original. Nous avons là, à défaut d'une véritable littérature populaire, qui n'existe pas dans le monde arabe musulman, à l'exception peut-être des *Mille et une Nuits*, la vision du musulman que l'on pourrait dire « raisonnablement cultivé » de cette époque.

– C'est en fait une exploration des « mentalités » musulmanes des premiers siècles de l'Islam que vous avez entreprise ?

– Oui, j'ai commencé dans un premier volume par replacer cette littérature géographique dans l'ensemble du système culturel de l'époque. J'ai ensuite abordé le contenu même des œuvres dans l'optique d'une étude des mentalités : mon second volume est consacré à la peinture que ces auteurs donnent des peuples étrangers et, au-delà, à la définition *a contrario* du monde musulman. Quant à la description du monde musulman lui-même, je l'ai commencée avec le troisième tome, qui parle du milieu naturel de ce monde. Le quatrième doit être consacré aux activités et à la vie des hommes dans ce monde musulman.

» Je n'ai pas voulu faire œuvre d'historien, si ce n'est d'historien des mentalités. Je me suis attaché à chaque fois à répondre à la question stéréotype : *quelle image le musulman moyen de l'an 1000 se faisait-il de telle composante* de son monde ? J'ai, par exemple, brossé un tableau des montagnes de l'islam, mais j'ai surtout cherché à savoir comment les gens les voyaient : comment la montagne se définit-elle, est-elle accueillante ou hostile ? Comment s'incrit-elle dans le plan architectural de Dieu sur la Terre, etc ?

– Vous dites que ce n'est pas de la grande littérature, *mais vous considérez tout* de même ces textes comme appartenant à la littérature ?

– Ces gens ont voulu être des savants et leur style n'est pas un chef-d'œuvre. Mais ils ont voulu intégrer la science qu'ils étaient en train de créer à la grande tradition de la littérature arabe classique en prose, qui est une littérature fondamentalement didactique. Pour comprendre cela, il faut revenir au problème des finalités *qui ont été celles de la prose* arabe classique depuis ses origines. Dans ce domaine comme dans d'autres, il faut revenir au *phénomène majeur de cette civilisation* : la révélation coranique.

» Toute la tradition musulmane a consisté à ériger en modèle, et en modèle *inimitable*, la langue du Coran. Cela signifiait, à la limite, que toute tentative ultérieure de recherche purement stylistique en prose était condamnée pour des raisons religieuses. *On s'explique* mieux du même coup pourquoi les prosateurs de la littérature arabe classique ont toujours pris la plume pour exprimer quelque chose. La recherche stylistique étant toujours seconde par rapport aux buts de l'auteur : dire l'histoire, rappeler la tradition ou le droit de l'islam, philosopher...

» Par rapport à ce modèle, la grande aventure de la *littérature arabe contemporaine*, c'est précisément la redécouverte d'une prose qui peut être à elle-même ses propres fins. Redécouverte qui passe par une autre découverte : celles des genres nouveaux, au premier rang desquels il faut placer le roman et la nouvelle. C'est, depuis la fin du dix-neuvième siècle, à une véritable révolution qu'est appelée la prose arabe.

– Vous parlez de « révolution » de la prose, mais vous avez aussi souligné dans vos *Propos de littérature arabe* que le roman reste aujourd'hui profondément « réaliste ».

– Oui, le roman reste pour l'essentiel tourné vers les problèmes du monde arabe. Cela n'exclut pas une recherche formelle, notamment au niveau de la nouvelle, plus proche de l'art pour l'art (sans nuance péjorative), c'est-à-dire plus préoccupée des questions stylistiques que ne l'est le roman au sens classique du terme.

» Il faudrait ajouter, greffées sur ces recherches stylistiques, d'autres recherches sur l'architecture romanesque inspirées soit par le nouveau roman, soit par l'adaptation de formes classiques de la littérature arabe au roman contemporain.

» Mais il est vrai que l'énorme majorité des romans et *nouvelles* arabes contemporains reste prise dans la pâte des événements, et c'est d'eux d'abord que parlent les auteurs : des problèmes auxquels *doit faire face le monde arabe* aujourd'hui. C'est une littérature « engagée » au sens le plus large du terme.

– Vous n'avez pas parlé de la poésie. Pourtant vous lui conférez un statut tout à fait privilégié dans l'histoire de la littérature arabe.

– Oui, je continue à croire, *avec l'énorme majorité des* intellectuels arabes, que la forme *privilégiée de la littérature* reste, et de très loin, la poésie. Elle a toujours été autonome. Je dirais, pour forcer un peu les choses, qu'à partir du moment où son domaine, dès les origines, a été déclaré radicalement distinct des formes de la révélation religieuse et du texte coranique, la poésie a continué à s'épanouir en toute liberté, précisément à la faveur de la barrière ainsi tracée. Il n'a jamais pesé sur *elle* les interdits et les tabous qui pesaient sur la *prose*.

– Votre travail actuel porte d'ailleurs sur la poésie puisque vous préparez une anthologie de Majnoun.

– C'est une poésie d'amour, qui, transcrite en français, nous donne un peu l'impression de déjà lu, mettons depuis Marot. Mais au moment où ce type de poésie est né, dans l'Arabie du septième siècle, elle était extrêmement nouvelle. Jusque-là, en effet, la poésie d'amour s'intégrait dans un code fortement constitué et pour l'essentiel inspiré par l'histoire collective de la tribu. Elle s'insérait aussi, par voie de conséquence, dans *une poésie fortement typée* quant à son organisation et ses *thèmes*.

» Au septième siècle, il se passe une chose renversante : un certain nombre de poètes *entreprennent* de chanter l'amour, en dehors des règles *jusque-là* fixées, et chantent soit ce qu'il est convenu d'appeler l'amour courtois, soit, au contraire, l'amour aventurier et l'érotisme. Le problème est d'essayer de savoir pourquoi là et pourquoi à ce moment.

» C'est un jeune chercheur tunisien, Tahar Labib Djedidi, qui a, je crois, le premier mis le doigt sur la vérité. Il a constaté que le type d'amour que chantait cette nouvelle poésie était né dans certaines tribus assez réduites et marginalisées par l'histoire, qui n'avaient pas pris part, ou très peu, au grand mouvement d'expansion des tribus hors de l'Arabie dans les premières *décennies* de l'islam. Dès lors, il était tentant d'imaginer *que cette création* amoureuse était un phénomène de *compensation* à *certains* malheurs d'une histoire tribale et *peut-être une forme de protestation* envers un système socio-*économique qui s'était* retourné contre ceux-là mêmes qui l'avaient défendu jusque-là.

» Je me suis particulièrement occupé de l'un de ces poètes, Majnoun, le « fou d'amour », ou le « fou » tout court, pour voir comment sa légende s'est développée. A l'origine, ce sont des récits tous anonymes qui ne seront rassemblés que plus tard par les anthologues arabes, et qui nous donnent à la fois les éléments d'une histoire d'amour classique entre un jeune homme et une jeune fille qu'on lui refuse, et parallèlement des poèmes mis dans la bouche de ce jeune homme. Chez les Arabes, l'histoire reste celle d'une aventure amoureuse. Les *développements* n'interviennent qu'ensuite *et d'abord* chez les Persans, qui voient dans cette *question* d'amour la figure d'une question plus haute : celle de l'amour mystique, l'amour de Dieu.

» Mais il y a d'autres voies possibles pour la survie de Majnoun. Prenez, par exemple, le Majnoun du grand poète égyptien Chawgi, qui, à l'aube de ce siècle, écrit une pièce de théâtre dans laquelle Majnoun devient le symbole de quelques-unes des valeurs fondamentales de la nation arabe, qui était à ce moment en train de renaître. Prenez d'autre part Aragon et le *Fou d'Elsa*, qui, lui, transforme la parole poétique de Majnoun, naturellement créatrice puisque poétique, en parole révolutionnaire et fait de Majnoun le héros d'un monde à venir.

– En même temps que cette anthologie, vous préparez un essai sur Majnoun, et même un roman.

– L'essai sera constitué par mon cours de ces deux dernières années, sur le poète fou et sa légende, en essayant de voir comment cette légende est née, comment elle a survécu. Cela s'adresse à un public, disons « savant ». Mais je voulais aussi faire passer une certaine connaissance du monde arabe dans le grand public. Comment faire ? *Si* tout amour est *vraiment* irréductible à tous les autres, je *me suis dit que la* science n'avait alors rien à faire ici. Je voulais donc écrire un discours littéraire sur cette histoire, pour lequel je disposais d'un modèle que je ne prétendais pas égaler, à savoir le livre de Roland Barthes.

» Mais je me suis dit que l'on pouvait aller encore plus loin et viser un public encore plus large, faire passer l'étude dans une forme acceptable par n'importe quel lecteur. Là, véritablement, il n'y avait qu'une solution : le roman. J'ai travaillé à la mise en forme romanesque d'une recherche et j'ai pris aux vieux anthologues arabes la trame de l'histoire en lui donnant l'allure linéaire nécessaire *qu'elle n'a pas dans* les vieux recueils, en ajoutant les *éléments romanesques* indispensables au fur et mesure du récit. Le tout dans une formulation classique, selon le même esprit qui m'a guidé pour la traduction des poèmes.

– Avez-vous une méthodologie particulière pour la lecture des textes arabes ?

– Nous vivons dans une époque de très grande production méthodologique. Nous avons pour lire les textes un clavier considérable de procédés et de grilles. J'ai pu être tributaire de *telle* ou telle méthode à la mode aujourd'hui, *mais, avec le recul*, je reviens à la règle d'or des vieux maîtres. Ils disaient avec *simplicité* : le texte, tout le texte, rien que le texte. Au fond, c'est le *texte* qui sécrète sa propre grille de lecture et je ne crois pas avoir appliqué deux fois strictement la même analyse.

» Un texte, ce sont des mots, et les deux voies de la *recherche* sont les suivantes : d'abord voir exactement ce que les mots veulent dire en clair ou par leurs connotations, et aussi par leurs silences ; ensuite, voir comment ils sont agencés, quelles relations ils entretiennent entre eux et dans quelle mesure, au-delà de ces relations, ils créent un texte global qui se suffit à lui-même comme unité pour le lecteur qui les reçoit. »

DIDIER ERIBON.


XAVIER LAMBOURS

Quelle image le musulman moyen de l'an 1000 se faisait-il de son monde ?

Le Monde met ses lecteurs à contribution

Que pensez-vous de nos suppléments de fin de semaine ?

Depuis quelques semaines, *le Monde* a lancé deux nouveaux suppléments : *le Monde des loisirs* dans le numéro du vendredi daté samedi, et *le Monde aujourd'hui* dans le numéro du samedi daté dimanche-lundi.

Ces initiatives complètent et développent les changements introduits depuis un an environ dans l'édition même du samedi. Le questionnaire ci-dessous a pour but de recueillir les impressions et les jugements des lecteurs sur les évolutions rédactionnelles qu'on vient d'évoquer.

Nous souhaitons que vous répondiez personnellement à nos interrogations. Nous nous permettons d'insister car il s'agit de nous aider dans nos efforts pour améliorer la présentation et le contenu du *Monde*. Or rien n'est plus difficile que d'établir un lien direct avec des lecteurs si nombreux, si divers, si exigeants. Nous avons pourtant besoin de savoir ce qu'ils attendent de nous, ce qu'ils pensent de leur journal. Votre avis nous sera précieux.

Ce sondage ne donnera lieu qu'à une exploitation statistique des résultats garantissant l'anonymat le plus complet des personnes consultées.

Nous vous prions de renvoyer le questionnaire à l'Institut IPSOS, 33, rue des Jeûneurs, 75002 Paris, auquel *le Monde* a confié la réalisation de cette enquête.

● Entourer le chiffre ou la lettre correspondant à votre réponse.

Question 1. – Vous avez trouvé ce questionnaire dans un numéro du *Monde* : [9]
- Que vous avez acheté au kiosque ou chez un marchand de journaux 1
- Que vous recevez par abonnement auquel vous avez souscrit personnellement 2
- Que quelqu'un d'autre de votre foyer a acheté 3
- Que quelqu'un d'autre dans votre foyer reçoit par abonnement 4
- Qu'on vous a prêté ou donné 5
- Que vous avez trouvé sur votre lieu de travail 6

Question 2. – Dans l'ensemble *le Monde des loisirs* (supplément du vendredi daté samedi consacré au tourisme, aux voyages, à la mode, à la gastronomie, aux jeux, aux programmes de télévision et de radio de la semaine) vous a-t-il fait... [10]
- Une très bonne impression 1
- Une assez bonne impression 2
- Une assez mauvaise impression 3
- Une très mauvaise impression 4

Question 2 bis. – Et *le Monde aujourd'hui* (supplément du samedi daté dimanche-lundi avec les sciences, la médecine, la culture, etc.) vous a-t-il fait dans l'ensemble... [11]
- Une très bonne impression 1
- Une assez bonne impression 2
- Une assez mauvaise impression 3
- Une très mauvaise impression 4

Question 3. – Etes-vous favorable au style de présentation de la première page avec la grande photo ? [12]
- Oui .... 1 — Passez à la question 5
- Non .... 2 — Passez à la question 4

Question 4. – Pourquoi ? [13]
- C'est une mauvaise qualité de reproduction 1
- Je ne suis pas favorable au sujet choisi pour la photo ... 2
- Ce sont des photos qui n'apportent rien de plus à l'information 3
- Je ne voudrais pas une photo à pleine page 4
- Publier des grandes photos n'apporte rien de plus à un journal comme *le Monde* 5

Question 5. – En général, pour ce qui concerne l'utilisation de la photo dans les deux suppléments, en êtes-vous satisfait ou pas ? [14]
- Oui .... 1 — Passez à la question 7
- Non .... 2 — Passez à la question 6

Question 6. – Voudriez-vous : [15]
- Des photos moins grandes mais plus nombreuses 1
- Des sujets de photo plus proches de l'actualité 2
- Autres (notez votre réponse en clair) 3

Parlons maintenant plus spécifiquement du *Monde des loisirs*

Question 7. – Par rapport à ce que vous trouvez d'habitude dans la presse dans ce domaine, le choix des sujets que vous trouvez dans *le Monde des loisirs* vous paraît-il ou non

	[16] OUI	[17] NON
● Intéressant	1	1
● Original	2	2
● Nouveau	3	3
● Complet	4	4

Question 8. – La longueur des articles dans *le Monde des loisirs* vous satisfait-elle ? [18]
- Oui .... 1 — Passez à la question 10
- Non .... 2 — Passez à la question 9

Question 9. – Voudriez-vous : [19]
- Moins d'articles mais plus longs et plus complets sur le style des reportages 1
- Plus d'articles courts, d'informations pratiques sur le mode d'un guide (bancs d'essai, etc.) 2

Question 10. – Parmi les sujets suivants qu'on peut trouver dans *le Monde des loisirs*, quels sont les trois qui vous intéressent le plus et les trois qui vous intéressent le moins ?

	[20-21] LE PLUS	[22-23] LE MOINS
● Vacances	1	1
● Voyages	2	2
● Gastronomie	3	3
● Jeux	4	4
● Passe-temps	5	5
● Auto-moto	6	6
● Activités sportives	7	7
● Shopping	8	8
● Philatélie	9	9
● Mode	0	0
● Maison	X	X
● Disques	Y	Y
● Vidéo	1	1
● Jardinage	2	2
● Bricolage	3	3
● Hippisme	4	4

Question 11. – En ce qui concerne les pages centrales du supplément, avec les programmes de radio et de télévision, les conservez-vous ? [24]
- Oui 1
- Non 2

Question 12. – Utilisez-vous les programmes de radio et de télévision d'autres journaux ou ceux publiés dans les magazines spécialisés ? [25]
- Oui 1
- Non 2

SI OUI : Lesquels ? [26-27]

....

....

Question 13. – Au total, quelle est parmi les quatre suivantes votre attitude envers *le Monde des loisirs* ? [28]
- Vous le lisez en entier ou presque .... 1 } Passez à la question 14
- Vous le feuilletez et lisez simplement les articles qui vous accrochent ...... 2 } Passez à la question 14
- Vous le feuilletez simplement .... 3 } Passez à la question 15
- Vous ne l'ouvrez même pas .... 4 } Passez à la question 15

Question 14. – Quels sont les articles que vous avez le plus appréciés dans le dernier numéro du *Monde des loisirs* que vous avez lu ? Et ceux qui vous ont le plus déçu ? [29-30]
- Apprécié ....

....

....
- Déçu .... [31-32]

....

....

Question 15. – Depuis que le supplément *le Monde des loisirs* existe (fin janvier) avez-vous acheté *le Monde* du vendredi daté du samedi avec ce supplément ? [33]
- Toutes les semaines 1
- Presque toutes les semaines 2
- Moins régulièrement 3

Question 16. – L'achetez-vous ? [34]
- Le vendredi 1
- Le samedi 2

A quelle heure environ ? .... [35-36]

Question 17. – Quel jour lisez-vous ou feuilletez-vous *le Monde des loisirs* ? [37]
- Le jour d'achat 1
- Le lendemain 2
- Plus tard 3

Parlons maintenant plus spécifiquement du *Monde aujourd'hui*.

Question 18. – Trouvez-vous ou non les articles publiés dans *le Monde aujourd'hui* :

	[38] OUI	[39] NON
● Intéressants quant au choix des sujets	1	1
● Originaux dans le traitement des sujets	2	2
● De présentation claire	3	3
● Bien illustrés	4	4
● Agréables	5	5

Question 19. – Voudriez-vous dans le supplément *le Monde aujourd'hui* :
- Davantage de sujets traités .... 1 [40]
  ou
- Moins de sujets traités 2
- Davantage de longs articles et de dossiers .... 1 [41]
  ou
- Davantage de nouvelles brèves 2
- Davantage de photos et de dessins .... 1 [42]
  ou
- Davantage de textes 2
- Davantage de sujets d'actualité .... 1 [43]
  ou
- Davantage de sujets hors actualité 2
- Davantage de reportages et d'études de fond .... 1 [44]
  ou
- Davantage d'informations type services 2
- Davantage de sujets français .... 1 [45]
  ou
- Davantage de sujets étrangers 2

Question 20. – Parmi les sujets suivants, qui peuvent être traités dans *le Monde aujourd'hui* quels sont les trois qui vous intéressent le plus et les trois qui vous intéressent le moins ?

	[46-47] LE PLUS	[48-49] LE MOINS
● Architecture	1	1
● Religion	2	2
● Philosophie	3	3
● Histoire	4	4
● Sciences	5	5
● Nouvelles technologies	6	6
● informatique	7	7
● Média-communication	8	8
● Médecine	9	9
● B.D.	0	0
● Cinéma	1	1
● Musique	2	2
● Courrier des lecteurs	3	3
● Editoriaux et chroniques	4	4
● La nouvelle	5	5

Question 21. – Quel est à votre avis le profil du lecteur auquel s'adresse le supplément *le Monde aujourd'hui* ?
- Plutôt jeunes de moins de 35 ans .... 1 [50]
- Plutôt 35-49 ans 2
- Plutôt 50 ans et plus 3
- Plutôt ouvrier, employé 4
- Plutôt cadre moyen 5
- Plutôt cadre supérieur, profession libérale, patron 6
- Plutôt Parisien 7
- Plutôt pas Parisien 8
- Plutôt profession intellectuelle 9
- Plutôt cadre en entreprise 0
- Plutôt études littéraires .... 1 [51]
- Plutôt études scientifiques 2
- Plutôt études de commerce, gestion 3
- Plutôt hauts revenus 4
- Plutôt revenus moyens ou plus faibles 5

Question 22. – Au total, quelle est parmi les quatre suivantes votre attitude vis-à-vis du *Monde aujourd'hui* ? [52]
- Vous le lisez en entier ou presque .... 1 } Passez à la question 23
- Vous le feuilletez et lisez simplement les articles qui vous accrochent ...... 2 } Passez à la question 23
- Vous le feuilletez simplement .... 3 } Passez à la question 25
- Vous ne l'ouvrez même pas .... 4 } Passez à la question 25

TOURNEZ S.V.P. ➡

Le Monde met ses lecteurs à contribution

Question 23. – **Combien de temps environ avez-vous consacré à la lecture du dernier numéro du *Monde aujourd'hui* ?** [53]

- Moins de 15 minutes 1
- 15 à 30 minutes 2
- 30 minutes à 1 heure 3
- Plus d'une heure 4

Question 24. – **Quels sont les articles que vous avez le plus appréciés et ceux qui vous ont le plus déçu dans le dernier numéro du *Monde aujourd'hui* que vous avez lu ?** [54-55]

- Apprécié ....

....

.... [56-57]

- Déçu ....

....

....

Question 25. – **Depuis que le supplément *le Monde aujourd'hui* existe (fin janvier) avez-vous acheté *le Monde* du samedi daté dimanche-lundi avec ce supplément ?** [58]

- Toutes les semaines 1
- Presque toutes les semaines 2
- Moins régulièrement 3

Question 26. – **L'achetez-vous ?** [59]

- *Le samedi* 1
- Le dimanche 2
- Le lundi 3

Question 27. – **Quel jour lisez-vous ou feuilletez-vous *le Monde aujourd'hui* ?** [62]

- Le jour d'achat 1
- Le lendemain 2
- Plus tard 3

Question 28. – **Trouvez-vous normal ou excessif le prix de 6 francs auquel est vendu l'exemplaire du *Monde* du samedi daté dimanche-lundi avec le supplément *le Monde aujourd'hui* ?** [63]

- Normal 1
- Excessif 2

Question 29. – **Au total, combien de personnes en dehors de vous, dans votre foyer ou dans votre entourage ont lu le dernier numéro des suppléments ?** [64]

- Le Monde des loisirs ....
- Le Monde aujourd'hui .... [65]

Question 30. – **Leur opinion sur les nouveaux suppléments est-elle favorable ou pas ?**

	[66] FAVORABLE	[67] PAS FAVORABLE
• Le Monde des loisirs	1	1
• Le Monde aujourd'hui ..	2	2

Question 31. – **Estimez-vous que les deux nouveaux suppléments du *Monde* :** [68]

- Sont assez différents entre eux 1

ou plutôt que

- Ils se complètent en tant que lecture de week-end 2

Question 32. – **Si vous deviez comparer les suppléments de fin de semaine du *Monde* dans leur version actuelle (*le Monde des loisirs* et *le Monde aujourd'hui*) avec l'ancienne formule du *Monde dimanche* diriez-vous qu'il s'agit plutôt :** [69]

- D'une bonne évolution 1
- D'une mauvaise évolution 2

Question 32 bis. – **Depuis environ un an, *le Monde* a introduit aussi des changements dans la partie quotidien de son édition du samedi datée dimanche-lundi, en dehors même des suppléments.**
Dans l'ensemble êtes-vous plutôt favorable ou plutôt contre cette évolution ? [70]

- *Tout à fait favorable* 1
- Plutôt favorable 2
- Plutôt contre 3
- Tout à fait contre 4

Question 33. – **Et pour chacune des évolutions suivantes, trouvez-vous qu'il s'agit d'une bonne ou d'une mauvaise évolution ?**

	[71] BONNE	[72] MAUVAISE
• On trouve dans *le Monde* du samedi davantage de reportages et d'enquêtes consacrés à l'actualité internationale	1	1
• Le choix des titres de la première page a changé	2	2
• La mise en pages et la maquette ont changé	3	3
• Les articles sont souvent plus longs	4	4
• *On y trouve davantage d'articles consacrés à l'actualité financière internationale*	5	5

Question 34. – **Si vous deviez comparer *le Monde* du samedi avec les éditions des autres jours de la semaine, diriez-vous ou non que cette édition est :**

	[73] OUI	[74] NON
• Plus originale	1	1
• Plus intéressante	2	2
• Plus moderne	3	3
Et diriez-vous ou non que :		
• Elle traite mieux les problèmes importants du monde contemporain	4	4
• *Elle se différencie* davantage par rapport aux autres journaux quotidiens	5	5

Question 35. – **Depuis combien de temps lisez-vous *le Monde* régulièrement ou assez régulièrement ?** [75]

- Moins d'un an 1
- 1 à 3 ans 2
- 3 à 5 ans 3
- 5 à 10 ans 4
- 10 à 20 ans 5
- Plus de 20 ans 6

Question 36. – **Et d'habitude, tous les combien, personnellement, lisez-vous ou feuilletez-vous, chez vous ou ailleurs, un numéro du *Monde* ?** [76]

- Tous les jours 1
- 3 à 5 fois par semaine 2
- 1 à 2 fois par semaine 3
- Moins souvent 4

Question 37. – **Et *le Monde* du samedi, daté dimanche-lundi, le lisez-vous :** [77]

- Toutes les semaines 1
- 2 à 3 fois par mois 2
- 1 fois par mois 3
- Moins souvent 4

Question 38. – **D'habitude, écoutez-vous les informations le matin avant 9 heures sur les stations de radio suivantes ?**

	[1] TOUS LES JOURS	[2] 3-5 FOIS SEMAINE	[3] 1-2 FOIS SEMAINE	[4] MOINS SOUVENT	[5] JAMAIS
• France-Inter	1	1	1	1	1
• Europe 1 ...	2	2	2	2	2
• R.T.L.	3	3	3	3	3
• R.M.C.	4	4	4	4	4
• Autre radio .	5	5	5	5	5

Question 39. – **D'habitude, regardez-vous les informations le soir à 20 h à la télévision sur :**

	[6] TOUS LES JOURS	[7] 3-5 FOIS SEMAINE	[8] 1-2 FOIS SEMAINE	[9] MOINS SOUVENT	[10] JAMAIS
• TF 1	1	1	1	1	1
• A 2	2	2	2	2	2

Question 40. – **Etes-vous :** [11]

- Homme 1
- Femme 2

Question 41. – **Pouvez-vous nous préciser votre âge ?** [12-13]

.... ans

Question 42. – **Exercez-vous une activité professionnelle rémunérée ?** [14]

- OUI .... 1 Passez à la question 43
- NON .... 2 Passez à la question 45

Question 43. – **Quelle est votre activité professionnelle ?** [15-16]

.... en clair

Question 44. – **Pouvez-vous indiquer si vous travaillez dans :** [17]

- Une entreprise du secteur privé 1
- Une entreprise nationalisée dans les secteurs concurrentiels 2
- Une administration ou une entreprise du secteur public ... 3

Question 45. – **Etes-vous :** [18]

- Etudiant 1
- Retraité 2
- Inactif 3
- Autre (préciser) 4

....

Question 46. – **Jusqu'à quel niveau avez-vous poursuivi vos études ?** [19]

- Primaire 1
- Secondaire 2
- Technique ou commercial 3
- Supérieur ou faculté 4
- Supérieur en grande école scientifique 5
- Supérieur en grande école de commerce, gestion 6
- Autre grande école 7

Question 47. – **Quelle est la taille de votre agglomération de résidence ?** [20]

- Moins de 2 000 habitants 1
- *2 000 à 10 000 habitants* 2
- 20 000 à 100 000 habitants 3
- Plus de 100 000 habitants 4
- Agglomération parisienne 5

Question 48. – **Quel est le département de votre lieu de résidence ?** [21-22]

....

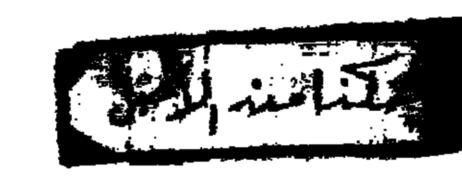
Question 49. – ***Le Monde* désirerait renouveler ce type d'enquête à l'occasion d'autres évolutions rédactionnelles, seriez-vous d'accord pour être réinterrogé ?** [23]

- OUI 1
- NON 2

SI OUI, écrivez ici votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone.

....

....



La passion selon San Martin

par Gérard Mario Goloboff.

« Enfants, gardez-vous des idoles ». *Première épître de saint Jean, 5-21.*

LES cahiers portaient son nom, et les boîtes de crayons, les plumes, les gommes, les tabliers. En outre, il était toute la matinée en face de nous, là-haut, occupant le centre du mur principal d'une salle de classe énorme avec trois grandes fenêtres qui donnaient *sur la rue d'où* montaient les rumeurs du jour, les cris des vendeurs de fruits, ceux des passants.

Mes feuilles étaient négligées, couvertes de pâtés indélébiles à chaque devoir. Au départ, je me proposais de les garder presque intactes, mais,au fur et à mesure qu'avançait la semaine, je les voyais se maculer de gribouillis, de ratures, de corrections dévastatrices, et se détériorer dans le haut *et dans* le bas avec ces plis qui écornaient et attristaient la page. Moi aussi *j'étais un enfant triste*, et peut-être était-ce pour cela que je ne pouvais pas éviter la lente dégradation de mes feuilles blanches si prometteuses.

De toute façon, l'effigie du grand capitaine ornait la première d'entre elles. Dans cette classe de fin d'études, le rituel exigeait de tout commencer (de tout continuer, de tout peu*pler et de tout couvrir*) *par un* dessin le représentant : cent ans plus tôt, justement, il était mort dans un endroit de France dont le nom, à la prononciation étrange, semblait parler de la mer et de l'exil. Je m'armais de ma première feuille chérie, de mon crayon à la mine presque toujours égoïste, de ma meilleure bonne volonté, et je me lançais dans l'entreprise démesurée consistant à reproduire dans ses grandes lignes et ses *contours ce qui* indubitablement excédait mes efforts patriotiques.

Ses vertus étaient si éblouissantes qu'elles échappaient à l'improvisation d'un enfant ; cependant, sans désemparer, je persévérais. Je commençais par le nez proéminent, je descendais vers la bouche fine et malgré tout décidée et tenace, j'abordais le menton dominateur là où le tracé était apparent, je retombais sur le cou, je revenais, tout indécis, sur l'ombre du visage, en me battant avec les oreilles intimi*dantes et les interminables* favoris, je m'amusais avec les arabesques de la moitié visible de son uniforme, et je *laissais* les yeux, le front, tout le haut, me proposant d'en finir dans un délai éloigné mais inéluctable. Les yeux constituaient pour moi la pire des épreuves. Je ne parvenais pas à les situer à un endroit précis, pas plus qu'à rendre leur taille exacte, leur forme propre, leur couleur et, encore moins, leur expression éloquente et franche : un inaltérable esprit d'indépendance qui le portait à vaincre.

Je me sentais seul dans ce combat inégal. Il n'y avait rien autour de moi. Les autres *enfants s'éloignaient comme* dans un rêve enfiévré. Les yeux du Condor des Andes me scrutaient de là-haut. *Moi*, je les pénétrais jusqu'à les avaler, mais, lorsque le crayon se risquait à les esquisser, les lignes véritables s'évanouissaient.

Finalement, tant bien que mal, je terminais. Je serais délivré par la cloche de la récréation, la sortie, ou la moue de la maîtresse qui, en s'approchant de mon banc, allait s'exclamer : « *Finissez-en une bonne fois ! Vous n'allez pas passer toute la sainte matinée sur une telle horreur !* » Ensuite, lorsque, chez moi, j'ouvrais à nouveau le cahier, je contemplais mon œuvre avec tristesse, car l'esquisse n'était qu'une caricature, aussi éloignée du tableau que nous avions devant nous que de n'importe quelle silhouette humaine.

Est-ce *que je n'étais* pas assez patriote ? Est-ce que je ne ressentais pas la même chose que les autres, ce qui expliquait mes échecs ? *Ou* bien fait-il ces saletés parce qu'il est juif et qu'il n'aime pas l'Argentine ? Cette dernière question, Mme Bileto l'avait assénée à la classe interloquée par son extravagance. Ana Maria (je l'ai su plus tard, quand, remis d'une brève maladie, je revins à l'école) fut la seule qui répondit non ou du moins qui répliqua quelque chose, en objectant avec véhémence que je dessinais mal et que c'était tout : elle savait que j'aimais ma patrie plus que tout et que je n'avais jamais dit du mal du Saint à l'Epée ni d'aucun autre héros national.

A cette époque de notre vie, les choses prirent un tour particulièrement compliqué. Chaque génération de notre monde tellement invivable peut peut-être dire la même chose. Et elle aura probablement raison. Mais chacun doit porter témoignage du drame qui l'a déchiré, et, dans le meilleur des cas, à travers la *somme* de ces déchirements pourra-t-on découvrir quelque vérité, et, à travers ces vérités courageuses, distinguera-t-on (dans un futur incertain) l'histoire. La nôtre a commencé face aux sourcils titaniques d'un Libérateur, dans une école de village, quand nous avions onze ou douze ans, et elle s'est achevée beaucoup plus tard. Ou peut-être ne s'achève-t-elle que maintenant, alors qu'à quarante ans j'essaie de dessiner, sans autres artifices que ceux de la parole, un visage qui s'est déjà échappé de moi, celui d'Ana Maria.

Elle faisait partie des meilleurs élèves. Fille unique adoptive (c'était un secret de poli*chinelle*) de la concierge de l'école, elle assumait avec dignité sa condition modeste et elle préférait se faire aimer pour son comportement et sa camaraderie. La « conduite » avait autant ou plus d'importance que les autres aptitudes scolaires et, bien qu'elle n'en fût pas dépourvue, son pouvoir *sur la classe* provenait des occasions, rares et toujours justifiées, où elle prenait la parole. *Elle le faisait doucement*, pour se faire entendre ; elle créait une oasis au milieu de notre chahut et de notre agitation perpétuelle. Naturellement peu prolixe, naturellement juste, naturellement catholique dans un village où les exceptions étaient rares, la défense qu'elle prit sobrement de moi ce jour-là avait clos à jamais l'interrogation insidieuse lancée par Mme Bileto. Et, du même coup, elle ouvrit pour nous deux une voie que nous n'avions jamais explorée : celle de la gratitude, celle d'une solidarité mutuelle que n'entameraient ni l'âge, ni le temps, ni les choses pénibles que charrie le temps.

J'AI écrit que cette époque fut compliquée ; malgré tout, ses avatars ne parvinrent jamais à ébrécher notre fraternité croissante. C'est l'*expression* que je dois employer, car je ne saurais prétendre que nous ayons été amis : *en ce temps-là, les diffé*rences de sexe comptaient beaucoup plus qu'aujourd'hui, et il était impensable que nous nous fréquentions. Nous étions encore ignorants des possibilités de l'amour : peut-être nos rêves se sont-ils parfois effleurés, mais je crains que les miens aient été les seuls à la chercher et j'ai l'impression de manquer à son souvenir quand je les mentionne. Je n'écris pas pour parler de mes nuits ou de moi, je le fais pour dessiner un rêve qui ne m'appartient pas, un souffle impalpable, ce visage de petite fille contre la tempête.

Non, nous ne nous sommes pas aimés, nous ne nous sommes pas réunis puis perdus : les idoles se sont chargées de tout pour nous. Les idoles et ma réticence à les adorer.

Le primaire terminé, nous sommes entrés moi au lycée, elle à l'école de commerce ; je me *mis à fréquenter assidû*ment des vagabonds et des fainéants ; je crois avoir souhaité *et obtenu quelque succès* auprès des jeunes filles. Heureusement, Ana Maria est toujours restée *à l'écart de ces* amitiés tumultueuses. Nous nous croisions parfois au détour d'une rue, *nous échangions* quelques mots innocents sur nos études et nos camarades respectifs, nous nous séparions en sachant que nous vivions là, quotidiens, présents, dans un univers encore visible.

En 1952, je l'ai vue défiler dans les rues vides de notre village avec d'immenses couronnes ; devant et derrière Ana Maria marchaient des hommes et des femmes tristes. Travailleurs des champs, ouvriers du bâtiment et de l'unique raffinerie d'huile des environs, employés modestes, servantes. Ils veillaient l'effigie d'Eva (ils disaient « *Evita* »), une morte récente qu'ils nimbaient déjà d'éternité. Corps noyés dans la foule, ils déferlaient par vagues sous le silence des arbres sans *feuilles. J'ai pensé que cette* nuit-là j'allais définitivement *rater la séance du Rex : Ster*ling Hayden et Jean Hagen resteraient à jamais derrière l'écran, *sans me dévoiler ce qui* se passe quand « La ville dort ». Car celle-ci, la mienne, ne dormirait *jamais : elle vivait* un cauchemar qui ne faisait que commencer et elle s'y plongeait avec toute l'emphase imaginable. Le spectacle me parut grotesque ; à l'abri de la fenêtre du living, j'ai souri. En revoyant Ana Maria, cette fois près de sa mère, sa douleur m'a fait mal, et aussi d'avoir souri. J'ignorais l'immense méchanceté dont les hommes sont capables et je jouais avec le deuil des autres comme un dieu pervers.

En juin 1955, la tempête attendue éclata. A cette époque, l'air était devenu irrespirable, y compris à l'intérieur de notre propre maison, et, pas même devant Francisca (qui *travaillait déjà pour nous avant* ma naissance), nous ne pouvions élever la voix. Le soulève*ment échoua, mais* même pendant ces quelques heures d'espoir papa me fit signe de ne pas discuter avec *elle*. Dans son langage élémentaire, la brave femme se répandit sur les malheurs du pays et contre ceux qui « *bradaient la patrie* », les mêmes qui, dans son scénario chaotique, « *avaient tué Moreno et Belgrano, San Martin et Evita* ». Nous la laissions dire, par pitié, par affection. Par prudence aussi : les radios officielles ne tardèrent pas à hurler vengeance et, à la maison, les lumières de la salle à manger et du salon s'éteignirent.

La liberté tant désirée se fit *attendre jusqu'en septembre.* La tyrannie que nous dénoncions s'écroula, et avec elle ses *slogans et ses statues. La plus* grande et la plus ridicule, qui enlaidissait la place du Héros national, c'est nous, ceux de terminale, qui l'avons abattue. En ce temps-là, j'avais déjà commencé à écrire et je découvrais (ou d'autres me faisaient découvrir) un don oratoire inné. Poussé par une inconséquence d'adolescent, je prononçai des discours de victoire enflammés et j'inaugurai également la fête de clôture de notre baccalauréat par deux ou trois phrases inspirées par le seul plaisir de m'entendre parler.

Ana Maria était là, représentant son école de commerce, et, naturellement, elle entendit les inepties que je débitais. Je ne m'en préoccupai guère alors et je ne m'approchai même pas d'elle ; peut-être avais-je même haussé mon indignation patriotique et mon exaltation pour la tenir tacitement à distance.

ENSUITE commença un bal avec deux orchestres. Moi qui n'avais jamais dépassé les valses timides, je me lançais dans des « *rancheras* » et des rocks *échevelés. A un moment* donné, par-delà mes débordements convulsifs (favorisés par *de multiples libations*), *j'ai* remarqué sa présence. J'ai cru qu'elle m'observait, en compagnie de deux amies, sans danser. Par bravade, j'ai traversé la piste, mais, quand je me suis vu si près de sa main, tout faraud, infidèle, sans pouvoir reculer, j'ai eu peur d'essuyer un refus. Elle m'a salué avec tiédeur, m'a présenté à ses amies et invité à partager leur table. Je lui ai dit que je préférais danser et elle a accepté. J'ai *compris* que les hommes n'avaient rien à lui prouver car elle savait ce qui les guidait.

Nous avons dansé. Un, deux, toute une série de morceaux. Le chanteur se trompait dans les paroles de « Garua » et je le lui ai fait remarquer. On ne voit personne passer le coin de la rue. Le long des trottoirs, la file des lampadaires fait briller l'asphalte d'un éclat macabre. Et moi je vais comme un paumé, toujours seul, hanté par ton souvenir. Elle a apprécié ma mémoire et mes boutades ; elle m'a communiqué une sérénité qu'elle ne possédait peut-être pas elle-même. Honteux, je l'ai regardée dans les yeux et je l'ai entendue me dire : « *N'aie pas peur, un jour ou l'autre toute cette tristesse se transformera en joie.* » J'ai oublié que nous dansions, j'ai oublié l'endroit, j'ai oublié mes *ardeurs précédentes ; mais* je n'ai pas oublié que c'était la première fois que je la tenais dans mes bras.

Nous avons parlé de choses banales, de son emploi du temps et du mien. Mais, par un pacte tacite, nous n'avons fait aucune allusion à ce qui pouvait nous séparer. Notre accord coulait de source, tout frais, intact, défiant la corrosion.

Les souvenirs qui viennent ensuite sont ceux de l'éveil à une maturité improbable. J'ai quitté le village natal et je suis descendu dans une ville froide où les diagonales amplifiaient *le désarroi : on aurait dit les* songes d'un despote étrange et abscons multipliant à l'envi les *fausses énigmes. J'ai parcouru* avec angoisse ces diagonales en cherchant le contact de vieux murs sur ma *main* d'enfant, mais ni les maisons ni mes mains n'étaient plus les mêmes, et j'ai appris à reconnaître mes changements dans un monde changeant.

Je revenais de temps à autre au village pour voir mes parents ; les rencontres étaient pénibles et même heurtées. J'étais plongé dans l'examen de conscience que notre génération avait alors entrepris et j'évaluais l'abîme qui nous *séparait de ce qu'à* l'époque nous appelions encore, avec une certaine emphase, « *les masses* ». Intellectuels à la dérive, nous tentions une résurrection historique, et, dans ce but, il fallait voir le passé avec les yeux et le cœur de ces masses. Papa mettait fin à nos discussions en attribuant mes velléités à l'Université « *et à je ne sais quelles autres fréquentations* ».

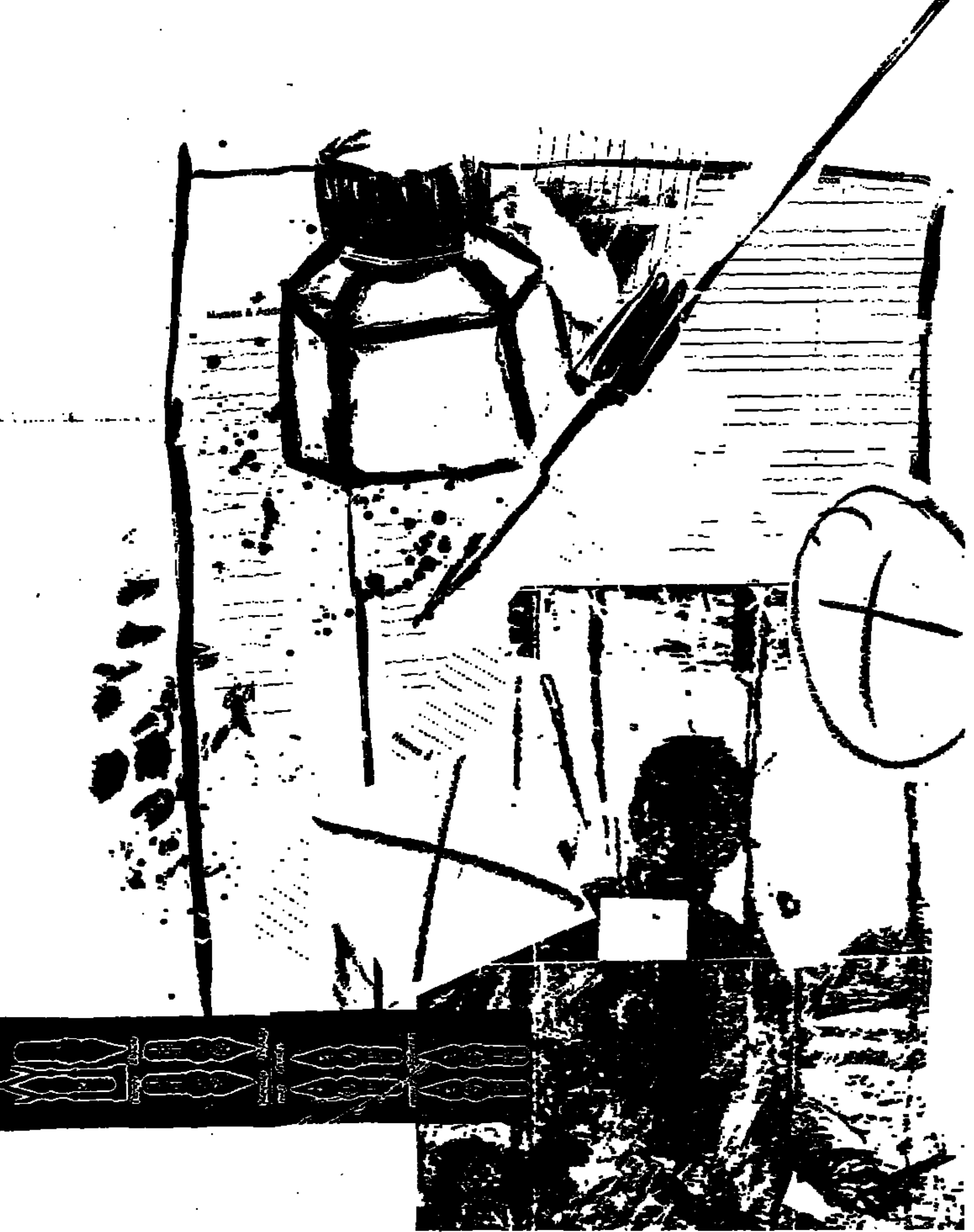
Lors de ces voyages, intimement, je *l'ai cherchée*. Je poursuivais quelque chose de plus que des retrouvailles et que la reprise de notre dialogue interrompu ; quelque chose de plus que la récupération de son regard et de son visage que je ne parvenais jamais à me rappeler ; quelque chose de plus que la matérialisation d'une impossible fantaisie amou*reuse. Face à mes propres* changements, à mes nouvelles façons de voir la patrie et sa destinée turbulente, j'*avais* besoin de son accord, maintenant possible, et de son incommensurable pardon.

Je n'ai plus réussi à la revoir. Elle et sa mère avaient également abandonné le village et personne ne sut (ou ne voulut) me donner des renseignements précis sur l'endroit où elles habitaient désormais. Quelqu'*un me dit que la mère* était morte à Buenos Aires ; un autre glissa quelques insinuations sur *les « dangereuses »* activités d'Ana Maria dans des provinces du Nord. Mais rien de plus.

Les années ont continué à passer et à s'écouler sur nos têtes et nos sangs de façon barbare. La patrie est aujourd'hui, dans son ensemble, un tas de cendres et les quelques bûches qui restent n'alimentent plus *qu'un brasier tyrannique*. Ana Maria est certainement tombée ; elle n'avait que son corps pour diffuser son message et c'est sûrement ainsi qu'elle en a fait don, en le mêlant au pollen qui s'envole des fleurs et à l'eau qui nourrit les plantes. Je ne l'ai jamais su avec certitude et peut-être ne veux-je pas le savoir. Je cherche son nom çà et là, mais je ne l'ai jamais vu, ce qui fait naître en moi un espoir insensé. Je sais, au fond, qu'elle n'est plus là. Qu'elle est passée comme une ombre ou comme le vent qui agite les *arbres. Que d'autres l'ont* aimée et l'ont suivie. Dans notre Sud transi, dans notre pampa déserte, dans nos immenses salpêtrières, dans les souterrains des villes ou sur les plateaux faméliques, ils auront recueilli sa communion silencieuse, son sacrifice, sa bonne nouvelle. Moi, grain de sable dans mon interminable diaspora, je la dessine, étranger. Je butte sur le tracé, la couleur, les faits, je suis plus à l'aise pour les contours. Elle recouvre ma main avec une douceur enfantine et elle chante pour que je ne pleure pas, par-dessus la houle du large.

(Traduction de Claude Fell.)

[Gérardo Mario Goloboff est né en 1939 dans la province de Buenos-Aires. De 1970 à 1974, il a dirigé avec Vicente Battista la revue littéraire *Nuevos Aires*. Poète, conteur, critique, il a publié en 1976 son premier roman, *Caballos por el fondo de los ojos*, et, en 1978, un essai sur Borges, *Leer Borges*. Il enseigne actuellement à l'université de Toulouse-Le Mirail.]


FIL DU RASOIR

Kiosque.

Sous neufs

ENRICHISSONS-NOUS ! Même la gauche ne pince plus le nez devant l'argent. Il est loin le temps où, dans une France qui s'enrichissait, ceux qui tentaient d'en tirer profit devaient le faire en rasant les murs, le rouge au front, cachant leurs chéquiers comme des photos cochonnes. Le fric n'est plus odieux. C'est ce que dit *le Nouvel Observateur* dans un dossier sur *« les jeunes et l'argent »*. François de Closets – qui en connaît un bout – observe : *« Le nouvel argent est dynamique et pas statique : il se gagne avant de se posséder. A l'applaudimètre des sondages, le parvenu l'emporte sur le bourgeois, et l'enrichissement sur la richesse. Signe de cette révolution : la vogue de la création d'entreprises. »*

Il faut pourtant du mérite pour créer une « boîte » – sa boîte – quand on a vingt ou trente ans, quand les parents, qui vous ont conduit de la maternelle supérieure à la grande école cotée, rêvent pour vous d'un pantouflage de haut niveau, mais salarié ! Il faut aussi de la constance, quasiment de l'héroïsme, pour franchir la mer des paperasses préalables. *« Pour créer une entreprise en France,* écrit Franz-Olivier Giesbert, *il faut remplir deux cent soixante papiers en tout genre. »* Cela peut prendre trois mois, contre deux jours aux Etats-Unis. Il n'empêche, *« chaque année, cent dix mille Français arrivent au bout de ce parcours du combattant »*, et près du tiers d'entre eux ont moins de trente ans ! Croyez-vous qu'ils le fassent par altruisme ?

Cela peut leur venir très jeune. *Le Nouvel Observateur* rappelle que, l'an dernier, le Crédit industriel et commercial a proposé des comptes électroniques aux jeunes de treize à dix-huit ans. Rien qu'à Paris, quatre mille cinq cents jeunes ont déjà ouvert un compte. Ils voient loin.

Le goût du risque, la gauche désormais l'encense. Les jeunes gens aux dents longues ont la bénédiction des socialistes. L'argent dynamique est au goût du jour. Rien à voir avec les placements à la papa, les frilosités des rentiers méfiants, les prudences des gestionnaires de la fortune ancestrale.

Les épargnants, pour qui il s'agit moins de s'enrichir que de se maintenir, doivent se souvenir de se méfier. *Le Point* les y aide dans un dossier sur *« les pièges de l'épargne »*. On y raconte une histoire belge (authentique) : *« La police bruxelloise a arrêté récemment un promoteur qui vendait comme « placement exceptionnel » des parcelles de terrain en Arizona. Le programme s'appelait Grand Canyon Subdivision. L'ennui, c'est que ce décor de western n'a pas vu tomber une seule goutte d'eau depuis cent cinquante ans ! »* Les Français auraient tort de s'esclaffer : souvenons-nous de Panama, de l'emprunt russe, que nous avons toujours en travers de la gorge, ou, plus récemment, des diamants... ruineux et des conteneurs emplis de vent.

Il n'y a pas de miracle. On commence à s'en aviser au fond des bas de laine. On se modernise, aussi : la Bourse a un succès grandissant. Le « second marché » a fait un tabac. *« J'ai vu,* raconte le secrétaire général de l'Association nationale des actionnaires, *sur ce second marché jusqu'à cinquante fois plus de demandes que d'actions disponibles. »* Un jour, il a même fallu tirer au sort entre les demandeurs !

Si la Bourse vous paraît austère, l'obligation sans risque, la forêt trop profonde, les diamants ternes, l'assurance-vie démoralisante, les pièces caduques, il ne manque pas d'idées pour une épargne imaginative. *Le Point* suggère d'investir dans les vins : *« En six mois, une bouteille de Lafite 1953 achetée mille francs peut prendre 30 %. »* Mais c'est le supplice de Tantale. Il suggère aussi l'investissement vache. Une société vous propose de devenir *« éleveur citadin »* et son responsable explique : *« Pour dix génisses achetées en 1984, vous aurez dans seize ans un troupeau de trente bêtes. »* On se demande si ce conseil est bien judicieux par les temps qui courent en Europe.

Il vaut mieux acheter des raretés. *Minute* signale une mode qui se répand parmi les acheteurs d'objets de collection : le casque militaire est en pointe. *« Certains casques surdécorés et pompeux des différents corps de la maison militaire de Louis XVIII s'échangent désormais au-delà de 50 000 francs. »* Ou encore : *« Un bon casque des dragon de la garde royale, en laiton, avec son turban en « peau de tigre » (en fait, de la toile cirée peinte), sa plaque frontale fleurdelysée et sa chenille remplaçant la crinière du temps du Petit Caporal, ne se trouve plus à moins de 20 000 francs. »* C'est un placement sûr. Il ne produit pas beaucoup d'emplois mais peut toujours, à l'occasion, servir à protéger, sinon l'épargne, du moins le chef de l'épargnant.

Il y a plus aléatoire mais plus aventureux : la chasse aux trésors engloutis. Les fonds marins regorgent de navires marchands ou militaires, de toutes époques et provenances. Nous avons, en France, un Pic de La Mirandole des épaves, un érudit du naufrage. Il s'appelle Patrick Lirzé. *VSD* a rencontré cet ancien instituteur, âgé de trente-cinq ans, qui, depuis onze ans, s'est constitué une prodigieuse documentation sur les navires perdus. Il n'est pas chasseur de trésors mais archiviste des fonds marins. Ce fouille-mers dispose de vingt-cinq mille dossiers sur les navires disparus. Il lui arrive de vendre des documents à ceux qui veulent retrouver une épave : il en coûte au minimum 20 000 francs.

Chasseurs de trésors, pas d'illusions ! L'Etat veille au fond des mers. M. Michel Brézillon, inspecteur général au ministère de la culture, rappelle la loi. Pour fouiller une épave, il faut une autorisation préalable. Et, en cas de découverte, *« le trésor appartient en totalité à l'Etat »*...

Il est finalement moins hasardeux de jouer au Loto – bien que l'Etat, toujours lui, empoche près du tiers des enjeux. Ils sont douze millions chaque semaine à cocher leurs petits chiffres sur leurs petits bulletins. A quoi rêvent-ils ? *France-Soir Magazine* le révèle à l'occasion d'un sondage de l'institut Louis Harris effectué auprès de 812 personnes. A la question : *« Que feriez-vous si vous gagniez un gros lot au Loto ? »*, 28 % répondent qu'ils achèteraient une maison, 25 % feraient des dons divers à l'entourage, 22 % des voyages. Le plus étonnant n'est pas là. Il est que 21 % des joueurs ne savent pas du tout ce qu'ils feraient de tout cet argent.

L'un d'eux a poussé jusqu'aux limites l'indécision face au gain. Il s'agit de cet individu qui, selon *France-Soir Magazine*, a déposé un jour un bulletin dans un café de Clichy, mais sous un faux nom. Il a gagné 1 million de francs et n'est jamais venu les réclamer.

Ce gagnant inconnu fait-il partie de ces gens qui, n'ayant pas d'argent, n'ont aucune idée de la matière de s'en servir ? Peut-être que, après avoir joué en se cachant, il priait Dieu de le faire perdre. Il est mort de honte en apprenant la fatale nouvelle : *« Je suis riche. »*

BRUNO FRAPPAT.

Opéra

Auber le désinvolte

L'OPERA a eu une jolie inspiration en nstallant au palais Garnier *Marco Spada* dans sa version chorégraphique. L'opéra d'Auber n'avait eu qu'un succès mitigé quand il avait été chanté sur la scène impériale de la rue Le Peletier.

En 1857, soit cinq ans plus tard, la vogue du ballet aidant, ce fut tout autre chose. Auber s'était bien gardé de reprendre l'intégralité de sa partition lyrique : il avait repris les meilleures mélodies de *Fra Diavolo*, des *Diamants de la couronne* ou de *la Barcarolle*, et Joseph Mazilier, le maître de ballet maison, avait greffé là-dessus une pantomime en trois actes qui eut aussitôt une réussite retentissante.

La facilité d'Auber à créer ou à recréer un style d'opéra-comique français à une époque de folie italianisante était confondante, et le Boulevard fredonnait à plaisir ses airs à danser ou ses couplets, si fraîche, si facile à retenir en était la musique.


GIRAUDON

« Foyer des acteurs à l'Opéra », par Eugène Lami, 1841. Aquarelle.

Tout était original chez le compositeur, à commencer par son esprit qui estampillait un de ses prénoms. Daniel, François, Esprit, Auber était né dans une diligence du côté de Caen. A vingt ans, il avait reçu de son père, riche marchand d'estampes, ancien officier des chasses de Louis XVI, la cadeau d'un pur-sang et d'un piano à queue. De ce jour et jusqu'à l'âge le plus avancé, Auber fit sa promenade quotidienne à cheval au bois de Boulogne à l'heure de sortie des élégantes, sans jamais omettre de ramer son papier à musique chaque matin de 5 à 10 heures.

Avec ses grands yeux de braise, son visage bien taillé, son allure cavalière, l'élégance de ses manières, il incarnait par excellence le boulevardier parisien. Un des traits de son charmant caractère était de se ficher éperdument du succès de ses œuvres, qu'il composait comme en se jouant. Le 29 février 1828, au soir de la première de *la Muette de Portici*, l'opéra qui tint l'affiche durant tout le siècle, lui rapportant des fortunes, il préféra se réfugier au Café anglais, où il avait ses aises.

Son principal intérêt dans la vie était les femmes. Ce jeune vieillard les courtisait encore à soixante-dix ans passés, époque de la création de *Marco Polo*. Dans sa longue existence de célibataire – il mourut à quatre-vingt-neuf ans, – il n'avait connu qu'un seul coup de foudre. Pour une Anglaise, comme Berlioz. Elle s'appelait Anna Thillon, chantait à l'Opéra-Comique – territoire sacré d'Auber, – et Théophile Gautier la trouvait irrésistible avec ses longs cheveux blonds quand elle poussait la romance sans pouvoir se départir d'un délicieux accent anglo-saxon. Mais les hommes à femmes ont ceci de redoutable pour les cœurs tendres que toute rupture leur paraît une délivrance voluptueuse.

A l'époque de *Marco Spada*, Auber s'était suffisamment remis de sa passion pour avoir derechef la tête tournée par les danseuses. La chance voulait que celles-ci fussent deux étoiles de *Marco Spada* et que leurs noires prunelles, leurs cheveux de jais, aient composé pour lui un vivant contraste avec l'angélique beauté anglo-saxonne.

Depuis les premiers jours de la monarchie de Juillet, la mode allait en effet aux ballerines italiennes. Tagliono, Gridi, Cerrito, régnèrent tour à tour sur le sérail, dans ce foyer de l'Opéra où Auber fréquentait volontiers les lions, *« race superbe commençant invariablement par un toupet frisé, continuant par un binocle et finissant par une paire d'éperons »*.

Mazilier, le chorégraphe de *Marco Spada*, n'en avait pas moins risqué une fameuse gageure en faisant paraître ensemble deux étoiles dans le même ballet – après tout, Perrot avait bien réussi, osant distribuer un carré d'étoiles (*le Pas de quatre* à Londres douze ans plus tôt). Avec la Piémontaise Amalia Ferraris, ravissante danseuse noble qui devait interpréter la marquise, il ne courait pas grand danger. Mais avec la Bolognaise Carolina Rosati, gratifiée du rôle capricant d'Angela, la fille du bandit d'honneur, il jouait gros. Les critiques à propos de Rosati décrivaient complaisamment sa tête dévorée de passion, son regard *« quelque peu satanique »*, la fougue de ses emportements.

Or *Marco Spada* se terminait par une danse sur le volcan : Rosati devait abattre sa dernière variation avec un fusil à la main ! Par bonheur, tout se passa le mieux du monde sur scène, et les deux rivales tombèrent dans les bras l'une de l'autre à la fin du spectacle. Pour une fois, rendant grâce à ses belles, Auber assistait à la fête et recevait l'ovation unanime du parterre.

Ce sont deux blondes, bien françaises celles-là, qui ont dansé jeudi 22 mars, pour la recréation au Palais Garnier, les rôles vedettes du *Marco Polo* 1984 : Mlle Claude de Vulpian, dont la distinction naturelle sied à ravir à la marquise, et Mlle Ghislaine Thesmar qui, bien que ne le cédant en rien en manière d'élégance, fait merveille dans le rôle plus chargé d'Angela – aussi bien cette « fille du bandit » voit son identité dévoilée au dénouement : c'est une princesse !

En expirant – et Dieu sait s'il expire, dix minutes de convulsions comme dans toute agonie de théâtre, – Marco Spada, faux marquis, vrai détrousseur et pseudo-père, révèle sa naissance. Au temps de la création, Marco Spada, image romantique du brigand des montagnes, était un rôle mime.

Rudolf Noureev, sur la trame chorégraphique reconstituée par M. Pierre Lacotte, en a fait un personnage uniquement dansant, qui enchaîne, sans perdre le souffle, variations sur variations, le meilleur de son interprétation se produisant au troisième acte – la caverne des brigands – où il se montre plus increvable que jamais et même assez rigolo.

Les deux autres rôles masculins sont dansés le mieux du monde : Federici par M. Michaël Denard, qui a retrouvé la grande forme et dont le charme juvénile, la noblesse enjouée n'ont jamais été plus à leur avantage ; Pepinelli par M. Jean-Pierre Franchetti, tout à fait extraordinaire dans le style de la comédie italienne est la joie de la soirée. Les danses de guerre reculent les limites du pompiérisme mais les tarentelles en tromblons et chapeaux pointus sont à frémir. Le Roland Petit parisien aurait pu moderniser l'esprit d'Auber – pas sûr...

OLIVIER MERLIN.

